REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIIIe ANNEE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME XLIV. — 1er MARS 1908.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIIIe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1908

65359

054
R3274
1908 [v. 2]

L'OMBRE DU PASSÉ

DEUXIÈME PARTIE (1)

VII

Le jour vint où Adone put enfin aller à l'école de Viadana. Sa mère l'y accompagna, pour le présenter à son futur professeur et au directeur de l'école. C'était un matin d'octobre, froid et brumeux. Adone, dans sa hâte de partir, n'avait mangé qu'une tranche de polenta, et, à moitié route, il commençait presque à avoir faim. Mais qu'importaient la faim, le froid, le brouillard? Il marchait en sifflant, les mains dans ses poches, un cahier et le livre de la troisième élémentaire sous le bras; et il lui semblait qu'il partait à la conquête du monde.

A travers le brouillard qui commençait à s'éclaircir, on entrevoyait confusément le fleuve. Çà et là quelques arbres se dressaient, tout jaunes, pareils à des flammes au milieu de la fumée. L'enfant se rappelait le voyage fait à Viadana sous le manteau de son oncle, le petit sac plein d'or, la promesse du colosse. Comme il avait été heureux, ce jour-là! Mais aujourd'hui il se sentait plus heureux encore : il avait réalisé le grand rêve de sa vie ! Peu lui importait de ne pas avoir l'argent du sac. Est-ce qu'on a besoin d'avoir de l'argent pour aller à l'école?

— N'est-ce pas, maman? demanda-t-il tout à coup, suivant le fil de ses secrètes pensées.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

La maman cheminait d'un pas alerte, la tête coiffée de son foulard jaune, les pieds chaussés des vieux souliers que lui avait donnés la sœur du curé.

— N'est-ce pas, maman, que, pour aller à l'école, on n'a pas besoin d'avoir beaucoup d'argent? Qu'est-ce que ça coûte? Rien du tout!

— Plus tard, mon chéri, ça coûtera; et, si tu vas terminer tes études à Crémone ou à Padoue, ça coûtera même très cher... Espérons que ta tante ne refusera pas de mettre la main à la poche.

— Oui, espérons-le! dit Adone.

Et il devint songeur.

Arrivés à Viadana, ils se rendirent d'abord chez le directeur de l'école, qui les accueillit avec bienveillance. C'était un vieux prêtre, grand ami du curé de Casalino, qui lui avait déjà parlé d'Adone. Il fixa des yeux un peu vitreux dans les yeux clairs du garçonnet.

— Très bien, très bien! dit-il ensuite, en agitant ses doigts longs et fins. Voilà des yeux qui promettent. Sais-tu à quoi les yeux servent, mon enfant?

— A voir! répondit promptement Adone.

— Bravo, bravo! Mais ils nous servent aussi à révéler nos pensées : ce sont les fenêtres de l'âme.

Le professeur, blond et gras comme un bourgeois cossu, accueillit avec non moins de bienveillance la pauvre femme et le nouvel écolier. Les yeux d'Adone le frappèrent, lui aussi.

— L'intelligence ne manque pas, dit-il en donnant à l'enfant de petites tapes sur la joue. Reste à savoir s'il y aura autant de bonne volonté.

En dépit de ces éloges, l'écolier demeura soucieux et presque triste pendant tout le temps de la classe : le professeur lui avait dit qu'il faudrait acheter au moins le livre de lecture. Comment faire, puisque Tognina ne voulait rien dépenser? Et d'ailleurs, si elle achetait des livres, il ne lui resterait plus de quoi payer ses impôts!

Au retour, il avait une faim si terrible qu'en passant, il s'arrêta chez sa mère : il lui semblait qu'il ne pourrait jamais arriver jusque chez sa tante. Par bonheur, sa mère l'attendait, et elle lui avait préparé une petite fouace qu'il dévora avidement, assis sur la marche de la porte. Ses petits frères le regar-

daient avec envie. Ottavio ramassa un petit morceau de la fouace, qui était tombé à terre, et il le mangea sans même l'essuyer.

Cependant, Adone songeait à son avenir, à l'époque où il serait instituteur et où il pourrait aider sa maman et ses petits frères. Mais, en attendant, il fallait se procurer le livre. Sa mère lui répétait :

— Demande à Tognina de te l'acheter.

L'enfant doutait fort du succès de la démarche, et il finit par répondre à sa mère :

— Ne t'inquiète pas. De toute façon, je m'arrangerai pour l'avoir.

Revenu chez sa tante, il chercha encore à manger. On ne lui avait rien laissé; ou plutôt, on lui avait laissé un peu de soupe, mais tante Elena lui dit que Fiorello l'avait prise. Adone protesta; mais, bon gré mal gré, il lui fallut se contenter d'un morceau de polenta froide. Ensuite, il se mit en quête de sa tante, pour lui parler du livre.

La petite femme ne se sentait pas bien, ce jour-là : elle avait une forte douleur à un genou et elle pouvait à peine plier le coude. Lorsqu'elle vit son neveu, elle fixa sur lui ses petits yeux indifférens, et il n'eut plus le courage de lui parler de la dépense à faire.

Le lendemain matin, il se leva plus tôt que d'habitude, descendit dans la cour et alla au poulailler. Par crainte que, ce jour-là encore, on ne lui laissât rien à manger, il ramassa deux œufs, les cacha dans sa poche; et, un moment après, les deux œufs allèrent s'enfouir dans la fameuse corbeille aux trésors.

Il y avait dans cette corbeille une boîte. Adone la prit, l'ouvrit délicatement, en retira une seconde boîte, et de la seconde boîte une troisième. Il enveloppa la troisième dans une feuille de papier jaune, mit le tout dans sa poche; puis il partit pour l'école. Ce mystérieux petit paquet ressemblait beaucoup à celui qu'il avait emporté dans l'île déserte.

Toujours du brouillard, mais un brouillard léger, à travers lequel on apercevait le ciel pâle. Devant la grille du château Dargenti, Adone, quelque pressé qu'il fût, s'arrêta, stupéfait. Il n'avait jamais imaginé que cette grille pût s'ouvrir un jour, et voilà qu'elle était ouverte! Qui l'avait ouverte? Un voleur, peut-être? Il eut la tentation de pénétrer dans le jardin; mais il ne s'y risqua pas, sans trop savoir lui-même si c'était du voleur

ou de Jusfin qu'il avait peur. Dans la grande allée, l'herbe était foulée, comme si des chevaux avaient passé là. Adone palpitait de curiosité, mais aussi d'appréhension vague : l'enchantement, qui, naguère, enveloppait le parc et le château, venait de se dissiper tout à coup.

A mi-chemin, près de Casale, il rejoignit trois petits garçons de ce village, qui se rendaient comme lui à l'école de Viadana. Deux d'entre eux, patauds et bruns, mal vêtus, semblaient être des frères, évidemment pauvres. Quant au troisième, Adone l'avait déjà vu en classe : c'était un blondin au teint pâle, au nez long, vêtu comme un petit monsieur, portant des souliers jaunes et des bas rouges. Tous trois discutaient pour savoir s'ils s'arrêteraient chez Bellus, — un homme qui habitait une masure, à proximité de la digue, et qui vendait des liqueurs et des fruits aux passans.

— Moi, je m'y arrêterai, pour sûr ! déclarait le blondin aux bas rouges, en faisant sauter et en rattrapant dans sa main une pièce de dix centimes. Je veux même boire de l'eau-de-vie !

Ils s'arrêtèrent en face de la masure. Adone se rappela qu'il y était entré maintes fois avec son oncle, et, machinalement, il suivit les autres. Les frères achetèrent en commun pour un sou de châtaignes sèches. Le blondin voulut à toute force boire de l'eau-de-vie ; mais, dès qu'il en eut goûté, il fit la grimace et recracha.

Le patron, un brave homme tout en ventre, considérait de ses yeux saillans le quatrième écolier, comme pour lui demander s'il ne voulait rien. Adone rougit ; mais il montra avec orgueil son petit paquet :

— J'ai quarante sous là dedans. Seulement, je les réserve pour m'acheter le livre d'école.

— Tu es le neveu de Giovanni la Pioppa ? demanda l'homme, qui venait de le reconnaître. Comment va ta tante ?

— Elle va bien... Ou plutôt, non : elle a des douleurs au genou.

— Ah ! ses douleurs habituelles ! Dis-lui de se frictionner le genou avec un peu d'huile chaude... Tiens, prends ça.

Et il lui donna une poignée de châtaignes.

Après la classe, les quatre écoliers se retrouvèrent sur le chemin et firent route ensemble jusqu'à Casale. Adone n'avait plus son petit paquet, dont il s'était séparé à contre-cœur. Mais n'im-

porte : il était fier d'avoir été l'un des premiers à apporter l'argent du livre. Il revoyait encore la figure affable et gaie de son professeur, et le bon sourire avec lequel celui-ci l'avait regardé, tandis qu'il dénouait la ficelle du paquet.

— Rien que des *palanche?* Et comme elles sont vieilles! Est-ce que ta tante a toute sa fortune en billon?

Adone ne sourit pas, ne rougit pas, ne dit pas que cette petite somme lui appartenait en propre, recueillie patiemment sou par sou, durant des mois et des mois, et qu'il avait rêvé de faire, muni de ce mince trésor, un voyage à travers le monde. Il compta les sous dix par dix, jusqu'à quarante.

— Bien, bien! Assez! dit le professeur en lui rendant dix sous.

Et l'enfant remit dans sa poche les chères *palanchine*, tout en rêvant au moyen à prendre pour qu'elles se multipliassent encore.

Dans le trajet, tandis que les deux autres s'attardaient à jeter des pierres dans les fossés ou à marauder quelques grappes de raisin dans les vignes, Adone et le blondin se firent de mutuelles confidences.

— Tu n'as plus ton père? demanda l'écolier aux bas rouges.

— Non. Et toi? demanda Adone.

— Moi, oui. Mon père est teinturier; et il est l'ami du directeur de l'école. Par conséquent, j'aurai des bons points, à l'examen de fin d'année.

— Moi aussi, j'aurai des bons points, si je veux! J'étudierai jour et nuit...

— Tu deviendras aveugle!

— Oh! j'ai de bons yeux, mon cher! protesta Adone, en ouvrant tout grands ses yeux splendides. Jamais je ne deviendrai aveugle, moi!... Et puis, s'il le faut, je mettrai des lunettes...

Ils se quittèrent devant le chemin de traverse qui menait de la digue à Casale, en se promettant de se retrouver le lendemain.

— Quand tu seras arrivé ici, tu m'appelleras à haute voix; et tu m'attendras, si je suis en retard.

— Quel nom faudra-t-il que je crie?

— Tu crieras : Marco!... Et moi, qu'est-ce que je crierai?

— Tu crieras : Adone!

Quelques instans plus tard, un cri partit du fond de la traverse :

— Adone !

Et un autre cri répondit :

— Marco !

— Adieu, Adone !

— Adieu, Marco !

Cette fois, Adone ne se détourna plus de son chemin pour aller chez sa mère : il avait hâte de revoir le château Dargenti et la grille ouverte. Il prit donc sa course et arriva tout essoufflé. Mais il eut une désillusion : la grille était close ! Toutefois, il y avait encore sur l'herbe des taches blanches, comme de chaux, et plusieurs fenêtres étaient ouvertes. Malgré la faim qui le tourmentait, il resta longtemps attaché aux barreaux de la grille.

Soudain il tressaillit : une figure passait et repassait derrière les fenêtres. C'était une figure étrange, vêtue d'une blouse grise, avec un bonnet de papier vert sur des cheveux blonds. A un certain moment, cette figure se retourna, et Adone vit deux pommettes rouges et saillantes, deux moustaches jaunâtres sur une bouche ironique. Il reconnut Candido, le maçon.

— Candido ! Candido ! se mit-il à crier.

Le bonnet vert se pencha dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Eh bien ! qu'y a-t-il ?

— Dis-moi, Candido : qu'est-ce que tu fais ?

— Va te faire dorer à Méoli !

Adone se décida enfin à partir ; et, dès qu'il fut rentré chez sa tante, il chercha à manger. Il trouva de la soupe, qu'il avala gloutonnement ; il trouva un reste de beurre, qu'il dévora ; il chercha encore, et il fit disparaître tout ce qui lui tomba sous la main. Lorsqu'il fut rassasié, il monta chez sa tante, toujours claquemurée entre ses chaises et ses pots de confitures, et il lui apprit la grande nouvelle.

— Sais-tu qu'il y a du monde au château Dargenti ?

— Déjà ? répondit la petite femme, de sa voix incolore On dit que le château a été acheté par une vieille dame de Parme. Est-ce que tu l'as vue ?

— La vieille dame ? Non ; mais j'ai vu Candido.

Et il se mit à tournailler dans la chambre, regardant les pots rangés sur la cheminée, passant le doigt sur l'étoffe des chaises. Il aurait voulu que sa tante l'interrogeât sur l'école, sur le professeur, sur ses camarades ; mais elle paraissait avoir oublié qu'il

allait à l'école, qu'il avait un professeur et des camarades; elle ne pensait qu'à ses douleurs rhumatismales, et tout le reste lui était indifférent. Il fallait que les nouveautés survenues au château Dargenti fussent bien extraordinaires, pour qu'elle leur eût prêté une minute d'attention.

— Peut-être Sison sait-il quelque chose, ajouta Adone. Jusfin doit lui avoir parlé de cette affaire.

Et il courut aux informations. En traversant le vestibule, il annonça à Carissima :

— Tu sais : le château Dargenti va être habité par une vieille dame!

— A présent que la mauvaise saison commence? objecta la couturière, sans arrêter sa machine à coudre.

— Oui, à présent! Candido est en train de nettoyer les chambres.

Il se rendit ensuite chez le cordier; mais la porte de Sison était close, la cour déserte. Alors il alla chez l'allumettier. Le gringalet travaillait dans son petit vestibule : car il faisait déjà froid dans la cour. Depuis quelque temps, il souffrait d'une toux obstinée, qui le rendait plus débile et plus morose que d'habitude.

— Si je dois mourir, disait-il à sa femme, que la volonté de Dieu soit faite! Devant la mort nous sommes tous égaux : à cet égard du moins, il n'y a réellement aucune différence entre les hommes!

— C'est le froid qui te fait tousser, répondait la femme d'une voix monotone. Davide raconte qu'il existe un pays où l'on a chaud, même en hiver. C'est là qu'il faudrait aller, pour se guérir...

Adone entra comme un coup de vent.

— Quelle est la vieille dame qui doit habiter le château Dargenti? demanda-t-il à brûle-pourpoint.

— Une vieille dame?... Le château Dargenti?

— Oui, oui. Une dame de Parme, vieille, très vieille!

Alors le gringalet se souvint que, quelques semaines auparavant, Jusfin avait dit à Sison que le château et le parc seraient mis en vente; mais il n'en savait pas davantage.

Adone retourna donc chez Sison, pour tâcher d'y apprendre quelque chose de plus précis sur la mystérieuse dame. Mais le cordier était encore absent, et sa fille Andromaca n'avait entendu parler de rien.

— Viens avec moi voir le château, dit-elle, piquée par la curiosité.

Ils y allèrent ensemble. La grille était toujours close; la pelouse de l'église était déserte; mais, dans la ruelle, ils virent s'avancer vers eux Pino, le fils du fromager, beau jeune homme à la face rose, aux grands yeux noirs et aux dents si blanches qu'on les remarquait de loin.

— Que regardez-vous donc? demanda-t-il.

Et il entoura du bras la taille de la jeune fille.

Ils restèrent quelques minutes à regarder, tous les trois. Pino serrait Andromaca contre lui, et leurs joues s'effleuraient presque. Adone, grimpé sur la grille, observait le château et bavardait, convaincu que les deux autres s'intéressaient beaucoup aux hypothèses qui lui passaient par la tête. Le soleil venait de se coucher, et un voile de brume commençait à s'étendre sur les grands arbres du parc; l'herbe humide exhalait une senteur enivrante. Tout à coup Andromaca poussa un léger cri; puis elle se mit à rire, s'agita, essaya de se délivrer du bras qui la retenait prisonnière. Adone, intrigué, se retourna vers eux. Pino souriait d'une manière étrange, en montrant toutes ses belles dents et en plongeant ses regards dans les yeux de la jeune fille. Et elle riait, se débattait, mais elle le regardait de la même manière. Alors Adone éprouva un transport de jalousie et voulut protéger la jeune fille.

— Qu'est-ce que tu fais? cria-t-il au jeune homme. Laisse-la tranquille! Je te défends de la toucher!

Les amoureux éclatèrent de rire, mais ils continuèrent à se regarder dans les yeux. Et lui, sans savoir pourquoi, il eut la sensation d'une chaleur qui lui montait à la face et aux oreilles, et il ne pensa plus à la vieille dame qui viendrait habiter le château Dargenti.

La vieille dame ne vint pas cette année-là; mais tout le village sut bientôt à quoi s'en tenir sur son compte. C'était la marquise Pigozzi, belle-mère du dernier Dargenti, femme très sévère, très riche, qui, après avoir laissé mourir presque dans l'indigence un gendre vicieux, avait payé les dettes et racheté le patrimoine.

On travailla tout l'automne à remettre le château en état. Chaque fois qu'Adone s'arrêtait près de la grille, il voyait passer

et repasser, dans l'embrasure des fenêtres ouvertes, la silhouette jaune et mince de Candido, la silhouette brune et lourde du vieux forgeron, la silhouette grêle du menuisier, blond comme la sciure de ses planches ; il remarquait dans l'allée des tas de chaux et de sable, sur l'herbe les traces de pas laissées par les ouvriers ; et, quelquefois, l'envie lui venait d'entrer, de satisfaire sa curiosité ancienne ; mais il n'osait pas, ou, pour mieux dire, il ne voulait pas. Ce n'était plus maintenant le gamin fureteur et imaginatif de naguère ; c'était un jeune garçon, un écolier, un « étudiant de onze ans et demi, » comme il le déclarait dans l'épigraphe dont il avait orné les couvertures de tous ses cahiers et de tous ses livres.

Du reste, cette allée salie par la chaux, cette herbe piétinée, ces fenêtres ouvertes qu'animaient les figures connues des travailleurs, ne le charmaient plus autant. Le mystère se dissipait ; le château Dargenti devenait une maison comme une autre, plus grande et plus belle sans doute, mais qui n'avait rien d'extraordinaire. Le parc, enveloppé de brouillard, silencieux et sombre, tentait bien encore sa fantaisie d'enfant ; mais il remettait d'un jour à l'autre le projet d'y pénétrer. Pour ce voyage d'exploration, il aurait voulu avoir un camarade : car, avouons-le tout de suite, il lui restait une crainte confuse de s'y aventurer seul. Crainte de quoi ? Il l'ignorait lui-même ; mais le fait est qu'il avait peur. Est-ce qu'on sait jamais ? Jusfin lui avait raconté qu'autrefois les Dargenti avaient mis dans leur parc une quantité de bêtes étranges, des cerfs aux cornes semblables à des branches d'arbre, des sangliers aux énormes défenses. Et si, par hasard, une de ces bêtes vivait encore ? Sans doute, pour la faire fuir, il suffirait de lui donner un coup de bâton ; mais, tout de même, il valait mieux ne pas être seul. Adone avait invité Marco à l'accompagner ; mais le blondin, comprenant qu'il y aurait peut-être du péril, ne s'était pas soucié de tenter l'aventure. Marco était un petit bonhomme plein de prudence ; froid, oui ; indolent et taquin, oui ; mais plein de prudence !

Les deux camarades se retrouvaient chaque matin entre Casale et Viadana, et faisaient route ensemble, toujours se disputant, et, malgré les disputes, s'aimant bien. A la longue, ils devinrent inséparables et prirent l'habitude de se tenir à l'écart des autres écoliers. Ils avaient besoin d'être seuls, pour discuter librement et pour se quereller tout à leur aise. Ils causaient sans

cesse de leurs parens, des choses que possédaient leurs parens, et chacun vantait ce qui était à lui.

— Notre clocher est plus élevé que le vôtre, disait Marco. Oui, je t'affirme qu'il est plus élevé ! Il a cent mètres de plus!

— Tu me fais rire ! Le curé lui-même a dit que le plus élevé, c'est le nôtre !... Le nôtre a mille mètres de plus!

— Tais-toi, ou je te rosse !

— Essaie un peu !

Quelquefois, ils déposaient leurs livres à terre et s'empoignaient ; mais cela ne les empêchait pas de se réconcilier aussitôt après et de reprendre la discussion.

Tous les écoliers faisaient halte chez Bellus ; et, depuis que le froid était devenu intense, le gros homme allumait tous les jours un monceau de sciure, pour que ses petits cliens pussent se dégourdir et se réchauffer. Par la fenêtre de la cuisine aux murs sordides, on apercevait le paysage neigeux. Les enfans, presque tous pauvres, aux petites faces rouges de froid, étaient affublés d'une façon ridicule et pittoresque. Adone disparaissait dans un vaste manteau gris de son défunt oncle, et il avait sur la tête un bonnet fourré, de provenance inconnue. Quoique raccourci, ce manteau balayait le sol, de sorte qu'il avait toujours les bords ourlés de boue ; et, en outre, il était rapiécé, ce qui faisait dire à Marco qu'Adone, avec sa houppelande, ressemblait à une cabane dont on aurait fermé la porte et les fenêtres.

Cet hiver-là, beaucoup de gens furent malades. Tognina dut garder le lit plusieurs semaines, à cause de ses douleurs rhumatismales ; et Pirloccia lui-même, au retour d'un de ses voyages, fut atteint d'une bronchite. Aussi Adone était-il négligé plus que jamais. Tante Elena avait tant à faire ! Mais Carissima l'emmenait très souvent à l'écart, pour le charger de vendre les œufs, le blé et tout ce qu'elle pouvait dérober à la maison. Il s'acquittait volontiers de cette tâche, et, encouragé par l'exemple, il « s'arrangeait » aussi pour son propre compte. A défaut de mieux, il ramassait et vendait les chiffons, les os, les cendres, les bouteilles vides, pourvoyant ainsi à ses frais d'école et entretenant son petit magot. Puisque personne ne pensait à lui, il fallait bien qu'il avisât à se tirer d'affaire lui-même. C'était ce que disait son professeur : « Aide-toi, le ciel t'aidera. »

Et il commençait à s'*aider* dès le grand matin. Il se levait, ne trouvait rien à se mettre sous la dent : alors il prenait un

peu de farine, un peu de beurre ou de saindoux, un peu d'eau froide, et il pétrissait un *chissolin* qu'il posait sur les charbons. Bientôt la petite fouace devenait rouge et noire, ou noire d'un côté, blanche et boursouflée de l'autre; et bientôt aussi elle avait disparu. Cuite ou crue, elle paraissait toujours excellente à l'écolier.

Et puis, en route par les chemins fangeux, où les sabots laissaient dans la boue blanchâtre, presque liquide, l'empreinte des pas accélérés par la hâte d'arriver au but. Sous sa houppelande, notre petit bonhomme marchait alertement, et les sabots ne pesaient guère à ses pieds faits pour la course. Il allait, allait. Souvent la gelée avait durci le chemin, le ciel profond était d'un bleu de cristal, toute la campagne était froide, transparente et lumineuse. Alors l'écolier se sentait léger et joyeux comme un oiseau. Il lui semblait qu'il avait sur le visage un masque de glace, et, à travers cette transparence cristalline, il voyait loin, très loin dans l'avenir, avait l'illusion de courir après son rêve de bonheur, de justice, de fortune. Oui, il fallait courir, traîner ses gros sabots, traîner son manteau rapiécé; il fallait rompre maintes portes de verre, se blesser, s'inonder de sang; mais, derrière la dernière porte, là-bas, dans le lointain, il y avait un monde merveilleux qui n'était plus glacé, qui n'était plus désolé comme la plaine neigeuse; et ce monde, c'était la vie.

VIII

Tante Elena s'avança sur le seuil de la porte, regarda le ciel grisâtre et dit :

— Pour la saint Benoît
L'hirondelle vient au toit;
Si elle n'est pas arrivée,
C'est qu'elle est morte ou blessée (1).

C'était le 21 mars, fête de saint Benoît, et les hirondelles n'avaient pas encore paru. L'hiver continuait, rigoureux, implacable, et l'aspect du ciel annonçait toujours de la neige.

A son tour, Pirloccia se montra sur la porte. Il était plus laid, plus décharné, plus noir que d'habitude, et il ressemblait à

(1) En dialecte : « Per san Benedett, — la rondanina la ven al tett; — e s'l'è mia 'gnida, — u ch'l'è morta u ch'l'è frida. »

un vrai diable. Il regarda aussi le ciel et toussa. De l'autre côté de la haie, à droite, la toux de l'allumettier lui répondit, — une petite toux lasse; — et, de l'autre côté de la haie, à gauche, lui répondit la toux rageuse et forte de Sison. Le bébé de Carissima se mit à tousser comme les autres. Tout le monde toussait. Juste à ce moment, Adone descendit dans le vestibule avec sa houppelande, son bonnet, ses sabots, prêt à partir pour l'école; et, lorsqu'il passa entre tante Elena et Pirloccia, il heurta un peu celui-ci.

— En voilà un qui se moque de l'hiver! grogna le nabot, considérant avec dépit l'écolier qui s'éloignait. Il n'est jamais malade et il ne se préoccupe de rien. Sa seule maladie est un excès d'appétit.

Adone continua son chemin sans répondre. Pirloccia toussa encore, cracha, vociféra :

— Attends seulement que la belle saison soit revenue, et tu iras garder les vaches au pré, fainéant !

Tognina, sur le conseil de son frère, qui désormais était le maître chez elle, avait acheté une paire de vaches. Adone admirait ces énormes bêtes; mais l'idée de les conduire au pâturage ne lui souriait pas du tout.

— Moi, je vais à l'école! riposta-t-il en se retournant. C'est vous qui les garderez.

— Ah! vraiment? Nous verrons bien!

— Nous verrons bien!

Le nabot continua de bougonner, et Adone s'en alla. Mais la tristesse et l'humiliation l'accablaient. Les persécutions de Pirloccia et de ses fils commençaient à le décourager, et il se demandait sans cesse le pourquoi de cette grande injustice. Que faisait-il de mal, pour être ainsi maltraité? Quel motif avait Pirloccia d'être si méchant? Tous les autres étaient bons, dans le village : l'allumettier était un véritable saint; le menuisier, le forgeron, le marchand de tabac étaient de bonnes gens; Sison même, quoiqu'il grommelât sans cesse, avait bon cœur et aimait beaucoup les siens; sa mère, à lui Adone, était parfaitement bonne, encore qu'elle fût une victime, une martyre de la pauvreté. Mais ce qui paraissait surtout monstrueux à l'enfant, c'était l'indifférence et la désaffection de sa tante. Pourquoi Tognina ne le traitait-elle pas comme elle traitait ses autres neveux? Pourquoi ne l'aimait-elle pas comme elle aimait les *choses* qui lui appar-

tenaient? Hélas! pour elle, Adone valait moins qu'une chaise, moins qu'une commode, moins qu'un pot de confitures!

Et ne pas pouvoir s'affranchir, ne pas pouvoir vivre avec sa maman et ses petits frères! Pourquoi sa mère était-elle si pauvre? Ah! certes, il aurait mieux aimé errer par le monde en demandant l'aumône, que d'aller manger le pain, déjà si maigre, de sa mère et de ses frères. Il se rappelait toujours qu'Ottavio et Reno l'avaient regardé avec envie, tandis qu'il mangeait la fouace, au retour de Viadana, la première fois qu'il était allé à l'école. Et voilà qu'aujourd'hui Pirloccia le menaçait de lui faire garder les vaches! Mais, si Pirloccia était homme à tenir parole, Adone, lui, était capable aussi de se révolter!

Se révolter? Et comment? C'était facile à dire; mais, entre dire et faire, il y a un abîme. Tout en marchant d'un pas rapide, l'enfant sentait sur ses petites épaules le poids de son destin, sentait dans son cœur le désespoir de sa faiblesse et de sa misère. Comment se débarrasser de tout cela? Son destin, de même que sa houppelande, était lourd, mais commode. S'en débarrasser tout de suite, c'était s'exposer à mourir de froid. Plus tard, heureusement, le froid passerait, le soleil réchaufferait le sol, ferait croître la bonne herbe qui tapisserait la digue et les rebords des sentiers; et alors Adone pourrait rejeter son vieux manteau, quitter ses sabots, et, comme l'oiseau qui s'évade de sa cage, s'élancer en plein ciel. Quel bonheur! A la seule idée de l'avenir, son cœur exultait; et bientôt la rencontre de Marco, la halte chez Bellus, la chaleur du feu, les châtaignes sèches achevaient de le rasséréner et de lui rendre sa gaîté.

Au surplus, la saison n'était pas si triste ni si dure que le prétendait ce Pirloccia à l'âme obtuse. Il faisait encore froid, sans doute; mais Adone, avec sa sensibilité exquise, pressentait déjà que l'hiver était fini. La terre avait des palpitations timides, comme un jeune cœur épris d'amour, et elle se couvrait d'une verte toison; çà et là, on respirait le parfum de quelques violettes, et, sur les arbres, les bourgeons rougeâtres commençaient à éclater. Le fleuve se gonflait, jaune et bleu, et le tic tac des moulins se faisait entendre de nouveau, comme s'ils se réveillaient d'un long sommeil.

A l'école, Adone faisait de rapides progrès. Son professeur l'aimait, causait volontiers avec lui; et, un jour, il lui donna un petit livre illustré qui, pendant longtemps, ravit l'écolier en

extase. C'était l'histoire de Robinson Crusoé. La fantaisie d'Adone n'avait jamais imaginé une aussi belle histoire. Pendant quelque temps, il ne pensa qu'à Robinson. Il lut et relut le petit livre, le sut bientôt par cœur, et il n'en continua pas moins de le relire. S'il voulait en lire seulement quelques pages, cela lui était impossible : il avait besoin de reprendre le livre depuis le commencement, d'en relire toutes les pages, l'une après l'autre, comme les petits enfans qui, sachant mot à mot une fable préférée, ne désirent pas moins l'entendre raconter encore tout entière. La nuit, il voyait en rêve Robinson; le jour, lorsqu'il passait sur la digue, il se rappelait cette après-midi où Pigoss l'avait abandonné dans l'île. « Pourquoi ne vivrais-je pas, comme Robinson, dans un lieu désert? se disait-il. Je me construirais une cabane, je me nourrirais de poissons et d'oiseaux. De cette façon-là, je serais tranquille toute ma vie. »

Un fâcheux incident lui redonna l'envie de fuir. C'était en avril, après Pâques, le dimanche avant la fête de Saint-Marc. Il était sous le hangar à écouter les bavardages de tante Elena et de Carissima, lorsque Pirloccia survint. Le nabot, habillé de neuf, portait un vêtement de drap très dur, un mauvais chapeau gris et une cravate bleue, aux bouts flottans. Il avait sans doute un peu bu : car, en entrant, il trébucha contre la marche de la porte et faillit choir. Sitôt qu'il fut entré, il regarda Adone et lui cria :

— Allons, debout, propre à rien!

— Qu'est-ce que vous me voulez?

— Debout, te dis-je! Mène paître les vaches.

L'enfant eut le cœur serré, mais il ne bougea pas.

— Eh bien! à qui est-ce que je parle? Au mur, peut-être? Non, feignant, c'est à toi!... Il faut que ça finisse! Tu es grand et gros, tu manges pour trois. Vite, debout!

— Je ne veux pas y aller, murmura Adone. D'ailleurs, c'est aujourd'hui dimanche...

— Oui, intervint Tognina, timidement. Il pourrait commencer demain...

— C'est ça, demain, demain! L'entendez-vous, la sotte? Tu l'élèves bien, ton vilain merle! Laisse-le grandir encore, et tu verras comme il te crèvera les yeux!... C'est aujourd'hui qu'il commencera, aujourd'hui même! Debout, feignant, ou je te

tire les oreilles!... Il faut que ça finisse, te dis-je, et je vais m'occuper de toi tout de bon. Allons, décampe, et plus vite que ça!... Je t'enverrai aussi ramasser le fumier!

Il empoigna Adone par le bras, le mit debout, le poussa dehors. Adone regardait désespérément sa tante; mais celle-ci, devenue plus pâle que d'habitude, détournait les yeux et ne disait plus rien.

Pirloccia, toujours poussant, conduisit Adone à l'écurie, qui donnait sur la basse-cour, derrière la maison. Les deux grandes vaches rousses tournèrent lentement la tête. Bousculé par le nabot, Adone alla se heurter contre le flanc de l'une d'elles. La bête tressaillit; elle était plus grande que lui, énorme, chaude et ruminante. Il eut peur du monstrueux animal, éprouva une haine furibonde contre les deux vaches : il aurait voulu les tuer. Pirloccia les détacha et mit dans la main de l'enfant l'extrémité de leurs longes.

Adone ne parlait pas, ne pleurait pas; mais son visage, d'ordinaire si rose, était devenu verdâtre. Il laissa tomber les longes. Pirloccia, hurlant, lui asséna une, deux, vingt taloches. Alors le garçonnet vit rouge; une chaleur lui monta à la tête, un grondement sourd bourdonna dans ses oreilles; il éprouva une féroce envie de mordre, de déchirer quelque chose avec ses petites dents; et, comme un chat enragé, il s'élança contre son ennemi, le happa au poignet. Le sang jaillit et mouilla les lèvres de l'enfant qui en perçut la saveur un peu aigre.

Lorsque Adone revint au sentiment de la réalité, il vit que son bourreau, dont la face brune était congestionnée par la douleur et par la colère, grimaçait d'un rire diabolique. Il comprit aussitôt qu'il était perdu, s'il ne prenait pas la fuite, et, sans savoir comment, il réussit à s'échapper de l'étable, à sortir de la basse-cour et à gagner la campagne. Il courait, volait, poursuivi un instant par le nabot, qui ne tarda pas à manquer d'haleine; mais l'enfant croyait toujours entendre derrière lui la voix sinistre. Enfin il s'arrêta, essoufflé; il regarda autour de lui, ne vit personne; et alors il se laissa tomber par terre, pris d'un accès de désespoir.

Peu à peu, il se calma; puis il se releva, se mit à errer dans les champs. Que faire? S'il rentrait à la maison, Pirloccia ne manquerait pas de l'assommer. Mais il ne voulait pas non plus aller chez sa mère : car il sentait bien qu'il avait eu tort, et il

craignait d'affliger cette pauvre maman. Il rôda autour du village, s'arrêtant et frissonnant chaque fois qu'il entendait un bruit de pas. La propriété de Tognina était close de fossés larges et profonds, de talus herbeux, et il en connaissait tous les arbres. Celui-ci, grand et robuste, c'était le cerisier dont les feuilles délicates et luisantes s'allumaient de reflets roses, au coucher du soleil; celui-là, c'était le prunier; cet autre, c'était le noyer gigantesque. Au bout de l'allée centrale qui aboutissait à la route, il y avait deux peupliers très hauts qui montaient la garde, et le soleil s'abaissait derrière eux, dans un ciel d'un azur tendre et suave.

Adone pensait aux autres enfans de son âge qui, en ce moment, allaient à la promenade ou à l'église, et qui étaient l'orgueil de leur famille. Mais lui, seul, désespéré, il était obligé de se cacher comme s'il avait commis un crime! Et il se souvenait des beaux jours de fête, alors que vivait son oncle Giovanni, et qu'il l'accompagnait à l'église, et que chacun s'arrêtait pour les saluer et pour leur sourire!

A force d'errer de tous côtés, il franchit la route, sauta un talus, se trouva dans un autre champ, puis dans un autre, puis sur le chemin qui conduisait chez sa mère. Quelque chose de mystérieux l'attirait là-bas. « Eh bien, oui, j'irai! Mais je ne lui raconterai pas ce que j'ai fait. »

Il y alla, et il eut la surprise de ne pas voir sa mère sur la marche de la porte. Ottavio, qui était devenu un galopin ventru, rouge et sale, jouait près du puits avec un petit rossignol mort, dont il déployait les ailes et qu'il prétendait faire voler.

— Qui te l'a donné? demanda Adone, plein de compassion pour l'oiselet.

— Je l'ai trouvé moi-même! répondit le mioche. Il a bobo, regarde, là, sous l'aile. Checcho (1) aussi a bobo dans le cou.

Checcho, c'était l'aîné des frères; il n'avait que quinze ans, mais il était déjà ouvrier maçon, et, par son travail, il venait en aide à sa pauvre mère. Adone, anxieux, se précipita dans la maisonnette, monta l'escalier de bois, vit le malade étendu sur le lit, avec un bandage au cou.

— Il a un abcès derrière l'oreille, dit la mère.

Adone s'épouvanta. Il ne savait pas encore distinguer les

(1) Diminutif de Francesco.

maladies graves et les maladies légères, et la mort subite de son oncle lui avait laissé une instinctive terreur des maux physiques. Oui, oui, Francesco pouvait mourir d'un moment à l'autre, comme était mort l'oncle Giovanni!

Il demeura quelques instans dans la chambre; puis il redescendit, s'assit sur le bord du puits et recommença à pleurer. Ottavio, croyant qu'il pleurait à cause de l'oiseau mort, le regarda fixement et se mit à pleurer aussi. La mère, les entendant pleurer, accourut près d'eux, voulut savoir ce qu'ils avaient. Et Adone ne put résister davantage; il se jeta à son cou comme un petit enfant, et, toujours pleurant, il lui raconta son aventure.

Naturellement la mère lui donna tort; mais elle n'en promit pas moins de le reconduire elle-même chez sa tante et de demander pardon pour lui. D'abord, il se révolta : « Non, non, il ne voulait pas demander pardon! » Mais sa mère lui dit d'une voix triste :

— Mon cher petit homme, il faut avoir de la patience. Même quand on n'est pas en faute, on est souvent obligé de demander pardon. Les pauvres doivent se soumettre... Ne me fais pas de chagrin... Vois comme ton frère est malade!

Parce que son frère était malade et parce que sa maman souffrait, il céda. Il revint donc à la maison, cramponné aux jupes maternelles et se faisant de sa mère un rempart contre tous les dangers possibles.

Pirloccia n'était pas là. Tognina accueillit l'enfant et la mère avec son habituelle indifférence de personne mal portante, qui ne pense qu'à ses propres maux. Mais tante Elena hocha la tête, allongea les lèvres, marmotta :

— Cette fois-ci, la sottise a été trop grosse! Que va-t-il arriver, mon Dieu? Que va-t-il arriver?

Tognina dit à Adone de manger et d'aller se coucher tout de suite. Il obéit; mais il fut longtemps avant de fermer les yeux. Dans son grenier, où l'on avait transporté quantité d'objets hors d'usage, qui encombraient autrefois la chambre basse occupée maintenant tout entière par les balais de Pirloccia, il faisait froid, ça sentait mauvais, la lune jetait une clarté blafarde et les souris jouaient follement à la course. Adone avait fini par aimer ces petites bêtes; mais, cette nuit-là, les souris l'agaçaient : il lui semblait qu'elles se poursuivaient comme Pirloccia l'avait poursuivi, après la scène de l'étable.

Enfin il s'endormit, et il rêva aussitôt d'une île toute verte, bordée de peupliers; mais c'était une île où, comme dans les champs de Tognina, il y avait des emblaves, et où les petites troches du blé pullulaient autour d'un cerisier fleuri. Tout à coup, Robinson apparaissait derrière une haie, vêtu de peaux, souriant, conduisant deux vaches au pâturage. Et puis, le rêve changeait soudain, devenait horrible... Mais non, hélas! ce n'était plus un rêve : Pirloccia en personne était là, qui avait surpris Adone dans son sommeil et qui le rouait de coups!

— Attrape, attrape! Ici tu ne peux pas te sauver, maudit garnement! Attrape! Attrape encore! Ça t'apprendra!... Puisses-tu t'en aller au diable!

Et les bourrades, les soufflets, les coups de poing pleuvaient sur le pauvre petit, tandis que la voix méchante du nabot résonnait dans le silence du grenier blanc de lune. On n'entendait plus les souris : elles avaient eu peur de ce vilain homme.

Quand Pirloccia partit, fatigué de frapper sa victime, Adone se tordit encore quelques instans sur sa couche, comme si l'autre continuait à le battre. Puis il s'assit et se mit à hurler, et il lui sembla que son hurlement de protestation se répandait par tout le monde. Mais personne, hélas! ne l'entendit, personne ne vint; et il fut seul à avoir pitié de lui-même.

Il se recoucha, se pelotonna dans son lit, cessa de pleurer; et, au lieu de penser à sa mère ou à quelque autre parent qui aurait pu le défendre, il pensa au fils de Luigion. « Cette fois-ci, se dit-il, je me sauve! Je vais à Milan, je vais chez Davide. Je connais la route... Oui, oui, je vais chez Davide : rue Sainte-Radegonde, n° 33. J'y vais... »

Il se leva avec précaution, s'habilla, fouilla dans la corbeille aux trésors. Le voyage de Casalino à Milan lui semblait aussi facile que le voyage de Casalino à Viadana.

IX

Lorsqu'il traversa Casalmaggiore, le jour commençait à poindre. La clarté de la lune, déjà basse à l'horizon, se confondait avec les lueurs bleuâtres de l'aube, et un léger voile de brouillard flottait sur la ville endormie. Adone croyait avoir déjà fait une bonne partie du trajet, et, malgré le chagrin d'avoir abandonné son pays natal sans dire adieu à sa mère et à son

frere malade, il se sentait vif comme un oiseau. D'ailleurs, il ne se pressait pas : il était sûr que Pirloccia et sa tante n'enverraient personne à sa poursuite. « Hier soir, Pirloccia m'a dit de m'en aller au diable. Eh bien! je m'en vais. Dès que je serai là-bas, j'écrirai à maman. »

Bientôt, en dépit de ses préoccupations et de la lassitude qu'il commençait à ressentir après cette nuit sans sommeil et cette grêle de coups, il eut faim. Mais, cette fois, il ne serait pas pris au dépourvu : il avait dans son balluchon, outre les sous de son trésor, quelques tranches de polenta, du beurre, du fromage, des œufs. Il s'assit sur un tas de sable et défit le balluchon. Le soleil se levait à l'extrémité de la route qui, en cet endroit, était bordée de grands arbres. Les jeunes feuilles et l'herbe tendre, saupoudrées de rosée, scintillaient comme une végétation de diamans; les oiseaux chantaient, encore un peu engourdis par la fraîcheur nocturne

Adone pensait à Robinson, et, tout en mangeant sa polenta froide, il trouvait quelque ressemblance entre lui-même et son héros favori. Mais une bicyclette passa, rapide, scintillante, et il comprit que la comparaison était absurde. Toutefois, il avait besoin de penser à Robinson, pour penser à quelque chose de beau et d'extraordinaire, qui le distrairait de ses réflexions pénibles. Le souvenir de l'épouvantable scène de la nuit précédente le faisait frissonner.

Il se remit en marche en se disant : « Cette nuit, je dormirai à la belle étoile et j'allumerai du feu dans un coin, sous un arbre. J'ai des allumettes. C'est alors que je pourrai vraiment me comparer à Robinson. »

Il cheminait, cheminait, sur la route belle et droite qui, courant à travers les champs d'un vert tendre, semblait aboutir à l'azur lumineux du ciel. Midi approchait, et cette heure-là le faisait toujours penser à une table bien servie et à un joli plat de nouilles fumantes. Mais, comme il lui fallait économiser ses provisions, il se contenta de s'étendre à l'ombre d'une haie, sur le bord de la route, et il se mit à sommeiller et à rêver. Dans son rêve, il était couché au bord d'une prairie, sur la route de Casalino, et, tout à coup, une ombre s'allongeait sur l'herbe, un homme s'approchait : c'était son oncle. « Debout, *sgambirlo*, debout! Allons déjeuner! Tognina nous attend. » Et l'oncle le

touchait légèrement avec le bout de son bâton. Alors il se relevait, effrayé, mais heureux. Eh quoi? son oncle n'était donc pas mort? « Mais non, petit nigaud! Je faisais semblant. Je reviens d'un voyage dans l'autre monde. C'est très facile d'y aller, tu sais. Ne te rappelles-tu pas ce que l'instituteur raconte d'un poète qui s'appelait Dante Alighieri? Allons, debout, debout! »

Tout en rêvant, Adone se rendait compte que son rêve était absurde. Non, les morts ne reviennent pas, il le savait fort bien; non, il n'avait plus d'oncle, il n'avait plus de logis. Ah! mieux valait penser à Robinson, ou encore s'imaginer qu'il rencontrait une petite vieille au dos voûté, appuyée sur deux cannes. La petite vieille s'avançait, regardant par terre, semblant chercher un objet perdu. « Que cherchez-vous, ma petite vieille? » Elle ne pouvait pas relever la tête; mais elle tournait vers lui des yeux clairs, des yeux d'enfant. « Rien, rien, mon mignon. Mais j'ai grand'faim. » Alors il lui offrait le reste de sa pitance. Et soudain la petite vieille souriait, se redressait, devenait une belle dame qui possédait une villa magnifique, là, derrière les arbres. « Viens, mon petit; tu es bon, et je te garderai avec moi. Justement j'étais en quête d'un enfant qui eût bon cœur. »

Dans le profond silence de la campagne et de la route toute jaune et noire de soleil et d'ombre, une voix aiguë résonna. Adone ouvrit les paupières, et, au lieu de la petite vieille, il aperçut une fillette d'une dizaine d'années, aux gros pieds nus, aux jambes brunies, mal cachées par les lambeaux d'une robe rouge à pois noirs, trop courte.

— Arrêtons-nous ici! suppliait la fillette.

— Non; plus loin, plus loin! répondait une voix de femme, lasse et haletante.

— Oh! maman! Ici, il y a de l'ombre! J'ai si chaud! J'ai si faim! Je veux manger, je veux boire!

— Pour ton déjeuner, je te donnerai le fouet!

Adone éclata de rire. La fillette se retourna, fixa sur lui ses petits yeux luisans et méchans. Il remarqua qu'elle ressemblait beaucoup à sa sœur Éva, qu'elle avait la même face ronde comme une pomme, au milieu d'un nuage de cheveux dorés; et cette remarque fit qu'il cessa de rire. Cependant, une femme très maigre, vêtue de deuil, coiffée d'un foulard jaune, s'avançait en poussant une voiture à bras couverte d'une bâche en toile grise. Le long des ridelles pendillait une guirlande de corbeilles

d'osier; il y avait dans la voiture deux gros paquets, divers ustensiles de cuisine; et une manne se balançait entre les roues, au ras du sol. Il était incroyable qu'une femme si maigre et si blême fût capable de pousser une telle charge. Elle paraissait malade, et, lorsqu'elle arrêta sa voiture, après l'avoir rapprochée de la haie, elle respira profondément, comme quelqu'un dont la respiration a été longtemps gênée.

— J'ai faim, j'ai soif! répétait la fillette en fouillant dans la voiture.

La femme lui donna une gifle.

— Patience, mon Dieu! Laisse-moi respirer.

Et elle se courba pour regarder dans la manne, y introduisit la main. Ensuite elle retira de la voiture un petit paquet et se dirigea vers la haie. Alors elle vit Adone et elle lui demanda aussitôt :

— Y a-t-il encore loin, d'ici à Casale?

— Eh eh!... fit-il, en étendant le bras comme pour dire : « Il y a encore un bon bout de chemin. »

— Mon Dieu, mon Dieu! gémit la femme, en s'asseyant à côté de lui.

La fillette se jeta sur la femme, allongea les mains vers le paquet. Visiblement elle mourait de faim, et pendant quelques minutes, elle ne s'occupa que du morceau de pain reçu de la femme. Enfin celle-ci se prépara elle-même à manger; mais elle offrit d'abord à Adone le paquet de ses provisions.

— Veux-tu manger avec nous?

Il rougit et les larmes lui vinrent aux yeux, tant cette invitation le toucha. Elle était affamée, la malheureuse, et néanmoins elle pensait aux autres! Il répondit, en touchant du doigt son propre balluchon :

— Merci. J'ai là ce qu'il me faut, et j'ai mangé tout à l'heure.

La fillette dressa l'oreille.

— Qu'est-ce que tu as? demanda-t-elle en se penchant vers lui.

Quoique cette effronterie ne plût guère à Adone, il dénoua son balluchon, exhiba ce qu'il avait.

— Oh! des œufs!... Oh! du fromage!... Oh! du beurre! s'écria la fillette, les yeux brillans de convoitise. Donne-m'en!

— Comme tu es mal élevée! dit la femme en écartant la fillette.

Après quoi, la femme engagea la conversation avec Adone comme avec une grande personne.

— Oui, dit-elle en refaisant son paquet, je suis de la province de Crémone. Mon mari était de Casale ; il était tailleur de pierres, et il est mort cet hiver, en Prusse. Cette petite était sa fille d'un premier lit. Voilà l'héritage qu'il m'a laissé. Ah ! si seulement Caterina était sage ! Mais elle est méchante comme un diablotin.

— Oh ! non, maman, non, maman ! je ne serai plus méchante ! protesta la fillette en donnant à la femme un gros baiser.

Et elle était si jolie, si câline, que l'autre la considéra avec un sourire d'adoration.

La veuve reprit le récit de sa douloureuse histoire. Elle fabriquait des paniers pendant l'hiver, et elle les vendait pendant la belle saison. Elle avait accompagné son mari jusqu'en Allemagne et en Hongrie. Mais, depuis que le mari était mort, elle était tombée malade, et elle n'avait plus la force de pousser sa carriole. Elle avait encore à Casale des parens de son mari, entre autres un teinturier très riche, et une vieille femme, Barberina Bignami, surnommée la *Suppèi*.

— Je les connais ! s'écria Adone. Ce sont des amis à moi ! Marco Bignami est mon camarade d'école : il a toujours des bas neufs.

Cette particularité intéressante frappa la veuve.

— C'est donc vrai, qu'ils sont riches ?

— Je le crois bien ! Ils ont une salle toute pleine d'étoffes imprimées. C'est lui, le teinturier, qui invente les dessins... J'en ai vu une très belle, verte avec une quantité de petit pois noirs, comme ceux-ci.

Et il indiqua la robe de Caterina. La fillette, agenouillée sur l'herbe, écoutait, bouche béante. Lorsqu'elle apprit que son parent le teinturier avait une étoffe verte à pois noirs, elle en éprouva une joie si vive qu'elle se releva d'un bond et fit une cabriole. Peut-être espérait-elle que le teinturier lui ferait cadeau d'une robe. Mais, en attendant, celle qu'elle portait s'écarta, et, dans le saut, laissa voir deux genoux anguleux et sales. Adone les aperçut et rougit : cette fillette, sans qu'il sût pourquoi, lui plaisait et le dégoûtait. Elle ne ressemblait à aucune des autres fillettes qu'il avait connues jusqu'alors.

Pendant plus d'une heure, la veuve, la fillette et Adone res-

tèrent ensemble sur le bord de la route, à l'ombre de la haie. Il fit quelques allusions à ses propres affaires, mais il ne raconta pas qu'il s'était sauvé de chez lui. Du reste, la femme ne lui adressa aucune question; elle souffrait, bâillait, toussait, semblait n'avoir plus la force de bouger. Au contraire Caterina riait et bavardait, parfaitement insouciante du passé, indifférente à l'avenir. Adone se laissait gagner par cette allégresse d'oiseau repu, et il devenait insouciant, lui aussi, comme aux jours où il avait été le plus heureux. Il se mit à jouer avec Caterina; et, tant que la marchande de paniers et la fillette demeurèrent en sa compagnie, il ne pensa plus à continuer son voyage.

Il s'approcha de la carriole, toucha les paniers; il se pencha, regarda dans la manne, vit qu'il y avait sur une couche d'herbe deux poussins de quelques jours à peine, pareils à deux cocons de soie, l'un tout jaune, avec de petits yeux très noirs, et l'autre tout noir, avec le bec jaune.

— Mon Dieu, mon Dieu, comme ils sont jolis! dit-il avec tendresse.

Et il sourit aux poussins, tendit la main pour les caresser. Mais Caterina, brusquement devenue sauvage, le repoussa en arrière.

— Ils sont à moi! s'écria-t-elle, menaçante. Je te défends de les prendre!

— Qui pense à te les prendre?

— Ils sont à moi! Je les ai volés moi-même!

— Bravo! applaudit Adone.

— Je te défends d'y toucher! Laisse-les tranquilles! Ils sont à moi!

Sur ces entrefaites, la veuve se leva et dit :

— Allons, ma fille, il faut repartir!

Et, saisissant les limons de la carriole avec ses grosses mains où semblait s'être ramassée toute l'énergie de son corps chétif, elle poursuivit sa route.

Adone, lui aussi, poursuivit la sienne en sens contraire.

Comme il commençait à distinguer dans le lointain les maisons de San Giovanni, il entendit derrière lui le roulement d'un cabriolet. Il se retourna et vit que le cabriolet était conduit par Pirloccia. L'apparition du diable en personne ne l'aurait pas

effrayé davantage. Il bondit hors de la route, s'élança à travers champs. Mais Pirloccia lui criait :

— Arrête-toi, Adone, arrête-toi!... Écoute, écoute!... Ton frère se meurt!... C'est ta mère qui m'envoie pour te supplier de revenir!

L'enfant s'arrêta net, frappé de ces paroles et surtout du ton affable de Pirloccia: celui-ci paraissait un autre homme. Adone tremblait de peur; mais, dans le fond, il était flatté de l'importance que lui attribuait le nabot en se mettant à sa poursuite; et, avec la finesse de l'instinct, il devinait que son bourreau avait quelque forte raison pour ne pas le laisser partir. En outre, il songeait à sa pauvre maman qui devait être au désespoir.

Pirloccia, sans descendre de voiture, continuait à prier Adone « d'être gentil. »

— Viens donc! Je ne te mangerai pas! répétait-il en agitant les mains. Je te promets que je ne te ferai aucun mal... Viens, viens! Fais-nous ce plaisir, mon cher petit!

Adone se rapprocha peu à peu de la route; puis, subitement, il grimpa dans le cabriolet. Cet acte de confiance attendrit davantage encore le nabot qui, tout en fouettant son cheval, se mit à causer.

— Puisque nous sommes sur le chemin, dit-il, poussons jusqu'à San Giovanni : j'ai à y régler une petite affaire. Tu veilleras sur le cheval... Ta maman se désole parce que Francesco a un furoncle malin, et c'est elle qui est venue me demander de courir après toi... Quelqu'un lui a dit qu'il t'avait vu sur cette route...

Adone écoutait, ému et défiant. Cependant le cabriolet avançait toujours. Comme on était bien dans cette voiture! Après avoir tant marché à pied, quel plaisir de se faire traîner par ce petit cheval robuste! La campagne, vue de là-haut, était plus belle, plus ensoleillée, l'horizon se découvrait plus large; et tout cela contribuait à calmer l'enfant, quoiqu'il pensât encore avec tristesse à son frère si malade et à sa pauvre mère si affligée. Il avait envie de parler, de dire sa rencontre avec la marchande de paniers, de demander à Pirloccia s'il avait vu la femme et la fillette; mais il lui répugnait d'adresser la parole à ce terrible nabot, qui désormais incarnait pour lui la trahison et le mensonge.

Pirloccia s'attarda à San Giovanni jusqu'à la nuit tombante,

et Adone, resté dans la voiture, s'ennuya beaucoup, pensant toujours à sa mère affligée, à son frère malade, et s'étonnant que Pirloccia ne se pressât pas davantage de rentrer à Casalino. Lorsque le nabot reparut, Adone était pâle, avait les yeux cernés. Au bout de quelques minutes, Pirloccia, qui l'entendait soupirer en silence, lui dit avec une insolite douceur :

— Ta mère prétend que Franceschino va très mal, mais ce n'est pas vrai. Il a un furoncle ; mais on ne meurt pas d'un furoncle, que diable !... Hop, hop, Rondinello ! Il se fait tard ! Allonge le pas !

Rondinello, le petit cheval, trottait bien. Le soleil s'était couché ; le ciel rougissait et se violaçait à l'horizon ; les arbres, les cultures, l'eau des ruisseaux, toute la campagne se teignait en rose, et l'herbe fraîche exhalait une senteur de plus en plus pénétrante. Adone se disait que Pirloccia l'avait trompé encore une fois en lui faisant croire que Francesco était mourant : cet homme-là était né pour mentir ! Mais d'ailleurs il ne regrettait pas de revenir en arrière : il était si fatigué qu'il lui semblait que des années s'étaient écoulées depuis la scène de la nuit précédente. Et il bâillait de faim, de tristesse, de lassitude, les yeux tristes comme ceux d'un homme qui n'est pas heureux.

La pleine lune montait au bout de la route, jaune d'or sur l'horizon couleur lilas ; elle montait, montait, dépassait la ligne des arbres immobiles, s'avançait dans les voies silencieuses du ciel. L'enfant bâillait, fermait les yeux, serrait sous son bras le balluchon où un œuf s'était cassé et avait taché de jaune la serviette qui enveloppait le paquet. Le sommeil accablait Adone ; mais il avait peur de s'endormir près de Pirloccia. Et il rouvrait les yeux avec peine, voyait la lune qui, de plus en plus claire, de plus en plus petite, continuait à s'avancer dans le ciel.

Le lendemain, lorsqu'il revit sa mère, elle pleura, le supplia de ne plus être méchant, de ne plus faire de pareilles escapades, de ne plus lui causer de chagrin.

— Tu es grand, à présent ; tu n'es plus un bambin, mon cher petit homme. Tu devrais avoir honte de tes sottises... Se sauver, c'est aisé à dire ; mais ensuite, où irais-tu ?... Chez Davide ? Ne sais-tu pas que Davide est aussi pauvre que nous ?... Allons, n'y pensons plus : ce sont des enfantillages dignes d'un bébé de cinq ans.

Adone hochait la tête. Non, non, ce n'étaient pas des enfantillages! Et pourtant il était bien obligé de reconnaître que, dans une certaine mesure, sa mère avait raison. Il courba donc la tête et il se résigna encore une fois.

Sa mère tâcha en outre de lui persuader qu'il fallait se rendre utile, quand on vivait aux crochets des autres. Quel inconvénient y aurait-il, par exemple, à faire paître les vaches? Est-ce que cela l'empêcherait d'étudier ses leçons?

Il conduisit donc les vaches à la pâture. Lorsqu'il rentrait de l'école, il ne pouvait plus aller flâner chez l'allumettier ou chez le cordier, ni courir les champs : il devait conduire sur la digue ou dans les douves ces deux bêtes énormes, qui lui faisaient peur. Et, si quelqu'un de sa connaissance l'apercevait avec elles, il rougissait : car il se considérait déjà comme un étudiant en train de devenir un professeur, et il craignait que, plus tard, ses élèves ne lui reprochassent d'avoir été vacher.

Le soir, au retour de la pâture, Pirloccia exigeait aussi qu'Adone portât le lait chez le fromager. La fromagerie était située à l'autre bout de Casalino, du côté de Casale; et Adone avait à traverser tout le pays avec son seau de lait, ce qui lui paraissait aussi humiliant que pénible.

Avec le temps, il devint l'ami de Pino, fils aîné du fromager, et il s'intéressa à la fabrication du parmesan. Le père, grand et blond, à la face un peu replète, au menton rond, à la barbiche d'un gris jaunâtre, agitait le lait en faisant osciller avec lenteur l'énorme chaudière pendue au-dessus du fourneau creusé dans le carrelage; et son fils, beau garçon au teint rose et aux dents blanches, vêtu d'un tricot noir qui dessinait les formes de sa poitrine et le sillon de ses épaules, pressait dans les moules de bois le fromage doré, battait le beurre, jetait des fagots dans l'âtre. Ce garçon chantait toujours, était gai et serein comme un jeune dieu; et Adone éprouvait pour lui une admiration singulière.

Quelquefois Pino priait Adone de présenter ses complimens à Andromaca, et il ajoutait aux complimens de bizarres messages :

— Tu lui diras qu'à huit heures précises la lune se lèvera sur la grille du château Dargenti.

Ou bien :

— A huit heures précises, la belle Française se promènera le long du ruisseau.

Adone comprenait parfaitement ce langage ; et, un soir, au lieu de la belle Française, il vit Pino et Andromaca se promener le long du ruisseau, enlacés par la taille. Il ressentait pour cette fille une sorte d'amour, et néanmoins il se chargeait des messages de Pino avec un plaisir mêlé de curiosité et de jalousie. Déjà il était déniaisé, et ses camarades d'école se chargeaient de l'instruire, au jour le jour, sur ce qu'il pouvait ignorer encore. Pour cette matière-là, aucun d'eux n'était en retard.

Le 25 avril, à l'occasion de la Saint-Marc, Adone alla voir son ami Marco, dont on célébrait la fête, et il passa toute l'après-midi à Casale.

Les deux amis firent d'abord un joli goûter; puis ils visitèrent le laboratoire, où le teinturier préparait ces étoffes dont les couleurs excitaient l'admiration d'Adone; enfin ils allèrent se promener dans les champs.

Il y avait devant la maison de Marco une ruelle humide et solitaire, au bout de laquelle s'élevait une maisonnette de briques rouges qui n'avait qu'un rez-de-chaussée et un étage, et dont la porte s'ouvrait du côté opposé à la ruelle. En face de cette maisonnette était une *maestà*, c'est-à-dire une chapelle close par une grille de fer et à l'intérieur de laquelle, sur un autel fleuri, un saint Michel d'aspect terrible foulait aux pieds un dragon verdâtre. Or Adone eut la surprise de voir, assise sur un tronc d'arbre, près de cette chapelle, la fillette à la robe rouge semée de pois noirs; mais la robe avait été lavée, avait été garnie d'une bordure de deuil; les cheveux blonds, réunis en deux tresses, paraissaient avoir été lavés aussi; et les gros pieds s'enfonçaient à moitié dans de vieilles galoches. Il rougit du plaisir de la revoir, et aussi de la crainte que Marco ne connût quelque chose de son aventure. Mais Marco passa tout droit, et Adone n'osa pas adresser la parole à la fillette.

— Elle est ta parente ? demanda-t-il à Marco, un peu plus loin.

— Mais non ! répondit Marco avec mépris. C'est une gueuse, une bohémienne.

— Une bohémienne ? Tu es fou !

— Oui, une bohémienne ! Je te dis que oui !... Elle est arrivée l'autre jour avec une femme malade. Elles se sont d'abord présentées chez nous. Ensuite elles sont allées chez tante Barbe-

rina, qui demeure dans la maisonnette rouge, et celle-ci les a recueillies chez elle... Tante Barberina est un peu toquée, tu sais!

— Un peu toquée? Pas possible!

— Oui, un peu toquée! Elle ressemble à un homme; elle porte un chapeau de feutre et une canne; elle fume la pipe et elle a une voix terrible. Mais elle sait de belles histoires.

— Ah! dit Adone, songeur. C'est donc cette vieille femme qui marche avec un bâton? Je la connais. Est-ce qu'elle est riche?

— Peuh! fit Marco. Tu demandes si la *Suppèi* est riche? Elle n'a pas le sou! Dans sa jeunesse, elle vendait des galoches. Mais elle a en Amérique un fils qui, de temps à autre, lui envoie un peu d'argent.

Lorsqu'ils repassèrent, la fillette n'était plus là. Adone regarda curieusement dans la maisonnette par une fenêtre ouverte, entrevit une petite chambre au milieu de laquelle il y avait une table de noyer et, sur la table, une lampe à pétrole avec quelques bibelots de verre et de marbre. Contre la muraille, au-dessus de la cheminée, s'étalait le portrait de Mazzini, entouré d'un cordon de photographies blafardes; et, dans le demi-jour de cette pièce humide, cette figure d'homme maigre et farouche, ces photographies livides et cadavériques faisaient penser à une assemblée de morts. Par une porte entre-bâillée arrivait un chant religieux, d'une tristesse funèbre, chanté par deux voix, l'une forte et masculine, l'autre lasse et voilée. Ce devaient être les voix de la marchande ambulante et de la vieille *Suppèi*.

— Pourquoi t'arrêtes-tu? cria Marco, en tirant son camarade par le pan de la jaquette. Viens!

— Je voudrais entrer, proposa Adone. La porte est de l'autre côté de la maison?

— Oh! moi, je n'entre pas, déclara Marco à voix basse. Maman me l'a défendu, parce que cette femme a un mal qui se gagne.

Adone n'insista point. Il fit seulement réflexion qu'il avait été plus d'une heure en compagnie de la marchande et qu'elle ne lui avait pas communiqué son mal.

Un autre jour, il rencontra chez Marco cette fameuse tante Barberina, à laquelle il pensait souvent. Le fait est qu'elle avait un visage d'homme, avec un gros nez rouge et une paire de

petits yeux bleus très vifs, qu'elle portait un chapeau de feutre grisâtre et qu'elle s'appuyait sur un bâton attaché autour de son poignet par une courroie de cuir. Elle semblait fort en colère, parlait d'une voix forte et rauque; et, tout en frappant avec son bâton sur le seuil de la porte, elle déblatérait contre les parens impitoyables qui refusaient de venir en aide à la marchande de paniers.

— Il n'y a que les pauvres qui comprennent la misère et la détresse du prochain! disait-elle. Ceux qui ont de quoi ne pensent qu'à eux-mêmes, à leur cher ventre!

Adone, frappé de ces paroles, se rappela Tognina et ses chaises. Néanmoins, comme Marco riait, — et, en effet, lorsque la tante Barberina entrait en rage, elle était assez ridicule, — il se mit à rire aussi. Sur quoi, la vieille les menaça de son bâton.

La mère de Marco, belle femme rubiconde, grasse et calme, répondit à la *Suppèi* que la marchande de paniers pouvait très bien continuer à travailler de son métier. Au surplus, Caterina était trop mal apprise : un vrai diable, et, qui pis est, une petite voleuse!

— Mais je l'enverrai à l'école! vociférait la vieille en se frappant le front avec la pomme de sa canne. Elle a de l'esprit, cette petite! Elle apprend tout à la minute. Elle vaut mieux que certains garçons qui ont l'air d'être bien élevés!

— Parfaitement, parfaitement! repartit la rubiconde Mme Bignani, piquée de l'allusion faite à Marco. Envoyez-la donc à l'école. Mais, s'il lui arrive encore de toucher à mes œufs, je me charge de lui donner de l'instruction et de la mémoire en la corrigeant comme elle le mérite!

X

Il se produisit à cette époque un fait extraordinaire : — extraordinaire, non seulement pour Adone, mais pour tous les habitans de Casalino. La vieille marquise Pigozzi se décida à venir passer l'été et l'automne dans son château restauré.

A peine sut-on qu'elle viendrait, les discussions et les commentaires marchèrent bon train. Il y avait beaucoup de gens à qui le nom de la marquise ne plaisait pas.

— Quel vilain nom! Mme la marquise Pigozzi!... Est-ce qu'elle serait parente de Pigoss?

Et tout le monde s'amusait à turlupiner le vieux passeur qui, lorsqu'on l'appelait « marquis Pigoss, » se contentait de sourire, comme s'il était fier de son nouveau titre.

Cependant on avait mis des rideaux aux fenêtres; Jusfin avait planté des dahlias et des tournesols dans le jardin anglais; sur les balustrades du perron resplendissaient deux grands vases d'émail bleu, où s'étalaient superbement des arbustes à fleurs rouges. Les femmes et les vieillards s'arrêtaient devant la grille pour regarder tout cela, et Adone, passant et repassant près d'eux, écoutait avec curiosité leurs réflexions. Carissima, elle, attendait avec impatience l'arrivée de la nouvelle propriétaire : elle s'était recommandée à Jusfin pour avoir du travail au château, et elle espérait s'entendre aussi avec le cuisinier pour les petits larcins qu'elle commettait chez Tognina. Quant à Luigion, il ne s'intéressait guère à cet événement; sa santé l'inquiétait : malgré la chaleur, il toussait beaucoup, et il avait mal à une oreille.

Un soir, tandis qu'Adone rôdait près de la grille, il vit arriver un grand carrosse attelé de deux chevaux dont la robe sombre et luisante avait la couleur du noyer. Le carrosse entra rapidement au château, fit halte devant le perron. Deux dames, accompagnées d'une fillette, en descendirent, gravirent les marches, disparurent dans les appartemens. Laquelle des deux dames était la marquise? A distance et dans l'obscurité, il n'y avait pas moyen de le savoir.

Le lendemain, qui était un dimanche, Adone partit de bonne heure pour la grand'messe, et il remarqua aussitôt que les hommes, debout sur la pelouse de l'église, regardaient tous vers le château. Dans l'église même, fraîche et claire, les femmes vêtues de bleu, de rose ou de mauve, avec un voile noir gracieusement posé sur la tête, se tenaient dans le voisinage du portail, agitées et curieuses.

Enfin la grille s'ouvrit, et les trois personnes qu'Adone avait aperçues la veille réapparurent. La fillette, qui marchait la première, était tout habillée de blanc, coiffée d'un chapeau de gaze blanche, et la gaze était si fine qu'à chaque pas l'étoffe tremblait. Cette fois, Adone put l'examiner à son aise, et elle ne lui parut guère jolie, avec son teint olivâtre, avec ses yeux cernés, avec ses cheveux peu abondans, qui tombaient sur des épaules maigres. Mais elle avait une allure distinguée, marchait

presque sur la pointe de ses petits souliers blancs. Somme toute, elle avait de la grâce : elle ressemblait à un papillon qui va prendre son vol.

Quant aux deux femmes, l'une, petite, boulotte, habillée de noir, avec des lunettes qui brillaient au soleil, était l'institutrice, et Adone apprit qu'elle s'appelait Madame Maria ; l'autre, grande, svelte, un peu raide, vêtue comme une jeune fille, était la vieille marquise.

Pendant toute la messe, Adone ne quitta pas des yeux les deux femmes, et spécialement la fillette. Celle-ci, agenouillée sur sa chaise, lisait dans un coquet paroissien, d'un air indifférent; mais, de temps à autre, elle promenait autour d'elle ses yeux d'un beau châtain doré, et une expression de curiosité furtive animait son visage délicat. A un certain moment, elle bâilla et se mit à jouer avec son livre : évidemment, elle s'ennuyait de rester si longtemps à l'église.

Après l'évangile, le curé fit un bout de sermon ; puis, au nom des habitans, il souhaita la bienvenue à la châtelaine, rappela avec émotion le bon temps où l'on pouvait dire que le château était l'âme du pays ; et il exprima l'espoir que ce bon temps reviendrait, ou, pour mieux dire, qu'il était déjà revenu. Les paroles du curé n'éveillèrent sur la physionomie de la marquise aucune expression, ni de plaisir, ni de douleur. Mais la grosse Madame Maria ne cessait pas de sourire ; et elle faisait signe que oui, que oui, avec la tête, comme si la marquise l'avait chargée de répondre pour elle.

Le bon temps revint, en effet, sinon pour tout le monde, au moins pour le curé. La marquise l'invitait à dîner deux ou trois fois par semaine. De son côté, Carissima obtint les bonnes grâces du cuisinier, et elle trouva de l'ouvrage au château. Peu à peu, les gens s'accoutumèrent à voir ouvertes les fenêtres de la noble maison, et ils recommencèrent à s'occuper de leurs propres affaires.

L'été s'écoula, puis l'automne. En octobre, le cousin Carlino fit un petit séjour au village ; mais il alla se loger chez d'autres parens, et c'est à peine si Adone le vit deux ou trois fois. Carlino lui-même ne s'occupait plus du gamin.

Aux premiers froids, la marquise repartit, et, de nouveau, la silhouette de Jusfin régna, seule et majestueuse, derrière la

grille close. Adone reprit le chemin de l'école, toujours enveloppé de son grand manteau qui, à cette heure, n'effleurait plus le sol; et Bellus rouvrit sa masure à la clientèle enfantine qu'il appelait « les oiseaux d'hiver. »

Cette année-là, quelques fillettes de Casalino et de Casale, qui fréquentaient l'école technique de Viadana, se joignirent aux garçons. Elles aussi, frileuses étudiantes, étaient obligées quelquefois de faire halte chez Bellus, pour se réchauffer un peu; mais, d'ordinaire, elles passaient tout droit le long de la digue et suivaient sagement les sentiers, dédaignant de se joindre à ces polissons qui s'attardaient à sauter les ruisseaux ou à jouer sur le chemin. D'ailleurs, les garçons ne faisaient pas attention à elles. Pourtant, un certain jour, comme Adone faisait route en compagnie de Marco, il reconnut une fillette qui marchait devant eux, emmitouflée dans un châle à carreaux noirs et gris. Cette fillette se rendait certainement à l'école, puisqu'elle avait un petit cartable pendu au bras par une cordelette. Ses épaules et sa tête disparaissaient sous le châle; mais, en compensation, on voyait ses jambes rouges et ses gros pieds chaussés de galoches.

— C'est Caterina, dit Adone à Marco. Elle va donc à l'école de Viadana?

— Oui. Tante Barberina l'envoie là-bas, parce qu'à l'école de Casale, elle s'est querellée avec ses compagnes. Elle a griffé les autres élèves, qui ne voulaient pas d'elle pour voisine.

— Et pourquoi?

— Parce qu'elle leur aurait communiqué le mal de sa belle mère.

— Comment le leur aurait-elle communiqué, puisqu'elle-même se porte bien? objecta Adone, toujours prompt à défendre les causes justes. Moi, je n'ai pas peur de la contagion, et, pour te le prouver, je vais la rejoindre.

— Si tu t'approches d'elle, je n'irai plus jamais avec toi! Non, jamais de ma vie! déclara Marco, furieux, tout en poussant du pied les cailloux qu'il rencontrait sur la chaussée.

Caterina se retourna. Elle avait la face rose, les yeux brillans, les lèvres rouges; elle était belle comme une petite madone, avec ce châle gris et noir, et elle paraissait l'image vivante de la santé. Néanmoins, lorsque Adone et Marco l'eurent rattrapée, ils évitèrent de passer auprès d'elle. Caterina ne leur dit rien,

mais elle remarqua le détour qu'ils faisaient; et, lorsque Adone, une minute plus tard, se retourna vers la fillette, elle lui tira la langue en indiquant du doigt Marco. Adone comprit que ce témoignage de mépris ne s'adressait pas à lui-même, et il se mit à rire.

Cette année encore, l'hiver fut long et rigoureux. Tognina dut s'aliter, avec de l'enflure aux genoux, et personne ne s'occupait d'elle. Étendue sur son lit de plume, ratatinée et noire comme une momie, elle paraissait résignée à sa solitude et se contentait de la compagnie silencieuse de ses chaises et de ses pots de confiture. Adone éprouvait pour elle un sentiment de compassion. Il la considérait comme un être faible, presque comme une enfant; et, si elle lui avait témoigné un tant soit peu d'affection, il se serait profondément attaché à elle. Mais elle ne se souciait ni de lui ni des autres, et, apparemment, elle ne se souciait pas beaucoup non plus de sa propre personne, puisqu'elle ne protestait jamais, ne se plaignait jamais de l'abandon où on la laissait.

Un soir, à la brune, Adone en passant devant la porte de Tognina, entendit une plainte faible, un peu semblable au miaulement d'une chatte.

— Qu'est-ce que tu as, ma tante? demanda-t-il en ouvrant la porte.

La plainte s'interrompit. Une morne pénombre emplissait la chambre. Adone s'approcha de la couche où Tognina disparaissait presque entre les oreillers.

— Est-ce que tu dors, ma tante?... Veux-tu que j'allume de la lumière? As-tu froid? Désires-tu quelque chose?

Elle resta muette. Ainsi gisante, les yeux clos, la tête enveloppée dans un fichu de laine jaunâtre, elle ressemblait à un cadavre. Adone, qui se rappelait toujours la mort de son oncle et qui était hanté par l'idée fixe que tout le monde pouvait mourir d'une minute à l'autre, crut que sa tante était morte. Pris d'une mystérieuse terreur, il n'eut pas même la force de crier; et il s'appuya contre le lit, faillit s'évanouir.

— Qu'est-ce que tu as, Adone? demanda enfin Tognina.

Inquiète du silence de l'enfant, elle allongea la main vers les allumettes, monta la mèche de la lampe, fit de la lumière. Adone ne bougeait pas. Elle se mit à gémir, appela; mais per-

sonne ne répondit, personne ne vint à cet appel. Par un pénible effort, elle se souleva en geignant, aspergea la face d'Adone avec l'eau du verre posé sur sa table de nuit. Alors l'enfant rouvrit les yeux, vit sa tante penchée vers lui, la face aussi jaune que son fichu de laine; et il entendit qu'elle lui disait :

— Adone, mon cher enfant, relève-toi !... Qu'est-ce que tu as? Tu t'es trouvé mal?... Relève-toi, mon cher petit, relève-toi !... Comme tu m'as fait peur! Relève-toi donc, mon bellot!

C'était si bon, de s'entendre appeler ainsi! Il se releva, passa ses mains sur son visage et sur ses vêtemens mouillés, dit à sa tante :

— Je croyais que tu étais morte, là, toute seule, dans les ténèbres!... Ah! moi aussi, j'ai eu peur!

Tognina le considéra avec une sorte de surprise, et elle lui demanda :

— Tu as eu peur, mon pauvre petit?... C'est donc vrai, que tu m'aimes bien?

— Oh! oui, ma tante, je t'aime bien!

— J'ai appelé fort. Pourquoi n'est-il venu personne?

— Carissima prépare la polenta; Fiorello garde le bébé; les autres ne sont pas à la maison.

— Écoute, Adone, dit alors Tognina en glissant sa main sous l'oreiller. Je vais te donner la clef du cellier. Tu prendras une écuelle, la grande, celle qui est bordée de rouge, et tu l'empliras de vin. Tu diras à Carissima de faire chauffer le vin et d'y mettre un peu de sucre; puis tu me l'apporteras, et nous le boirons ensemble. C'est très bon pour la peur. Va, et ne donne la clef à personne...

Il s'empressa de faire la commission. Fiorello, qui tenait entre ses bras le bébé malade, ne put en croire ses yeux lorsqu'il vit dans la main d'Adone cette clef que Tognina ne confiait jamais à personne. Carissima, elle, en parut très contente. Elle fit chauffer le vin, donna du sucre à Adone; puis elle se mit à couper la polenta avec le fil, en fredonnant une chanson.

— Demande à la tante si elle veut une tranche de polenta toute chaude, dit-elle, pendant qu'Adone versait le vin bouillant dans l'écuelle bordée de rouge... Et puis, écoute un peu... Puisque tu as la clef, si nous faisions une chose?... Si nous prenions un saucisson?...

— Non, non! s'écria l'enfant.

Et il ajouta :

— Si tu en veux un..., je pourrai le dire à ma tante.

— Nigaud ! Garde-toi bien de lui rien dire. Allons, dépêche !

Depuis ce soir-là, il se prit à aimer sa tante comme il ne l'avait jamais aimée. Il lui semblait qu'il la protégeait, qu'il lui était indispensable. Celle-ci ne lui témoignait plus la même bonté, le grondait même souvent, le renvoyait; mais il revenait toujours auprès d'elle.

Il commençait à entrer dans une période critique. Il était nerveux, excitable; il avait besoin de jouir, de haïr, de souffrir, mais surtout d'aimer. Il suffisait qu'on lui fît la moindre gentillesse pour qu'il s'enflammât d'affection et de reconnaissance. Il avait un peu oublié Davide; mais il pensait continuellement à son professeur, — un garçon pâle et maladif, qui était d'une excessive indulgence envers ses élèves; — et il pensait aussi à Marco avec une tendresse jalouse.

Toutefois son amour le plus fort, après celui qu'il portait à sa mère, était pour Andromaca. La fille du cordier devenait de jour en jour plus belle, plus grande, plus svelte, avec une fossette au menton et des yeux larges, dorés, voluptueux. Mais son père était si pauvre que Pino, le fils du fromager, ne se décidait pas à la demander en mariage, parce qu'elle n'avait pas même de trousseau. Les deux amoureux n'en continuaient pas moins à se voir en secret, et c'était toujours Adone qui transmettait les messages. Un jour, il entendit Carissima dire que Pino n'épouserait jamais Andromaca.

— Eh bien, alors, c'est moi qui l'épouserai ! déclara-t-il.

A ces mots, on tomba sur le pauvre Adone, on se gaussa de lui, on alla répéter le propos à la jeune fille. Et, dorénavant, chaque fois que celle-ci le voyait, elle l'embrassait, le forçait à danser, l'appelait son petit mari. Il la laissait faire; et, quand la jeune fille le pressait contre elle et l'entraînait en batifolant dans la cour ou dans la cuisine, il éprouvait un doux vertige, une vague sensation d'ivresse.

Un soir qu'Andromaca était seule dans la cuisine obscure, encombrée de cordes et de bottes de chanvre, Adone survint et lui dit tout bas :

— Pino te salue. Il espère que le safran coûtera moins cher, cette année.

Cette phrase avait sans doute pour la jeune fille une agréable

signification : car elle s'élança vers Adone, le saisit à bras-le-corps, le fit danser plus gaiement que d'habitude; et, tout en dansant, elle fredonnait :

— Eh bien ! nous en achèterons beaucoup ! Eh bien ! nous nous épouserons... Toi et moi, mon cher petit mari !

— Te rappelles-tu, demanda Adone, qu'une fois, sous la treille, nous avons joué à un joli jeu? Veux-tu y jouer encore?

— A quel jeu?

— Voici. Tu courais, je te rattrapais, nous faisions semblant de nous battre et nous tombions tous les deux par terre... Une fois, tu m'as mordu les lèvres...

— Ah, oui ! s'écria-t-elle, de plus en plus gaie. Tu veux que je te morde? Tiens !... Es-tu content?... Tiens !... Oua, oua, oua !

Elle feignait d'aboyer, et elle le mordillait. Il pâlit de plaisir, la saisit, lui mordit très fort la joue droite.

— Oh, sapristi ! Toi, tu mords tout de bon ! lui reprocha-t-elle en le repoussant. A bas les pattes, méchant chien ! A bas les pattes, ou je t'envoie une taloche !

Il ne savait pas s'il devait rire ou pleurer ; mais il la regardait d'un air si mortifié qu'elle se radoucit, et, tout en passant sa main sur la joue où les dents d'Adone avaient laissé une marque :

— Tu devrais, lui dit-elle, te chercher une fiancée de ton âge, une jeune chienne comme toi, pour jouer à ce jeu. Va-t'en, va-t'en ! Moi, je ne veux plus y jouer.

Et alors il pensa à Caterina, revit en imagination la petite personne emmitouflée qui parcourait la digue en traînant ses galoches, revit les joues rouges et rondes comme des pommes; et il se dit qu'en effet il serait agréable de jouer avec elle comme avec Andromaca.

XI

Au retour du printemps, Adone quitta encore une fois son grand manteau, et Caterina se délivra de son châle. Marco voulut les imiter, ôta cette pèlerine à capuchon qu'Adone lui enviait, et, à l'insu de sa mère, il endossa un petit costume neuf, d'une étoffe très mince.

Le lendemain, Adone l'attendit, l'appela vainement à l'entrée de la ruelle.

— Où donc est Marco? demanda-t-il à un petit garçon que les deux amis avaient plus d'une fois taquiné.

— Est-ce que je sais? répondit le petit garçon, de mauvaise humeur.

Et il passa outre.

« Marco m'aurait-il trahi? se demanda Adone avec tristesse. Il me menace toujours de m'abandonner, si je ne fais pas ce qu'il veut. Or, j'ai parlé hier à Caterina, et il me l'avait défendu... »

Sur ces entrefaites, Caterina parut au bout de la ruelle. Elle s'avançait d'un pas indolent, vêtue d'une robe d'indienne bleue, dure et gonflée comme un ballon.

— As-tu vu Marco?

— Non. Il est malade.

— Malade? Qu'est-ce qu'il a?

— Eh bien, il est malade!

— Mais qu'est-ce qu'il a? insista Adone, impatienté.

— Je n'en sais rien. Sa mère pleure...

Le jour suivant, Adone alla voir Marco. On ne le fit entrer que quelques minutes, et c'est à peine s'il reconnut son camarade. Celui-ci avait la face ardente, les yeux brillans. Le médecin parlait d'une congestion pulmonaire.

Toute la nuit, Adone pensa au malade. Mais il se disait : « Dans deux ou trois jours, Marco sera guéri. »

Le lendemain, Caterina attendit Adone sur la digue, et, dès qu'il l'eut rejointe, elle lui dit sans s'émouvoir :

— Marco est mort.

— Menteuse! hurla-t-il.

Et il eut envie de lui jeter des pierres, tant les paroles de la fillette l'avaient exaspéré.

— Va donc y voir, si tu ne me crois pas! répliqua-t-elle en lui tournant le dos.

Non, il ne pouvait pas croire à une pareille chose! Il prit sa course, rattrapa deux écoliers qui le précédaient sur le chemin, les interrogea, tremblant d'anxiété. Hélas! ils lui confirmèrent la nouvelle : Marco était mort!

Mort! disparu pour jamais!... Adone ne pleura pas, ne se désespéra pas; mais, durant toute une semaine, il vécut comme un hébété. « Je ne le verrai plus! se disait-il. Que ferai-je sans lui?... Moi aussi, je peux mourir... Je peux mourir demain. Je peux mourir tout de suite... » L'idée de la mort l'obsédait; mais

elle lui causait plus d'étonnement que d'épouvante. Il disait à l'allumettier :

— Tous nous sommes nés et tous nous devons mourir... Mon oncle est mort; mais il était vieux, lui. Marco n'était pas vieux, et il est mort tout de même... Moi, je veux faire mon possible pour ne pas mourir. Je mettrai mon manteau en plein été.

— Bonne précaution ! répondait le gringalet. Mais un caillou suffit pour que tu tombes et que tu te casses la tête.

— Je regarderai à terre !

— Cela ne t'empêchera pas de mourir. Aujourd'hui ou demain, il faut qu'on meure ! Et tout le monde, tu sais ! En cela du moins, le Seigneur a été juste. Le roi meurt comme le gueux. Nous cheminons tous vers la tombe.

Pendant longtemps, Adone songea à Marco, qui gisait, glacé et rigide, au fond de sa petite fosse. Quand la pluie tombait, il pensait que son pauvre camarade devait avoir froid, devait être mouillé; et cette idée lui donnait le frisson. Il se rappelait leurs sermens de ne jamais se trahir, et il prenait la résolution de ne plus avoir d'autre ami. Il s'en allait seul sur la digue et dans les sentiers, comme pour y rechercher les traces de Marco et pour se souvenir plus librement de son cher camarade ; et il évitait de parler à Caterina, parce que Marco n'avait pas aimé la fillette.

Mais, un matin, Caterina, plus alerte que de coutume, le rattrapa sur la route.

— Adone, lui dit-elle en l'abordant, j'ai une commission à te faire. La mère de Marco désire te voir.

— Tout de suite?

— Oui, tout de suite... Ou plutôt, non; quand tu passeras par Casale... Quand il te plaira...

— Pourquoi désire-t-elle me voir?

— Est-ce que je sais? Peut-être pour te montrer le portrait de Marco mort... Moi, je n'ai pas voulu le voir, ce portrait : les morts me font peur.

— Tu as peur d'une photographie, bêtasse? Tu n'es pas sotte à moitié !

— Le sot, c'est toi! Le bêta, c'est toi! riposta Caterina. Je t'affirme qu'il faut avoir peur des morts. Tu crois qu'ils ne bougent plus? Tu te trompes! Ils se lèvent la nuit, sortent de leur fosse, rôdent par le monde; et, s'ils rencontrent quelqu'un

qui leur a fait du mal, ils l'empoignent, le battent, le griffent..

Et Caterina feignait de battre et de griffer quelqu'un.

— Sotte! répéta Adone. Pourquoi grifferaient-ils les gens?

— Pour se venger! Les morts ont beaucoup de force. Quand nous sommes vivans, nous sommes faibles, et n'importe qui peut nous maltraiter. Mais, plus tard, quand nous sommes morts, nous nous vengeons. C'est naturel!

Adone devint rêveur. La théorie fantastique de Caterina lui plaisait. Oui, c'était probablement comme cela : puisqu'il n'y a pas de justice en cette vie, il faut bien que chacun se fasse justice après la mort. Pourtant il répéta :

— Va donc, sotte! Les morts ne bougent plus! Quand j'étais petit, je croyais aux revenans; mais, à présent, j'ai cessé d'y croire.

— Et moi, je te dis que c'est vrai! Écoute un peu... J'ai *vu* un revenant de mes propres yeux, moi qui te parle!

Adone se mit à rire, mais de moins bon cœur qu'il n'en avait l'habitude. Et voici ce qui advint: l'écolier continua de discuter avec Caterina comme il discutait avec Marco, dans les premiers temps de leur liaison; et, quoiqu'il traitât la fillette avec une nuance de dédain, il ne laissait pas de lui donner secrètement raison sur beaucoup de choses. Il lui était plus facile de s'entendre avec elle qu'avec son défunt ami; persécutés l'un et l'autre, le garçonnet et la fillette se comprenaient mieux. Un fil invisible unissait leurs petites âmes avides de joie, mais déjà touchées par la douleur.

Il alla chez la mère de Marco. En le voyant, elle se mit à pleurer, l'embrassa, le regarda au fond des yeux, comme pour chercher dans ces prunelles l'image de son fils; puis elle lui dit :

— Je désirais te faire un cadeau, te donner le costume d'été de mon pauvre enfant. Veux-tu le prendre? Ta tante ne dira rien?

Il rougit; mais il comprit qu'un refus chagrinerait cette mère déjà si triste, et il accepta.

Ensuite elle lui montra la photographie du mort, qui, les yeux mi-clos, la bouche un peu contractée, semblait dormir, mais d'un pénible sommeil. Adone, en le contemplant, se souvint des paroles de Caterina, et, malgré lui, il éprouva une impression étrange. Non, ce portrait n'était pas celui de son ami; c'était

le portrait d'un autre, d'un être lointain et mystérieux, d'un enfant qui, le jour, dormait en rêvant aux offenses reçues, aux chagrins éprouvés, aux douleurs souffertes, et qui, la nuit, se réveillait et allait à la recherche de ses ennemis, pour se faire justice lui-même.

La mère de Marco lui donna le costume enveloppé dans un carton.

— J'ai mis aussi la cravate, dit-elle.

Et Adone rougit une seconde fois, mais de plaisir : il n'avait pas de cravate et il désirait en posséder une. Lorsqu'il partit, son carton sous le bras :

— Viens souvent me voir, lui recommanda la mère.

Caterina attendait Adone, accoudée à la fenêtre de la maisonnette.

— Qu'est-ce qu'elle te voulait? demanda-t-elle en se penchant sur la barre d'appui.

— Rien! répondit-il, par discrétion.

— Tu dis : rien. Mais je sais bien, moi, ce que c'était! Elle voulait te donner le costume de Marco, parce que tu n'as pas de vêtemens d'été. Elle a dit à grand'maman Barberina qu'elle te le donnerait; et grand'maman Barberina l'a rabrouée en lui disant que tu n'avais pas besoin qu'on te fît l'aumône, puisque tes parens sont riches. Et grand'maman Barberina lui a dit encore que ta tante te battrait, si tu rapportais le costume chez elle!

— Oui, admit Adone, ma tante me grondera peut-être.

— Eh bien, écoute, reprit la fillette. Veux-tu que je le cache ici, ton costume?... Donne-le-moi!

— Non, je le cacherai chez maman.

Mais elle insista, allongea ses petits bras, regarda l'écolier avec des yeux qui brillaient.

— De quoi as-tu peur? Je le serrerai dans le tiroir de la commode. Maman ne vient jamais dans cette chambre. Donne-le-moi!

Il hésitait. Mais Caterina semblait avoir une si folle envie de lui rendre ce service, elle lui répétait ce « donne-le-moi » avec tant de grâce caressante, qu'il craignit de l'offenser par un refus.

— Donne-le-moi!

Il déposa le carton sur l'appui de la fenêtre.

— Mais je voudrais prendre la cravate, murmura-t-il.

— Eh bien, entre! dit-elle. Je te ferai voir l'endroit où je placerai la boîte... Entre vite: je suis seule à la maison...

Adone escalada la fenêtre; puis, avec l'aide de Caterina, il ouvrit le carton, en retira la cravate verte à pois rouges, qu'il avait tant admirée au cou de Marco; et, comme il n'osait pas la mettre, Caterina lui donna encore un bon conseil:

— Mets-la, maintenant que personne ne peut te voir. Tu l'ôteras, quand tu arriveras à Casalino.

A partir de ce jour, l'amitié d'Adone et de Caterina devint plus intime.

Tognina permit à son neveu d'accepter le cadeau de Mme Bignami, et il alla à Casale pour y reprendre son costume. En arrivant près de la maisonnette, il vit la marchande de paniers agenouillée devant la *maestà*. Cette pauvre femme faisait peur, tant elle était maigre et hâve : avec ses pommettes rouges et ses lèvres livides, elle ressemblait à un cadavre dont, par un jeu macabre, on aurait teint les joues avec du carmin. Elle se leva péniblement, voulut dire quelque chose; mais elle ne pouvait presque plus parler.

— Est-ce que la marquise Pigozzi est arrivée? murmura-t-elle d'une voix sourde.

— Non, pas encore, répondit Adone. Il paraît qu'elle viendra en septembre.

— Quand elle sera là, je te prie de m'avertir... Surtout, n'oublie pas!

En ce moment, Caterina se montra à la fenêtre de la petite maison.

— Rentrez, maman, rentrez vite! dit-elle. Cela vous fait mal, de rester dehors. Allons, rentrez vite!

La femme s'éloigna en s'appuyant au mur. Adone s'approcha de la fenêtre.

— Je vais te rendre la boîte tout de suite! lui dit Caterina à voix basse.

Mais, tandis qu'elle allait à la commode, la porte s'ouvrit, et la figure singulière de la vieille *Suppèi* se dessina dans la baie comme dans un cadre lumineux.

— Que faites-vous donc, petits drôles? s'écria-t-elle de sa voix rude. Qu'est-ce qu'il y a? qu'est-ce qu'il y a?

— Rien, grand'maman! répondit Caterina, revenue vivement près de la fenêtre.

— Rien? Je t'en donnerai, du rien, moi! Il y a longtemps que je vous observe. Que signifient toutes ces manigances? Pourquoi ces allées et venues? On m'a dit...

— Eh bien, qu'est-ce qu'on vous a dit? interrogea hardiment Adone. Est-ce que nous faisons du mal?

— Oui, mon cœur, affirma la vieille en courant vers la fenêtre. Vous êtes deux polissons, deux vauriens, on sait ça! Vous manigancez quelque chose en secret...

— Eh bien, en voilà assez! s'écria Caterina, d'un ton décidé. Je vais vous dire la chose... Mais me permets-tu de la dire, Adone?

Il consentit, et Caterina raconta l'affaire du costume. Alors la vieille changea de physionomie; elle ne se fâcha plus contre les deux enfans, mais, avec son bâton, elle menaça un personnage invisible.

Cette année-là, Davide obtint son diplôme de licence, et il revint au village pour s'y reposer tout l'été. Cela fit qu'Adone négligea beaucoup Andromaca et vint passer chez l'allumettier tout le temps dont il disposait, c'est-à-dire les heures où il n'était pas obligé de faire paître les vaches ou de garder les fruits et les melons dans les champs de sa tante.

Davide exerçait sur lui une fascination plus forte encore que celle d'Andromaca. Pour cet enfant parvenu au seuil de l'adolescence et qui regardait devant lui avec émoi et avec curiosité, comme un voyageur aux yeux duquel se découvre un panorama grandiose, la fille de Sison représentait déjà l'amour et le plaisir; mais l'étudiant qui arrivait des grandes villes et qui devait y retourner représentait pour lui quelque chose de plus encore : tout un monde lointain, splendide comme le soleil.

Une fois, Davide l'emmena avec lui à la pêche. C'était un après-midi mélancolique. De gros nuages d'un violet bronzé obscurcissaient le ciel, et les eaux violâtres avaient quelque chose de lugubre.

Adone comprenait déjà les beautés de la nature. Il admirait les étranges profils des nuages et les reflets de l'eau. Il ne croyait plus à la ville ensevelie sous le fleuve; mais il se demandait si ce paysage ondulant que l'on y voyait renversé, avec ce

fond de ciel vague et lointain qui se creusait comme un abîme, n'avait pas sous l'eau une réelle existence. Les nuées diffuses lui paraissaient être le masque du ciel; mais le ciel n'aimait pas ce masque, et, dès qu'il pouvait s'en débarrasser, il le déchirait et l'éparpillait dans l'espace. Au contraire, les petits nuages lui plaisaient beaucoup par leur mobilité, par leurs jeux variables, par leurs aspects changeans : il lui aurait plu de voyager comme eux à travers l'infini.

La pêche fut abondante ; mais pourtant Davide resta morose. Adone espérait qu'il chanterait, au retour; mais le jeune homme préféra causer avec le vieux batelier, qui lui demandait s'il ne songeait pas à prendre femme.

— Oui, pour la faire mourir de faim! s'écria le jeune homme d'un ton bourru. Il faut que j'étudie encore deux ans!

— Et après, on te nommera instituteur dans une école de garçons?

— Moi aussi, interrompit Adone, je serai instituteur!

— Toi, c'est aux filles que tu feras l'école! répliqua le vieux avec malice. Il paraît que tu leur fais déjà la cour.

Adone protesta, le visage empourpré comme le ciel à l'horizon. Mais le batelier poursuivit, s'adressant à Davide :

— J'ai ouï dire qu'il y a une gamine, une belle gamine de Casale...

— Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai! Elle est seulement ma camarade!... Elle s'appelle Caterina, et sa mère est mourante.

Puis Adone raconta que la marchande de paniers attendait l'arrivée de la châtelaine, afin de lui demander un secours.

— Demander un secours pour mourir! reprit l'étudiant d'une voix sarcastique.

— Tout le monde l'attend, cette marquise! ricana Pigoss. Tous les fainéans, tous les désespérés. Le meunier lui-même, qui s'est cassé un bras, l'attend comme les autres.

— Ils n'ont pas autre chose à attendre! marmotta Davide, amèrement.

La marquise, si impatiemment attendue, arriva en septembre. Cette fois, Adone ne vit pas entrer au château le grand carrosse noir, tiré par les chevaux bruns. A cette époque de l'année, il devait passer une grande partie des nuits dans la melonnière, à l'extrémité des champs de Tognina, en compagnie d'un vieux chien, Turco, acheté pour quelques sous. Turco avait

été, dans son temps, un bon chien de garde, gros, fort, et, à l'occasion, féroce; devenu vieux, édenté, presque aveugle, il tâchait encore de remplir consciencieusement sa fonction. Il aboyait, même lorsque cela n'était pas nécessaire; il aboyait trop, contre des êtres invisibles, contre ses propres maîtres. On ne lui donnait rien à manger, et Pirloccia répétait qu'on le tuerait aussitôt après la vendange. Pas plus que les autres, Adone n'aimait son hargneux compagnon de garde, mais il en avait pitié : il lui semblait que Turco comprenait son triste sort et qu'il aboyait en manière de protestation contre l'iniquité des hommes.

Les nuits étaient tièdes, silencieuses, embaumées par l'odeur des herbes et des melons. Quelques traînées de nuages grisâtres voilaient les étoiles, et les arbres, sombres sur le fond incolore du ciel, prenaient des aspects de fantômes, mais trop noirs et trop immobiles pour inspirer de l'effroi.

« Il n'est pourtant pas impossible que ce soient des fantômes d'arbres morts, se disait Adone, étendu sous son abri de roseaux. Pourquoi les arbres morts ne reviendraient-ils pas, eux aussi? Mais, moi, je suis un homme, et les hommes vivans n'ont peur que des fantômes d'hommes morts. » Cette pensée lui donnait un petit frisson; puis il se disait : « Sans doute, si je voyais quelque chose de blanc, je *pourrais* avoir peur : ce serait peut-être le fantôme de mon oncle ou de Marco. Mais non, je n'ai pas peur. C'est bon pour cette sotte de Caterina, de croire à de semblables balivernes. Moi, je n'y crois pas. »

Et pourtant il avait peur.

Ce fut à cette époque qu'il assista à une scène inoubliable.

C'était le 8 septembre. Il cheminait sur la digue, lorsqu'il aperçut au loin Caterina, vêtue de sa petite robe bleue un peu défraîchie, traînant ses savates, la tête nimbée d'or par la splendeur du couchant. Quand elle fut à portée de la voix :

— Où vas-tu? lui cria-t-il.

Elle répondit par un geste qui indiqua la direction de Casalino. Adone comprit, s'approcha d'elle.

— Et comment t'y prendras-tu?

— Eh bien, j'entrerai par la porte charretière!

— Sotte! Il n'y a pas de porte charretière! Il y a une belle grille. Et ensuite, que feras-tu?

— Est-ce que je sais?

— On ne te laissera pas entrer, sois-en sûre!

— Moi, au contraire, je suis sûre d'entrer! Je dirai : « Il faut que je parle à Mme la marquise »... Et d'ailleurs, si on ne me laisse pas entrer, regarde : j'ai pris mes précautions...

— Une lettre? dit Adone, étonné. C'est toi qui l'as écrite? Fais voir.

— Elle est cachetée, n'y touche pas! dit-elle en remettant la lettre dans la poche de sa robe.

— Dis-moi au moins ce que tu as écrit.

Elle le lui dit; puis elle ajouta :

— Grand'maman n'en sait rien. Elle répète toujours : « Si vous demandez la charité à n'importe qui, je vous chasse de chez moi comme des poules! »

Et elle agita sa jupe, à la façon d'une fermière qui chasse la volaille importune.

— Alors, pourquoi vas-tu là-bas? interrogea-t-il, pensif.

— Parce que maman dit que grand'maman est très pauvre.

Il ne questionna plus. Il accompagna Caterina, curieux et troublé. Tout en marchant, elle lui disait :

— Qui sait ce que me donnera la marquise? Qui sait? Qui sait?

— Qui sait? répétait-il, de plus en plus rêveur.

Et il pensait en lui-même que, s'il avait été dans la peau de la marquise, il aurait accueilli avec enthousiasme cette pauvre Caterina, lui aurait donné une bourse pleine d'or. « Prends, ma chère petite, lui aurait-il dit. Prends, retourne chez toi, et dis à la *Suppèi* que tu as trouvé cette bourse dans la rue. Quant à ta maman, je la ferai conduire dans ce pays où il fait chaud, même en hiver, et où les phtisiques guérissent. Va, ma chère petite... Mais non, attends un peu : voici pour toi une tranche de tourte ; elle est très bonne. Et en voici une autre pour ta mère... »

Lorsqu'ils furent arrivés près de la grille, il s'éveilla de son rêve, jeta un coup d'œil dans le parc, se dissimula au coin du mur.

La grille était entr'ouverte, et, à quelques pas de distance, dans l'allée sablée, se trouvait Maddalena Dargenti, prête à partir pour la promenade. Comme d'habitude, elle était habillée de blanc, avec un chapeau à larges bords et de fines chaussures

blanches. Caterina, ébahie, contrariée par la présence de cette demoiselle, tenait les regards fixés sur la fillette. Celle-ci, agacée par l'insistance avec laquelle l'autre la dévisageait, lui tourna le dos; puis, comme Caterina entrait et s'avançait derrière elle, elle fit volte-face, et ses yeux eurent un éclair de méchanceté.

— Qu'est-ce que tu veux? demanda-t-elle, hautaine.

— Je veux parler à Mme la marquise Pigozzi, répondit Caterina.

— Pourquoi veux-tu lui parler? Qui t'envoie?

— Moi!

— Ah! tu t'envoies toi-même?... Ma grand'mère ne reçoit personne. Dis-moi ce que tu lui veux.

— Non, j'entrerai! affirma Caterina, en s'avançant et en indiquant le château.

— Reste là! Mademoiselle va venir! s'écria Maddalena, en colère.

Et elle se plaça devant l'autre, pour lui barrer le passage. Mais Caterina ne fut pas intimidée. Quelques secondes s'écoulèrent. Tout à coup Maddalena, sans doute lasse de tenir ainsi l'intruse en respect, répéta impérieusement :

— Reste là!

Et elle se mit à courir vers le château. Alors Adone allongea la tête et assista à une scène étrange. Caterina courait après la petite Dargenti. Celle-ci, arrivée au perron, s'arrêta, se retourna, poussa un petit cri de rage; et, soudain, elle se pencha jusqu'à terre, se redressa, jeta contre Caterina son soulier. Caterina porta la main à son front, sans prononcer un mot, sans ouvrir la bouche; et elle retourna sur ses pas, s'éloigna du château.

Il faisait nuit : une nuit un peu fraîche et triste. De grands nuages blanchâtres flottaient, se dissolvaient lentement dans le ciel d'un azur sombre; et l'on aurait cru que ce voile blême et mobile était le fond du ciel, tandis que les trouées d'azur étaient des nuages bleus qui se déformaient, s'élargissaient, ou se rétrécissaient, piqués çà et là d'étoiles. Un vent léger faisait mouvoir les cimes obscures des arbres; les grands fantômes végétaux s'agitaient, soupiraient un chant lugubre. Et Turco aboyait avec insistance; sa voix plaintive emplissait la nuit et éveillait un écho qui semblait être l'aboiement d'un autre chien. Qu'avait-il donc, Turco, ce soir-là? Il était plus hargneux et plus la-

mentable que d'habitude. Peut-être avait-il froid, peut-être comprenait-il que l'automne approchait, peut-être se rappelait-il la menace de son maître...

Adone, étendu sous l'abri de roseaux, était las, mais il ne pouvait dormir. Il pensait à trop de choses. Ainsi, la pauvre Caterina n'avait rien obtenu, n'avait pas même pu faire entendre sa prière! Et Maddalena était méchante, aussi méchante que Pirloccia! « Si jamais j'en ai l'occasion, se disait Adone, je lui enverrai deux ou trois coups de poing qu'elle sentira, pour sûr! »

Lorsqu'il avait reconduit Caterina à Casale, par la digue, il lui avait dit :

— Tu aurais dû la griffer ou lui jeter des pierres.

— Mais il n'y avait pas de pierres!

— Et qu'est-ce que tu vas raconter à ta maman?

— Je lui dirai que la porte était fermée.

— Et qu'est-ce que tu feras de la lettre?

— Je l'enverrai par la poste. Il faut un timbre, n'est-ce pas? Mais on peut aussi n'en pas mettre...

— Moi, je n'enverrais rien du tout! avait-il reparti fièrement.

Et à cette heure il songeait : « Cette petite Caterina est incapable de comprendre : elle est si sotte! Après l'injure qu'elle a reçue, est-il possible qu'elle songe encore à envoyer la lettre? Ah! si c'était moi... »

GRAZIA DELEDDA.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

FERDINAND BRUNETIÈRE

I

LES DEUX PREMIÈRES INCARNATIONS

« Ce qu'il y a de certain, c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, comme la philosophie, comme la religion, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qu'il en sortira. » (*La Poésie intime*, *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1875, p. 684.)

J'aurais voulu, hélas! esquisser, de son vivant même, ce portrait qu'il ne verra pas. Il avait sa place marquée dans cette série d'études contemporaines dont il avait approuvé le dessein avec son ardeur de générosité coutumière. Car il n'a pas été seulement, comme l'a si bien dit M. Jules Lemaître, « une grande force bienfaisante : » il a été, — MM. Barboux et Claretie le rappelaient hier excellemment à l'Académie, — il a été l'une des personnalités les plus originales et, en même temps, les plus hautement représentatives de ce dernier demi-siècle. Et l'histoire intellectuelle et morale de sa génération s'est si fidèlement reflétée à travers la sienne, qu'en étudiant l'une, c'est l'autre aussi qu'on se trouve involontairement retracer.

I

Lorsqu'il débuta ici même en 1875, par un article qui fit quelque bruit, sur *le Roman réaliste contemporain*, il n'avait pas vingt-six ans. « Ce maigre et pâle jeune homme, aux yeux dominateurs sous les verres de son lorgnon, avait déjà, comme répandue sur toute sa personne, cette puissance qu'il a gardée jusqu'à la fin, malgré l'accablement physique des dernières années : *l'autorité*. » Et M. Paul Bourget, à qui j'emprunte ce témoignage, nous a peint en termes saisissans le dur, l'héroïque et fécond noviciat auquel s'était d'abord condamné, pour vivre, pour apprendre, et pour percer, le futur maître écrivain des *Études critiques*. Répétiteur à l'institution Lelarge, passant ses nuits à « travailler, » après avoir « besogné, » lisant et retenant tout, s'intéressant à tout, discutant sur tout, il acquérait déjà ce fond de savoir encyclopédique que, jusqu'au bout, il ne devait cesser d'accroître (1). Quand il publia son premier article, où il est déjà tout entier, il était prêt à jouer, dans la lutte pour la vie spirituelle, le grand rôle auquel il était prédestiné par son talent, par son admirable énergie, par sa légitime ambition.

Regretta-t-il jamais sérieusement ces rudes années d'apprentissage? J'ai quelque peine à le croire. Il ne faut jamais se plaindre d'avoir eu des débuts difficiles : c'est là une expérience salutaire, et à laquelle rien ne peut suppléer dans l'avenir ; ceux-là seuls comprennent bien la vie, qui ont eu à en souffrir. Du moins, chez les fortes et hautes natures, rien ne vaut, au début de l'existence, pour tremper la volonté, une école de ce genre : elles en sortent munies, assurées contre les autres et contre elles-mêmes, pour toujours.

Tout le Brunetière qui s'est développé depuis avec tant d'éloquence, — nous dit encore M. Bourget, — était dans ses conversations de sa vingt-cinquième année. La maîtresse idée de son esprit était dès lors celle de l'ordre, et de *l'ordre français*. L'individualisme anarchique faisait l'objet de sa haine. Le XVIIe siècle et Bossuet revenaient sans cesse dans ses propos. Je crois l'entendre me disant : « Ce coquin de Fénelon ! » du même accent que

(1) Voir à ce sujet le très instructif *Catalogue de la Bibliothèque de feu M. Ferdinand Brunetière* (Paris, Émile Paul, in-8). Ces 12 000 volumes, qu'on est en train de vendre en ce moment, ne sont pas des livres simplement feuilletés; ce sont des livres *lus* et, souvent même, annotés.

s'il se fût agi d'un camarade indélicat, et dont il eût eu à se plaindre personnellement, tant était déjà forte sa ferveur pour l'impérieux évêque de Meaux...

D'où provenait chez lui cette « passion de la règle, » si rare d'ordinaire parmi les jeunes gens, et qui, à première vue, ne semble guère convenir aux individualités très fortes? Affaire d'éducation familiale, peut-être, ou d'hérédité, — car il était d'origine vendéenne ; — affaire aussi de tempérament personnel, car il avait l'humeur volontiers contredisante, et, l'individualisme étant à la mode au temps de sa jeunesse, nul ne s'étonnera, — il l'a du reste avoué un jour (1), — qu'il ait été violemment tenté de rompre en visière avec cette dangereuse attitude de l'opinion contemporaine. Ajoutons que, qui dit individualité vigoureuse ne dit pas, en fait, et nécessairement, farouche individualiste. L'individualisme n'est pas toujours signe de force : il est souvent même une marque de faiblesse. Les vrais forts sont ceux qui créent autour d'eux l'ordre et la discipline : soit que, comme un Bossuet, ils ajoutent à la tradition l'autorité de leur voix et la force de leur exemple; soit encore que, comme un Calvin, ils refassent de toutes pièces une tradition qu'ils imposent aux autres. Brunetière ressemblait surtout au premier par l'ardeur impérieuse et par la brusque vigueur de l'élan. Quand il le rencontra sur sa route, il se reconnut, il s'aima en lui. Il aurait pu choisir plus mal.

Une autre influence décisive, et qui vint corroborer les précédentes, fut celle des événemens de 1870. On ne saurait, je crois, s'en exagérer l'importance. C'est M. Jules Lemaître qui faisait récemment observer que d'avoir vu ou de n'avoir pas vu la guerre créait entre les Français une véritable différence de mentalité. L'observation est d'une pénétrante justesse, et elle ne s'applique à personne mieux qu'à Ferdinand Brunetière. Il avait vu

(1) « Au début de ma vie littéraire, je n'ai peut-être obéi qu'à un mouvement de mauvaise humeur, en attaquant ces nombreuses écoles dont les adeptes avaient la rage de se mettre toujours en scène, et de ne parler de rien, de ne s'intéresser à rien qu'à propos d'eux et de leur personne. Mais ma mauvaise humeur, en ce cas, m'avait bien inspiré, j'ai su depuis le reconnaître, et ce n'était pas en moi, mais hors de moi, qu'elle avait ses raisons et ses causes. *Dilettantisme, Individualisme, Internationalisme*, j'ai vu depuis que tout cela se tenait, et que les conséquences n'en étaient pas seulement littéraires, et que l'influence dissolvante en menaçait jusqu'aux plus chères et aux plus nécessaires des idées dont la France avait vécu jusqu'alors... » (Allocution du 15 février 1900, *Bossuet et Brunetière*, Besançon, Boscane, 1900, p. 35-36.)

la guerre, ayant fait, pendant le siège de Paris, tout son devoir, et même plus que son devoir de soldat; il avait été témoin des convulsions anarchiques de la Commune. Et nul doute que cette douloureuse expérience nationale ne lui ait laissé, comme à tant d'autres, avec de sombres souvenirs et d' « inconsolables regrets, » le désir passionné et l'espoir indéfectible d'une France unie, disciplinée, forte comme jadis de ses traditions et de ses gloires, et comme jadis encore, capable d'imposer sa volonté aux puissans de ce monde. Qu'on relise l'article *Un manuel allemand de géographie*, les discours sur *l'Idée de patrie*, sur *la Nation et l'Armée*, surtout peut-être l'émouvante allocution aux orphelines alsaciennes et lorraines du Vésinet, et l'on se rendra compte combien les impressions de l'année terrible ont laissé dans sa sensibilité et dans sa pensée même de traces profondes et durables. Le patriotisme a été l'une des maîtresses pièces de la personnalité morale de Brunetière, — un patriotisme d'autant plus vibrant, ombrageux et inquiet qu'il avait été plus éprouvé et plus alarmé dans sa fierté.

Et il a été aussi l'une des pièces essentielles de sa personnalité littéraire. La littérature a été de tout temps l'un des facteurs les plus agissans de la grandeur nationale. Aucune littérature moderne ne peut se vanter d'avoir exercé sur la pensée européenne une hégémonie aussi incontestée, aussi étendue et aussi prolongée que notre littérature classique : Pascal et Molière n'ont peut-être pas moins fait que Louis XIV ou Napoléon pour répandre hors de nos frontières l'éclat du nom français, — et leur œuvre leur a survécu, et leur action n'est point encore achevée. Il suit de là que ce ne serait certes pas rendre un mince service au pays que d'entretenir dans les esprits le culte de nos grands écrivains et des rares qualités qui ont fait leur fortune; que de veiller avec un soin jaloux à ce que rien n'altère et ne compromette le glorieux patrimoine qu'ils nous ont transmis; que de contribuer, par ses conseils et par son exemple, sans rien répudier des nouveautés légitimes, à orienter la littérature contemporaine dans une voie conforme aux traditions les plus heureuses du génie français, de telle sorte qu'elle continue à mériter les suffrages admiratifs de l'étranger... Voit-on naître ici l'inspiration secrète et toujours présente de l'œuvre critique de Brunetière? Quand, après quelques mois passés dans une étude de province, il revint à Paris, avec une montre en argent

et soixante-quinze francs dans son gousset pour tenter la fortune (1), il n'est pas douteux qu'il obéissait déjà à une arrière-pensée de cette nature.

Il a exposé plus tard, à la fin d'un article *Sur la Littérature*, son constant idéal et son programme d'alors dans une page décisive, et qu'il faut citer tout entière :

Si j'ai cru longtemps : — qu'en se faisant une loi de ne jamais toucher aux personnes, de les distinguer ou de les séparer de leur œuvre, et de ne discuter que les idées ou le talent; — qu'en parlant de ses contemporains comme on aurait pu faire des Latins ou des Grecs, avec la même liberté, mais avec le même détachement de soi; — qu'en essayant de se placer au point de vue de l'histoire, et de se dégager de son propre goût, sinon pour entrer dans les raisons du goût des autres, mais *pour maintenir les droits de la tradition, qui sont ceux de l'esprit français lui-même, et, en un certain sens, de la patrie;* — qu'en ne négligeant aucun moyen d'accroître l'étendue de ses informations, d'en réparer laborieusement l'insuffisance ou la pauvreté; — qu'en évoluant pour ainsi dire avec les auteurs eux-mêmes, et en s'efforçant de triompher du mauvais amour-propre qui nous fait mettre quelquefois l'accord de nos doctrines au-dessus de la sincérité de notre impression; — qu'en se défendant de juger en son nom, et en réduisant au plus petit nombre possible les principes du jugement esthétique ou moral; — si j'ai cru que l'on réconcilierait les auteurs et la critique, je suis désabusé... Mais, bien loin de décourager la critique, n'est-ce pas ce qui doit, au contraire, l'assurer de son utilité? Car ne provoquerait-elle pas moins d'impatience autour d'elle, si elle n'était pas *une forme de l'action?* Et si, d'autant qu'elle est plus impartiale, ou plus impersonnelle, qu'elle s'efforce au moins de l'être, et qu'elle s'en pique, il semble justement qu'on la trouve plus importune, est-il au monde une preuve plus claire que les *idées* sont des *forces?* et que la « littérature » est quelque chose de plus qu'un divertissement de mandarins, buvant du vin exquis dans « des tasses mille fois remplies, » et traçant avec leur pinceau des « caractères légers comme des nuages de fumée? »

Cette page qui éclaire et domine toute son œuvre, le jeune homme qui, en 1875, commençait sa campagne contre le roman naturaliste, aurait pu déjà la signer et l'écrire. Il l'avait déjà dans l'esprit. Dès son premier article, il se pose pour ce qu'il sera presque exclusivement aux yeux de tous, quinze années durant, le *critique de la tradition* par excellence.

Au service de ses idées et de son œuvre il apportait des qualités de tout premier ordre, et qui eussent fait la fortune

(1) Comte d'Haussonville, Réponse au discours de réception de M. Brunetière (*A l'Académie française et autour de l'Académie*, Paris, Hachette, 1907, p. 10).

d'une volonté moins énergique que la sienne : une ardeur de passion singulière, et qui, pour la joie inlassée avec laquelle elle se dépensait dans la polémique, nous rappelait invinciblement Voltaire; une verve oratoire et une vigueur de dialectique capables de forcer, d'ébranler tout au moins les opinions les plus assurées; une abondance verbale, une promptitude d'éloquence parlée ou écrite, un besoin impérieux de croire, d'entraîner, de persuader, disons le mot, de convertir, qui faisaient de lui, par instans, un véritable apôtre; une largeur, une force et une lucidité d'intelligence peu communes, et qui, servies par une merveilleuse mémoire, une facilité de lecture, une étendue et une précision d'information dont il n'y a pas beaucoup d'exemples, lui permettaient d'aborder en public les questions les plus hautes et les plus diverses; un sérieux de pensée et une âpreté de conviction qui ignoraient les ménagemens, les compromis, et même l'indulgence; avec cela, une science et un art de la composition classique que, seul peut-être de notre temps, un Taine a aussi pleinement possédé; un style enfin qu'à l'instar de celui de nos écrivains du grand siècle, il fallait *parler* pour en saisir toutes les nuances et les ressources, mais qui, à la simple lecture visuelle, apparaît déjà singulièrement ferme et fort de substance, et si original qu'on le reconnaîtrait entre mille autres... Au total, une personnalité complexe et puissante, et qui, à quoi qu'elle s'appliquât, devait marquer de sa robuste empreinte le champ d'études ou d'action où elle allait s'exercer.

Ce champ d'action, ce fut d'abord la critique littéraire. Il y avait là une place à prendre. Sainte-Beuve était mort; Nisard n'écrivait plus; Taine était plongé dans ses recherches d'archives. Seuls Edmond Scherer et Émile Montégut pratiquaient encore; mais le premier n'avait jamais eu qu'une autorité assez restreinte et souvent fort discutée, — voyez à cet égard les justes impressions de Taine dans sa *Correspondance;* — et quant à Émile Montégut, ce merveilleux esprit, si souple, si libre, si ingénieux, si pénétrant et si vivant, — Brunetière aimait à reconnaître tout ce qu'il lui devait, — il était incapable de se cantonner dans la pure « critique des livres du jour. » En 1875, il nous manquait donc un vrai juge autorisé et sûr des choses de l'esprit. Quelques années plus tard, en 1882, ici même, dans un article qui eut un certain retentissement, sur *la Critique*

contemporaine et les causes de son affaiblissement, Caro le déplorait encore. L'article se trompait un peu de date : car, à cette époque, avec Brunetière, la critique était en train de se relever.

II

Au moment où le jeune écrivain entrait en scène, la tradition nationale, dont il se déclarait le belliqueux champion, était menacée par trois sortes d'adversaires : les naturalistes, les derniers romantiques et les érudits. Les uns, les érudits, en vantant par-dessus les nues la littérature française du moyen âge aux dépens de la littérature classique, « mettaient en péril les plus rares qualités de l'esprit français : » ils tentaient à la lettre de « brouiller l'histoire, et de déplacer par un coup de force le centre d'une grande littérature. » Les autres, les derniers romantiques, dramaturges sans talent comme Vacquerie, poètes malsains imitateurs de Baudelaire, critiques « impressionnistes, » théoriciens de l'art pour l'art, ou producteurs intarissables de « littérature personnelle, » tous, dans leur fureur d'égotisme, se faisant le centre du monde, négligeaient d'étudier la nature et l'homme, et, entre leurs mains, la littérature, au lieu d'être, comme au XVIIe siècle, « un ornement de la vie commune » et un moyen d'action sociale, devenait un divertissement puéril, ou un simple « instrument de volupté solitaire. » Et quant aux autres, les naturalistes, leur tort inexpiable était de « compromettre dans leurs aventures le bon renom d'une grande doctrine d'art » qui avait été précisément celle de nos grands classiques : au lieu de se faire une loi « de la probité de l'observation, de la sympathie pour la souffrance, de l'indulgence aux humbles, de la simplicité de l'exécution, » ils affectaient « la superstition de l'écriture artiste, le pessimisme littéraire et la recherche de la grossièreté. » Contre tous ces « ennemis de l'âme française, » on sait avec quelle vigueur, quelle « vivacité de plume, » quelle habileté polémique aussi, Ferdinand Brunetière mena le bon combat. On peut dire qu'il ne cessa de lutter que lorsqu'il jugea avoir cause gagnée. Il n'est guère douteux, par exemple, qu'il n'ait avancé de plusieurs années, sinon même consommé « la banqueroute du naturalisme. »

Car c'est contre le naturalisme contemporain qu'il a tout de

suite dirigé son principal effort. Avec une sûreté de coup d'œil bien remarquable, il s'était rendu compte que, « aucun autre genre n'égalant le roman en faveur et, par suite, en fécondité, » le meilleur moyen qu'il y eût d'agir sur la conception générale de l'œuvre littéraire, et, partant, sur les goûts et les idées du grand public, serait de redresser, dans l'esprit des écrivains et des lecteurs, la vraie notion de l'œuvre romanesque; et c'est à quoi il s'employa avec un succès croissant. Il est sorti de cette campagne un beau livre, *le Roman naturaliste*, simple « recueil d'articles, » sans doute, comme l'auteur s'en excusait dans sa *Préface*, mais recueil ayant bien son unité intérieure, et dont quelques chapitres, — sur Flaubert, sur George Eliot, peut-être surtout, — ne sont pas loin de valoir tout un vrai livre. Peu d'ouvrages de critique ont rencontré, auprès de ceux qui lisent, une faveur aussi marquée et aussi continue (1). C'est qu'à vrai dire *le Roman naturaliste* est une date dans l'histoire de la littérature contemporaine, une date qui, en un certain sens, n'est guère moins importante que celle même de *Madame Bovary*. Le livre marque le moment précis où l'école, fondée par Flaubert et continuée par Zola, en pleine possession apparente de l'opinion, commence à décliner et va prochainement s'effondrer sous ses propres excès, où ses disciples s'apprêtent à devenir ses transfuges, et où le goût public enfin se détourne d'elle et déjà réclame d'autres « formules » et d'autres œuvres. Les premiers livres de Loti et de M. Paul Bourget, la publication du *Roman russe* allaient achever la débâcle. Quand on relit aujourd'hui, loin du bruit de la mêlée, *le Roman naturaliste*, on ne peut s'empêcher de songer, — la comparaison n'eût pas été pour déplaire à Brunetière, — aux *Satires* de Boileau, « ce vrai modèle, s'il en fut, du bon sens critique et de la probité littéraire. » C'est bien le même combat que livrent les deux critiques, au nom de la même esthétique, contre ceux qui travestissent la nature; et tous deux frayent courageusement la voie à ceux en qui ils pressentent les maîtres de demain. Seulement, l'auteur du *Roman naturaliste* avait sur le vieux poète du XVIIe siècle la supériorité d'une plus vaste culture et d'un esprit plus philosophique; et cela se sent dans son livre à l'abondance des renseignemens et des aperçus et à l'intérêt des idées générales. D'autre part, les adversaires

(1) *Le Roman naturaliste* était arrivé en 1905 à la 9e édition. La 1re édition est de 1882 : le livre a été refondu à deux reprises, en 1891 et 1896.

qu'il avait devant lui étaient loin d'avoir la médiocrité de talent que Boileau dénonçait justement chez la plupart de ses « victimes : » ni Flaubert, ni Daudet, ni Zola, ni Maupassant ne sont, certes, des écrivains méprisables. Brunetière aimait trop le talent, quel qu'il fût, pour ne pas s'en rendre loyalement compte, et pour ne pas le reconnaître bien haut. En dépit de quelques duretés, « inévitables, on le sait, dans l'entraînement de la polémique, » il a rendu pleine justice à chacun d'eux; et, s'il a plus appuyé sur leurs défauts que sur leurs qualités, c'est que « naturaliste lui-même, » il en voulait aux prétendus naturalistes de discréditer la doctrine; mais il a très bien vu et très vivement senti leurs vraies qualités, et je ne crois pas qu'au moment de leur apparition, personne ait plus finement mis en lumière les mérites et l'originalité de *l'Évangéliste* d'Alphonse Daudet, ou encore des *Nouvelles* de cet étonnant Maupassant. Ce juge difficile et même austère n'avait point en combattant perdu la faculté de goûter et d'admirer.

Mais il ne s'en tenait pas là. La littérature contemporaine, si féconde et diverse qu'elle fût, ne suffisait pas à absorber sa prodigieuse activité. Toujours prêt à dire son mot dès qu'une œuvre intéressante en elle-même, ou par les questions qu'elle posait, paraissait à l'horizon, il n'était pas homme à se cantonner, ou à s'ensevelir dans le présent. Peu d'hommes ont été aussi sérieusement convaincus, selon le mot d'Auguste Comte, qu'il aimait à citer, que « l'humanité se compose en tout temps de plus de morts que de vivans. » « O morts illustres ! — s'écriait-il un jour dans un très beau mouvement, — morts vénérés, morts aimés, qui vous reposez des agitations de la vie dans la paix de la gloire ou dans le calme profond du néant, nous ne vous oublierons pas ! » Il les oubliait si peu, qu'il saisissait le moindre prétexte pour revenir à eux ou pour en parler; parfois même, il n'avait besoin d'aucun prétexte d'actualité pour leur consacrer de copieux et savans articles. Et ainsi, parallèlement à son œuvre proprement critique, la prolongeant, si l'on peut dire, dans le passé, il édifiait au jour le jour toute une œuvre d'histoire littéraire qui, pour l'originalité de la méthode, la justesse et la vivacité de l'intuition esthétique, la connaissance approfondie et personnelle des sujets et des textes, l'abondance des vues générales, égale souvent et quelquefois dépasse quelques-unes des études les plus vantées, sinon de Taine ou de

Sainte-Beuve, tout au moins de Vinet et de Nisard. A tous ces maîtres d'ailleurs, Brunetière devait quelque chose, et il n'est que juste de leur faire leur part dans la formation de son esprit : Sainte-Beuve lui avait donné le sens de l'histoire, le goût de l'érudition précise et minutieuse ; Taine, celui des idées philosophiques et des recherches scientifiques ; Nisard lui avait enseigné le culte de la perfection classique, et Vinet le prix de la vie intérieure et de la pénétration morale. A Eugène Fromentin, à Émile Montégut, il emprunta aussi plus d'une observation de détail, plus d'une vue féconde sur la « technique » de l'art littéraire, sur la succession des écoles et des œuvres d'art, sur les littératures étrangères enfin. Mais tous ces enseignemens et toutes ces influences, il les avait fondus dans l'unité d'une personnalité à la fois très réceptive et très forte ; et il y a trop ajouté de son propre fond, pour qu'on soit en droit de nier sa robuste originalité.

Dans la *Préface*, — supprimée depuis, — de la première édition de ce recueil d'*Études critiques*, où il a successivement rassemblé ses principaux travaux d'histoire littéraire, Ferdinand Brunetière indiquait brièvement les remaniemens et les corrections qu'il avait fait subir à ses articles en les réimprimant ; et il ajoutait : « J'ai surtout essayé, dans ce travail de revision, de lier entre eux ces morceaux et de les ramener tous, comme j'espère qu'on pourra le voir, à n'être que l'expression, diverse selon les sujets et les hommes, de quelques idées fondamentales, toujours les mêmes. » Quelles étaient ces « idées fondamentales ? » Il est facile de les démêler. La première est qu'il y a une « tradition : » nous pouvons la méconnaître, nous pouvons même la nier et nous efforcer de la détruire, en quoi d'ailleurs nous avons tort et faisons œuvre de barbares ; mais, en attendant, quoi que nous fassions, elle s'impose à nous : « les qualités dont nous sommes le plus fiers, et les défauts dont nous nous montrons le plus orgueilleux, c'est d'héritage que nous les tenons. » Cette tradition, qui n'est point tout le passé, mais simplement ce qui surnage et survit du passé, elle nous vient, à nous autres, Français, des Grecs et des Latins. Mal connue, obscurcie, dénaturée pendant tout le moyen âge, elle nous est revenue à l'époque de la Renaissance ; elle s'est épanouie avec une incomparable splendeur pendant tout le XVIIe siècle ; elle a suffi alors à quelques-uns des plus

beaux génies dont puisse s'honorer la littérature universelle, et que nous appelons classiques, parce qu'ils ont eu le bonheur de produire leur œuvre au moment où la langue qu'ils parlaient, les genres où ils s'exerçaient, et le génie national qu'ils exprimaient atteignaient toute leur perfection respective. Mais cette heureuse réussite n'a duré qu'un temps. Dès le siècle suivant, la tradition a été battue en brèche par ceux-là mêmes qui auraient dû la défendre. Et peu à peu, il s'est formé en France une littérature toute nouvelle qui nous a certainement enrichis d'œuvres considérables, puissantes et neuves, mais qui, au total, nous a fait peut-être payer un peu cher les acquisitions dont elle nous a dotés. Telle est bien, semble-t-il, la philosophie de l'histoire de la littérature française qui se dégage des innombrables études fragmentaires que Brunetière a consacrées à notre passé littéraire ; et si elle est discutable, comme toutes les philosophies de l'histoire, nul ne niera qu'elle ne soit parfaitement cohérente, et qu'elle n'explique un très grand nombre de faits. J'en sais d'autres dont on ne pourrait en dire autant. Et il faut s'empresser d'ajouter que l'auteur des *Études critiques* a mis tant d'ardeur, d'ingéniosité, de science et de talent à la développer et à la défendre, qu'il a fini par la rendre persuasive pour un très grand nombre d'esprits. Je ne crois pas qu'à l'heure actuelle, il en est une autre qui puisse lui disputer la maîtrise des jeunes intelligences françaises.

Ce qui n'a pas peu contribué à faire le succès de ces idées, c'est que leur inventeur n'était rien moins que le « traditionaliste » figé, docile et étroit que l'on s'est parfois représenté. Ceux qui le comparaient à Gustave Planche, — ou même à Désiré Nisard, — ne l'ont sans doute jamais lu. On a dit de lui, — c'est un adversaire, — qu' « il apparut comme un démolisseur et un iconoclaste ; » et le mot ne laisse pas de comporter une large part de vérité. Cet orthodoxe avait souvent des allures d'hérétique. Ce conservateur faisait volontiers figure de révolutionnaire. Cet apôtre du bon sens excellait à donner à la vérité la forme d'un paradoxe. Ce défenseur de la tradition prenait avec elle des libertés singulières. Il a traité les anciens, tous les anciens, même ses chers classiques du XVIIe siècle, avec autant de vivacité et d'indépendance que ses contemporains : Fénelon n'a pas eu plus à se louer de lui que Zola, et Descartes que Renan. Il avait horreur des jugemens tout faits et des vérités de

convention ; il prenait, à bousculer de vénérables légendes, le même plaisir qu'à « éreinter » de mauvais auteurs. Il avait un impérieux besoin de voir clair, de n'être dupe ni des idées, ni des hommes, et de n'admirer qu'à bon escient. Aussi a-t-il, en histoire littéraire, redressé nombre d'idées fausses, de jugemens erronés, et qui se transmettaient d'âge en âge. Toute son érudition n'allait qu'à lui permettre de serrer la réalité de plus près, et de la rendre telle qu'il la voyait. Et il la rendait en effet avec une rudesse de franchise, une brusquerie originale, un dédain des précautions oratoires, une âpreté d'accent qui donnaient à sa critique une saveur, une intensité, et comme une flamme de vie auxquelles, depuis longtemps, en cet ordre d'idées et d'études, on n'était plus habitué. Et assurément, il se trompait quelquefois, comme nous nous trompons tous ; et comme à nous tous, il lui est arrivé de faire pencher la balance en faveur des écrivains dont les idées se rapprochaient des siennes ; mais même dans ses duretés, ou, si l'on y tient, ses « injustices » à l'égard des auteurs qu'il n'aimait guère, il y avait, — ne parlons pas de sa sincérité qui est ici hors de cause, — avec bien des vérités mêlées, un désir d'impartialité, d'objectivité, une liberté de pensée et de langage que ses ennemis mêmes ont plus d'une fois été forcés de reconnaître. Traditionaliste, certes, mais le plus indépendant des traditionalistes, et qui, pour des raisons d'ordre général, consentait bien à se ranger sous la règle, mais qui voulait éprouver les titres de cette tradition qu'il était prêt à défendre, et qui n'a jamais abdiqué l'autonomie de son sens propre, ni aliéné les droits légitimes de son libre jugement.

Ainsi conçues et ainsi pratiquées, la critique et l'histoire impliquaient de toute évidence une philosophie générale, une certaine façon de comprendre non seulement l'art et la littérature, mais l'homme et la vie, dont le logicien qui était en Brunetière ne pouvait manquer d'avoir pris nettement conscience. De fait, il n'était pas homme à ne s'être pas interrogé et à n'avoir point pris, — au moins provisoirement, — parti sur les questions essentielles. « Mais pour les *Pensées*, écrivait-il un jour, quelle qu'en soit la valeur comme apologie du christianisme, le problème qu'y agite l'âme passionnée de Pascal n'a pas cessé d'être celui *qu'il faut* que tout être qui pense aborde, discute et résolve *une fois au moins dans sa vie.* » Ce problème, comment lui-même l'avait-il tout d'abord résolu ?

D'une manière générale, et d'assez bonne heure, trois principales influences semblent s'être partagé la direction de sa pensée : celle de l'évolutionnisme, celle du pessimisme, celle du positivisme.

Ferdinand Brunetière avait-il, dès sa première jeunesse, fait d'Auguste Comte l'étude approfondie que devait révéler l'un de ses derniers livres ? On en peut douter ; mais ce qui est sûr, c'est qu'il connaissait alors très suffisamment la doctrine, qui, d'ailleurs, s'apparentait avec le tour volontiers réaliste de son esprit, et qui, par Renan, par Taine, par Littré, de tous les points de l'horizon, en quelque sorte, lui arrivait comme l'un des élémens constitutifs de l'atmosphère de l'époque.

Il était né pessimiste, — « car on naît pessimiste, écrivait-il, on ne le devient pas. » — « Et comme si c'était une loi de la nature humaine, — lisons-nous dans l'un de ses premiers articles, — le signe de son imperfection, *la marque indélébile de sa perversité foncière...* » Quelles expériences intimes l'avaient-elles affermi dans cette conviction profonde ? Nous l'ignorons : mais, sur ce point de doctrine, nous le savons, il n'a jamais varié. Et pourtant, quand il s'exprimait ainsi, il n'avait pas encore découvert Schopenhauer : un compte rendu du livre de Caro sur *le Pessimisme*, daté de la même époque, — 1879, — nous le montre encore fort ignorant de l'amère philosophie dont il va devenir un adepte si fervent. Quand, cinq ou six ans plus tard, il aura pris contact avec elle, il ne perdra pas une occasion de la défendre contre ses adversaires, et, avec je ne sais quelle sombre et farouche éloquence, d'en célébrer la haute vertu moralisatrice : l'une de ses premières conférences, en 1886, et qui le révéla comme orateur, fut sur *les Causes du pessimisme* (1), et il s'y montrait déjà un apôtre enthousiaste de l'Évangile selon Schopenhauer.

Il était aussi, et de longue date, un disciple de Darwin. Un des premiers articles qu'il publia à la *Revue Bleue*, en 1875, étudiait *l'Évolution du transformisme*, et il ne cessa pas, depuis lors, de se tenir au courant des théories et des recherches qu'avait provoquées *l'Origine des Espèces*. La doctrine de l'évolution lui apparaissait dès cette époque comme le dernier produit, philosophique et scientifique à la fois, de l'esprit humain;

(1) Cette très belle conférence n'a, malheureusement, pas été recueillie en volume, mais elle a été publiée par la *Revue Bleue* du 30 janvier 1886.

il n'en mettait point en doute la « moralité, » — on sait que, sur ce point, sa pensée n'a guère changé. — Et peut-être se serait-il rallié avec moins d'empressement à la doctrine, s'il n'y avait pas eu entre elle et lui de nombreux points de contact : il était, quoi qu'on en ait dit, par nature d'esprit, un « évolutif; » et il l'a, du reste, par sa vie même et par son œuvre, très amplement prouvé.

Toutes ces lectures et ces influences, — on ignore exactement à quelle date et dans quelles circonstances, — semblent bien, de très bonne heure, l'avoir détaché de tout dogmatisme religieux. Si fermes et si motivées que dussent être d'ailleurs ses négations, il se gardait bien de les exprimer publiquement. Dans un curieux article de ses débuts, et qu'il n'a point recueilli en volume, sur Renan, il prenait contre l'exquis ironiste la défense des « préjugés sociaux, » et « des choses dont parfois l'aspect peut être ridicule, mais est touchant dans son ridicule même, et nécessaire dans son fond à l'existence morale de l'humanité. » Et il ajoutait : « Nous sommes hardiment de l'école de ceux qui, s'ils avaient la main pleine de vérités, hésiteraient à l'ouvrir ou *ne le feraient qu'avec d'infinies précautions.* » Mais sa pensée ne laissait pas de lui échapper quelquefois. A propos des *Blasphèmes :* « Si les doctrines que M. Richepin s'est proposé « de frapper jusque dans leurs avatars les plus subtils ou les plus séduisans » n'avaient jamais dû soutenir de plus rudes assauts que les siens, beaucoup d'entre elles seraient *aujourd'hui moins branlantes qu'elles ne le sont.* » Ailleurs encore, à propos de simples « livres d'étrennes : » « Au fond de tout mysticisme, *même le plus pur*, il y a je ne sais quoi de malsain et de douteux. »

A différens signes, cependant, on pouvait penser que la question n'était point définitivement résolue pour lui, qu'elle demeurait encore ouverte. « Ce qu'il y a de certain, — déclarait-il ici même, dès son second article, — c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, comme la philosophie, comme la religion, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qu'il en sortira. » Et autant il mettait de piété à étudier un Bossuet ou un Pascal, — Pascal, « celui de nos grands écrivains, disait-il, que j'aime et je respecte le plus, » — autant il mettait de vivacité à malmener les « libres penseurs, » comme Molinier, ou comme Émile Deschanel, qui ne parlaient pas de ces grands et nobles esprits avec tout le

« respect » qu'ils méritaient. Il faisait mieux : il s'en prenait, — avec quelle virulence ! — au maître de chœur, au patriarche de Ferney lui-même. Qu'on se rappelle les dernières pages de son premier article sur Voltaire, — il est de 1878, — et surtout le parallèle entre Bossuet et Voltaire qui le termine :

L'évêque n'a pris les armes que pour *soutenir*, *défendre* et *fortifier ;* le courtisan de Frédéric et de Catherine II n'est entré dans la lutte que pour *détruire*, *dissoudre* et *achever les déroutes* que d'autres avaient commencées. Bossuet n'a combattu que pour les choses qui donnent du prix à la société des hommes, religion, autorité, respect : Voltaire, sauf deux ou trois fois peut-être, n'est intervenu que dans sa propre cause... Et le prêtre du XVIIe siècle a vu plus loin et plus juste que le pamphlétaire du XVIIIe.

Quand on est demeuré fidèle, depuis vingt ans, — écrivait-il plus tard à un critique, — à cette haine constante de Voltaire et à ce respect pour Bossuet, on peut bien avoir varié d'opinion sur Marivaux, je suppose, ou sur les *Parnassiens*, mais il y a des chances pour qu'on soit demeuré au fond le même, et vous l'avouerai-je ? en dépit de l'évolution, j'ai eu peur quelquefois que ce ne fût mon cas (1).

Et enfin, il ne se contentait pas d'étudier, avec une respectueuse sympathie, le christianisme dans l'œuvre de ses représentans les plus qualifiés ; il était, — deux ou trois articles peu remarqués en témoignent, — fort curieux de l'histoire des religions comparées, et, en particulier, des recherches relatives au bouddhisme. Le bouddhisme était, à ses yeux, « l'événement qu'on peut appeler, avec l'apparition du christianisme, le plus considérable de l'histoire du monde. »

Ce qu'on ne peut nier, ajoutait-il, c'est que ces spéculations sur l'évolution de l'esprit humain à la recherche d'un Dieu soient faites pour séduire les esprits même les plus fermes et les plus froids. C'est ici, quoi qu'on veuille et quoi qu'on puisse faire, le fort indestructible de toute religion, de toute théologie, de toute métaphysique. Car, comme on ne fera pas que tout homme qui pense ne s'interroge quelquefois sur le sens possible et sur le but de la vie, on ne fera pas que toutes religions et toutes métaphysiques, mortes ou vivantes, actuelles ou futures, ne contiennent le meilleur et le plus pur de ce qu'il y a dans l'esprit humain.

Si, d'ailleurs, il n'hésitait pas à souligner au passage les curieuses analogies que présentent les religions de l'Inde avec

(1) Lettre inédite du 16 septembre 1898.

celle de Jésus, il avait déjà le pressentiment très net de l'originalité réelle, et on serait tenté de dire de l'*unicité* du christianisme. « S'il y a, — écrira-t-il par exemple, — s'il y a dans toute religion d'amour un principe d'erreur et de corruption prochaine, l'esprit du christianisme n'a rien négligé de ce qui pouvait en contrarier, en gêner, en étouffer enfin le développement, tandis que, dans l'Inde au contraire, le tempérament d'une race également superstitieuse et sensuelle, ayant suivi sa pente, n'a recueilli du krichnaïsme que ce qu'il avait de plus dangereux. » — Il est toujours facile, je le sais, de prédire après coup: il semble pourtant que, dès cette époque, un observateur attentif de sa pensée aurait pu saisir, dans les écrits de Ferdinand Brunetière, les traces visibles d'une certaine inquiétude religieuse, et prévoir que, sur ces questions, il n'avait pas dit encore son dernier mot.

Il est toutefois indéniable que, dans cette période de sa vie, le problème religieux est fort loin d'être sa préoccupation dominante : il s'y intéresse surtout, ou du moins il ne l'aborde publiquement que sous sa forme historique. Une autre question essentielle, et qu'il voulait délibérément ne compliquer d'aucune autre, — « je ne veux pas, dira-t-il quelque part, mêler la question religieuse à la question morale, » — l'attire, le retient, l'obsède au milieu de son œuvre de critique et d'histoire littéraire. On peut même dire que la façon dont il concevait sa tâche de critique et d'historien littéraire l'amenait presque nécessairement à l'étude et l'entretenait dans la méditation constante de ce problème, qui est le problème moral, tel qu'il se pose de notre temps. Qu'on se souvienne en quels termes, d'un accent si personnel, et presque confidentiel, Ferdinand Brunetière, ici même, louait Caro et Émile Montégut. « Ce qui ajoutait, — disait-il de ce dernier, — à l'intérêt de sa conversation, c'est qu'elle *aboutissait toujours à la morale;* et en effet, dès qu'on les prend d'un peu haut, ce ne sont pas seulement les questions politiques, les questions historiques, les questions sociales *qui se changent en questions morales : ce sont aussi les questions esthétiques.* » Si l'on rapproche de ce mot son article sur George Eliot, — l'un des écrivains auxquels il avouait devoir le plus, — ses deux articles sur *le Disciple* de M. Bourget, et tant d'autres déclarations éparses un peu partout dans son œuvre, on se rendra compte que personne, de nos jours, n'a observé, n'a épié,

d'un regard plus attentif et plus anxieux, en historien, en sociologue et en moraliste tout ensemble, « la crise morale des temps nouveaux (1). »

Elle n'est pas nouvelle, cette crise; mais, depuis une trentaine d'années, en France surtout, et sous différentes influences, elle a pris une douloureuse, une terrible acuité. Ce qui est en question, ce sont nos raisons mêmes de vivre. Tant d'idées nouvelles ont été jetées dans la circulation, tant de théories ont été conçues, tant de doutes ont été formés sur les notions qu'on jugeait autrefois les plus évidentes, que nous ne savons plus si, oui ou non, la vie mérite qu'on la vive. Et nous savons moins encore comment nous devons la vivre. Nous rangerons-nous à la tradition? Ou tenterons-nous délibérément des voies nouvelles? Et si oui, entre les innombrables systèmes de morale qui se succèdent tous les jours, qui se disputent avec fracas la faveur publique, lequel choisirons-nous, et au nom de quel principe? Car ils se contredisent tous, et non pas seulement sur les idées générales qui les fondent, mais sur le détail des devoirs qu'ils imposent, ou des conseils qu'ils suggèrent. Positivistes, criticistes, évolutionnistes, pessimistes, idéalistes, naturalistes, que sais-je encore? autant d'hypothèses, et autant de solutions différentes du problème moral. Puisqu'il est entendu que la morale devra être indépendante de la religion, le sera-t-elle aussi de la métaphysique? Et si oui, sur quoi l'appuierons-nous? Sur une idée? sur un sentiment? ou sur un fait? Sur la science? sur l'intérêt individuel? ou sur l'utilité sociale? Constituerons-nous une morale du « surhomme? » une morale de la concurrence? ou une morale de la solidarité? Et à la solidarité de fait qui nous unit à tous les autres hommes, — et que nous pouvons répudier d'ailleurs, — réussirons-nous à substituer la solidarité consentie, recherchée, poursuivie, aimée pour elle-même, celle qui oblige et qui lie, et qui est la vraie solidarité morale? Enfin, la morale que nous aurons édifiée sera-t-elle impérative, et à quel titre? Ou bien sera-t-elle sans obligation, ni sanction? Et qu'on ne dise pas que toutes ces questions théoriques importent peu à la pratique : en fait, c'est bien à la pratique qu'elles abou-

(1) *La Crise morale des temps nouveaux* est le titre d'un livre récent et excellent qui, publié par M. Paul Bureau, au mois de mai 1907 (Paris, Bloud), vient d'arriver à la 10e édition, et qui prouve, par son succès même, que la crise est aujourd'hui plus actuelle que jamais, et qu'elle n'est pas près d'être achevée.

tissent tôt ou tard. Suivant la réponse que nous y aurons faite, nous aurons telle ou telle opinion sur les droits respectifs de l'individu et de l'État, sur les rapports des sexes, sur le maintien ou l'abolition de la peine de mort, sur la notion de propriété, sur l'idée de patrie... C'est en réalité tout le détail de notre vie quotidienne, et non pas seulement les actes décisifs de notre existence, qui se trouve ainsi engagé, réglé, déterminé. Et y a-t-il, on le demande, pour tout homme qui pense, problème plus troublant et plus formidable ?

Et voici ce qui rend, pour nous, Français, à l'heure actuelle, le problème plus particulièrement angoissant. Autrefois, il se posait sans doute, mais il se posait surtout entre philosophes. Les spéculations sur la morale n'agitaient guère plus l'opinion publique que les discussions entre mathématiciens. Fortement assise sur ses bases, la tradition imposait à tous, aux individus, comme au corps social, comme à l'État lui-même, une même conception de la vie et de la conduite. Même en violant ces lois du devoir, on les respectait; en les transgressant, on les reconnaissait encore. Assurément, il y avait, comme il y en a toujours eu, des « libres penseurs » qui étaient en même temps des « libres viveurs, » et qui ne manquaient pas de raisons spécieuses pour légitimer leur conduite. Ils restaient des isolés : la propagande encyclopédique elle-même n'avait pas entamé la grosse masse de la nation. Aujourd'hui, il n'en va plus ainsi. D'abord, les philosophes, ou du moins ceux qui se piquent de penser par eux-mêmes, sont devenus légion ; les systèmes se sont multipliés presque à l'infini. D'autre part, les idées abstraites ne sont plus comme jadis reléguées dans les lointains brouillards du ciel métaphysique : elles sont descendues sur la terre ; par tous les moyens de diffusion dont dispose la civilisation contemporaine, par la tribune, par la littérature, par la presse, elles sont allées atteindre les esprits les plus divers; souvent, elles sont allées porter le trouble et le doute dans les consciences les moins préparées pour les recevoir : exprimées sans précautions, avec cette virtuosité logique, cette intempérance paradoxale, cette liberté sans frein qui caractérisent l'esprit français dépouillé de son lest héréditaire, elles ont déposé, dans combien d'âmes ! le germe du seul principe qui leur fût commun, le mépris de l'ancienne tradition.

A cette œuvre de destruction souvent involontaire les événe-

mens politiques sont venus à leur tour apporter un puissant appui. Le développement de notre démocratie a permis à de simples notions abstraites de devenir des forces sociales, vivantes et agissantes : les spéculations de nos philosophes ont passé dans les lois nouvelles : c'est au nom des théories, plus ou moins bien comprises, de Taine que Naquet a demandé et obtenu la législation du divorce. Au lieu de se raidir, comme n'eût pas manqué de faire l'État de jadis, contre les tendances nouvelles, l'État d'aujourd'hui les encourage, et, parfois même, les provoque. Ce n'est point parmi nos professeurs de philosophie, ni surtout parmi nos instituteurs, que la tradition trouvera ses derniers champions. Et ainsi, de proche en proche, tandis que, mal défendue parfois, attaquée de toutes parts, perdant de jour en jour des positions anciennes, la vieille règle des mœurs paraît s'effondrer sous les coups, en face d'elle se dressent mille doctrines nouvelles, sans cohésion entre elles, sans prise directe et vigoureuse sur la majorité des consciences, et qui ne se réconcilient et ne s'unissent que dans leurs négations. Anarchie dans les idées, dans les âmes et dans la conduite, voilà le spectacle que présente à l'observateur impartial une portion notable, — et croissante, — de la société française contemporaine.

Cette « crise actuelle de la morale, » Ferdinand Brunetière n'a pas été le seul, mais il a été l'un des premiers, et l'un des plus obstinés à en dénoncer la douloureuse gravité. Dès 1882, dans l'article sur Renan que nous rappelions tout à l'heure, commentant avec une approbative inquiétude le mot célèbre : « Nous vivons de l'ombre d'une ombre, du parfum d'un vase vide, » il ajoutait :

Vous êtes-vous demandé cependant d'où venait, depuis quelques années, chez tous ceux du moins qui ne bornent pas leurs soucis à l'heure présente, cette préoccupation de l'avenir de la morale? et ces efforts multipliés, dans le désordre actuel des doctrines philosophiques, pour constituer les lois de la conduite sur des bases nouvelles? et ces tentatives enfin, pour trouver quelque part un premier anneau où suspendre la chaîne des devoirs? C'est que l'on sent bien, selon l'expression de M. Renan, que nous ne subsistons que d'un « reste de vertu... » Ce que les préjugés sociaux, dont il n'est peut-être pas un qui n'ait eu sa raison suffisante, ce que les traditions héréditaires, capitalisées en quelque sorte pendant des siècles dans les mêmes familles, ce que « l'étroitesse d'esprit, » puisque M. Renan a prononcé le mot, et ce que j'aimerais mieux appeler, si je n'avais peur du

barbarisme, l'intransigeance du devoir, peuvent produire, et de quel secours ils peuvent être à l'humanité, nous le savons, et, à vrai dire, nous nous abritons encore dans l'édifice social qu'ils nous ont élevé. Mais quand cette « largeur d'esprit » qui, comprenant tout, excuse tout, aura triomphé de l'antique étroitesse, quand les traditions héréditaires auront disparu sans retour, et que nous en aurons dissipé le capital, quand enfin nous aurons débarrassé l'homme de tous les préjugés sociaux, il est permis de se demander ce qu'il adviendra de la morale à son tour, et quelles seront les lois qui gouverneront la conduite, ou seulement s'il y aura des lois...

Cette page, que Brunetière a, depuis, plusieurs fois récrite, n'est pas d'un pur critique : elle est d'un *moraliste*, je veux dire d'un homme « qui comprend toute la gravité d'un problème moral, qui en voit toutes les liaisons avec toute l'étendue de la conduite humaine, qui sent la difficulté d'en accorder la solution avec ces principes obscurs et cependant certains sans lesquels il n'y a plus de morale, à ce qu'il semble, *ni même de société des hommes.* »

Et elle est d'un *moraliste social*. Ce qui préoccupe Brunetière, manifestement, c'est sans doute la question de savoir ce que l'homme individuel, dans le secret de sa conscience, doit décréter pour le bon aménagement de sa vie intérieure ; mais c'est surtout la manière dont les hommes doivent vivre entre eux. L'homme qu'il a sans cesse devant les yeux, c'est « l'homme réel et vivant, l'homme social, engagé dans les relations de la vie quotidienne, l'homme enfin tel qu'on ne le peut abstraire de la société des autres hommes sans faire évanouir le sujet lui-même de l'observation. » Il y a une belle parole d'un autre moraliste social, de George Eliot, que Brunetière cite quelque part avec admiration, et qui pourrait lui servir de devise : « Nos vies sont tellement liées entre elles qu'il est absolument impossible que les fautes des uns ne retombent pas sur les autres ; même la justice fait ses victimes ; et nous ne pouvons concevoir aucun châtiment qui ne s'étende en ondulations de souffrances imméritées bien au delà du but qu'il a touché. » Et conformément à cette pensée maîtresse, il demande qu'on ne touche à l'institution sociale « que d'une main prudente, presque timide, avec des précautions pieuses ; » et quand lui-même abordera publiquement des « questions de morale, » d'abord, ce seront des « questions de morale sociale, » comme par exemple cette étude sur *la Recherche de la paternité* qui, publiée ici même, semblait en

annoncer d'autres analogues, lesquelles n'ont pas vu le jour; et ensuite, il se fera une loi de ne jamais quitter le terrain des faits, de ne jamais perdre de vue la réalité saisissable de l'expérience historique et de l'observation courante, de se défier toujours des solutions radicales et encore inéprouvées, et, au lieu de déclamer, comme il aurait pu en être tenté aussi bien qu'un autre, contre les « préjugés » vulgaires, il s'efforcera d'en rechercher et d'en montrer l'origine et le fondement dans les nécessités permanentes de la vie morale et sociale. Il y a des méthodes plus brillantes et plus faciles: ce ne sont peut-être pas les plus scrupuleuses et les plus utiles.

Ainsi donc, et dès ses premiers travaux, il y avait en Ferdinand Brunetière un moraliste très avisé, très anxieux aussi, très libre d'ailleurs et détaché de tout dogmatisme, d'autant plus ouvert et curieux de toutes les manifestations de la vie morale et même religieuse, un moraliste très prudent enfin, très soucieux des droits et des intérêts généraux de la collectivité, très armé contre les revendications intéressées de l'individualisme. Et ce moraliste-là, il n'était pas besoin de fouiller très avant, — ou de le contredire très longtemps, — pour le voir surgir et percer sous le critique littéraire. Mais il n'en est pas moins vrai que, à prendre les choses du dehors, la critique, l'histoire littéraire et l'esthétique absorbent alors le plus clair de son activité. La morale n'y perdait rien, puisque, nous l'avons vu, son œuvre critique était pour lui un moyen, et un moyen très efficace, d'agir sur les idées, et, partant, sur les mœurs: mais enfin, elle n'émergeait pas au premier plan. Nommé en 1886 maître de conférences de littérature française à l'École normale, il allait, quelques années durant, s'enfoncer plus que jamais dans son rôle de critique et d'historien littéraire. L'enseignement va produire en lui son effet naturel: les questions de méthode vont se poser à son esprit avec une insistance croissante; et du critique de la tradition ne va pas tarder à se dégager le *critique évolutionniste*.

III

« Je ne vois, — écrivait Scherer en 1884, dans son mémorable article sur *la Crise actuelle de la morale*, — je ne vois dans la philosophie que l'esthétique à laquelle on n'ait pas en-

core appliqué la méthode évolutionniste, et il faudra bien que l'esthétique se renouvelle à son tour en cherchant à la même source l'explication des questions sur lesquelles elle s'acharne depuis si longtemps avec de si minces résultats. » Je ne sais si Brunetière a longuement médité ces lignes : on ne saurait, en tout cas, mieux définir l'œuvre critique à laquelle, de 1889 à 1895, et, même, jusqu'à la fin de sa vie, il allait délibérément se consacrer.

A dire vrai, cette idée d'appliquer à la critique et à l'histoire littéraire la méthode évolutive n'était pas nouvelle chez lui; et il serait facile de montrer qu'en fait, il s'y était toujours secrètement conformé, et même que, dès ses premiers articles, l'expression théorique en venait assez souvent sous sa plume.

Les genres littéraires, — écrivait-il ici même, en 1879, dans un article non recueilli sur Vacquerie, — les genres littéraires ont leur fortune, et cette fortune est changeante. Comme toutes choses de ce monde, ils ne naissent que pour mourir. Ils s'usent à mesure qu'ils enfantent leurs chefs-d'œuvre. Comme des originaux dont on tirerait des copies, et de ces copies à leur tour des copies de copies, les épreuves successives iraient s'affaiblissant, perdant et gâtant chacune quelque trait du modèle, jusqu'à ce qu'enfin la dernière fût précisément ce que l'imitation plate et servile d'un écolier peut être à l'œuvre inspirée d'un maître : ainsi les genres littéraires périssent, et quelque effort que l'on fasse, dès qu'ils ont atteint un certain degré de perfection, ne peuvent plus que déchoir, languir et disparaître.

La doctrine de l'évolution des genres est là en germe, et même déjà plus qu'en germe.

On sait qu'elle consiste essentiellement à assimiler les genres littéraires à de véritables espèces vivantes : comme les espèces de l'histoire naturelle, ils vivent, c'est-à-dire naissent, se développent et meurent; et il s'agit de savoir suivant quelles lois. *Naître* et *mourir* sont d'ailleurs des expressions impropres : rien ne naît, et rien ne meurt, mais tout *évolue;* la question à se poser à propos des genres est de rechercher de quoi ils se forment, et en quoi ils se transforment. Et comme ils ne sont pas isolés dans l'histoire, qu'ils vivent, ainsi que les espèces, d'une vie non pas seulement individuelle, mais collective, il y a lieu enfin d'étudier les rapports qu'ils entretiennent entre eux, et les lois de la « concurrence vitale » qui régit leur développement respectif.

Telle est, réduite à ses termes les plus généraux, la théorie

originale que Ferdinand Brunetière, après l'avoir exposée dans son enseignement à l'École normale, a développée et illustrée dans une série de conférences, puis dans quatre volumes successifs, et dans nombre d'articles. Il a porté dans cette nouvelle campagne cette puissance d'information, cette abondance de preuves, cette virtuosité dialectique et cette intrépidité de conviction qui caractérisaient chacune de ses démarches. Les objections, bien loin de l'ébranler, le fortifiaient dans sa croyance intime, et souvent même, entre ses mains, se retournaient en argumens nouveaux contre l'adversaire. On a prétendu parfois que, sous la poussée des contradictions, il avait, d'assez bonne heure, dû reconnaître qu'il s'était épris d'une doctrine un peu aventureuse, et qu'il s'en était intérieurement très vite détaché. C'est exactement le contraire de la vérité, et, entre tant de preuves qu'on en pourrait fournir, il suffit de se reporter à la courte *Préface* de son *Histoire de la littérature française classique* pour reconnaître que, aux yeux de son inventeur, la théorie de l'évolution des genres n'avait jamais cessé d'être l'expression d'une vérité peut-être provisoire, en tout cas, et en attendant mieux, singulièrement utile et féconde.

Aventureuse d'ailleurs, ou véridique, l'hypothèse était de nature à séduire Brunetière, et il est aisé d'en entrevoir les raisons. D'abord, ainsi que le faisait observer l'auteur d'un livre sur Hæckel, Léon-A. Dumont, c'est une idée éminemment conservatrice que celle d'*évolution :* n'est-ce pas la traduction, en termes tout contemporains, du célèbre axiome : Rien ne se perd, rien ne se crée dans la nature? Elle est même, au fond, toute voisine de l'idée de *tradition :* car, qu'est-ce que la tradition, sinon l'évolution accomplie, réalisée dans le domaine de l'histoire littéraire ou morale, et dont nous recueillons les résultats? Le véritable évolutionniste ne risquera jamais de ne pas faire sa large part au passé (1), puisque le présent et l'avenir en sont le prolongement naturel et nécessaire. D'autre part, la doctrine évolutive, étant de date assez récente, et n'ayant pas encore été appliquée à l'esthétique et à l'histoire littéraire, elle avait de quoi scandaliser un certain nombre d'esprits, ce qui n'était

(1) « Pour rompre avec le passé, il faudrait rompre avec la dernière goutte du sang de nos veines. » Cette belle formule d'un philosophe évolutionniste et d'un Anglais, Herbert Spencer, ne pouvait naître que dans le pays de la tradition par excellence.

point pour déplaire à l'auteur du *Roman naturaliste :* ses allures volontiers provocantes de théologien quelque peu hétérodoxe d'apparence s'accommodaient fort bien de ce rôle : n'allait-il pas lui permettre d'enlever à ses critiques le droit de le compter parmi les « réactionnaires, » les simples « prophètes du passé? » Et enfin, à y bien réfléchir, n'était-ce pas à une tentative de cette sorte qu'aboutissait, après Sainte-Beuve et après Taine surtout, pour un esprit généralisateur et systématique, tout l'effort de la critique moderne? Si Taine, après 1870, avait commencé sa carrière critique, il est en effet infiniment probable qu'au lieu de s'appuyer sur les travaux de Geoffroy Saint-Hilaire et de Cuvier, il se fût appuyé sur ceux de Darwin et de Hæckel (1).

Venu après Taine, Ferdinand Brunetière ne pouvait manquer de suivre son exemple. Il s'en promettait au reste certains bénéfices qui, pour une nature comme la sienne, n'étaient pas à négliger. En premier lieu, il est certain que, si l'on parvenait à découvrir les vraies lois des genres littéraires, on posséderait un élément important du jugement critique : toutes choses égales d'ailleurs, une œuvre serait plus ou moins parfaite, suivant qu'elle se conformerait plus ou moins fidèlement à la loi du genre auquel elle appartient. De plus, la théorie de l'évolution fournit, à n'en pas douter, un moyen de simplifier et d'animer l'histoire littéraire : elle permet de la « désencombrer » de toutes les œuvres médiocres qui, n'ayant exercé aucune influence, sont restées comme en marge du courant de la vie ; elle y introduit un principe d'unité et de continuité ; elle y fait pénétrer l'air, la clarté et le mouvement. Enfin, au lieu d'absorber, comme le faisait Taine, les hautes individualités dans leurs alentours et leur milieu, de les opprimer sous « les grandes pressions environnantes, » elle leur rend leur rôle et leur action; elle en fait des « facteurs » essentiels de l'évolution littéraire. Tous ces avantages, il semble bien que Brunetière les ait personnellement retirés de la méthode qu'il avait inaugurée. Un de ses libres disciples, M. Lanson, l'a dit avec une heureuse brièveté : « Il a ouvert et rempli un chapitre nouveau de l'histoire de la critique. »

(1) On trouve dans un article que Taine n'a pas recueilli en volume, sur le *Ménandre* de Guillaume Guizot (*Revue de l'Instruction publique* du 10 mai 1885), une phrase qui nous offre, sinon la formule même, tout au moins la justification psychologique de la théorie de l'évolution des genres : « Les genres de l'art sont définis par la diversité des facultés qui le produisent et des besoins qu'il satisfait. »

Son lourd enseignement à l'École normale, ses multiples conférences de l'Odéon ou de la Sorbonne, sur les *Époques du théâtre français*, sur *Bossuet*, sur l'*Évolution de la poésie lyrique en France au XIXe siècle*, lui laissaient encore le loisir de poursuivre son œuvre de critique au jour le jour, et même d'historien littéraire. En pleine possession de sa méthode et de son talent, il s'affirmait et se développait en tous sens. Très attentif à toutes les manifestations de la littérature contemporaine, même aux premiers balbutiemens de la littérature de demain, il ne se contentait pas de juger, il conseillait, il dirigeait les talens nouveaux en quête d'un nouvel idéal d'art ; il s'efforçait de leur révéler à eux-mêmes le vrai sens de leur effort et la légitimité de leurs tendances instinctives : tel est l'objet avoué, par exemple, des articles sur *la Réforme du théâtre*, sur *le Roman de l'avenir*, sur *le Symbolisme contemporain*. En 1889, il joignait à ses précédentes « spécialités, » pour la conserver deux années durant, celle de critique dramatique. Surtout, il se révélait chaque jour davantage professeur et conférencier de tout premier ordre. Écrivain longtemps discuté, — à tort, selon nous, et par ceux qui ont un peu perdu le sens de la forte langue française, — il s'imposa du premier coup comme orateur d'idées. Quelle fut à cet égard sa maîtrise, M. de Vogüé l'a dit ici même en des pages qui décourageraient de plus téméraires que nous, et qui sont encore présentes à la mémoire de nos lecteurs. Mais peut-être est-il bon d'insister sur son œuvre et son action comme professeur.

Il y aurait lieu de le faire longuement dans une étude détaillée sur Ferdinand Brunetière. Car son œuvre se fût-elle bornée à son enseignement oral à l'École normale, elle compterait encore dans l'histoire de la littérature d'aujourd'hui. Elle compterait autant que, dans un autre ordre, celle d'un homme qui n'a, pour ainsi dire, rien écrit, et qui pourtant a mis sa marque, directement et indirectement, sur tant d'esprits contemporains, qu'il a sa place fortement marquée dans l'histoire de la philosophie de notre temps : je veux parler de celui que Renan lui-même appelait « notre penseur éminent, M. Lachelier, l'inventeur du mouvement tournant philosophique le plus surprenant des temps modernes depuis Kant. » L'enseignement à l'École normale, — à l'ancienne École normale, — était pour un maître puissant et *complet*, comme l'était Brunetière, un moyen d'action incomparable. Former chaque année et dis-

cipliner un groupe de jeunes esprits actifs, indépendans, ou se croyant tels, et qui, à leur tour, en formeront d'autres, les munir d'idées générales, de méthodes de travail, de directions intellectuelles, c'était là pour lui une œuvre extrêmement séduisante et à très longue portée : il s'y donna avec une conscience, une activité, une fougue, dont ceux mêmes qui lui résistaient ont gardé le vivant souvenir. Tant de labeur dépensé pour les autres ne fut d'ailleurs point perdu pour lui-même. Il n'est que d'enseigner pour apprendre : Brunetière apprit donc beaucoup en préparant ses cours d'École normale : les articles et les livres sortis de cet enseignement sont là pour en témoigner. En même temps que son information s'étendait, sa méthode se précisait, opérait sur de plus vastes ensembles, acquérait à la fois plus de rigueur et plus d'ampleur ; son esprit s'assouplissait pour atteindre d'autres esprits, parfois exigeans et toujours difficiles ; son talent d'exposition oratoire se fortifiait, s'élargissait, déployait toute la fécondité de ses ressources. Enfin, au contact de ses divers auditoires, il prenait pleinement conscience de sa rare puissance de persuasion : nos livres, quelques échos lointains qu'ils éveillent, ne nous donnent jamais, comme la parole publique, la sensation directe, immédiate, de la prise que nous pouvons avoir sur les âmes. Orateur né comme il l'était, Ferdinand Brunetière ne pouvait pas ne pas sentir que, avec quelque sérieux qu'il traitât la critique et l'histoire littéraire, son éloquence, son succès, son action enfin dépassaient la pure littérature. J'imagine que, parfois, le mot célèbre de Pascal à Fermat sur la géométrie qui « n'est qu'un métier, » et qui « est bonne pour faire l'essai, mais non l'emploi de notre force, » devait lui traverser l'esprit, et qu'il ne pouvait manquer d'en faire l'application à la critique. La pensée d'un autre rôle à jouer devait lui être trop naturelle, pour que, de temps à autre, il ne l'accueillît pas avec faveur. Quand on a un tempérament d'apôtre, il est difficile de passer sa vie à prêcher la doctrine de l'évolution des genres.

Pourquoi ne le dirions-nous pas ? — s'écriait-il, tout au début de sa carrière. — Les hommes tels que M. Renan, dans la situation qu'il occupe, avec l'influence qu'il exerce, dans toute la maturité de l'intelligence et dans tout l'éclat du talent, ont un peu charge d'âmes. Ils ne vivent plus, ni ne pensent, ni ne parlent pour eux seulement, mais pour tous ceux qui les écoutent, et qui les lisent, et dont ils sont les guides. Car la jeunesse est toujours la même ; le talent lui suffit ; c'est son honneur d'y être toujours prise...

Ce n'était point là le langage d'un pur « littérateur; » c'était déjà celui d'un homme d'action, d'un homme que les questions littéraires ou historiques pourront bien « divertir » un temps, mais qui n'y trouvera pas toujours, — si tant est qu'il l'y ait jamais trouvé, — « l'apaisement de son inquiétude. »

« Il n'y aura jamais, — écrivait-il huit ans plus tard, en 1890, — il n'y aura jamais dans la langue française de plus éloquente invective que les *Provinciales;* de plus beau livre que les fragmens mutilés des *Pensées;* et de plus grand écrivain, que l'on doive plus assidûment relire, plus passionnément aimer, et plus profondément respecter que Pascal. » A cette école, et à celle aussi de Bossuet, qu'il étudiait beaucoup vers le même temps, il apprenait, — ou réapprenait, — diverses choses qu'il définissait plus tard (1) en ces termes : l'horreur du dilettantisme; l'art d'aller au point vif des questions; et la distinction des différens ordres de vérités. Ce n'était point d'ailleurs qu'il fût disposé à accepter leurs conclusions à tous deux. Il le laissait clairement entendre dans un article, également daté de 1890, et l'un des plus suggestifs à tous égards qu'il ait écrits, sur Vinet :

Est-il bien nécessaire d'être « chrétien » pour penser comme lui? Ses préoccupations, qui sont pour lui la conséquence de son christianisme, ne pourraient-elles pas s'en détacher peut-être? Et indépendamment de toute idée religieuse, ne peut-on pas croire que, de tous les problèmes, *le plus important et le plus tragique pour nous*, c'est encore celui de notre destinée? Je le crois, pour ma part; et qu'il l'est d'autant plus que nous sommes plus libres et plus dégagés de toute espèce de confession... Moins nous sommes « chrétiens, » plus ces questions ont donc d'intérêt et d'importance pour nous. Bien loin d'en diminuer la grandeur, on l'augmenterait plutôt en les *laïcisant*...

Et quelques mois après, dans un article capital sur *la Philosophie de Schopenhauer et les conséquences du pessimisme*, il précisait, il livrait toute sa pensée d'alors. Il y défendait éloquemment la doctrine contre les objections qu'on lui avait adressées; il montrait que, bien loin d'entraîner les conséquences décourageantes et immorales que l'on prétendait parfois, elle était au contraire génératrice d'énergie et de charité. Ses conclusions étaient significatives : « Ce qu'il y avait de plus élevé, disait-il, mais surtout de plus difficile à faire admettre aux hommes dans

(1) *Ce que l'on apprend à l'école de Bossuet*, conférence faite en 1900 à Besançon dans la brochure citée plus haut, *Bossuet et Brunetière*.

la morale du bouddhisme ou du christianisme, la gloire de l'auteur du *Monde comme volonté et comme représentation* est de l'avoir proprement et véritablement *laïcisé*... L'enseignement que les grandes religions pessimistes avaient dérivé, pour ainsi dire, de la révélation; et à l'origine duquel, en mettant le miracle où le mythe, elles avaient donc aussi mis l'obligation de croire, l'abdication du sens propre, l'acte de foi, Schopenhauer l'a tiré du seul spectacle de la vie. » Et, mêlant cette fois la question religieuse à la question morale, il ajoutait :

Les religions pourront donc passer, en tant que leurs mystères, sans lesquels elles ne sont que des philosophies, prétendront s'imposer à la raison, *désormais et pour toujours émancipée par la science.* Elles ne passeront point, en tant qu'elles sont quelque chose de plus et d'autre que la science; en tant qu'elles touchent à des problèmes qui, pour ne pas pouvoir être mis en équations, n'en sont pas moins réels ni moins graves; en tant qu'elles répondent à d'autres besoins, plus universels, plus profonds, — *et plus noble peut-être,* — que celui de connaître.

Ne le voyons-nous pas bien depuis quelques années?... De là cette *renaissance de l'idéalisme.* De là ce *besoin de croire* [on a reconnu au passage les titres mêmes de deux futurs « discours de combat, »] qui se manifeste quelquefois d'une étrange manière, il est vrai, mais qui n'en est pas moins sincère. De là cet effort que l'on fait un peu dans tous les sens et dans toutes les directions : ceux-ci pour démontrer « la vertu morale du christianisme, » et que les morceaux en sont bons; ceux-là, dont on a tort de rire, pour acclimater parmi nous je ne sais quel bouddhisme; d'autres encore pour établir sur des bases nouvelles les vérités qui chancellent sur les fondemens qu'on leur donnait jadis; et tous ensemble, si l'on y veut bien regarder d'assez près, pour sauver de la religion ce qu'ils sentent bien qu'on ne pourrait en laisser périr sans laisser l'homme retourner à l'animalité. Le pessimisme en général, et la philosophie de Schopenhauer en particulier, nous en offrent les moyens. Croyons fermement avec lui que la vie est mauvaise... Croyons que l'homme est mauvais... Et croyons que la mort, dont on nous a fait si longtemps un épouvantail, est vraiment, au contraire, une libératrice; ce qui nous permettra de la regarder fixement, de vaincre ce que la peur que nous en avons mêle de lâcheté dans tous nos actes, et de la braver au besoin. *Croyons-le, parce que tout cela est aisé à croire; croyons-le,* parce que tout cela est bon à pratiquer; et croyons-le enfin, parce que tout cela est maintenant court, simple, et facile à prouver.

Ces paroles sont assez claires. A l'époque où nous sommes parvenus, Ferdinand Brunetière croit avoir trouvé la solution du problème dont la hantise le poursuit depuis si longtemps; et l'ayant trouvée, il se hasarde à sortir de sa réserve antérieure,

et à divulguer les « vérités » qu'il croit avoir découvertes. Très respectueux, certes, de la religion, de toutes les religions, car il sait « tout ce qu'elles ont inspiré d'efforts, de sacrifices et de dévouemens, » très hostile aussi à toutes les mesures, ouvertes ou sournoises, de persécution irréligieuse, — son article de 1886 sur *la France juive*, de M. Drumont, est très net à cet égard, — il est convaincu que les diverses religions positives sont des formes périmées et dépassées de la pensée ou de l'activité humaines; mais il estime d'autre part que la science et la philosophie en ont laïcisé les parties durables et nécessaires, à savoir la morale. En un mot, il croit fermement à la possibilité de fonder une morale, une vraie morale, dont les prescriptions, assez peu différentes, semble-t-il, de celles de la morale chrétienne, s'imposeront, non seulement à l'homme individuel, mais à l'homme social, et de la fonder sur tout autre chose que sur l'idée religieuse.

J'ai cru, — écrivait-il plus tard à l'un de ses critiques, — j'ai cru, comment dirai-je?... à l'idée du *Congrès des religions!* Oui, j'ai cru un moment, et dix ans avant Chicago, que de la *totalisation*, si je puis ainsi dire, et de la *compensation* des religions les unes par les autres, on pourrait dégager une religion, ou une morale quasi laïques et indépendantes, non pas précisément de toute philosophie de la vie, mais de toute *confession* particulière. Et j'avais trente-cinq ans quand cela m'arriva. Et je l'ai cru six ou sept ans... (16 septembre 1898).

Mais son siège n'était pas si bien fait qu'il ne regardât pas visiblement encore, et avec une curiosité passionnée, du côté de la religion. Il reprochait par exemple à M. Lavisse, dans sa *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*, « de n'avoir pas fait la place assez large à l'histoire religieuse; » il louait avec une vivacité singulière le livre de Léon Grégoire sur *le Pape, les Catholiques et la Question sociale*. C'était d'ailleurs le temps où « un grand et bienfaisant pape » prononçait, en matière politique et sociale, des paroles libératrices; où l'Encyclique *Rerum novarum* faisait naître dans toute la jeunesse d'ardens enthousiasmes et de fécondes espérances; où un homme, dont on a pu dire qu' « il a été toute sa vie obsédé par le problème religieux, » Eugène Spuller, osait parler d' « esprit nouveau; » où les passions politiques se calmaient; où une « République athénienne » semblait devoir se lever en France... Comment Ferdinand Brunetière aurait-il été insensible à ce mouvement qui

emportait alors tant de nobles esprits et séduisait tant d'âmes généreuses?

Mais les convictions lentement formées ne s'usent pas en un jour; « il y faut du temps; il y faut de la réflexion; » il y faut surtout l'épreuve de la vie et l'expérience des hommes. L'idée d'une laïcisation possible et souhaitable de la morale lui tenait trop au cœur, pour qu'il y renonçât sans coup férir. En février 1892, à propos du livre de M. Rébelliau sur *Bossuet historien du protestantisme*, il écrivait ici même : « Bossuet a-t-il vu ce qu'aujourd'hui même encore beaucoup de protestans ne voient pas ou ne veulent pas voir, qu'à travers toutes ces variations, s'il y avait comme un dessein plus secret dont la Réforme ne se fût jamais écartée, c'était celui d'émanciper du joug théologique, et, comme nous dirions, de *laïciser* non seulement la pensée, mais surtout la morale?... Cette idée qu'une religion n'est pas nécessairement une morale, et que même elle en peut être le contraire, on la trouve déjà formée chez quelques contemporains de Bossuet... Mais je doute qu'elle soit entrée dans l'esprit de Bossuet... Il ne pouvait voir dans l'entreprise de séparer la religion d'avec la morale, que libertinage et qu'immoralité. *Là serait le point faible de l'Histoire des Variations.* » Quelques mois plus tard, à la fin d'un curieux article, un peu âpre d'accent, sur *la Critique de Bayle*, il disait : « Dans le temps où nous vivons, si rien ne serait plus urgent que de défendre l'institution sociale contre les assauts, ou plutôt contre les cheminemens de l'individualisme; si d'ailleurs il est vrai que la doctrine de l'évolution ait laïcisé le dogme du péché originel; et *s'il importe enfin, pour deux ou trois raisons très fortes, que la morale achève de s'affranchir des religions positives...* » Enfin, en juillet 1894, avec quelque témérité peut-être, dans un discours de distribution des prix, il posait publiquement la grave question de la croyance. Il y combattait avec sa vigueur habituelle le dilettantisme et l'individualisme. « Si vous cherchez, disait-il, les causes du désordre moral dont nous souffrons depuis plus d'un siècle, c'est là que vous le trouverez, dans cette apothéose de l'individu; et si votre fortune veut un jour que vous en triomphiez, je vous le signale, voilà l'ennemi! » Et pour vaincre cet ennemi séculaire, il se demandait que faire, et que croire :

Mais que croirez-vous? Car enfin, ni nous ne croyons comme nous le voulons, ni nous ne croyons ce que nous voulons, mais seulement ce que

nous pouvons ! Je réponds que c'est ce qui n'est pas prouvé : que notre foi ne soit pas dans notre dépendance ; et *peut-être sommes-nous les maîtres de notre croyance dans la mesure exacte où nous le sommes de notre volonté.* Ainsi du moins l'ont pensé un Pascal ou un Kant. Mais si nous n'avions pas le courage de les suivre, qui donc a décidé qu'en cessant d'exprimer l'adhésion du fidèle aux enseignemens de la religion, les mots de croyance et de foi, comme une écorce creuse, se videraient brusquement de toute espèce de sens et de vertu ? Ce qu'à Dieu ne plaise !... Contentons-nous donc, en ce cas, des certitudes que nous donne l'histoire... Puisqu'il n'en faut pas plus pour nous révéler en nous autre chose que nous-mêmes, il n'en faut pas plus pour nous arracher au culte de nous-mêmes ; *et hæc est victoria, quæ vincit mundum, fides nostra. La véritable foi, celle qui vaincra l'égoïsme et qui nous communiquera la fièvre généreuse de l'action, c'est la foi de l'individu dans les destinées de l'espèce ;* et, quoi que les sceptiques en disent, n'est-il pas vrai que le passé nous est ici garant de l'avenir ?

Et il concluait en ces termes :

Croyons donc ce que nous pouvons, *mais croyons quelque chose,* puisque nous savons, puisque vous voyez qu'*il n'en faut pas davantage pour agir.* A défaut d'une autre croyance, faisons-nous une foi de ce besoin d'action qui est la loi même de l'humanité, puisque, à vrai dire, l'inaction et la mort ne sont au fond qu'une même chose. *N'en obscurcissons pas l'évidence d'une métaphysique inutile...* et je ne sais, après cela, si, comme on vous le promettait et comme je le souhaiterais, je ne sais

Si le siècle qui vient verra de grandes choses,

mais nous n'aurons du moins démérité ni de nos maîtres, ni de la France, ni de l'humanité.

Est-ce que je me trompe ? Il me semble sentir, dans ces dernières paroles, je ne sais quel accent de lassitude et de découragement. Cette foi un peu vague dans les destinées de l'espèce que l'orateur nous propose, il a l'air lui-même de n'être pas très sûr qu'elle suffise véritablement. Trois mois après, il partait pour Rome. Un homme nouveau commençait, — et la littérature même n'allait rien y perdre.

VICTOR GIRAUD.

L'ALLEMAGNE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

AU DÉBUT DE 1908

I

Le monde vient de traverser une crise financière d'une violence peu commune. Nous en avons, il y a trois mois, étudié les effets dans le pays où elle s'est manifestée avec le plus d'intensité, aux États-Unis (1). La situation de l'Allemagne, au cours de l'année 1907, n'a pas été pour nous un sujet de préoccupation moindre : mais il n'y a point de comparaison à établir entre elle et l'Amérique. Il nous a paru particulièrement utile de chercher à donner à nos lecteurs un tableau fidèle de ce pays, au lendemain du jour où l'on a répandu tant de bruits inquiétans sur lui, et où l'on a été jusqu'à dépeindre la position de ses banques et de ses industries comme presque désespérée. Le contraste entre le calme relatif qui régnait à Paris et la nervosité de la bourse de Berlin, quelques faillites retentissantes, entre autres celles de la vieille maison Haller Soehle, à Hambourg, et d'un spéculateur berlinois engagé dans des affaires minières et immobilières, l'élévation anormale du loyer de l'argent sur les places allemandes, les offres multipliées à Paris d'effets de commerce, de traites de banque et même de bons du Trésor allemands à des taux très supérieurs à ceux qui se pratiquaient au même moment pour les valeurs françaises analogues, des rumeurs aussi vagues qu'inexactes répandues sur de prétendues demandes di-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1907, notre étude sur *la Crise américaine*.

plomatiques qui auraient eu pour but d'ouvrir, en quelque sorte de force, nos marchés aux fonds allemands, tout cet ensemble de circonstances, dans une atmosphère déjà chargée de courans orageux venus d'outre-Atlantique, détermina, durant quelques semaines, nous pourrions dire quelques mois, des jugemens erronés dans la presse et dans l'opinion françaises.

La crise de 1907 s'est développée aux États-Unis avec une violence extraordinaire, parce qu'à côté des facteurs pour ainsi dire naturels et réguliers de toute crise, des élémens imprévus, la politique du président Roosevelt d'une part, la malhonnêteté de certains créateurs d'affaires de l'autre, y ont amené des troubles exceptionnels. En Allemagne, au contraire, elle a suivi un cours normal : elle n'a été que l'aboutissement d'une période prospère. En réalité, on pourrait presque dire qu'il n'y a pas eu, qu'il n'y a pas de crise allemande, en ce sens que la vitalité d'aucune des grandes entreprises de banque, de commerce, d'industrie n'est atteinte, et que l'activité générale, ralentie dans beaucoup de cas, n'est arrêtée sur aucun point : nous assistons simplement à l'évolution inévitable des sociétés humaines, qui passent par des époques de production et de consommation intenses suivies de périodes de calme et de contraction.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de remonter un peu en arrière, et de rappeler les étapes du développement rapide de l'Empire allemand, le dernier venu, mais non le moindre des grands États européens, né de nos fautes, de nos revers, et de la persévérance d'un Guillaume Ier, aidé par le génie d'un Bismarck. La Confédération germanique, que remplaça, en 1867, la Fédération de l'Allemagne du Nord, appuyée sur une Union douanière, ne comptait guère comme facteur économique. La Prusse, le principal de ses élémens, celui autour duquel tous les autres devaient s'agglomérer, était, vers le milieu du XIXe siècle, un État agricole plutôt qu'industriel. Mais, au lendemain de la guerre de 1870, la scène changea brusquement. Des industries puissantes s'organisèrent : les deux centres principaux en furent : la Silésie, à l'Est; la Westphalie, le pays rhénan et le bassin de la Sarre, à l'Ouest. Les entreprises houillères et métallurgiques qui existaient se développèrent avec fougue; de nouvelles créations surgirent de toutes parts. Les financiers allemands, enivrés eux aussi par les victoires militaires, éblouis par la pluie d'or des cinq milliards, se

lancèrent à corps perdu dans le tourbillon qui aboutit au krach de 1873, aussi meurtrier à Berlin qu'à Vienne. Nombre de banques suspendirent leurs paiemens; beaucoup d'usines qu'elles commanditaient fermèrent leurs portes. Il fallut des années pour réparer le désastre et rendre la confiance aux financiers et au public. Néanmoins, on se remit à la tâche. Le gouvernement prussien, tout entier à son programme d'unification, racheta presque toutes les lignes de chemins de fer existant sur son territoire, en construisit de nouvelles et constitua un réseau de plus de 30 000 kilomètres, auquel il chercha à donner le maximum d'efficacité pour stimuler de son mieux l'industrie nationale : d'une part, il poussait les embranchemens dans toutes les directions où les usines et les fabriques en avaient besoin; de l'autre, il mettait en vigueur des tarifs habilement combinés en vue de faciliter l'arrivée des matières premières aux usines de transformation, de favoriser l'exportation des produits fabriqués et d'amener au plus bas prix possible dans les ports le fret destiné aux compagnies de navigation nationales, dont l'essor a été aussi rapide que celui des industries terrestres. Grâce à cette politique intelligente, les marchés allemands, celui de Berlin en première ligne, reprirent une grande importance : aux environs de 1880, ce dernier avait conquis une place éminente en Europe, notamment en ce qui concerne les émissions de fonds internationaux. Mais alors le parti agrarien, si écouté dans les conseils des Hohenzollern, fit sentir son influence sur l'orientation économique de l'Empire : ligué avec les grands industriels, il convertit Bismarck aux idées protectionnistes, et commença contre les marchés des valeurs mobilières une campagne acharnée, qui, en des étapes successives, a provoqué une législation de plus en plus hostile à la bourse, destructive des marchés à terme, et restrictive, par conséquent, des transactions. Depuis ce moment, les places de Berlin et de Francfort ont beaucoup perdu de leur suprématie au point de vue des affaires financières internationales, qui sont demeurées l'apanage de Londres et de Paris, de cette dernière ville surtout, après que la guerre du Transvaal eut ébranlé le crédit anglais et imposé au Royaume-Uni une épreuve, dont les effets désastreux commencent seulement à s'atténuer aujourd'hui. Ce n'est que tout récemment que le gouvernement allemand, ouvrant enfin les yeux à l'évidence, a reconnu le tort qu'il avait causé au pays par la campagne anti-boursière,

et que le chancelier de Bülow a déposé un projet de loi qui supprime une partie des restrictions imposées maladroitement à la liberté des échanges.

Mais si le rôle financier de Berlin a diminué, la force économique de l'Allemagne n'a pas fait de même. Grâce au merveilleux essor de sa population, qui, en moins de quarante ans, a passé de 40 à 60 millions d'âmes, elle a mis en pleine valeur ses gisemens de houille et de fer, et organisé une industrie sidérurgique qui occupe le second rang dans le monde, après les États-Unis. A côté d'elle, l'industrie électrique sous toutes ses formes, celle des produits chimiques, de la soie, des tissus, et vingt autres se sont développées de la manière la plus remarquable, si bien que la production agricole est devenue insuffisante pour nourrir ces millions d'ouvriers, que les objets fabriqués de toute sorte, et non plus les céréales, forment aujourd'hui le fond de l'exportation, et que l'Allemagne est devenue une puissance essentiellement industrielle, avec les avantages et aussi les difficultés que comporte ce régime.

Ce sont ces dernières qu'il faut rappeler ici, parce qu'elles ont amené les phénomènes de 1907, identiques en grande partie à ceux qui étaient déjà apparus au commencement du XXe siècle, après la période brillante qui avait clos le XIXe et avait trouvé son apogée vers 1900, au moment, ou plutôt à la veille de l'Exposition universelle de Paris. Alors déjà, l'Europe avait connu la réaction inévitable qui suit les années de grande prospérité, la baisse des matières premières, des métaux, des actions de sociétés dont l'activité et les bénéfices dépendent précisément de l'état général des marchés. Les cours poussés au delà des bornes raisonnables, aux heures où le public s'imagine que rien ne se mettra en travers de l'expansion indéfinie des forces productrices, s'abaissèrent à un niveau déprécié quand l'horizon sembla fermé et que tout le monde se laissa aller au découragement. L'Allemagne fut durement éprouvée en 1901 : les commandes se firent rares, des entreprises mal conçues et mal dirigées s'écroulèrent, entraînant même dans leur chute une banque importante de Leipzig. Cependant, la structure de l'édifice était devenue plus solide qu'en 1873 et la résistance opposée fut tout autre. Peu à peu le mal s'atténua; les élémens de vitalité qui abondaient reprirent le dessus; les entreprises viables fortifièrent leur situation, s'unirent dans certains cas. Les cartels, si

persévérans dans leurs efforts pour syndiquer les producteurs des divers ordres, réglementer les prix et assurer les débouchés, aidèrent l'industrie à traverser les années difficiles : aussi, lorsque l'oscillation en sens inverse se dessina et que vers 1906 l'activité redevint intense dans toutes les directions, l'Allemagne se trouvait-elle armée de pied en cap et prête à profiter de ce que sa langue désigne du nom de « conjonction, » c'est-à-dire la réunion des divers élémens qui assurent et caractérisent une époque de prospérité. Beaucoup de ses entreprises d'ailleurs, il est essentiel de le remarquer, n'avaient pas cessé, même pendant la dépression, de travailler avec fruit et de distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Celui de la « Laura, » grand producteur de charbons, de fer et d'acier en Silésie, n'est pas descendu au-dessous de 10 p. 100 depuis cinq ans. Celui de la Bochumer, l'une des principales sociétés westphaliennes, n'a pas été inférieur à 7 p. 100 depuis 1902, et a dépassé 16 p. 100 l'an dernier. Le Phœnix, autre entreprise minière et métallurgique, a distribué 17 p. 100. Nous pourrions multiplier ces citations. Nous constaterions que le nombre de compagnies puissantes, dotées de réserves considérables, ayant eu la sagesse de pratiquer de larges amortissemens, va en augmentant et que, dans son ensemble, l'Allemagne industrielle paraît de plus en plus capable de dominer les circonstances adverses : 1907 a marqué sous ce rapport un progrès sur 1901. Les défaillances ont été moins nombreuses, et, en dépit de sombres prédictions, le défilé paraît franchi. Il est probable que, si le péril aigu est écarté, l'ère des difficultés n'en est pas moins ouverte et se prolongera ; mais il n'y a pas là autre chose qu'un phénomène régulier d'alternance. Les mesures les plus sages, les organisations les plus savantes peuvent en atténuer l'intensité ; elles ne sauraient le supprimer.

II

Parmi les rouages de ce vaste mécanisme, il en est un qui doit nous occuper tout d'abord, parce qu'il a joué et joue un rôle primordial dans l'évolution contemporaine du pays : c'est la banque. Tout le monde parle, et à tout propos, de ces établissemens, dont plusieurs rayonnent en dehors même des frontières nationales, après avoir grandi avec une vitesse égale à celle des industries auxquelles ils sont intimement liés. Dès le

début de l'Empire, ils avaient mis leurs forces au service des sociétés nouvelles qui avaient besoin de capitaux et de crédit. Encouragés par le gouvernement impérial, qui sentait tout le prix de l'appui que les organismes financiers pouvaient et devaient donner aux créations de l'industrie et aux relations commerciales, ils évoluèrent avec une rapidité telle qu'il faudrait en refaire constamment l'histoire, à quelques années d'intervalle, pour tenir le lecteur au courant (1). Les augmentations de capital se sont succédé, à de certains momens, pour ainsi dire sans interruption: elles ont été accompagnées d'un accroissement parallèle des réserves, dont une partie a été constituée au moyen de la prime payée par les souscripteurs d'actions nouvelles.

Au premier rang se trouve la Banque de l'Empire, fondée en 1875, le premier et principal institut d'émission du pays, destiné, dans un avenir plus ou moins prochain, à concentrer entre ses mains le monopole des billets de banque. Seules, les banques de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade conservent encore, à côté d'elle, le droit de créer des billets; mais la circulation des quatre établissemens réunis ne représente guère que le dixième de celle de la *Reichsbank* (2), qui est désormais maîtresse de régler à son gré les taux de l'escompte et de gouverner le marché monétaire, conformément au programme que lui a tracé sa charte constitutive. Son privilège, déjà deux fois renouvelé en 1890 et en 1900, ne lui est chaque fois consenti que pour dix ans; et chaque fois le gouvernement exige une part plus grande dans les bénéfices, dont les actionnaires ne touchent actuellement que le quart. Avant partage, un modeste intérêt de 3 1/2 p. 100 leur est servi sur leur capital de 180 millions de marks, supérieur de 25 p. 100 à celui de la Banque de France. Le système d'émission de la Reichsbank est simple : elle est autorisée à créer trois fois plus de billets qu'elle n'a d'espèces en caisse, à condition que l'écart entre ces deux chiffres soit couvert par un portefeuille d'effets de commerce; lorsque sa circulation dépasse le montant du métal augmenté d'une somme fixée par la loi qui s'appelle le contingent et qui est d'environ un demi-

(1) Voyez notre article sur *les Marchés financiers de l'Allemagne* dans la *Revue* du 15 novembre 1897.

(2) La moyenne de la circulation totale des cinq banques en 1906 a été de 1 531 millions de marks, dont 1 387 pour la Reichsbank et 144 pour les quatre autres.

milliard de marks, elle paie un impôt de 5 p. 100 sur l'excédent. Le législateur a pensé, d'après l'expérience acquise, que cette faculté donnée à la banque d'avoir une circulation triple de son avoir métallique était suffisante pour les besoins du pays, et il a mis un frein à la création excessive de papier non couvert par des espèces en imposant la taxe de 5 p. 100 à partir d'un certain niveau. En effet la *Reichsbank* et les autres instituts d'émission ne sont amenés à créer et à maintenir en circulation des billets pour un montant qui dépasse leur encaisse et leur contingent, que si le taux d'escompte est d'au moins 5 p. 100, limite au-dessous de laquelle ils travailleraient à perte.

Ces détails sont importans à connaître, car la Reichsbank est le pivot des affaires en Allemagne, comme la Banque de France l'est pour les nôtres. Et, bien que le système d'émission et l'organisation des deux établissemens soient très différens, ils jouent l'un et l'autre un rôle primordial : c'est vers eux que tous les regards se tournent en temps de crise, c'est sur leur conduite que les autres banques du pays règlent la leur, c'est elles qui déterminent ou du moins qui indiquent, par la fixation de leurs taux d'escompte et d'avances, le prix du loyer des capitaux. Or toute crise se traduit par une élévation de ce loyer, qui est le baromètre de la situation économique.

La caractéristique de l'année 1907 a été en Allemagne, comme dans le reste du monde, un renchérissement extrême des taux d'intérêt. Ce renchérissement s'est marqué tout d'abord dans le prix des capitaux flottans, c'est-à-dire de ceux qui s'emploient en escompte de papier de commerce, en avances sur titres, en reports à la Bourse. Ces capitaux sont ceux dont le prix subit les oscillations les plus vives et traduit le mieux la situation générale. Le fait que les possesseurs ne s'en dessaisissent que pour une courte période leur permet de modifier incessamment les conditions auxquelles ils les prêtent; au contraire, les taux des placemens faits à plus longue échéance ne sont pas susceptibles de variations aussi brusques : ils finissent cependant, lorsque la période de cherté des capitaux flottans se prolonge, par être influencés à leur tour, et cela dans l'ordre suivant. Les placemens en valeurs mobilières à revenu fixe, fonds d'État, obligations industrielles de toute nature, sont les seconds à se ressentir de la cherté de l'argent; comme ces titres se négocient aisément sur des marchés considérables et donnent lieu à

des échanges constans, ils subissent au bout de quelque temps le contre-coup de la hausse des taux d'escompte, c'est-à-dire qu'ils baissent. Les actions de banques et d'entreprises commerciales ou industrielles ne suivent pas aussi vite la même marche, parce que le revenu en est plus incertain et que, dans quelques cas, il peut même s'accroître par suite du renchérissement de l'argent. Quant aux placemens fonciers, ils sont les derniers à voir leur taux se modifier : faits en général pour une très longue durée, ils se règlent d'après la moyenne des probabilités d'une période de beaucoup d'années. Aussi voit-on, en temps de crise, le marché des immeubles moins affecté que celui des valeurs mobilières. Cependant, l'organisation moderne du crédit a mobilisé en partie ce domaine, particulièrement celui qui est constitué par les maisons urbaines, sous forme d'obligations hypothécaires : celles-ci étant des valeurs mobilières participent dans une certaine mesure aux fluctuations de ces dernières et traduisent alors, par leurs propres écarts, les changemens survenus dans le marché des capitaux.

Le taux d'escompte moyen de la Banque de l'Empire allemand s'est élevé de 3,14 pour 100 en 1895 par degrés jusqu'à 5,33 en 1900 ; il est redescendu à 3,32 en 1902 et s'est relevé jusqu'à 5 pour 100 en 1906 et 6,03 pour 100 en 1907. Les variations de l'année 1907 ont été les suivantes : de 7, puis 6 pour 100 en janvier, le taux s'est abaissé à 5 et demi en avril, est resté à ce niveau jusqu'en octobre ; il s'est alors brusquement élevé à 6 et demi, puis à 7 et demi pour 100 en novembre. Ce n'est qu'en janvier 1908 qu'il est redescendu à 6 et demi, puis à 6 pour 100. En même temps que les taux s'élevaient, la quantité des billets émis croissait. La limite au delà de laquelle la Reichsbank paie à l'État un impôt de 5 pour 100, a été presque constamment dépassée en 1907. Le droit de timbre sur les effets de commerce, qui donne la mesure de l'activité des transactions, a augmenté de mois en mois ; les huit premiers mois de 1907 indiquent de ce chef une majoration de 9,38 pour 100 sur la même période de 1906, qui avait elle-même dépassé la précédente de plus de 10 pour 100.

Toutes les indications étaient concordantes, et la seule inspection des bilans que la Reichsbank publie quatre fois par mois avertissait le monde des affaires de la situation. Celle-ci ne pouvait évidemment se prolonger : bien qu'on n'ait

pas payé à Berlin les taux extravagans que les câbles de New-York nous annonçaient à chaque instant avoir été pratiqués sur les places américaines, l'escompte s'y maintenait à des hauteurs que personne n'eût osé prédire il y a une dizaine d'années. Un point à noter a été la hausse des changes étrangers ou, ce qui revient au même, la baisse du papier allemand sur les autres places : ainsi à Paris on a pu acheter un effet de 1 000 marks au prix de 1 224 francs, alors que 1 000 marks de monnaie allemande contiennent 1 234 francs d'or. La confiance de l'étranger dans le maintien de l'étalon d'or en Allemagne, ou plutôt dans la possibilité d'y obtenir à tout moment le paiement de ses créances en or, a donc paru atteinte. Cependant la Banque impériale est légalement obligée de rembourser ses billets en or; ce métal est la seule monnaie libératoire : mais la crainte qu'éprouvent les autres banques de déplaire à l'établissement central en lui demandant du métal jaune empêche l'exportation de numéraire, qui serait cependant le vrai moyen de ramener les changes à leur niveau normal.

Ce côté monétaire de la crise méritait d'être signalé, car il a joué un rôle en augmentant la perplexité des capitalistes étrangers, qui hésitaient à envoyer leurs fonds en Allemagne pour deux raisons : la première, qu'ils éprouvaient des doutes sur la solidité de leurs débiteurs, et la seconde qu'ils se sont demandé en outre si, à un moment donné, les paiemens en or ne seraient pas suspendus. Il s'est passé en 1907, quoique à un degré moindre, quelque chose d'analogue à ce dont nous avions été les témoins en 1893 aux États-Unis : les dispositions du Congrès de Washington, qui semblait vouloir à tout prix persévérer dans sa politique argentiste et relever le cours du métal blanc, avaient alors fait craindre à l'Europe que le dollar ne cessât d'être un poids déterminé d'or. Beaucoup de porteurs de valeurs américaines se hâtèrent de les vendre, pour échapper à la dépréciation de l'étalon monétaire dont ils se croyaient menacés. En 1907, malgré les discours prononcés au Reichstag par certains agrariens toujours entichés de bimétallisme, il n'a pas été sérieusement question de porter atteinte à la qualité du mark impérial, qui, plus que jamais, demeure un lingot d'or : mais, au cours de la panique, ce doute est venu s'ajouter aux autres et redoubler, vis-à-vis de l'Allemagne, la méfiance déjà grande des capitalistes mal renseignés.

Comment se comportaient en même temps les autres établis-

semens de banque, comment leur situation apparaissait-elle au milieu de la tourmente, dans quelle mesure pouvaient-ils continuer à rendre service à leur clientèle? C'est ce qu'il convient d'examiner maintenant.

III

Les banques particulières ne jouent pas dans la vie économique de l'Allemagne un rôle inférieur à celui de la Reichsbank. Celle-ci a pour fonctions essentielles de régulariser la circulation fiduciaire, de veiller à l'intégrité de l'étalon monétaire et de faciliter aux diverses parties de l'Empire le règlement de leurs comptes : elle constitue une vaste chambre de compensation qui, avec ses 500 succursales et bureaux, donne à chacun le moyen de verser gratuitement toute somme au crédit d'un autre client. Elle dispense aussi dans une certaine mesure le crédit, puisque, au moyen de ses billets, elle escompte des traites et consent des avances; elle vient enfin en aide au Trésor dont elle a presque constamment, depuis quelques années, des bons à court terme en portefeuille. Mais les véritables réservoirs du crédit sont les banques, que la terminologie allemande désigne très justement du nom de *Kreditbanken*, les distinguant ainsi des banques d'émission (*Zettelbanken*) et des banques foncières (*Hypothekenbanken*). Ces établissemens sont en contact direct avec les commerçans et les industriels, dont ils prennent le papier: leurs ressources proviennent de leurs capitaux de fondation, de leurs réserves et de leurs dépôts. Ces derniers n'ont pas encore atteint en Allemagne de chiffres comparables à ceux des États-Unis ni de l'Angleterre : ils seraient cependant assez considérables pour justifier l'existence de banques dont la fonction exclusive serait de les recevoir et de les faire fructifier, comme les *Joint stock banks* anglaises, ou le Crédit lyonnais à Paris. Néanmoins nous ne voyons pas encore les établissemens de dépôts former une catégorie spéciale dans la classification des banques d'outre-Rhin.

Cela tient surtout à ce que, dans la rapidité de leur croissance, celles-ci n'ont pas eu le loisir de se spécialiser. Les hommes éminens qui les dirigent ont appliqué leur énergie à la création de l'outillage économique, et ils ont eu besoin d'avoir directement sous la main le plus de ressources possible, qu'ils préfé-

raient ne pas voir se détourner vers des caisses, où elles auraient été moins directement sous leur contrôle. Ce sont donc, en dehors des caisses d'épargne gouvernementales, les banques dites de crédit qui reçoivent les dépôts du public : à la fin de 1906, les 45 principales en avaient pour 1 811 millions de marks ; en outre, elles devaient à des créanciers en compte courant 3453 millions. Cet ensemble imposant de ressources avait reçu des emplois dont le tableau ci-joint, qui résume les chiffres essentiels des bilans des 9 grandes banques de Berlin et des 36 plus importantes du reste de l'Empire, indique la nature :

ACTIF	Millions de marks.	PASSIF	Millions de marks.
Encaisse	694	Capital actions	2 199
Effets de commerce	2 087	Réserves	542
Titres	607	Dépôts	1 811
Reports et avances	1 227	Créditeurs	3 453
Participations	342	Acceptations	1 607
Commandites	369	Divers	20
Débiteurs	4 306		
Total	9 632	Total	9 632

Ces chiffres mettent en relief d'une façon saisissante le rôle joué par les banques de crédit. Ils appellent diverses observations. Tout d'abord, on est frappé de la grandeur du capital et des réserves, ainsi que de la proportion de ces dernières, qui représentent le quart des capitaux versés : toutes les actions sont d'ailleurs entièrement libérées, contrairement à ce qui se passe en Angleterre où, sur la plupart des actions des banques de dépôt, il n'a été versé qu'une fraction par les actionnaires, toujours responsables du solde. Plusieurs de nos sociétés de crédit françaises, notamment la Société générale et le Crédit industriel et commercial, sont organisées sur la même base, c'est-à-dire avec des actions libérées partiellement. Le chiffre du capital et des réserves des banques allemandes dépasse de 50 pour 100 celui des dépôts proprement dits ; il représente plus de la moitié des sommes dues aux créanciers de diverse nature, et 40 pour 100 de la totalité des engagemens de ces établissements, si l'on y comprend leurs acceptations, c'est-à-dire leurs promesses d'acquitter à échéance déterminée les traites fournies sur eux par leurs cliens.

Les emplois faits par les banques des ressources mises à leur disposition consistent pour un sixième à peu près en titres, participations et commandites. Ce sont là, dans une certaine mesure, des immobilisations; cependant, certains titres pourraient être réalisés plus ou moins aisément à la bourse. Les cinq autres sixièmes sont représentés par l'encaisse, c'est-à-dire le métal, les billets et aussi les sommes dont chaque établissement est créditeur à vue à la Reichsbank ou chez des confrères; par un portefeuille d'effets de commerce qui peuvent, en partie tout au moins, être réescomptés à la Reichsbank, laquelle donnerait des billets en échange du papier à échéance plus ou moins courte, et enfin par les débiteurs, qui absorbent près de la moitié de l'actif. Ces derniers comptes forment le point délicat du bilan des banques allemandes, qui avancent des milliards à des sociétés et à des particuliers dont elles deviennent, sous cette forme indirecte, quelque peu les commanditaires.

L'accroissement considérable des dépôts est d'autant plus significatif que parallèlement ceux des seules caisses d'épargne prussiennes se sont élevés à plus de 8 milliards de marks. En présence de chiffres pareils, on est mal venu à parler de la pauvreté de l'Allemagne et de l'absence d'esprit d'économie chez ses habitans. Ce qui est vrai, c'est qu'au cours des deux dernières années, la position des banques ne s'est pas améliorée sous le rapport des disponibilités immédiates. Les comptes débiteurs ont grossi, non seulement absolument, mais relativement aux autres élémens de l'actif, et, comme nous l'avons expliqué, ils ne représentent pas une ressource liquide. La plus grande partie de ces comptes, les trois quarts environ, sont couverts par des gages, mais ceux-ci ne sont pas toujours aisément réalisables. L'augmentation des reports indique que les banques ont étendu l'appui qu'elles donnent aux bourses, qui ont d'autant plus besoin d'elles que les lois allemandes interdisent, dans beaucoup de cas, les négociations à terme, et que les acheteurs au comptant demandent des avances qui les aident à lever leurs titres. Dans l'ensemble, les bilans de fin 1906 indiquaient l'excessive activité de la vie économique et donnaient un avertissement qui, joint au renchérissement de l'argent, signalait l'approche des temps difficiles.

Les relations entre les banques et les sociétés industrielles sont particulièrement intimes et suivies. Autour de chacune des

principales banques gravitent une série d'entreprises minières, métallurgiques, électriques et autres qu'elle a fondées, appuyées, ou développées, et à la vie desquelles elle est étroitement liée. Elle leur fournit le fonds de roulement nécessaire, assure, le cas échéant, leurs augmentations de capital, le placement de leurs obligations: si le public n'est pas disposé à acquérir ces titres, la banque intéressée augmente ses avances en compte courant. Ces diverses opérations se font sur une grande échelle, d'autant plus que les banques, si puissantes déjà par elles-mêmes, — une d'entre elles, la *Deutsche Bank*, a 200 millions de marks de capital et 100 millions de réserve, ensemble 375 millions de francs, soit 25 de plus que le Crédit lyonnais, — ne sont pas restées isolées et se sont presque toutes groupées, de façon à centraliser plus fortement encore ce que les Anglais appellent la puissance bancaire, *banking power*.

Tantôt plusieurs banques ont fusionné; tantôt une banque de la capitale a absorbé un certain nombre d'établissemens provinciaux; parfois elle les a commandités, de façon à en être maîtresse, tout en laissant subsister, en façade, leur autonomie apparente; souvent, dans les derniers temps, des établissemens, déjà très puissans par eux-mêmes, ont établi entre eux une communauté d'intérêts, en s'assurant par exemple un partage réciproque de bénéfices, en échangeant des administrateurs et en convenant de s'intéresser l'un l'autre aux affaires conclues par chacun d'eux.

Parallèlement, les industries se sont agglomérées; il y a eu surtout réunion de forges, fonderies, hauts fourneaux avec des houillères. La nécessité de s'assurer les tonnages formidables de combustible qu'exigent les usines modernes et, dans beaucoup de cas, le désir d'échapper au joug du syndicat des charbons et des cokes, ont poussé un grand nombre de fabricans à fusionner leurs entreprises avec celle des producteurs de houille. Ils ont ainsi organisé des entreprises mixtes (*gemischte werke*) qui se suffisent à elles-mêmes, puisqu'elles possèdent le charbon, le minerai et les installations nécessaires pour fondre, laminer et souvent transformer le fer en acier.

Les administrateurs des banques sont aussi à la tête des affaires industrielles, et, si, dans certains cas, des abus ont été signalés, si on a constaté par exemple la présence d'une même personne dans une vingtaine de conseils, il n'en est pas moins

vrai que cette liaison intime des deux facteurs a contribué efficacement à l'essor du pays. Une industrie gigantesque n'aurait pu se créer en un quart de siècle sans l'appui qu'elle a trouvé chez les financiers, sans une collaboration de chaque jour qui permettait aux directeurs des banques, responsables de l'emploi des capitaux de leurs actionnaires et de leurs déposans, de suivre pas à pas les travaux des mines, les constructions d'usines, l'organisation des débouchés, et la conclusion de traités entre les divers groupes. On sait l'importance capitale que ces ententes ont prise : l'Allemagne est la terre classique des cartels, c'est-à-dire des arrangemens entre industriels qui réglementent la production, en particulier du charbon, du coke, du fer et de l'acier : l'intervention des financiers dans ces négociations en a plus d'une fois assuré le succès.

L'examen de la situation des banques allemandes de crédit permet de comprendre ce qui s'est passé au cours de l'année dernière et d'expliquer le phénomène en apparence bizarre du commerce et de l'industrie prospérant, alors que les capitaux se raréfiaient et que les valeurs mobilières ne cessaient de baisser à la Bourse. Au moment même où forges, aciéries, houillères, p bliaient des bilans réjouissans et distribuaient de gros dividendes, leurs bailleurs de fonds éprouvaient de vives inquiétudes et se demandaient, dans beaucoup de cas, comment ils continueraient à leur venir en aide. Quant au public qui avait acheté les actions de ces entreprises sur la connaissance ou dans l'attente des résultats brillans de leur activité, il n'avait pas, dans beaucoup de cas, les ressources nécessaires pour payer ce qu'il avait acheté, et il était obligé de se défaire à tout prix de valeurs d'un revenu satisfaisant, et qui, pour un capitaliste véritable, eussent constitué de bons emplois.

On ne saurait donner une idée complète du système de banque allemand sans parler des banques hypothécaires, qui ont pour mission de distribuer le crédit foncier, c'est-à-dire de faire des avances aux propriétaires d'immeubles urbains et ruraux. Leur rôle a été considérable, en particulier dans les villes, qui ont pris depuis 1870 un développement si rapide. L'Allemagne est le pays d'Europe qui possède le plus de grands centres : elle comptait, au 1er décembre 1905, 41 villes de plus de 100000 habitans; il a fallu construire sans relâche pour loger une population qui se multipliait et qui se groupait autour des

mines et des usines. Le capital nécessaire a été fourni en grande partie par des établissemens spéciaux. Contrairement à ce qui se passe chez nous où, en dehors des particuliers, une seule grande société, le Crédit foncier de France, offre aux emprunteurs sur hypothèque les sommes dont ils ont besoin, c'est une nombreuse catégorie de caisses qui sont ici à leur disposition. Nous ne ferons que mentionner les associations de grands propriétaires qui, sous le nom de *Landschaften*, ont organisé depuis longtemps le crédit territorial mutuel, et les *Landbanken* et *Landkassen* qui fournissent des ressources à la propriété moyenne en créant des lettres de gage. Nous mentionnerons plus spécialement les banques par actions, qui, sous le nom de *Hypothekenbanken*, sont constituées avec des capitaux considérables et se procurent ensuite, au moyen de l'émission d'obligations, les milliards qu'elles avancent aux propriétaires (1). Au 31 décembre 1906, les 37 principales banques hypothécaires, dont le capital atteignait près de 800 millions de marks, soit un milliard de francs avaient des créances pour 9092 millions de marks et pour 8775 millions d'obligations en circulation. Ces chiffres représentaient un progrès d'environ 20 pour 100 en quatre ans et le triple à peu près de ceux qui leur correspondent dans le bilan du Crédit foncier de France.

IV

L'industrie allemande a été, plus encore que la banque, le facteur déterminant des progrès réalisés par nos voisins; elle a fixé l'attention du monde et provoqué la jalousie des Anglais, qui ont trouvé en elle leur plus redoutable concurrent européen. Nous avons déjà, dans les pages qui précèdent, indiqué à grands traits l'évolution rapide qui, en un quart de siècle, a fait de l'Allemagne le second État industriel du globe, au moins en ce qui concerne l'industrie sidérurgique, laquelle sert en général de point de comparaison. Elle produit en ce moment

(1) Ces établissemens sont mêlés d'une façon directe au mouvement financier du pays, parce qu'ils puisent sur le marché les sommes dont ils ont besoin pour les prêter à leur tour aux propriétaires, acquéreurs ou constructeurs d'immeubles. Nul plus qu'eux ne désire l'abondance des capitaux ni ne souffre de leur rareté; c'est ainsi qu'en 1906 il a été admis à la cote de Berlin deux tiers en moins d'obligations hypothécaires qu'en 1905, ce qui indique la difficulté que les banques ont éprouvée à les vendre.

environ 12 millions de tonnes de fer et 175 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire la moitié à peu près de ce que fournissent les États-Unis. Déjà, en 1903, la production de fer avait dépassé celle de l'Angleterre; elle est supérieure à celle du reste du monde, Amérique et Royaume-Uni exceptés. L'Allemagne exporte beaucoup; elle obtient ainsi les moyens d'acquitter les énormes importations qu'enregistrent chaque année les douanes impériales, et qui se sont élevées de 4 milliards 3/4 de marks, en 1897, à 7 milliards et demi, en 1906. Dans la même période, les exportations ont passé de 3600 millions à 6120 millions, croissant ainsi de 69 pour 100. Parmi les exportations, nous relevons celles de fonte, de minerai de fer, de charbon, de cimens, de produits chimiques. Pour ces derniers toutefois, des plaintes s'élèvent parmi les intéressés au sujet des nouveaux tarifs et des traités de commerce, qui, disent-ils, ne la protègent pas assez contre la concurrence étrangère; mais cela n'a pas empêché les fabriques de cet ordre, réunies en trois groupes principaux et fortes de leur entente, de continuer à réaliser des bénéfices formidables. D'une façon générale, les dividendes répartis pour la dernière année ont été, dans beaucoup de cas, les plus élevés que les actionnaires aient jamais touchés. En voici quelques exemples : parmi les houillères et fonderies, la Bismarck Hütte a distribué 25 contre 22 pour 100 l'année précédente, l'Union de Bochum 16 2/3 contre 15; la Harpener, 12 contre 11; Hösch 18 contre 15; Phénix 17 contre 15; les aciéries rhénanes 15 contre 12; les usines à tuyaux de Mannesman 12 contre 5; les houillères Frédéric 16 contre 10; les usines Mannstädt 20 contre 14; les Vanderzyften 16 au lieu de 13. L'industrie des machines n'a pas été moins brillante : Archimedes distribue 11 au lieu de 7 et demi; Egestorff 25 au lieu de 20; Kappel 24 au lieu de 16; Kirchner 15 au lieu de 12; la fabrique de wagons de Dusseldorff 22 au lieu de 19; la fabrique de matériel de chemins de fer de Görlitz 20 au lieu de 18. Dans le département électrique, nous voyons la Société générale d'électricité répartir 12 au lieu de 11 pour 100; Siemens et Halske et la Société d'électricité de Berlin passer chacun de 10 à 11. Les statistiques indiquent des résultats analogues pour les industries textiles et les cimens, à l'exception de ceux de Silésie.

Cette prospérité explique pourquoi, alors que les bourses accusaient déjà une lassitude extrême, les industriels n'en con-

tinuaient pas moins à recueillir de nouveaux capitaux. Au cours des onze premiers mois de 1907, il a encore été créé pour 1222 millions de titres de cette nature, c'est-à-dire un dixième de moins seulement que pendant la période correspondante de 1906. Les émissions d'autres titres n'ont guère porté que sur des emprunts d'État et de villes, qui avaient besoin de fonds à tout prix pour équilibrer leurs budgets et qui ont dû les céder à des conditions d'intérêt relativement élevées ; même les obligations hypothécaires, dont le débit est, en général, si large en Allemagne, n'ont été admises sur le marché qu'en quantité modique, 51 millions de marks au lieu de 151 millions en 1906.

En présence d'un ensemble d'indications favorables à l'industrie, on doit se demander pourquoi, depuis de si longs mois, il était question de crise et quels symptômes avant-coureurs d'un changement ont pu justifier le pessimisme du monde financier, précisément en ce qui concerne l'avenir de cette industrie. En voici quelques-uns. Les Allemands tiennent une statistique minutieuse de ce qu'ils appellent le marché du travail, qui note, pour chaque centaine d'emplois vacans, le nombre correspondant de demandes. Nous empruntons au *Journal de Francfort* le tableau qui donne, pour les onze premiers mois de 1906 et de 1907, le relevé de ces demandes pour 100 vacances :

	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octob.	Nov.
1906.	139	125	102	99	101	102	105	98	91	107	138
1907.	126	106	94	97	100	94	115	106	101	123	149

On voit avec quelle rapidité, à la fin de l'année dernière, les demandes de travail ont augmenté : c'est là un signe du ralentissement de l'industrie. D'autre part, les prix fournissaient une indication analogue : depuis la fin de 1902, la moyenne des prix des 22 principaux articles de consommation, relevés par l'*Economist* de Londres, avait passé de 2003 à 2342 fin 1905, à 2499 fin 1906 et à 2601 fin mars 1907. Mais alors la courbe change de sens : fin juillet, nous sommes à 2571 ; fin août à 2519 ; fin septembre à 2457 ; fin octobre à 2414 ; fin novembre à 2360, ce qui nous ramène à peu près au niveau de l'été 1906. Cette moyenne, bien que significative, n'est d'ailleurs pas une démonstration complète. La chute des cours d'un métal comme le cuivre, qui a été précipité en peu de mois de 2700 à 1500 francs la tonne, entre pour une forte part dans le recul. En ce qui

concerne l'Allemagne, les prix de la plupart des objets qu'elle produit ont été soumis à de moindres fluctuations qu'ailleurs et que dans son propre passé : l'action régulatrice des syndicats, qui avait empêché les hausses violentes, s'est opposée avec succès à tout effondrement. Les consommateurs se plaignent d'ailleurs de ne pas profiter de l'abaissement des prix, qui, dans le reste du monde, est la caractéristique des époques de réaction, et font observer que les ententes ont jusqu'ici profité presque exclusivement aux producteurs.

V

Il est difficile de présenter un tableau complet de la situation économique de l'Allemagne, sans parler de ses finances publiques, bien que la question budgétaire soit loin d'être en première ligne parmi celles qui occupent l'opinion, et que les impôts soient infiniment moins lourds chez nos voisins qu'en France. Il n'en est pas moins certain que le budget impérial croît d'année en année, et que ceux des États confédérés, dont la réunion forme l'Empire, suivent la même marche. Nous n'en voulons d'autre preuve que les emprunts à jet continu des divers gouvernemens; l'Empire et la Prusse en particulier grossissent pour ainsi dire régulièrement chaque année leur dette, dont le chiffre dépasse 4 milliards de marks pour le premier, et 8 pour la seconde. Il est vrai que la valeur des chemins de fer prussiens peut être considérée comme étant au moins double du capital des emprunts, dont le service n'exige pas plus de la moitié du produit net de l'exploitation; mais un État qui possède et administre 32 000 kilomètres de voies ferrées, ne peut jamais clore son compte de premier établissement; et c'est là, soit dit en passant, un des argumens les plus forts à opposer au système des chemins de fer d'État. Quant à l'Empire, ses dépenses militaires et surtout navales ne s'arrêtent pas; on sait avec quelle énergie l'empereur Guillaume veut mettre la flotte allemande au second, peut-être au premier rang parmi celles du monde : les crédits de l'office de la marine augmentent sans cesse. D'autre part, la contribution de l'État aux rentes d'invalidité et de vieillesse est chaque année plus forte. De tous les côtés, les dépenses s'enflent. Le fonds des invalides, constitué, après la guerre de 1870, au moyen d'une partie de l'indemnité

payée par la France, a beau être entamé tous les ans de façon à ne plus guère représenter qu'un tiers de ce qu'il était au début: l'équilibre n'est pas obtenu. La constitution permettrait bien de l'établir au moyen de contributions, dites matriculaires, c'est-à-dire proportionnelles à la population, versées au trésor central par les États confédérés : mais le chancelier n'aime pas à faire sentir trop lourdement à ceux-ci le poids des charges impériales, et il préfère créer des rentes dont les coupons seuls s'inscrivent au budget ordinaire, tandis que le capital réalisé couvre les besoins du budget dit extraordinaire, et qui ne l'est que par la façon dont il est alimenté, mais non par la nature de ses dépenses : celles-ci réapparaissent chaque année avec une régularité inquiétante pour le contribuable. Il faut, malgré tout, de nouvelles ressources aux finances impériales, et depuis quelques années, la préoccupation des secrétaires d'État qui se succèdent à l'office du Trésor est de trouver des impôts qui comblent, au moins en partie, les déficits chroniques.

L'Empire a trois sources de revenu : celui qu'il tire de son patrimoine, les taxes prélevées en vertu de lois votées par le Parlement, enfin les contributions que la Constitution de 1871 l'autorise à demander aux royaumes, principautés, duchés et villes, dont la réunion forme l'Allemagne. Le patrimoine impérial, très inférieur à celui de plusieurs des royaumes confédérés, ne se compose que des chemins de fer d'Alsace-Lorraine; l'exploitation de ces lignes, jointe à celle du réseau luxembourgeois qui, en vertu de traités, est assurée par la direction générale de Strasbourg, laisse en ce moment un excédent net d'une trentaine de millions de marks; il faut y joindre les 3 millions de bénéfices que donne l'imprimerie impériale, une centaine de millions d'excédent des recettes sur les dépenses de l'administration des postes et télégraphes, une vingtaine de millions qui représentent la part du Trésor dans les bénéfices de la Banque de l'Empire, et la taxe prélevée par lui sur la circulation de billets. L'ensemble de ces revenus s'élève à plus de 150 millions et dépasse ainsi la somme requise pour le service annuel de la Dette. On pourrait y faire figurer les revenus du fonds des invalides. Mais les sommes provenant des intérêts et de la réalisation successive du capital de ce fonds ayant une destination spéciale, il vaut mieux ne pas les comprendre dans le compte budgétaire général.

La seconde catégorie des revenus impériaux, de beaucoup la plus considérable, est celle qui est tirée des impôts. Jusqu'ici, ces impôts ont été exclusivement de la catégorie de ceux que nous nommons indirects, et qu'il est plus exact d'appeler impôts frappant la consommation et la circulation des biens. C'est l'aliment principal du budget, à qui, pour l'exercice en cours, il fournit 1 200 millions de marks, soit 1 milliard et demi de francs. La moitié de cette somme provient des douanes, qui ont un caractère à la fois fiscal et protecteur : les taxes sur un certain nombre de produits étrangers, comme le thé, le café, le pétrole, rentrent dans la première catégorie; les droits très élevés qui frappent d'une part les objets fabriqués et certaines matières premières, d'autre part le bétail, la viande, les céréales, affirment la politique protectionniste à laquelle l'Allemagne s'est nettement ralliée depuis la fameuse évolution de M. de Bismarck en 1879, et qu'elle n'a cessé depuis lors d'accentuer. Sous le gouvernement du chancelier de Caprivi, des traités de commerce furent conclus avec presque toutes les puissances, ce qui donna à la politique douanière, entre 1890 et 1904, échéance de la plupart de ces conventions, une stabilité et une modération relatives; mais depuis lors, le relèvement des droits paraît être le programme, dont on s'écarte d'autant moins qu'il aide à alimenter les caisses publiques; il contribue singulièrement au renchérissement de la vie, et soulève des plaintes très vives parmi les ouvriers et les paysans.

En dehors des recettes douanières, l'Empire perçoit des taxes intérieures sur le tabac, le sucre, le sel, l'alcool, la bière, dont le total atteint un demi-milliard de francs environ. C'est ici que se trouve pour le fisc une sorte de réserve latente, qu'une comparaison de la situation de nos voisins avec la nôtre, si étrangement chargée en ces matières, met bien en lumière. Pour ne parler que du tabac et de l'alcool, ces deux objets ne fournissent guère à l'Allemagne que le tiers des ressources que la France en obtient. Mais de l'autre côté du Rhin on ne paie pas l'impôt aussi aisément que chez nous : les tentatives faites, à diverses reprises, pour établir le monopole des tabacs ou même pour augmenter dans une proportion notable les droits existans, ont échoué.

Les autres impôts impériaux frappent les titres, les effets de commerce, les opérations de bourse, les connaissemens, les

lettres de voiture, les automobiles, les tantièmes des administrateurs de sociétés anonymes, les billets de loterie, et, depuis 1907, pour la première fois, les successions autres que celles qui sont dévolues aux enfans ou aux conjoints. L'établissement de cette taxe successorale marque une évolution importante dans la politique financière allemande. Jusque-là l'Empire ne percevait pas d'impôts directs, réservés par une sorte d'accord tacite, aux États particuliers, qui ont, pour la plupart, établi un impôt sur le revenu, augmenté parfois d'un impôt complémentaire sur le capital. Certains théoriciens estiment que l'impôt sur les successions ne doit pas être rangé parmi les impôts directs : il n'en est pas moins au premier chef une charge sur la propriété et se distingue donc nettement des autres taxes qui jusqu'ici alimentaient le Trésor impérial.

Mais, même avec cette ressource nouvelle, le budget ordinaire est loin de s'équilibrer, et 300 millions de marks sont demandés, à titre de contributions matriculaires, aux États confédérés, parmi lesquels la Prusse paie 180 millions et Schaumburg-Lippe 217 000 marks. Ces contributions sont la pomme de discorde perpétuelle entre l'Empire et ses suffragans. A plusieurs reprises, il a été question de les supprimer et d'abandonner à l'Empire la totalité des impôts de consommation, parmi lesquels il répartit encore aux États particuliers ceux qui frappent l'alcool et les droits de timbre. Une des raisons qui ont empêché cette réforme d'aboutir intégralement est que les États particuliers craignent que, le jour où il n'aurait plus à leur demander aucun concours direct, l'Empire ne se lance encore plus dans la voie des dépenses excessives, et que, pour y subvenir, de nouveaux impôts ne soient inévitables.

D'ailleurs aujourd'hui déjà les revenus patrimoniaux, les impôts et les contributions matriculaires réunis ne suffisent pas à couvrir les dépenses : pour les équilibrer, il faut user de l'expédient suprême qui joue un rôle si fâcheux dans les finances des États modernes, l'emprunt. C'est ainsi que le budget allemand 1907-1908 (l'année budgétaire va du 1er avril au 31 mars) n'est bouclé que grâce à une émission de rentes pour un montant de 254 millions de marks, destinés à couvrir le déficit du budget extraordinaire. Celui-ci se compose de dépenses dont la plupart n'ont pas un caractère exceptionnel, et qui, notamment en ce qui concerne la Guerre et la Marine, se représentent

chaque année. Mais comme, de par la Constitution, l'Empire n'a le droit d'emprunter qu'en vue de besoins extraordinaires, il classe sous cette rubrique l'excédent de dépenses qu'il ne veut pas alimenter par l'impôt, de peur d'exciter de trop graves mécontentemens. Aussi l'emprunt est-il, dans ses budgets, à l'état endémique : chaque année presque, depuis l'origine, a été marquée par une opération de crédit. La dette contractée ainsi en pleine paix dépasse 5 milliards de francs : elle se compose de rentes perpétuelles 3 et demi et 3 pour 100, et de bons du Trésor à cinq ans, émis récemment au taux de 4 pour 100, sans compter une Dette flottante, c'est-à-dire des bons à court terme dont le chiffre varie constamment. Ce capital relativement considérable a dû être prélevé sur l'épargne indigène, car les porteurs étrangers de rentes allemandes ne sont pas nombreux: de plus, le système d'émissions à jet continu, arrivant sur le marché à des époques souvent très inopportunes, a contribué à empêcher le classement des titres dans les portefeuilles, en tenant toujours les capitalistes sous la menace d'un afflux nouveau de rentes, dont l'offre vient déprécier le cours de celles qui ont été antérieurement souscrites. Aussi le 3 pour 100 est-il coté aux environs de 83, alors que le nôtre est à 96. Pour n'omettre aucun élément de la question, il faut ajouter que la valeur du capital, ou, en d'autres termes, le loyer de l'argent, n'est pas identique dans les deux pays, et que le simple rapprochement du cours de leurs fonds publics ne suffit pas à donner la mesure de leur crédit. L'Allemagne, pour les raisons que nous avons exposées plus haut, a, par le fait de son activité économique plus intense, un besoin de capital supérieur à celui de la France : de ce chef seul, un écart entre les cotes s'explique.

Il est d'autant plus nécessaire de mettre ce point en lumière que l'impartialité nous fait un devoir de reconnaître que, si 5 milliards sont un gros chiffre pour une dette aussi jeune, ils ne constituent pas un fardeau bien lourd pour 60 millions d'habitans. Les revenus patrimoniaux de l'Empire, joints à ceux qu'il retire de ses exploitations industrielles, suffisent à eux seuls à couvrir le service de cette dette ; d'autre part, il lui serait aisé de trouver, dans l'élévation de certaines taxes existantes ou dans l'établissement d'impôts nouveaux, des ressources additionnelles considérables. Si donc on peut critiquer l'endettement rapide de l'Allemagne, on ne saurait mettre en doute sa par-

faite solvabilité, ni par suite l'excellente qualité de ses engagemens.

VI

Si nous venons de rappeler l'organisation des finances publiques et d'en indiquer à grands traits la physionomie, c'est que dans aucun pays elle n'est sans influence sur la marche générale des affaires et sur l'économie industrielle, agricole et commerciale de la nation. En Allemagne, la situation quelque peu précaire du budget, qui est toujours en équilibre instable, pèse sur les marchés financiers. Comme, de plus, une très mauvaise législation de bourse y restreint les opérations, et y a supprimé, pour beaucoup de valeurs, les négociations à terme, les fonds publics, dont le débouché est restreint, y viennent à de fréquentes reprises faire concurrence aux entreprises particulières. La nature et l'assiette des divers impôts, — et nous ne devons pas seulement considérer ceux de l'Empire, mais aussi ceux des États particuliers, — jouent leur rôle en gênant le développement de certaines activités. Mais, tout bien considéré, on ne saurait dire que les finances publiques soient ici une cause de perturbation pour la communauté des affaires. Nous avons vu, d'autre part, que l'organisation de la Reichsbank, des banques de crédit et des banques hypothécaires, sous réserve de la séparation qui reste à établir entre les banques d'affaires et les banques de dépôt, est bien adaptée aux besoins et à l'état d'avancement économique du pays. Quel jugement devons-nous donc en fin de compte porter sur la situation de l'Allemagne ? Les inquiétudes qu'elle a causées vers la fin de 1907 sont encore présentes à toutes les mémoires. Beaucoup de prophètes prédisaient alors les pires catastrophes; à les entendre, la position des banques était compromise par les crédits exagérés qu'elles avaient consentis aux entreprises industrielles. Les taux excessifs de l'escompte et des avances qui se pratiquaient avaient contribué à accroître l'anxiété générale; les nouvelles de New-York amenaient les financiers européens, en particulier à Londres et à Paris, à établir involontairement certaines analogies, et à redouter des surprises semblables à celles dont ils avaient été les témoins, et dans certains cas les victimes, au cours de l'automne.

Il n'en a rien été; et cela ne devait pas être. Les grandes

affaires du pays sont entre les mains d'hommes sérieux et respectables, qui n'aventurent en général ni leur fortune ni celle de leurs actionnaires dans des entreprises inconsidérées. Le fait que c'est parmi eux que l'empereur Guillaume II a tout récemment été chercher un ministre des Colonies, et qu'en ce moment on en cite plus d'un qui pourrait être appelé à la succession de M. de Stengel à l'office du Trésor impérial, indique mieux que tout commentaire la supériorité d'intelligence et de caractère qui se rencontre dans ce milieu. Nous avons essayé d'en donner un tableau aussi exact que possible, sans parti pris, en nous efforçant de démêler à travers les agitations et les inquiétudes du présent les élémens durables sur lesquels l'avenir peut se fonder. Il serait puéril de nier la puissance d'une nation nombreuse, disciplinée, appliquée au travail, hardie dans ses conceptions et persévérante dans leur exécution. Ces vertus, qui aident à faire les bonnes armées, font aussi les bons agriculteurs, les bons commerçans, les bons industriels. La qualité générale des affaires allemandes, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est donc plutôt rassurante; nous avons donné assez d'exemples de la façon dont elles sont organisées, pour écarter l'hypothèse, si souvent agitée dans les derniers temps, d'un effondrement général. Les sociétés modernes sont beaucoup trop portées à juger l'ensemble d'une situation économique d'après les cours de la Bourse, et à croire tout perdu parce que les actions des sociétés commerciales ou industrielles baissent. La facilité peut-être excessive avec laquelle toute propriété, on pourrait presque dire toute idée humaine, peut être mise en société anonyme, fait que bien des choses sont aujourd'hui sur le marché, qui jadis restaient aux mains de particuliers, se perpétuaient dans les familles et changeaient rarement de maître. Elles n'avaient pas de valeur vénale, tandis que maintenant, divisées en mille parcelles, émiettées aux mains d'une foule d'actionnaires, elles se transmettent à chaque instant du vendeur à l'acheteur et subissent à chaque minute des fluctuations de prix. Celles-ci sont gouvernées par des motifs propres à chaque entreprise, mais dépendent aussi dans une large mesure de l'état général du marché, de l'abondance ou de la rareté des capitaux. Il peut donc arriver, et il arrive fréquemment que la cote d'actions de sociétés prospères recule violemment sans qu'il faille en conclure que des changemens radicaux se soient produits dans leur situation.

Tel a été le cas en Allemagne l'année dernière. Le loyer de l'argent s'étant élevé rapidement, les mêmes dividendes se sont capitalisés sur un pied différent. Il est possible et même probable que, dans un certain nombre de cas, ces dividendes baisseront pour l'année en cours et même pour 1909, quoique beaucoup d'entreprises aient constitué des réserves et procédé à des amortissemens qui les ont singulièrement fortifiées et leur permettent d'envisager avec sang-froid quelques années de moindre prospérité. Néanmoins, il serait puéril de contester que l'Allemagne, comme le reste de l'univers et plus que d'autres nations européennes, doit ressentir le contre-coup du ralentissement général des affaires. Elle l'éprouvera précisément en raison de l'importance industrielle qu'elle a prise, du besoin qu'elle a de produire et d'exporter des objets fabriqués, pour payer la nourriture d'une partie de sa population qu'il lui faut faire venir du dehors.

D'autre part, les vices de la politique protectionniste qui renchérit la vie n'éclatent pas tous aux époques de grande activité, parce que les salaires sont alors très élevés et qu'ouvriers, paysans et bourgeois ne s'aperçoivent pas trop cruellement des sacrifices imposés à leur budget par les taxes douanières. Quand les temps redeviennent plus calmes, comme c'est le cas aujourd'hui, le mal apparaît dans toute son étendue. C'est là une des principales difficultés contre lesquelles nos voisins vont avoir à lutter. Mais de là à croire que ces difficultés seront insurmontables, il y a loin. Des richesses minières considérables, un sol fertile dans ses parties occidentale, centrale et méridionale, une multitude de hauts fourneaux et d'usines de toute sorte, un réseau très développé de voies ferrées, de fleuves et de canaux, une flotte commerciale qui ne le cède en qualités nautiques à aucune autre, sont des facteurs puissans de vitalité et de succès. Certes, la nécessité d'opérer des échanges de plus en plus nombreux avec les nations étrangères met, jusqu'à un certain point, l'Allemagne dans la dépendance de celles-ci : mais c'est aussi la preuve de la place prise par elle dans le commerce international. De nos jours, plus un pays a de force d'expansion et rayonne au dehors, plus il dépend des autres, qui, à leur tour, dépendent de lui. C'est le propre du monde moderne de créer ainsi des courans incessans entre les parties les plus reculées du globe. La meilleure politique à suivre n'est pas l'isolement. Le progrès

nous apparaît comme une œuvre de spécialisation, qui permet à chaque pays de produire certaines denrées ou certains objets dont les débouchés au dehors sont assurés. Dans ces conditions, on comprend fort bien que la crise américaine ait son contre-coup à Hambourg, à Berlin, à Francfort, à Essen, en Silésie, et dans les divers centres industriels allemands: mais le remède naît du mal lui-même. Les États-Unis, en restreignant leurs achats au dehors, augmentent peu à peu leurs disponibilités à l'intérieur; à New-York, l'argent est redevenu si abondant que les prêts au jour le jour s'y font à 2 p. 100; les réserves des banques, qui étaient tombées, au cours de l'automne 1907, bien au-dessous du minimum légal, lui sont de nouveau largement supérieures, le chiffre des exportations dépasse celui des importations dans une proportion rarement atteinte. Au bout de quelque temps, l'Amérique sera donc en mesure de reprendre ses achats au dehors; la question pour les industriels allemands aura été d'attendre cette reprise et de traverser sans trop de dommage la période intermédiaire: or la plupart d'entre eux le peuvent.

VII

La conclusion de cette étude nous paraît devoir être l'examen d'une question qui a été maintes fois agitée dans les derniers temps et qu'il convient d'aborder nettement: c'est celle de la participation de la France, en d'autres termes, des financiers et des capitalistes français, aux entreprises allemandes.

Nous n'apprendrons rien à nos lecteurs en leur rappelant que déjà depuis longtemps les Français ont pris quelque intérêt dans plusieurs de ces affaires. Les rapports, qui étaient assez fréquens avant 1870, ont été naturellement suspendus à la suite de la guerre et n'ont recommencé à se manifester avec une certaine activité que vers la fin du XIXe siècle. Le problème a paru se poser avec une insistance plus marquée en 1907, lorsque la différence de situation entre les marchés s'est accentuée: d'un côté, l'engorgement produit par un excès de créations et d'affaires, de l'autre, une abondance de disponibilités qui maintenait le loyer des capitaux à Paris à un taux considérablement inférieur à celui qui se pratiquait à Berlin. Il était naturel que les banquiers de notre pays songeassent à faire fructifier une partie de leurs ressources liquides en les employant à des avances, des escomptes,

des reports et même des acquisitions de titres dans un pays où le rendement en était très supérieur à ce qu'il est chez nous. Cela se faisait assez couramment avant les derniers événemens marocains, l'intervention inattendue et quelque peu théâtrale de l'empereur Guillaume, et la conférence d'Algésiras. A ce moment, les chefs de nos établissemens de crédit jugèrent et le public sentit qu'en présence de complications possibles sur le terrain politique, ils n'avaient pas le droit d'employer dans une mesure aussi large que précédemment une partie de leurs capitaux en Allemagne, et ils les rapatrièrent. Une détente ayant paru se produire l'année dernière, ces opérations ont été reprises; mais alors, ce furent des considérations économiques qui rendirent les Français circonspects : on redouta, dans certains milieux, de voir éclater des événemens graves et on diminua, dans beaucoup de cas même on supprima les crédits ouverts.

Le problème se présente sous deux aspects qu'il convient d'examiner séparément : l'emploi par les banquiers de leurs disponibilités et les placemens définitifs des particuliers. En ce qui concerne le premier point, les grands marchés financiers du monde sont aujourd'hui en communication si étroite, si constante, qu'une sorte d'endosmose des capitaux flottans se produit incessamment entre eux. Les avances et reports sur titres, l'escompte du papier commercial ou de bons du Trésor présentent chez les principales nations civilisées une telle sécurité, sont organisés avec une telle perfection, que, dès que le taux de ces opérations sur une place est supérieur à celui des autres, celles-ci ne tardent pas à y envoyer une partie de leurs fonds pour profiter de cet écart. Il va de soi que des précautions doivent être prises, que l'analyse des crédits personnels et réels, c'est-à-dire l'étude de la valeur des signatures des traites et la qualité des titres donnés en gage, doit être faite avec plus de soin encore lorsqu'il s'agit d'expatrier son capital que lorsqu'on l'emploie chez soi. Les questions de change jouent également un rôle, puisqu'il faut tenir compte des pertes possibles lors de la sortie ou du retour des sommes prêtées à l'étranger. Tous ces points sont familiers aux banquiers, qui sont sur la brèche et savent profiter des occasions avantageuses, tout en s'entourant des garanties nécessaires. Ils opèrent d'ailleurs en pleine liberté, sans que les gouvernemens ni les corporations chargées de veiller à la police des bourses aient à intervenir : des correspon-

dances postales, télégraphiques ou téléphoniques, suivies d'expéditions de titres, de numéraire, ou, dans certains cas, de simples viremens opérés entre quelques maisons, suffisent à remuer des millions et à faire mouvoir les capitaux selon une sorte de loi des vases communicans, qui attire le trop-plein d'un pays vers le vide du voisin.

D'autre part, quels sont les inconvéniens et les avantages de placemens permanens faits en valeurs étrangères? Les inconvéniens sont l'absorption d'une partie de l'épargne nationale, qui est ainsi distraite des emplois en rentes ou valeurs indigènes. Mais est-ce de gaieté de cœur et par négligence de leurs devoirs patriotiques que les Français achètent des fonds étrangers? N'est-ce pas parce qu'ils y trouvent un revenu plus rémunérateur que celui que leur fournissent les titres français? C'est là la seule raison de ces achats; cela a été démontré, et il suffit de comparer les taux d'intérêt des titres étrangers avec celui de notre rente pour comprendre en vertu de quelle loi ces acquisitions suivent une progression régulière. Si une guerre éclatait qui nécessitât l'émission d'emprunts français importans, on verrait aussitôt le courant de sortie de nos capitaux s'arrêter et se porter avec empressement sur des rentes dont le taux devrait évidemment s'élever en raison de l'ampleur des appels faits au crédit.

D'ailleurs, quand on parle de sortie de capitaux, on évoque une image qui est de nature à induire en erreur et à provoquer des appréciations fausses. Ceux qui s'emploient en actions ou obligations étrangères ne sortent pas en réalité de notre pays, puisqu'ils restent la propriété de Français : tous les ans, ceux-ci en perçoivent les revenus et, à tout moment, ils peuvent en recouvrer la disponibilité par la vente des titres eux-mêmes. Bien entendu, il faut supposer que la valeur n'en aura pas baissé ou disparu : mais ce risque est inhérent à toute espèce de titre mobilier, et le soin du capitaliste doit consister à choisir des créances sur des États solvables ou des parts d'association dans des entreprises bien gérées. A cette condition, la migration de fonds à l'étranger n'a que des avantages. On pourrait même soutenir, — ce qui ne laisserait pas que de sembler paradoxal au premier abord, — que les fonds étrangers dans le portefeuille de nos compatriotes constituent, au point de vue de la fortune nationale,

un actif plus indiscutable que les rentes françaises, puisque après tout le débiteur de celles-ci est la nation tout entière : en effet, chacun de nous, pour sa quote-part de contribuable, n'est-il pas chargé d'assurer le service des rentes qui entrent dans le patrimoine d'un nombre limité de nos compatriotes ; et ce qui remplit le porte-monnaie de quelques-uns ne sort-il pas de la poche de tous les autres?

Le problème se réduit donc à décider si, parmi les valeurs étrangères qui forment une si large part de la fortune française, 30 milliards au moins sur 200, il convient de faire une place aux valeurs allemandes, ou plutôt d'agrandir cette place, en permettant plus largement l'accès de nos portefeuilles à ces titres. Certes, il ne s'agit pas d'ouvrir la porte à deux battans à toutes les actions de banque et d'industrie d'outre-Rhin ni de commencer par en pousser les cours à des hauteurs excessives, comme nous avons eu le tort de le faire, vers la fin du XIXe siècle, en nous jetant sur une série de valeurs industrielles russes, dont quelques-unes nous ont causé depuis de cruels mécomptes. La sagesse consisterait à en choisir un petit nombre, parmi celles qui présentent le plus de chances de durée et de prospérité, et à demander en échange de notre apport de capital une représentation dans les conseils qui les dirigent. C'est du reste ce qui s'est pratiqué dans les dernières années, notamment pour certains charbonnages. Il est probable que nous trouverions ainsi l'occasion de placer des sommes assez importantes, sans courir de risques déraisonnables et en restant maîtres de surveiller l'emploi de nos deniers. L'Allemagne n'est pas loin ; les voyages y sont faciles ; la propriété y est bien garantie : des placemens faits dans ces conditions comportent infiniment moins d'aléa que les aventures lointaines et chimériques auxquelles, malgré notre sagesse financière, nous nous sommes trop souvent laissé entraîner. Un charbonnage, une aciérie, une banque allemande nous paraissent présenter des garanties supérieures aux actions de mines situées aux antipodes ou même aux rentes de certaines républiques américaines. Donc, au point de vue de la qualité du placement, il n'y a pas d'hésitation à avoir. Reste l'objection souvent faite et qui est tirée de l'état de nos relations politiques avec nos voisins.

Convient-il de leur venir en aide en fournissant des capitaux à leurs entreprises, et en contribuant ainsi indirectement à leur

prospérité? Au premier abord, on reste perplexe : mais si on réfléchit qu'un choix judicieux des entreprises nous fera porter nos capitaux vers celles qui promettent, non seulement un revenu rémunérateur, mais une plus-value de capital, et, que de plus nous devons avoir soin de n'acheter que des titres ayant un large marché dans leur pays d'origine, de façon à pouvoir les y revendre en cas de besoin, on arrivera à la conclusion qu'il y a de bonnes raisons pour ne pas rayer l'Allemagne de la liste des pays où nous cherchons à faire fructifier une partie de notre épargne.

Plus nous réfléchissons et plus il nous apparaît que la crise de 1907 a été pour nos voisins une épreuve normale, provoquée par l'inévitable ralentissement des affaires qui suit une période exceptionnellement prospère, et qui n'a que de lointains rapports avec ce qui s'est passé à la même date dans d'autres pays, où des élémens malsains sont venus compliquer et aggraver la situation. L'expansion formidable de l'industrie germanique a tendu à l'excès les ressorts du marché monétaire; elle a fréquemment abusé du crédit : mais le mécanisme dans son ensemble a bien résisté; pas une société de crédit importante n'a été arrêtée dans sa marche, et la détente que les bilans de la Reichsbank accusent au début de l'année actuelle prouve que le cap des tempêtes est doublé. En dépit d'ailleurs des théoriciens de l'école de Malthus, nous ne pouvons considérer comme un danger pour nos voisins l'augmentation de leur population : nous la regardons au contraire comme un élément de force, non seulement au point de vue militaire, mais à celui de l'industrie pour laquelle une main-d'œuvre abondante est ainsi assurée. L'émigration elle-même, qui est très faible depuis que la prospérité s'est affirmée, mais qui pourra reprendre de l'importance si les temps deviennent difficiles et si la demande de bras persiste à se restreindre, est un excellent moyen de préparer au dehors une clientèle fidèle et de multiplier le nombre des consommateurs de produits allemands. Les sujets de préoccupation vraiment graves sont le problème des finances publiques, qui paraît toutefois susceptible d'être résolu par l'établissement d'impôts nouveaux ou le relèvement des taxes de consommation existantes, et celui du régime douanier et de l'organisation industrielle qui est en partie la conséquence de ce régime. Des industries qui

font payer aux Allemands leurs produits à un prix supérieur à celui auquel elles les vendent une fois exportés à l'étranger ne sont pas dans un état d'équilibre normal. La meilleure preuve en est que, si ce régime était général dans le monde, des concurrens se ruineraient réciproquement en se renvoyant d'une nation à l'autre les excédens de production, rejetés sur les marchés étrangers. Ce trop-plein de la production, promené de pays en pays, rappellerait les romanichels, que les gendarmes français reconduisent à la frontière belge et que les gendarmes belges ramènent à la frontière française, sans que jamais ces malheureux puissent trouver un abri. Les cartels et les syndicats tendent au monopole et au renchérissement : on l'a bien vu en 1901, avant la conférence de Bruxelles, lorsque l'union des raffineurs allemands réussit à tripler l'écart entre le prix du sucre brut et celui du sucre raffiné et à augmenter ainsi dans une énorme proportion leur marge de bénéfice. Le syndicat des cokes, qui les vend, pris à pied d'œuvre, aux usiniers français de Meurthe-et-Moselle au même prix qu'à leurs concurrens allemands dédommage ceux-ci en leur accordant une bonification, qui s'élève actuellement à environ 12 pour 100, sur le prix de la fonte exportée par eux.

Il y a dans un état de choses semblable un élément artificiel qui tôt ou tard doit disparaître. Il a disparu pour les sucres. Ce même changement s'opérera-t-il dans d'autres domaines, par une transformation lente? Ou bien au contraire une secousse violente, qui pourrait être douloureuse, sera-t-elle nécessaire? Malgré l'erreur économique de laquelle procèdent les organisations de ce genre, nous devons reconnaître qu'elles présentent en Allemagne une telle solidité, que les associés en observent les prescriptions avec une telle discipline, qu'elles ont si habilement combiné le système de primes à l'exportation avec celui des limitations de production, que leur durée nous paraît assurée pour bien des années encore. Que des difficultés de trésorerie soient probables pour quelques sociétés; que plusieurs d'entre elles aient peine à trouver immédiatement les ressources nécessaires pour terminer certains travaux en cours : cela n'a rien d'invraisemblable, mais ne met pas en péril l'avenir du pays.

Que seront les affaires au cours de 1908 et de 1909? Il est évident qu'elles se ralentiront : mais cette allure plus calme ne sera pas sans porter ses fruits; la fièvre des fondations et des

agrandissemens est tombée; chacun va étudier de plus près les conditions de sa production; les ouvriers, si difficiles à conduire et parfois si injustes dans leurs exigences, se rendront compte des difficultés auxquelles se heurtent les entreprises; la baisse de prix des matières premières contribuera à diminuer les prix de revient. Si les dividendes subissent des réductions et que les cours des principales valeurs, qui ont déjà payé un large tribut à la baisse, fléchissent encore, le moment sera propice pour nous : les époques de troubles politiques, a dit M. Paul Leroy-Beaulieu, sont celles où le capitaliste moissonne, parce qu'il obtient à bon marché les emprunts d'État. Les périodes de dépression industrielle, ajouterons-nous, sont celles où l'homme de sang-froid, qui ne se laisse pas troubler par l'apparence inquiétante du moment, doit engager ses réserves dans les entreprises fondées sur la production d'objets nécessaires à la vie moderne. Le monde ne s'arrête pas; la courbe qui est descendue remontera. Nous ne pouvons prédire la date exacte à laquelle l'Allemagne, comme les autres peuples, reverra les jours brillans de 1899 et de 1906, les demandes multipliées de produits, les hausses de salaires et de prix, l'enthousiasme des centres industriels et des marchés financiers. Mais nous sommes certains du retour de ces phénomènes d'alternance qui se manifestaient déjà en Égypte, au temps de Joseph et des Pharaons, et qui doivent être toujours présens à l'esprit de ceux qui veulent s'élever au-dessus des agitations du moment et embrasser d'un coup d'œil expérimenté la marche assurée de l'évolution économique.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

AUGUSTE COMTE

ET

CÉLESTIN DE BLIGNIÈRES

D'APRÈS UNE CORRESPONDANCE INÉDITE

La pensée d'Auguste Comte était arrivée, vers le milieu du XIXe siècle, à sa dernière évolution. Les peuples civilisés, enseignait-il, avaient accompli leur développement historique. A la période théologique avait succédé la période métaphysique, à celle-ci la période scientifique. Le moment était venu où une religion nouvelle, la religion de l'Humanité, ayant son grand prêtre, ses apôtres et ses missionnaires, devait embrasser tout l'Occident dans l'adoration du Grand-Être. C'était, en réalité, l'homme qui s'adorait lui-même, ou, comme disait Hegel, l'homme avait fini par créer Dieu.

C'est alors que Comte entra en relations avec un disciple qui depuis longtemps le suivait de loin, et qui n'attendait que le jour où il pourrait s'approcher de lui. Célestin de Blignières avait reçu, comme son maître, une éducation très religieuse dans l'enfance. Son père, élève de l'abbé Gaultier, dirigeait une pension pour des jeunes gens qui suivaient les cours du collège Bourbon : c'était un vaste emplacement, qui s'étendait de la rue de Clichy à la rue d'Amsterdam. Célestin, né en 1823, était le second de cinq enfans, trois fils et deux filles. Une affection

particulière l'attachait à son frère Auguste, professeur au collège Stanislas, auteur d'un remarquable *Essai sur Amyot*, et surtout à sa sœur aînée, Gabrielle de Saint-Clair, morte à vingt-trois ans, dont il parle souvent dans sa correspondance, et à laquelle il a dédié son *Exposition abrégée et populaire de la Philosophie et de la Religion positives*. Célestin de Blignières fut d'abord l'élève d'Auguste Comte à l'institution Laville, qui préparait pour l'École Polytechnique, et ensuite à l'École Polytechnique même. Déjà vaguement épris des idées philosophiques du maître, il alla le trouver, et, comme il s'excusait de la hardiesse de sa démarche, Comte lui répondit : « Je regrette seulement que vos camarades ne fassent pas comme vous. » Comte sentait que l'élève allait devenir un disciple.

Dès lors, en effet, Blignières se met à étudier, quoique sans préparation suffisante, le *Cours de philosophie positive*. Sorti de l'École en 1845, comme sous-lieutenant d'artillerie, il est successivement en garnison à Metz et à Bourges. A la fin de 1848, à la suite d'une chute de cheval, il obtient un congé de convalescence d'un an, qu'il vient passer à Paris. Il se fait admettre alors parmi les membres de la Société positiviste, et il assiste régulièrement aux réunions qui se tiennent dans la maison du fondateur, rue Monsieur-le-Prince. Mais son adhésion au positivisme lui crée une situation difficile vis-à-vis de sa famille ; il est hautement blâmé par sa mère ; il sait qu'il ne pourra plus compter désormais que sur ses propres ressources. A l'expiration de son congé, en 1850, il est attaché à l'arsenal de Rennes. C'est alors que commence la correspondance ; elle dure jusqu'au moment où le disciple refuse de se plier à la soumission absolue que réclame le maître, et se range parmi les positivistes indépendans.

Aux approches du nouvel an, Célestin de Blignières écrit à Auguste Comte pour lui offrir ses vœux et lui exprimer sa reconnaissance. Il se propose d'étudier à fond et avec suite le *Cours de philosophie positive*. Mais il lui faudra tout un travail préparatoire, qui sera long. « Quand on sait véritablement quelque chose, on ne se fait pas d'illusion sur ce que l'on ne sait pas. » Il veut se rendre compte de l'objet de chaque science, des moyens d'investigation qui lui sont propres, de son rang hiérarchique, de ses divisions et de sa composition effective. Quant à prouver ses sentimens pour la doctrine positive en gé-

néral, et pour la personne du fondateur, ce sera, dit-il, l'objet de sa vie entière.

Comte répond qu'il a reçu dans le courant de l'année beaucoup d'adhésions semblables, venant surtout de jeunes gens qu'il est fier d'être le chef spirituel d'une si noble élite, et qu'il ne conserve plus aucune inquiétude sur le prochain avenir d'une doctrine qui détermine de telles convictions et inspire de tels dévouemens. Ensuite il conseille à Célestin de compléter son noviciat par la « culture esthétique. »

Apprenez l'italien en lisant Dante, Arioste et Manzoni, puis l'espagnol en lisant de même Calderon et Cervantes : laissez dormir vos langues du Nord pendant quelques années. Mais habituez-vous surtout à ne jamais lire que des chefs-d'œuvre, que vous vous rendrez familiers par un recours périodique : si vous lisiez des médiocrités, votre initiation esthétique avorterait. Comme transition aux lectures morales, je vous recommande la pratique journalière de l'*Imitation*, dans l'original et dans Corneille. Voyez-y un admirable poème sur la nature humaine, et lisez-le en vous proposant de remplacer Dieu par l'Humanité. Cela deviendra une source féconde de nobles jouissances et d'intimes améliorations. Vous sentirez aussi combien est moralement dangereuse l'étude scientifique, quand on n'y voit pas un simple moyen et qu'on veut l'ériger en but. Les émancipés sont maintenant assujettis à parvenir à l'amour par la foi réelle, c'est-à-dire démontrée ou démontrable. Mais soyez certain que votre noviciat philosophique ne sera pas conduit jusqu'à son vrai terme normal s'il ne vous amène point à l'amour. Pendant ce trajet, la digne fréquentation du sexe affectif vous aidera beaucoup à atteindre le but raisonnable et saint de toute cette longue initiation, l'incorporation morale et mentale à l'Humanité. Je ne saurais mieux terminer que par ce double conseil, sur lequel je reviendrai si vous m'y donnez lieu. Salut et Fraternité.

Aux yeux de Comte, le couronnement de son œuvre devait être la fondation d'une religion nouvelle, dépôt sacré et désormais intangible de toutes les conquêtes de l'esprit humain pendant les âges précédens. L'état théologique, qui explique les phénomènes de la nature par l'intervention d'êtres surnaturels, l'état métaphysique, qui ramène ces phémonènes à des concepts abstraits et à des entités fictives, étaient considérés comme révolus et relégués dans le passé. L'état scientifique, qui se borne à observer et à classer, durait encore ; mais il n'était qu'un intermédiaire, un moyen pour arriver à une synthèse définitive, pouvant servir de base à la réorganisation sociale. Les trois états distingués par Comte répondaient, selon lui, aux trois âges de l'homme, l'enfance, la jeunesse et l'âge viril ; l'homme devait

revenir maintenant à son enfance, mais riche de toutes les acquisitions de son adolescence et de sa virilité; ou, pour parler sans images, à la foi révélée ou spontanée des temps primitifs devait se substituer une « foi démontrée, » c'est-à-dire un ensemble de vérités contrôlées par les gens compétens et universellement adoptées.

Mais quels seront ces gens compétens? Qui déterminera leur compétence? Et cette compétence une fois reconnue, comment les vérités sanctionnées par eux entreront-elles dans l'esprit des non compétens, de manière à devenir pour ceux-ci une règle de conduite? Comte passe sur ces difficultés; il les voit bien, mais il pense qu'elles s'aplaniront d'elles-mêmes. Il se plaît à supposer que la masse des ignorans s'inclinera devant l'autorité de ses chefs spirituels. C'est la part d'illusion et de parti pris, propre à tous les systèmes.

La religion future dressera ses autels à l'Humanité; elle portera son adoration aux pieds du Grand-Être. Mais il va sans dire que l'Humanité, dans le système de Comte, n'est pas, selon le sens ordinaire du mot, l'ensemble des êtres humains qui ont peuplé la surface de la terre, ni même, d'une manière générale, la suite des nations qui se sont transmis de main en main l'œuvre de la civilisation occidentale : l'Orient est complètement en dehors de son horizon historique. L'Humanité se compose seulement des hommes qui ont réalisé dans leur personne le plus haut idéal de l'espèce humaine, qui ont fait prédominer en eux l'élan sympathique sur le penchant égoïste, qui ont subordonné tous leurs actes au principe suprême de la morale sociale : vivre pour autrui. L'Humanité est ainsi la réalisation progressive, à travers les siècles, de toutes les virtualités d'intelligence et de bonté que contenait la nature humaine et qui l'élevaient au-dessus de l'animalité. Tout homme qui a contribué à l'avancement de la science, ou qui a préparé les voies à une meilleure organisation de la société, est reçu au sein du Grand-Être; il fait partie intégrante de ce dieu collectif et impersonnel, et y trouve son immortalité. Et comme la conduite de chacun ne peut être jugée qu'après sa mort, « l'Humanité est faite de plus de morts que de vivans. » Quant à ceux qui n'ont vécu que par les fonctions animales, ils meurent, inutile fardeau de l'espèce, avec la poussière dont ils sont formés.

Les premiers sont les saints du nouveau culte. Ils président

aux mois, aux semaines et aux jours. On sait, en effet, que Comte partage l'année en treize mois d'une durée égale de vingt-huit jours, et dont les dénominations symbolisent les progrès de l'humanité depuis l'enfance jusqu'à l'âge viril, depuis Moïse et Homère jusqu'à Descartes et à Bichat. Chaque mois, chaque semaine, chaque jour est placé sous l'invocation d'un grand nom, et doit nous inspirer « le désir d'éterniser à notre tour notre existence par notre incorporation au Grand-Être (1). »

La religion de l'Humanité devait mettre un terme à l'« anarchie intellectuelle, » cause première des déchiremens politiques. Comte avait applaudi à la révolution de 1848; mais il était trop arrêté dans ses principes, trop peu porté aux concessions, pour s'entendre avec aucun des partis qui prétendaient au gouvernement. Dans sa seconde lettre à Célestin de Blignières, datée du 16 Moïse 63 (16 janvier 1851), il lui annonce qu'il va constituer le positivisme en un parti distinct, également opposé aux socialistes, aux conservateurs et aux républicains purs.

Ce parti positiviste ne doit pas ménager davantage les rouges que les blancs et les bleus, et seulement s'efforcer de rallier tout ce qu'il y a d'honnête et de sensé dans ces trois factions, toutes trois à peu près également anarchiques et rétrogrades à la fois. Son caractère propre consiste dans la conciliation fondamentale entre l'ordre et le progrès, pour terminer la révolution par une construction décisive, fondée sur la religion de l'Humanité.

Blignières venait d'être attaché à l'arsenal de Douai. Comte lui donna une lettre de recommandation pour une dame de la ville, favorable au positivisme, un de ces apôtres féminins sur lesquels il comptait beaucoup pour l'expansion de sa doctrine. Dans sa lettre, il présentait de Blignières comme l'un de ses meilleurs élèves d'autrefois, devenu l'un de ses principaux disciples; et il ajoutait: « Une rare combinaison du cœur avec l'esprit et le caractère vous offrira, j'espère, chez lui, sous un excès de réserve, une de ces belles natures que votre sexe apprécie mieux que nous et perfectionne davantage. » Comte ne cessait de dire à son disciple que son dernier perfectionnement ne lui viendrait que d'un commerce assidu avec « le sexe affectif. »

L'auteur d'une rénovation sociale qui devait mettre fin à « la

(1) *Discours sur l'ensemble du positivisme*, Paris, 1848; conclusion générale.

longue insurrection de l'esprit contre le cœur » ne pouvait manquer de réserver, dans son œuvre, un rôle important à la femme. A l'en croire, il aurait même senti dès le début de sa carrière « combien l'essor des affections tendres importait non seulement à son bonheur personnel, mais aussi à la plénitude de son action sociale (1). » Lamennais le définissait « une belle âme qui ne sait où se prendre. » Sa première tentative pour s'attacher et *se prendre* n'avait pas été heureuse. Il s'était marié civilement, le 29 février 1825, avec Caroline Massin, qui tenait un petit commerce de librairie dans la rue de Vaugirard. Il se sépara d'elle au mois d'août 1842. Ils en étaient venus, dit-il, à un état de « duel domestique, » Mme Comte insistant pour qu'il ménageât sa situation matérielle, compromise par ses démêlés avec ses collègues, lui, de son côté, accusant sa femme de pactiser avec ses ennemis. Trois ans après, il fit la connaissance de Clotilde de Vaux, mal mariée comme lui, nature fine et distinguée du reste, et qu'une certaine ingénuité native soutenait au milieu des dures expériences de sa vie. Leur correspondance dura moins d'un an; elle commence le 30 avril 1845; Clotilde mourut le 5 avril de l'année suivante, à l'âge de trente et un ans. On sait que Comte lui voua un culte mystique, et continua de vivre avec elle, par delà la mort, « en parfaite union, » comme avec son « éternelle compagne. » Il trouvait dans cette union le repos de l'âme, et il engageait ses disciples à suivre son exemple.

Deux mois après la lettre précédente, le 14 Aristote (12 mars 1851), il écrivait à Célestin de Blignières :

Dans l'état actuel de votre évolution, la culture du cœur reste seule à régulariser familièrement, pour réparer un passé involontaire. Pourvu, comme vous l'êtes, d'un véritable ange gardien, par le souvenir de votre éminente sœur, vous cesseriez d'être excusable, si vous tardiez davantage à organiser son culte intime, maintenant que vous connaissez la théorie qui démontre la haute portée morale d'une telle institution privée. Le motif qui vous en a détourné jusqu'ici ne m'a pas semblé admissible. S'il fallait écarter ainsi les bons souvenirs par la crainte de ranimer les mauvais qui s'y lient, presque aucun culte réel ne serait possible. L'admirable privilège de la vie subjective consiste surtout à épurer la vie objective, en n'y puisant que les impressions dignes de persister. Avant de quitter le Purgatoire pour monter au Paradis, Dante boit d'abord l'eau du Léthé, qui efface tous les souvenirs. Mais, peu de temps après, il complète sa préparation en s'abreuvant dans le fleuve collatéral (l'Eunoé), qui lui rend seulement la mémoire

(1) Lettre à Clotilde de Vaux, du 5 août 1845.

du bien. Cette belle allégorie contient le germe anticipé de notre théorie positive sur l'institution de la vie subjective. Loin de reproduire vos tristes impressions d'enfance et d'adolescence, ce culte d'une digne sœur vous rendra moins amers les souvenirs de ceux dont vous avez à vous plaindre. Je puis vous en parler par expérience, au sujet de la famille qui méconnut mon immortelle amie. Si j'insiste à cet égard, c'est afin de dissiper entièrement votre fâcheuse hésitation sur une pratique très précieuse pour votre perfectionnement et votre bonheur. En y joignant une meilleure appréciation des femmes, et, par suite, des rapports plus complets et plus suivis avec elles, vous achèverez de réparer les lacunes essentielles de votre culture morale, dont votre essor intellectuel dépend beaucoup plus que vous ne pouvez le croire maintenant.

Envers celui-ci, vous tirerez un grand secours du volume inédit qui, malgré tous mes efforts et mes sacrifices, reste exilé depuis plus d'un an (1). Car il contient une coordination sommaire de toute la philosophie naturelle, spécialement développée envers la biologie, qui dirigerait utilement vos études actuelles. Vous y trouverez surtout la constitution directe de la vraie logique positive d'après l'harmonie finale entre la méthode objective, qui seule fournit des matériaux solides, et la méthode subjective, qui seule dirige les constructions durables. Dans la tendance actuelle que vous me signalez à marcher alternativement du monde vers l'homme et de l'homme vers le monde, je vois l'aveu spontané du besoin fondamental de combiner ces deux méthodes également indispensables. Si la préparation du positivisme dépendit surtout de la première, la seconde doit désormais prévaloir pour le consolider et le développer, en l'appliquant aux questions principales, où l'ordre d'importance prévaudra maintenant sur l'ordre de dépendance.

Cette appréciation est très propre à lier intimement la partie morale et la partie mentale de votre culture actuelle. En effet, c'est le cœur qui doit surtout dominer la discipline subjective, comme ouvrant seul l'accès immédiat aux plus hautes spéculations. Vous sentirez bientôt cette éminente propriété, si vous fréquentez dignement le sexe aimant, toujours préoccupé directement des lois morales, tandis que le sexe agissant s'arrête trop aux lois physiques. C'est aussi pour cela surtout que je regrette votre suspension actuelle des lectures poétiques. Un vrai positiviste ne devrait pas laisser passer une seule journée sans y consacrer au moins le temps qu'exige un chant de Dante. Toutefois, en espérant que vous y reviendrez bientôt, je me félicite que vous commenciez à goûter l'*Imitation*, où je vous engage à joindre, comme moi, Corneille à Kempis. Mais vous feriez bien de lire d'abord l'ensemble du poème avant de revenir sur chaque livre. En effet, le principal défaut de cette admirable production consiste dans le défaut total de plan. Le quatrième livre a seul une véritable unité, et encore l'ordre des chapitres pourrait-il être interverti sans inconvénient. Partout ailleurs,

(1) Il s'agit du tome premier du *Système de politique positive*. Le *Discours préliminaire sur l'ensemble du positivisme* datait de 1848, et l'*Introduction fondamentale* avait été terminée en 1850. Le volume ne put paraître qu'en juillet 1851, quand Joseph Lonchampt eut couvert les frais d'impression.

chaque chapitre pourrait le plus souvent être transposé à volonté, même d'un livre à un autre. Cela ne détruit nullement l'éminent mérite de cet incomparable poème sur la nature humaine, où l'incohérence est surtout due aux croyances dominantes. Jusqu'à ce qu'il surgisse une autre suite de chants propres à diriger l'intime culture du cœur, cet informe chef-d'œuvre conservera toujours un prix infini, non seulement comme haute satisfaction esthétique, mais surtout pour l'amélioration morale.

Comte partage ses disciples, selon leurs facultés spéciales et leur degré de culture, en deux classes. La première est la classe spéculative, celle des penseurs, des savans et des artistes; leur fonction est l'exposition de la doctrine. La seconde, celle des industriels, des commerçans et des agriculteurs, a pour sphère la vie pratique. Blignières, ayant obtenu un congé pour prendre les eaux de Vichy, rencontra, dans les environs de la ville, un fermier, Auguste Hadery, qui avait essayé de réaliser le type du patriarcat agricole selon la formule positiviste, « prélevant sur son revenu, avec une sage économie, ce qui était nécessaire à son entretien personnel, et employant le reste à améliorer le sort de ses agens et à perfectionner ses instrumens. » Hadery logea Blignières dans sa maison. « La maison est petite, écrit celui-ci, mais, comme dit le proverbe anglais, quand il y a place au cœur, il y a place dans la maison. » Il annonce qu'il restera là six semaines, occupant ses loisirs à des études sociologiques. Comte lui répond, le 27 Dante 63 (11 août 1851):

Votre lettre de mercredi, quoiqu'un peu tardive, m'a tellement satisfait hier, que j'y aurais immédiatement répondu, si ce n'eût pas été le jour de ma séance hebdomadaire. A mesure que je vois se développer spontanément votre nature cérébrale trop comprimée jusqu'ici, j'apprécie davantage vos belles qualités de cœur, d'esprit et de caractère. Leur ensemble, très caractérisé, quoique implicitement, dans cette dernière lettre, soutient de plus en plus les espérances que j'ai d'abord conçues sur vous, et même commence à les élever au-dessus de leur sphère initiale. Tout ce qui me reste à désirer immédiatement pour votre intime essor, c'est une suffisante organisation et une pratique convenable du culte secret que vous devez à votre angélique sœur, plus une culture normale et assidue de vos goûts esthétiques, surtout poétiques, et même musicaux. Les autres parties de votre perfectionnement moral et mental me semblent déjà pouvoir être heureusement livrées au cours spontané de votre propre sagesse.

Je suis charmé que vous ayez réalisé votre excellent projet de cohabitation intime, quoique temporaire, avec M. Hadery. Cet heureux contact ne peut qu'être fort profitable à deux hommes distingués, presque du même âge, parfaitement dignes de s'apprécier mutuellement et dévoués à la même

foi. Pour vous en particulier, ces six semaines vont m'offrir une précieuse donnée sur votre destination finale. Elle m'a paru flotter jusqu'ici entre la théorie et la pratique, quoique j'incline de plus en plus vers la première supposition. L'expérience spontanée que vous accomplissez maintenant achèvera de me décider en l'un ou l'autre sens...

Ensuite il lui rend compte d'une instruction qu'il vient de donner à ses principaux disciples en vue de la propagande.

Le positivisme doit s'adresser d'abord à ceux qui obéissent, pour ennoblir et adoucir leur condition nécessaire. Mais il doit maintenant s'appliquer surtout au petit nombre de ceux qui sont vraiment nés pour gouverner, afin de les tirer de la compression qu'ils éprouvent sous les médiocrités officielles que laisse seules surgir l'anarchie actuelle. Ce que Mahomet prescrivait à ses *prédestinés*, ce que Cromwell prêchait à ses *saints*, je dois le recommander encore mieux à tous les éminens positivistes, théoriques ou pratiques : *emparez-vous du monde social*; car il vous appartient, non d'après aucun droit, mais suivant un devoir évident, fondé sur votre exclusive aptitude à le bien diriger, soit comme conseillers spéculatifs, soit comme commandans actifs. Il ne faut pas dissimuler que les *serviteurs de l'Humanité* viennent aujourd'hui écarter radicalement les serviteurs de Dieu de toute haute direction des affaires publiques, comme incapables de s'y intéresser assez et de les comprendre réellement, ainsi que je l'osai dire en ouvrant mon cours de cette année (1). Ceux qui ne croiraient sérieusement ni en Dieu, ni en l'Humanité, sont moralement indignes, tant que dure leur maladie sceptique. Quant à ceux qui prétendraient, au contraire, combiner Dieu et l'Humanité, leur infériorité mentale est par cela même évidente, puisqu'ils veulent concilier deux régimes totalement incompatibles, de manière à prouver qu'ils ne sentent les vraies conditions d'aucun d'eux.

Ce hardi langage n'éloignera de nous que ceux qui sont déjà les ennemis irréconciliables du positivisme. Mais il nous attirera l'active adhésion des dignes ambitieux, qui ne peuvent aujourd'hui trouver autrement leur place sociale. Leur honnêteté une fois garantie, d'après une suffisante subordination de leur instinct privé à leur office public, tous les dangers que pourraient susciter leurs énergiques passions seront assez prévenus ou contenus par leur sincère croyance, d'ailleurs spontanée ou systématique, au principe fondamental de la politique positive, la division normale des deux puissances spirituelle et temporelle. Vous concevez combien il importe de ne pas présenter le positivisme comme hostile aux vrais ambitieux, qu'il vient autant exciter que régler.

Son essor politique doit suivre une tout autre marche que celui du catholicisme, qui, nullement social en lui-même, et surgissant sous un régime

(1) Le *Cours philosophique sur l'histoire générale de l'Humanité*, professé dans une salle du Palais-Royal, tous les dimanches à midi, à partir du 6 avril 1851. L'entrée était gratuite; le cours s'adressait spécialement aux « prolétaires; » mais Comte se plaignit bientôt de ce que les prolétaires ne répondaient pas suffisamment à son appel.

encore vigoureux, ne put parvenir au gouvernement qu'à force de pénétrer la société. Le positivisme, au contraire, directement relatif à la sociabilité, et survenu dans une profonde anarchie, ne prévaudra dans la société qu'après s'être emparé du gouvernement, tant temporel que spirituel, qu'il faut vraiment regarder aujourd'hui comme vacant. Ainsi, tout en continuant de nous adresser aux sujets pour achever de caractériser notre destination, nous devons, en particulier et même en public, avoir surtout en vue les chefs naturels, théoriques ou pratiques, de la régénération occidentale, et provoquer par toutes les voies honorables leur avènement politique, comme seul capable de concilier enfin l'ordre et le progrès.

Ainsi le positivisme s'imposera par d'autres voies que le catholicisme. Celui-ci a dû d'abord « pénétrer la société. » L'autre s'adressera directement aux « chefs. » Le catholicisme a procédé, pour ainsi dire, de bas en haut; le positivisme agira par le haut. Comte, avec ce singulier mélange d'esprit scientifique et de chimère dont il était formé, pensa un instant mettre au service de son idée la dictature qui, en décembre 1851, se substitua au gouvernement républicain. Blignières lui écrit, dans les derniers jours du mois, que la nouvelle du coup d'État est arrivée à Douai, que les officiers de son régiment s'étaient attendus à être dirigés sur Paris, et que six d'entre eux avaient déclaré que, dans ce cas, ils n'obéiraient pas à l'ordre qui leur serait donné. Il ajoute que, dans l'incertitude des événemens qui se préparent, et en raison du trouble qui règne dans les esprits, le positivisme doit s'organiser en parti politique et se livrer plus que jamais à une propagande active. « S'il y avait, dit-il, seulement six ou dix apôtres du positivisme, vraiment préparés et dévoués, ayant plus ou moins de talent, mais surtout la foi et la grâce, dans un mois, j'en suis persuadé, il y aurait trente positivistes de plus. » Mais les visées de Comte vont plus loin et plus haut; il répond (le 4 Moïse 64; 4 janvier 1852) :

La république française vient de passer de la phase parlementaire à la phase dictatoriale : voilà tout ce qu'il faut voir dans l'ensemble de la présente crise, en oubliant d'ailleurs les détails que dédaignera la postérité. Or, quoique ce changement ait été brusque, il se trouvait profondément motivé, comme correspondant à la vraie différence essentielle entre la première partie de la révolution et la seconde. La routine métaphysique conduisait à voir la république comme le triomphe du pouvoir parlementaire. Mais vous savez bien que je l'ai toujours représentée, au contraire, comme devant amener la prépondérance du pouvoir central, seule conforme au passé français, et seule adaptée surtout à la destination organique de la

seconde révolution. Notre situation irrévocablement républicaine compromet l'ordre autant qu'elle garantit le progrès, en sorte qu'elle appelle doublement la dictature, qui seule peut y remplacer la royauté, suivant la sentence très remarquable attribuée au dictateur actuel : *on ne détruit que ce qu'on remplace ;* maxime que le positivisme adopte pleinement et applique souvent. Si la présente dictature avorte par rétrogradation, il en surgira quelque autre; mais le règne des assemblées est irrévocablement fini, sauf de courts intermèdes possibles, qui feraient mieux ressortir les besoins dictatoriaux...

Quant au choix du dictateur, vous savez qu'on n'en fait point à volonté; et je regretterais, comme philosophe, de voir perdue, pour le paisible essor de la régénération, la précieuse force publique résultée d'un concours inouï de volontés sur le même personnage, le seul peut-être qui le comportât aujourd'hui. A moins d'un aveuglement que rien ne m'autorise à lui supposer encore, il comprendra bientôt, s'il ne l'a déjà fait, que la république est au moins aussi nécessaire à la dictature que celle-ci à la république : car aucun monarque, impérial ou royal, n'aurait certainement pu se débarrasser ainsi d'une assemblée méprisable et d'une constitution anarchique, que le prolétariat parisien, dans son admirable instinct politique, a refusé de soutenir, et qu'il aurait probablement appuyées sous une monarchie quelconque...

Dans tous les cas, le prestige métaphysique est à peu près détruit; le fétichisme de la loi se trouve essentiellement dissipé; on ne peut plus nous endormir sous la fantasmagorie constitutionnelle qui durait depuis trente-six ans, quoique antipathique au génie français...

Quand il faut ainsi régulariser le présent, chacun sent la nécessité de connaître le passé et de comprendre l'avenir. Alors il n'y a pas de millions de voix empiriques qui puissent empêcher de voir qu'une telle besogne convient seulement à un philosophe; ce que personne, au contraire, ne sait apercevoir clairement envers une cohue constituante, dont l'incompétence paraît plus équivoque. Or, ici, l'opération systématique se trouve d'avance accomplie, depuis trois ou quatre ans, par un philosophe évidemment compétent et d'ailleurs pleinement désintéressé dans un plan de gouvernement d'où il s'est dogmatiquement exclu. Vous voyez ainsi comment la phase actuelle nous achemine spécialement au régime positiviste, outre la tendance générale qu'elle présente en ce sens d'après son caractère antimétaphysique.

J'espère donc que ces indications sommaires vont bientôt vous réconcilier suffisamment avec une telle situation, sans vous faire pourtant oublier les fautes et les atrocités qui l'ont inaugurée. Nous y pourrons davantage développer à la fois nos trois caractères connexes d'école, de parti et de secte, dont chacun pourrait surgir seul si la situation l'exigeait, mais qu'il importe beaucoup de combiner de plus en plus. Il n'y a de radicalement déplorable aujourd'hui qu'un excès de compression, qui toutefois me semble devoir bientôt cesser, pour laisser prévaloir, suivant nos mœurs et nos besoins, une raisonnable liberté d'exposition, je ne dis pas de discussion. Nous aurons à cet égard une prochaine épreuve, quand il s'agira de reprendre mon cours hebdomadaire, toujours annoncé, suivant ma coutume,

comme devant se rouvrir le premier dimanche d'avril. Malgré la sotte pruderie de quelques positivistes, je n'hésiterai point à le faire encore dans la présente situation, si l'indépendance de mon langage y doit rester aussi complète qu'auparavant. Seulement, je prendrai cette fois des précautions spéciales à ce sujet, afin d'éviter loyalement toute méprise, et fort résolu de me taire entièrement en cas de restriction quelconque. Mais tant que l'autorité temporelle continuera de respecter mon privilège spirituel si péniblement conquis, je manquerais à mon devoir sacerdotal en suspendant mes prédications positivistes, même quand Paris retomberait au pouvoir des Cosaques.

Je serai d'ailleurs toujours disposé à donner mes conseils systématiques à tous ceux qui pourront les utiliser. Sans aucune vaine répugnance, j'irais m'entretenir respectueusement avec le dictateur actuel sur l'ensemble de la politique qui convient à la situation, si, par l'entremise de M. Vieillard, il pouvait devenir assez sage pour invoquer une telle consultation (1). Je me rappellerais alors le noble exemple donné par le grand Carnot, quand, à dix mois de distance, il sut assez surmonter ses diverses antipathies les mieux fondées pour se rapprocher loyalement, tantôt de Louis XVIII, tantôt de Bonaparte. Le vrai républicain est toujours prêt à procéder ainsi. Mais n'allez pas croire pour cela que je m'attende à être mandé convenablement aux Tuileries, quoique quelques personnes y aient déjà pensé, en vue du grand bien qui pourrait résulter de pareilles conférences pour la France et pour tout l'Occident.

Il va sans dire que Comte ne fut pas mandé aux Tuileries. Il fit ses confidences à Vieillard, devenu sénateur; mais elles n'allèrent pas jusqu'au prince président. Une seule satisfaction lui fut donnée par l'abolition du régime parlementaire; mais, dans l'ensemble des mesures qui l'accompagnaient, il pouvait la regretter. Néanmoins il ne fut point découragé. Il était persuadé que tôt ou tard la France serait convertie au positivisme; il avait, selon une expression de Célestin de Blignières, la foi et la grâce. A la veille de la proclamation de l'Empire (le 26 Frédéric 64; 30 novembre 1852), il écrivait:

Il n'y a vraiment rien de changé au fond. Les opinions et les mœurs ne sont pas devenues plus monarchiques, même chez ceux qui viennent d'accomplir le plus sincèrement un vote déplorable (2). Il faut regarder la suspension actuelle de notre situation républicaine comme étant purement *offi-*

(1) Narcisse Vieillard, ancien précepteur des fils de la reine Hortense, plus tard député sous le gouvernement de Louis-Philippe, membre de l'Assemblée constituante de 1848 et de l'Assemblée législative de 1849, passait pour être le confident de Louis-Napoléon.

(2) Le vote du sénatus-consulte soumettant à l'acceptation du peuple le rétablissement de l'Empire héréditaire.

cielle, et nullement réelle. Tout consiste en ce que le dictateur est devenu mamamouchi, croyant avoir acquis l'hérédité d'après le vœu des paysans français, dont la décision n'est pas plus efficace que s'ils lui avaient voté deux cents ans de vie ou l'exemption de la goutte. Ce jeu à l'Empire sera sans doute fort dispendieux, et son issue sera tragique, mais sans qu'il en soit plus sérieux. La royauté française fut irrévocablement abolie le 10 août 1792, après un siècle de putréfaction croissante, et jamais elle ne fut rétablie ensuite, malgré les fictions officielles. L'illusion actuelle sera la plus vaine et la moins durable de ces apparences théâtrales. Si nous en devons être justement honteux, il faut surtout en reconnaître la source dans le manque total de foi sociale chez le prolétariat dirigeant. C'est donc à nous qu'il appartient de lui procurer enfin des convictions inébranlables et universelles, qui rendront ensuite impossibles de telles oscillations. Il pense maintenant davantage qu'il ne put le faire depuis soixante ans, et la parodie qui va momentanément trôner ne peut que le disposer mieux aux profondes réflexions sociales. Maintenant que la doctrine régénératrice est construite, et qu'il faut seulement la propager par des applications décisives, l'absence même de convictions qui constitue le mal doit faciliter le remède, en permettant aux hommes vraiment régénérés de prévaloir dans ce milieu passif, aussitôt qu'ils seront assez résolus, sans être même fort nombreux. Ne visons point à convertir la multitude, mais seulement mille personnages choisis, émanés de toutes les classes actuelles, et surtout du prolétariat. Parmi ceux-là, nous en trouverons *deux cents* propres à l'activité politique : or c'est là le nombre que j'ai toujours indiqué pour le fond essentiel de notre gouvernement préparatoire, dont les autres fonctionnaires seront de purs administrateurs, ainsi dirigés énergiquement. Quand le positivisme acquerra cette faible extension numérique, il s'emparera dignement de l'autorité en France, suivant la proclamation décisive que j'ai reproduite au début du *Catéchisme* (1). Or, pour obtenir cela, le zèle et la persévérance chez de dignes apôtres importent davantage que les expositions solennelles dont nous allons être probablement privés sous le mamamouchat.

Quelle que puisse être l'efficacité de son intervention, Comte persiste dans son rôle de « conseiller systématique. » Y renoncer, ce serait trahir son « devoir positiviste. » Dans une lettre postérieure de près d'un an à la précédente, il précise davantage les attributions des pouvoirs publics, telles qu'il les entend. La dictature, dans la forme qu'elle s'est donnée, lui paraît un mensonge : elle prétend greffer une monarchie sur une situation réellement et irrévocablement républicaine.

(1) « Au nom du passé et de l'avenir, les serviteurs théoriques et les serviteurs pratiques de l'Humanité viennent prendre dignement la direction générale des affaires terrestres, pour construire enfin la vraie providence, morale, intellectuelle et matérielle ; en excluant irrévocablement de la suprémation politique tous les divers esclaves de Dieu, catholiques, protestans ou déistes, comme étant à la fois arriérés et perturbateurs. »

La dictature doit donc reprendre promptement la forme républicaine qu'elle avait l'an dernier, et dont l'abandon fut une grande faute, source trop probable de prochaines catastrophes. Tel est le conseil que je vais prier M. Vieillard de proposer à son ancien élève : se proclamer *dictateur* pour dix ans, sans faire voter, en accordant une juste liberté d'exposition et de discussion, mais en complétant l'abolition du régime parlementaire par la réduction de l'assemblée élective au seul vote et contrôle du budget, les *lois* devenant, autant que les *décrets*, l'attribution du dictateur moralement responsable. Quoique je compte sur la fidèle transmission de cette proposition décisive, j'ai peu d'espoir qu'elle soit accueillie, du moins à temps pour éviter une crise que tout le monde ici prévoit et redoute, avec beaucoup de raison. Mais j'aurai du moins accompli dignement mon libre devoir de conseiller systématique, en tentant, en mars 1853, de rendre le progrès moins anarchique, et, en décembre, l'ordre moins rétrograde (1).

En tous cas, une telle intervention développe l'infiltration du positivisme dans la politique actuelle, pour y préparer la conciliation normale entre l'ordre et le progrès, seule issue possible de la révolution occidentale. Une telle dictature, où les sympathies rétrogrades qu'exige aujourd'hui le maintien de l'ordre se trouvent assez contenues par une liberté raisonnable, constitue le seul gouvernement qui puisse paisiblement durer jusqu'à l'avènement, encore prématuré, de la dictature positiviste, destinée à terminer la crise française. Je persiste à penser que, si les positivistes ne deviennent pas, dans dix ans, les maîtres de la France, ce sera surtout leur faute, tant notre situation les appelle. Mais ils doivent recevoir dignement le pouvoir par la libre transmission des conservateurs, quand ceux-ci, vu l'essor spontané des théories et utopies subversives, ne sauront plus comment tenir tête à l'anarchie. Cette condition exige donc que, pendant la durée de sa préparation, la dictature positiviste se trouve précédée par la dictature monocratique ci-dessus caractérisée, et qui l'instituera graduellement...

Cependant l'attitude de Comte vis-à-vis du gouvernement impérial, et surtout l'approbation qu'il avait donnée au coup d'État, ne furent pas sans provoquer des résistances au sein même du groupe positiviste. Des adeptes jusque-là très dévoués et même enthousiastes refusèrent de participer désormais au subside imposé à tout membre de la Société, et qui constituait la ressource principale du maître depuis qu'il avait été exclu de l'École Polytechnique, « comme si, dit-il, le fondateur du positivisme avait mérité la misère en approuvant l'abolition du

(1) Comte avait recommandé, dans sa circulaire du 1er mars 1853, « à tous les vrais républicains français » de faire tous leurs efforts pour compléter l'abolition du régime parlementaire, et pour aboutir à une dictature « sagement énergique, mais purement pratique, dont le caractère toujours progressif soit garanti par une pleine et inviolable liberté d'exposition et de discussion. »

régime parlementaire (1). » Littré se sépara pour des motifs à la fois politiques et religieux; il trouvait contradictoire de demander la liberté de la presse à un dictateur, et la religion de l'humanité, ce prétendu couronnement de l'œuvre, lui paraissait simplement un retour à l'état théologique, une « rétrogradation. » L'école se scinda en deux camps, celui des orthodoxes et celui des indépendans. Quant à Célestin de Blignières, qu'une affection très réelle attachait à Comte, il n'aurait peut-être pas demandé mieux que de demeurer parmi les orthodoxes, sauf à ne pas s'enfermer dans une orthodoxie trop étroite; mais ce fut Comte qui le désavoua, on va voir pour quelles raisons.

Comte se réservait l'exposition générale de la doctrine, et il pensait l'avoir donnée de main magistrale dans ses deux *Cours* et dans son *Catéchisme*, sans parler de ses autres écrits. Il abandonnait à ses disciples le développement de certains détails ou les applications pratiques. Il louait fort des traités comme l'*Essai sur la prière* de Lonchampt. Or Célestin de Blignières travaillait depuis des années à une *Exposition abrégée et populaire de la Philosophie et de la Religion positives*, qu'il fit enfin paraître au mois de juin 1857. Il eût été naturel, dit-il dans une lettre à Comte, qu'il lui envoyât le premier exemplaire d'un livre où il n'était question que de lui. Mais il sait que Comte désapprouve ce livre, qu'il a déclaré ne pas vouloir le lire. N'a-t-il pas dit: « Si M. de Blignières est dévoré du pédantesque désir d'écrire, qu'il écrive sur des sujets spéciaux, tels que le mariage des prêtres, la prière, les sacremens! » A peine cette lettre est-elle partie, que Célestin de Blignières apprend par un de ses confrères que Comte a changé d'avis, qu'il consent à lire l'ouvrage, et même qu'il le désire. Il lui envoie aussitôt un exemplaire avec une dédicace et un mot très respectueux. Mais déjà Comte a répondu à sa première lettre :

Quoique je n'aie jamais tenu le propos que vous citez, j'ai toujours proclamé l'inutilité des expositions *générales* projetées par mes disciples quelconques, envers une doctrine dont le sommaire est suffisamment établi, sauf les explications orales qu'exige tout traité didactique, dans mon *Catéchisme positiviste*, succédant à mon *Discours sur l'ensemble du positivisme*, et suivi de mon *Appel aux conservateurs*, ce qui constitue une trilogie capable de systématiser la propagande actuelle...

(1) *Cours de politique positive*, préface du tome III.

Si vous m'aviez aucunement consulté, je vous aurais directement détourné d'un projet auquel vous êtes spécialement impropre, d'abord moralement, et puis comme radicalement dépourvu d'un vrai talent d'exposition, suivant l'indication résultée de votre inaptitude à parler, et confirmée par l'extrême médiocrité de vos deux lettres manuscrites sur le pouvoir spirituel. Faute d'obtenir votre renonciation, j'aurais peut-être gagné la réduction au tiers d'un volume dont l'étendue, plus que double de celle de mon *Catéchisme*, forme un étrange contraste avec les qualifications de *abrégée et populaire* que votre titre attribue à cette compilation.

Ma résolution de ne pas lire cet opuscule, par suite de mon régime cérébral, était formellement déclarée, avant que j'eusse définitivement conçu de vous la triste opinion intellectuelle, et surtout morale, que votre conduite, depuis trois ans, m'a graduellement inspirée (1). Des écrivains, même non positivistes, qui connaissent des habitudes auxquelles j'ai rarement renoncé, m'ont souvent envoyé leurs livres, à titre d'hommages, quoiqu'ils n'eussent aucun espoir d'être spécialement honorés d'une telle exception. Vous seul, peut-être, étiez réellement incapable d'éprouver le besoin de m'adresser le *premier* exemplaire d'un travail émané de moi; ce qui, d'ailleurs, devrait peu m'étonner, depuis que je sais qu'il fut entièrement exécuté dans un état continu d'exaspération personnelle contre le fondateur de la doctrine qu'on y prétend exposer. Néanmoins, par des motifs qui vous sont peu favorables, j'ai spécialement annoncé que, malgré mon régime, je perdrais vingt heures en sept séances à lire votre compilation, dont j'ai fait immédiatement acheter un exemplaire après la lecture de votre étrange lettre d'hier. Qnand j'aurai scrupuleusement accompli cette corvée nécessaire, je vous adresserai, sur ce livre et sur vous-même, mon jugement définitif, que je saurais loyalement modifier si, contre mon attente, cet examen approfondi m'inspirait une opinion moins défavorable. Salut et Fraternité.

Comte a pu être choqué de ne pas recevoir l'hommage d'un livre « émané de lui. » Mais, d'un autre côté, s'il avait voulu le lire sans parti pris, il n'y aurait pas trouvé la moindre trace de « l'état d'exaspération » dont il se plaint. Si, du reste, cet état avait réellement existé, il aurait transpiré dans la correspondance. Or, les lettres que Comte et de Blignières échangèrent dans les années 1855 et 1856 sont empreintes de la même cordialité que les précédentes. Le contenu en est peu intéressant; elles se rapportent presque exclusivement à des affaires privées, aux projets de mariage de Célestin de Blignières, à ses changemens de résidence ou de domicile, aux ennuis de son métier;

(1) Son régime cérébral consistait à travailler sans interruption cinq jours de la semaine, du vendredi matin au mardi soir, à sortir le mercredi, et à consacrer le jeudi aux entrevues et à la correspondance. Il était alors occupé de sa *Synthèse subjective*, dont il ne put terminer que le premier volume.

mais c'est toujours, d'un côté, le conseiller paternel et affectueux qui parle, et, de l'autre, le disciple respectueux et dévoué. Le même ton règne dans le livre. L'auteur ne revendique d'autre mérite que celui d'une exposition claire et succincte, mettant la doctrine à la portée des non-philosophes. Tout ce qu'il réclame, c'est une certaine liberté d'interprétation, faisant ressortir tel ou tel point particulier, qui lui paraît plus important ou plus directement applicable à la vie (1). C'est aussi en ce sens, mais avec plus de vivacité, qu'il répond à la dernière lettre de Comte; blessé dans son amour-propre, il devient agressif à son tour :

Vous me dites que vous avez toujours proclamé l'inutilité des expositions générales projetées par vos disciples quelconques, et que vos grands ouvrages, le *Discours*, le *Catéchisme* et l'*Appel*, suffisent à tous les besoins. A cet égard, je suis d'un avis entièrement différent du vôtre, et je le suis avec tout le monde...

Non seulement une exposition générale du positivisme n'est pas actuellement inutile, mais elle est essentiellement le besoin du moment; et telle est la pensée de tous, vous seul excepté. J'ai fait acheter votre *Catéchisme* aux trois personnes les plus intelligentes que j'ai rencontrées à Douai, toutes trois fort bien disposées, et dont deux étaient des médecins. Toutes m'ont dit la même chose : « Je n'y comprends rien... »

Quelles conversions a faites le *Catéchisme ?* Combien d'exemplaires en ont été vendus ? Quel accueil lui a fait le public ? Quel effet a-t-il produit sur les personnes les plus désireuses de connaître le positivisme, les plus intéressées à le connaître ? Sur tout cela, tous vos disciples savent parfaitement à quoi s'en tenir. « Mais qu'est-ce que c'est que d'être positiviste ? m'a dit, en mai 1854, la mère d'un des plus dévoués d'entre eux, voilà ce que je demande à tout le monde, sans que personne puisse me répondre... »

Pour moi, croyant donc qu'une exposition générale était le besoin du moment, et ne voyant personne se mettre à un tel travail, j'ai senti qu'il était de mon *devoir* de l'entreprendre, et de l'entreprendre malgré vous...

Après m'avoir reproché de n'avoir pas éprouvé le besoin de vous envoyer le *premier* exemplaire d'un livre que vous aviez formellenent déclaré ne pas vouloir lire, vous me parlez du temps que vous avez l'intention de consacrer à cette *corvée nécessaire* (sa lecture). Nécessaire, pourquoi ? Du moment que le livre paraît sans votre approbation, votre responsabilité n'est pas engagée. Et on a pu vous dire avec quel soin j'ai insisté, dans ma préface, sur cette considération : que je ne prétendais nullement d'une façon absolue expliquer le positivisme, mais ce que moi, M. de Blignières, j'avais trouvé de plus important dans le positivisme. Et je me promets bien de ne laisser échapper,

(1) Voici comment Littré jugeait plus tard le livre de Célestin de Blignières : « Ce livre a donné à son auteur un rang parmi ceux qui s'occupent de philosophie, et est une pièce digne d'être consultée dans la mêlée publique où la philosophie positive commence à être engagée. (*Auguste Comte et la Philosophie positive*, Paris, 1863; p. 658.)

dans mes ouvrages ultérieurs, aucune occasion de répéter cela même, ou l'équivalent, selon les circonstances.

Enfin vous m'annoncez votre jugement définitif sur moi-même et mon ouvrage. Je sais parfaitement que vos jugemens sont toujours ceux que vous dicte le cœur; je sais aussi vos dispositions envers ceux qui ne vous sont pas complètement soumis, celles qui sont actuellement les vôtres; et vos dispositions à mon égard me disent assez, sauf les détails, ce que pourra être ce jugement. Il me trouvera donc tout préparé, quel qu'il soit. Vous devez être, maintenant, en train de lire mon livre, et je puis vous assurer que c'est bien plutôt pour vous que pour moi que je désire ardemment que cette corvée, puisque corvée il y a, puisse être pour vous la source de quelque satisfaction. Salut et respect.

Le « jugement définitif » suivit de près les « vingt heures de corvée. » Jamais rien de plus violent n'est sorti de la plume de Comte. Il oublie en un instant les éloges qu'il a donnés à « l'un de ses meilleurs disciples, » les qualités de cœur et d'esprit qu'il lui a reconnues, les espérances qu'il a fondées sur lui: n'a-t-il pas pensé un jour qu'il pourrait le désigner comme son successeur (1)? La lettre du 10 Charlemagne 69 (27 juin 1857) est un des derniers écrits de Comte, et peut-être, dans cette improvisation irritée, n'a-t-il pas toujours mesuré la valeur des expressions que son cœur blessé lui suggérait.

D'après la corvée exceptionnelle que j'ai scrupuleusement accomplie, je regrette de vous avoir qualifié d'*avorté :* l'expression était trop indulgente, car l'avortement suppose la fécondation, tandis qu'ici le mot vraiment convenable est finalement *stérilité*. Si, de votre lourde et prétentieuse publication, on écarte les nombreux passages que vous m'avez impudemment volés, il ne reste que de vulgaires tartines, où ne perce aucun aperçu secondaire qui puisse vous appartenir; au lieu que les moindres écrits publiés sur le positivisme, depuis qu'il est complet, contiennent quelques vues accessoires effectivement propres aux auteurs correspondans.

Après ce préambule, Comte passe à l'énumération de tous les défauts du livre. Tous se ramènent, pour lui, à un vice radical: l'auteur a méconnu ou ignoré les derniers développemens du positivisme. Il a lu trop tard, et quand déjà sa première partie était toute rédigée, le tome IV du *Cours de politique positive*. Quant à la *Synthèse subjective*, il peut se passer de la lire; il ne la comprendrait pas. Il en résulte que son *Exposition* est

(1) « Je connais maintenant quatre jeunes positivistes éminens qui travaillent sérieusement à devenir prêtres de l'Humanité : ce sont MM. de Blignières, Lefort, Audiffrent et Foleÿ. » (Lettre du 26 Frédéric 64; 30 novembre 1852.)

« scandaleusement insuffisante. » Ensuite il a fait preuve d'une « monstrueuse ingratitude » en dissimulant à ses lecteurs que Comte avait déjà publié des ouvrages didactiques, où sa doctrine était mise à la portée de tout le monde. Enfin, ce qui lui manquera toujours, c'est la vie du cœur, la sympathie.

On ne peut convenablement écrire ou parler sur l'ensemble du positivisme sans avoir suffisamment subi l'influence féminine, à laquelle vous resterez toujours étranger. Faute d'une telle préparation continue, vous ne serez jamais pourvu de véritables convictions quelconques ; et, malgré votre langage public, votre secrète appréciation qualifiera de chimère sentimentale le principe fondamental où le positivisme érige la sympathie en unique source de la vraie synthèse. Une insurmontable infirmité cérébrale vous a fatalement relégué parmi ces prétendus positivistes qui, se qualifiant d'*intellectuels*, sont les moins intelligens de tous, d'après l'insuffisant essor des seuls sentimens propres à susciter, féconder et soutenir les vastes méditations...

Comte termine sa lettre en englobant dans une réprobation commune tous les dissidens de l'école, sans en excepter le plus illustre de tous, Littré :

J'ai surtout accompli cette corvée inouïe parce que je regarde votre livre comme devant bientôt devenir, s'il ne l'est déjà, celui de l'incohérente coterie graduellement formée du concours spontané de tous les faux positivistes, nominalement groupés autour du rhéteur usé que le positivisme a passagèrement décoré d'une auréole de penseur (1). Elle a pour programme secret, étourdiment divulgué dès 1854 par un complice bavard : *Il faut développer* (c'est-à-dire *exploiter*) *le positivisme en dehors de* (c'est-à-dire *contre*) *son fondateur*. Votre prétendue théorie du pouvoir spirituel lui convient parfaitement, en cachant au public que ce pouvoir existe depuis la terminaison de ma construction religieuse ; vous le représentez comme étant encore à fonder, et vous osez même insinuer qu'il doit finalement résider dans un comité, sans se condenser chez un pontife...

Tout cela vient trop tard ; j'ai publiquement saisi le pontificat qui m'était normalement échu ; loin d'exciter la moindre réclamation, cet avènement fit surgir, chez plusieurs de mes correspondans occidentaux, cette suscription extérieure : Au vénéré Grand Prêtre de l'Humanité : manifestation surtout décisive sous les armoiries papales, dans les lettres mensuelles que m'adresse de Rome votre ancien camarade de Polytechnique Alfred Sabatier, que vous n'oseriez aucunement taxer de servilité, quoique vous ne puissiez pas sentir

(1) Comte disait de Littré, avec plus de modération, en 1852, au moment de la rupture : « Il est désormais classé définitivement pour moi comme un très honnête homme et un éminent écrivain, qui continuera d'être fort utile à notre propagande, sans pouvoir jamais figurer parmi les hommes d'État positivistes. » (Lettre du 4 Moïse 64 ; 4 janvier 1852.)

combien il vous surpasse de cœur et d'esprit. Dans une telle situation, je laisserai librement développer les intrigues et les déclamations des roués qui n'annoncent une nouvelle autorité spirituelle qu'afin de pouvoir impunément adresser au fondateur de la religion qu'ils feignent d'adopter des outrages analogues à ceux de vos ignobles lettres.

Signé : AUGUSTE COMTE.

Il semble que Comte, en écrivant cette diatribe où il associe Célestin de Blignières à tous les « faux positivistes, » ait eu le sentiment pénible que le pouvoir absolu qu'il prétendait exercer sur son école lui échappait. Il mourut le 5 septembre suivant, d'un cancer à l'estomac. On a pensé que sa rupture avec Célestin de Blignières avait pu hâter sa fin. Elle fut assurément aussi douloureuse pour le maître que pour le disciple. Lui-même attribuait l'origine de son mal à la fatigue qu'il avait éprouvée en suivant, par une journée très chaude, le cercueil du sénateur Vieillard jusqu'au Père-Lachaise. Le livre qui lui causa une si profonde irritation parut peu de jours après. « Ces deux causes furent fâcheuses, dit Littré, mais ne créèrent pas le danger; quand bien même M. Comte ne se fût ni fatigué à suivre un convoi, ni livré à la colère, l'affection cancéreuse n'eût pas moins suivi un cours que rien n'arrête. Toutefois, il est vraiment douloureux que le hasard des circonstances ait fait coïncider une grave peine morale avec les souffrances physiques d'un mal incurable (1). »

A. BOSSERT.

(1) Célestin de Blignières est mort à Neuilly-sur-Seine le 30 septembre 1905. Dans l'avant-propos d'une *Lettre sur la morale*, adressée à Mgr Dupanloup en 1863, il s'expliqua publiquement sur sa rupture avec Auguste Comte. « Dans la religion positive, disait-il, telle que je la comprends et que je l'admets, le schisme est de droit, et c'est ainsi qu'elle est compatible avec la liberté. Ce droit, on l'exerce évidemment à ses risques et périls; mais il est absolument nécessaire pour garantir qu'une doctrine ne comprendra jamais que des vérités *démontrables*. »

LE SOCIALISME MUNICIPAL

EN ANGLETERRE

A PROPOS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS AU CONSEIL DE COMTÉ DE LONDRES

Au mois de mars dernier, Londres procédait à l'élection des membres de son Conseil de comté, de ce Parlement métropolitain qui, institué il y a une vingtaine d'années par-dessus les nombreux petits conseils locaux où se morcelaient l'autorité et la représentation londoniennes, représente et administre presque souverainement la capitale de l'Empire britannique. Et pour la première fois dans les annales de cette assemblée, les « Modérés » infligeaient une éclatante défaite aux « Progressistes » (nous dirions : aux radicaux). Pour la première fois, le socialisme municipal, tout-puissant au Conseil comtal de Londres depuis dix-neuf ans, était battu dans la métropole du Royaume-Uni.

N'était-ce pas, à vrai dire, une curieuse anomalie qui faisait que jusqu'alors les électeurs londoniens, conservateurs en politique et représentés par des députés conservateurs au Parlement de Westminster, n'eussent cessé d'envoyer à l'assemblée de *Spring Gardens* des édiles de tendances fort avancées, ardens promoteurs du « municipalisme ? » Et n'est-ce pas au reste une anomalie plus étrange encore que, depuis une trentaine d'années, ce soit l'Angleterre, patrie traditionnelle de l'individualisme, de la liberté économique, qui de tous les pays européens ait donné, dans la gestion intérieure de ses grandes villes, l'exemple le plus complet, l'application la plus étendue, de cette tendance qu'on a

appelée le socialisme municipal? Or voici qu'au moment même où, dans le gouvernement du pays, le parti conservateur doit céder la place au parti libéral, la Métropole anglaise inflige au socialisme municipal sa première grande défaite. L'événement est assez caractéristique pour qu'on ait droit d'y voir, chez nos voisins d'outre-Manche, le témoignage d'un mouvement de réaction, ou tout au moins d'un temps d'arrêt, dans cette marche au socialisme qui marque l'évolution des grandes sociétés modernes, et d'en rapprocher divers autres symptômes apparus naguère tant en Amérique qu'en Europe, par exemple la récente défaite des « municipalistes » à Chicago (1) et à New York (2), peut-être même, à un point de vue plus général, la défaite du parti socialiste aux dernières élections allemandes, et qui montrent qu'en maint pays l'électeur semble commencer à ouvrir les yeux aux dangers du socialisme sous ses diverses formes... Mais n'élargissons pas notre sujet. Ce n'est que du socialisme municipal en Angleterre, — naissance, croissance, résultats, — qu'après un éminent critique, M. Bourdeau (3), qui consacra ici même au sujet du socialisme municipal de lumineuses et pénétrantes pages, nous voudrions dire quelques mots, en tentant de tirer de l'expérience anglaise les leçons qu'elle comporte pour les grands pays continentaux, et particulièrement pour la France. Aussi bien la question a-t-elle fait l'objet, depuis peu d'années, d'une série d'études fort approfondies (4) qui ne laissent dans l'ombre aucun coin du sujet.

I

Ce n'est pas chose nouvelle que le socialisme municipal, ou, comme on dit maintenant, le « municipalisme, » c'est-à-dire

(1) Avril 1907.

(2) Dans la personne de M. Hearst (novembre 1906).

(3) Voyez la *Revue* du 1er juillet 1900 : *Le Socialisme municipal.*

(4) Citons entre autres les ouvrages suivans : R. Boverat, *le Socialisme municipal en Angleterre*. Paris, 1907. — Vermaut, *les Régies municipales en Angleterre*. Courtrai, 1903. — Montet, *Etude sur le socialisme municipal anglais*. Paris, 1901. — Dolman, *Municipalities at work*, 1895. — Hugo, *Staedte Verwaltung und municipal Sozialismus in England*. Stuttgart, 1897. — Davies, *The Cost of Municipal trading*. Londres, 1899. — Darwin, *Municipal Trade*. Londres, 1903. — Bernard Shaw, *The Common sense of municipal trading*. Londres, 1904. — Meyer, *Municipal ownership in Great Britain*. New-York, 1906. — Lord Avebury, *On municipal and national trading*. Londres, 1907. — Porter, *The dangers of municipal trading*. Londres, 1907.

l'application des principes du socialisme au cadre local et au domaine spécial de l'activité des grandes villes, ou, si l'on veut, cet ensemble de tendances, mobiles et variées, qui portent les municipalités à sortir de leur rôle administratif pour pénétrer sur le terrain économique, soit pour réglementer l'initiative privée, soit pour lui faire concurrence, soit même pour l'absorber en se faisant elles-mêmes industrielles et commerçantes. On n'ignore pas que le bas-empire romain avait déjà inventé la loi du maximum; que la taxation du pain, des céréales, était courante en France dès les Carolingiens, et que bien des villes sous l'ancien régime tenaient des boulangeries, des boucheries, faisaient le commerce des grains, etc. : tout un livre, d'ailleurs fort savant, a pu être écrit sur le *Socialisme municipal à travers les siècles* (1). De nos jours, il était inévitable que les progrès du socialisme dans l'État fussent accompagnés par ceux du socialisme dans la commune. L'extraordinaire développement actuel du municipalisme tient particulièrement à deux des grands faits caractéristiques de la société moderne, au développement des grandes villes, d'abord, avec leurs besoins nouveaux, les nouvelles conditions de la vie locale, puis à l'avènement politique de la démocratie urbaine, avec ses ambitions, ses audaces, sa méfiance de l'initiative privée, sa jalousie de tout monopole et son aversion pour les maîtres du « capital, » pour la « finance, » pour ce qu'un ministre français appelait un jour « le monde du dividende (2). »

Au développement du socialisme municipal, l'Angleterre offrait, malgré les apparences, un terrain favorable. Nulle part, en effet, la poussée de la population vers les villes ne s'est fait sentir plus fortement : la population urbaine, qui ne dépasse guère en France la moitié de la population totale, atteint 78 pour 100 en Grande-Bretagne. De plus, nulle part les institutions locales ne témoignent de plus de vigueur, d'initiative et

(1) Par M. A. des Cilleuls. Paris, 1905.

(2) Ou ce qu'un ministre anglais, M. Birrell, K. C., appelait, dans un discours à Colchester, en 1902, la « spéculation... » Car cet état d'esprit se rencontre en Angleterre comme en France. Dans certaine enquête parlementaire sur la réglementation des conditions de l'éclairage électrique dans les villes, en 1886, lord Rayleigh, le grand physicien, interrogeant le secrétaire du *Board of Trade*, se vit répondre par des déclarations telles qu'il crut devoir les résumer en ces mots : « Vous en arrivez donc à ceci, qu'il est moins important d'assurer l'éclairage au public que d'empêcher les compagnies de faire des bénéfices ! » (Lord Avebury, *op. cit.*, p. 111.)

d'indépendance : autorités de villes, de bourgs, de comtés, de districts, tous ces organismes, très nombreux, très divers, font preuve, dans leur vie autonome, d'une souplesse et d'une habileté de gestion, d'une adaptabilité aux besoins, d'un sens des affaires publiques dont l'Angleterre a raison de s'enorgueillir, et que la France pourrait à bon droit lui envier. Notons que la multiplicité même de ces corps locaux, la variété de leurs fonctions, — des autorités spéciales étant par exemple préposées à l'exploitation d'un port, d'un canal, de docks maritimes, — semblait les prédisposer naturellement à élargir au gré des circonstances leur cercle d'action. De fait, les villes anglaises entrèrent de bonne heure dans la voie du socialisme municipal, non par préjugé socialiste, par application de théories préconçues, mais par pur opportunisme pratique. Dès 1822, Liverpool avait des bains municipaux, et dès 1842 un lavoir municipal; Sheffield racheta son service des eaux en 1830, Manchester en 1847; en 1867, treize compagnies concessionnaires de gaz avaient déjà été reprises par les municipalités. Mais ce n'est qu'en 1874 que la notion du socialisme municipal se vit méthodiquement raisonnée, posée en doctrine et prônée comme un Évangile nouveau, du haut de cette plate-forme devenue célèbre, la mairie de Birmingham, par la voix puissante de M. Joseph Chamberlain. En s'efforçant de faire de sa cité d'adoption, alors assez arriérée, la « citadelle du municipalisme, » M. Chamberlain obéissait d'abord à une idée financière, celle de procurer des fonds au budget communal : et en effet, le rachat du gaz, très avantageusement opéré, assura à la ville un profit annuel de 42000 livres sterling. Il obéissait, en abattant les *slums*, à un louable sentiment d'hygiène et de relèvement social : n'avança-t-il pas de sa bourse 10000 livres sterling à la ville pour cet objet? Il obéissait enfin, dans sa campagne municipaliste, à une arrière-pensée politique dont il semble surprenant que l'audace quasi-révolutionnaire n'ait pas effrayé les contemporains, comme elle nous choque aujourd'hui encore : « En vérité, nous deviendrons communistes, consciemment ou non, » disait-il à un banquet officiel en 1874, « car, bien que le mot de communiste sonne mal aux oreilles de quiconque se souvient des excès qui déshonorèrent les derniers jours de la Commune de Paris, il faut se rappeler que les chefs de cette Commune ont combattu pour le principe du *selfgovernment* local, le principe de ces institutions républi-

caines pour le triomphe desquelles les citoyens anglais seraient prêts, s'il le fallait, à descendre dans la rue (1)!... »

L'exemple et le précepte donnés par M. Chamberlain eurent en Angleterre un immense retentissement, et de ce jour, pendant vingt-cinq ans, les progrès du socialisme municipal dans le Royaume-Uni ne connurent plus de bornes. Le pays presque entier était gagné par la fièvre municipaliste, qu'attisèrent par leur propagande les diverses organisations socialistes nées sur le sol britannique à partir de 1884 ou 1885, Fédération sociale démocratique, Parti indépendant du Travail, Société Fabienne surtout. Quels furent les motifs invoqués par les Municipalistes à l'appui de leur doctrine? Ce fut d'abord un motif d'ordre public : il ne faut pas laisser aux mains des individus, guidés et dominés par l'intérêt personnel, des services « quasi publics » de leur nature, constituant parfois des monopoles de fait dont les particuliers seront portés à abuser tandis que les villes ne les exploiteront qu'en vue du bien commun. Puis ce fut un motif d'ordre économique : les municipalités exploiteront mieux et à meilleur compte. Troisième motif, d'ordre social : c'est le devoir des autorités de travailler à améliorer les conditions du travail et à donner l'exemple aux patrons quant au taux des salaires, à la durée de la journée, etc. Dernier motif enfin, financier celui-là : les bénéfices réalisés dans la gestion des grands services urbains d'ordre quasi public doivent aller, non dans la poche des capitalistes, mais dans la caisse municipale, en réduction des impôts municipaux. Que valent tous ces motifs? C'est ce dont nous tâcherons de nous rendre compte tout à l'heure.

Toujours est-il que le municipalisme est actuellement en Angleterre en plein épanouissement. Eau, gaz, transports en commun, lumière électrique, ce sont déjà chez nos voisins les vieilleries de la municipalisation : 193 villes anglaises exploitent directement leur eau, 265 leur gaz, 244 leur électricité et 174 leurs tramways. Voici qui est déjà plus nouveau : ce sont les villes qui fabriquent et vendent des appareils d'éclairage, qui parfois construisent des machines à vapeur et des dynamos. Beaucoup bâtissent elles-mêmes des maisons ouvrières; d'autres possèdent un service municipal de téléphone, des bains publics,

(1) Dès 1870, M. Chamberlain avait publiquement déclaré sa sympathie pour le gouvernement républicain français, et déclaré que fatalement la République aurait son heure en Angleterre.

des lavoirs; il y en a qui exploitent une flottille de bateaux-mouches, comme Londres, des bacs à vapeur, comme Birkenhead, un grand canal maritime, comme Manchester. Que ne fait pas, à dire vrai, une ville anglaise qui se respecte pour le bien-être de ses habitans! Aux bébés elle distribue du lait stérilisé, comme à Liverpool, quitte à entretenir, comme à Nottingham, une vacherie municipale. Aux gourmets Colchester vend des huîtres. Manchester fournit aux industriels la force motrice. Wolverhampton vend de la glace aux commerçans. Glasgow blanchit le linge de ses cliens. Torquay élève des lapins. Tunbridge Wells cultive le houblon et les betteraves. En maint endroit, les sans-travail peuvent aller frapper à la porte d'un bureau de placement municipal, les sans-gîte à celle d'un *lodging house* non moins municipal. Bradford tient un hôtel à voyageurs. Nombre de villes font le prêt sur gages et l'assurance contre le feu; d'autres font la banque, reçoivent des dépôts à intérêts. Étendant le cercle de leurs affaires, certaines municipalités vendent leurs services aux municipalités voisines; Manchester fournit à tout un district l'eau du lac Thirlmere. Dans un autre ordre d'idées enfin, Londres, depuis quinze ans, donne un grand exemple socialiste : le Conseil de comté a déclaré la guerre à l'« entreprise » et mis tous ses travaux en « régie; » et c'est pourquoi, vu le prix de l'expérience, on l'a nommé « le plus grand prodigue du monde, » *the world's greatest spendthrift!*

Les excès mêmes du municipalisme ne pouvaient d'ailleurs manquer d'amener à la longue une réaction. Bien que l'opinion fût en somme favorable à une tendance où l'on pouvait voir une sorte d'Impérialisme Municipal, bien que les Municipalistes exerçassent, par l'intermédiaire de la puissante *Association of municipal Corporations*, une grande influence au Parlement, les défenseurs de la liberté économique engagèrent courageusement la lutte, soutenus par les grands organes conservateurs, par les Chambres de commerce, par quelques-unes de ces ligues de propagande comme les Anglais savent les organiser, l'*Industrial Freedom League*, la *League for defence of Liberty and Property*. Dès 1895, le propre père du socialisme municipal, M. Chamberlain, signalait bravement les dangers de la politique municipalisatrice à haute pression, et prenant à partie, de son ton gouailleur, le Conseil de comté de Londres, raillait cette assemblée « prête à tout, également disposée à ouvrir un mont-de-piété

ou à rebâtir la cathédrale de Saint-Paul ! » En 1901, premier succès : le socialisme est battu à West Ham, un faubourg de Londres. En 1902, le *Times* prend l'initiative d'une vigoureuse campagne de presse où sont dévoilés les abus et les scandales du municipalisme (1). En novembre 1906, les élections aux conseils des bourgs marquent pour les municipalistes, notamment à Londres, une nouvelle défaite, laquelle se voit complétée et couronnée en mars 1907 par les élections au Conseil comtal de la Métropole (2). Il y a donc, actuellement, un temps d'arrêt, — provisoire ou définitif ? nul ne peut le dire, — aux progrès du socialisme municipal en Angleterre. De part et d'autre, municipalistes et anti-municipalistes examinent la situation, mesurent le chemin parcouru, marquent les résultats obtenus ; faisons comme eux, en nous plaçant successivement aux points de vue financier, économique et social.

II

Financièrement, la grande prétention des municipalistes est que les villes anglaises, par l'exploitation des grandes entreprises industrielles ou commerciales d'intérêt quasi public, ont réalisé de gros bénéfices qui profitent à la communauté tout entière au lieu d'aller grossir des dividendes d'actionnaires ou des gains de spéculateurs.

Quelques exemples. Glasgow a fait en 1905-1906 un bénéfice net de 12 552 livres sterling sur son service des eaux. Sur l'exploitation du gaz, Manchester réalise depuis vingt ans un profit annuel de 60 à 65 000 livres sterling. Sur l'électricité, Manchester gagne net depuis six ans de 4 à 10 000 livres sterling par an ; en 1904-1905, Liverpool a encaissé net 16 934 livres sterling et Birmingham 10 789 livres sterling ; au 31 mars 1904, 116 villes accusaient sur ce même service électrique un profit de 419 984 livres sterling. Sur les tramways, Glasgow a mis de côté 25 000 livres sterling en 1905, et Liverpool de même (3). Dans l'ensemble,

(1) Voyez *Municipal Socialism, a series of articles reprinted from the Times* (Londres, 1902). Une traduction abrégée de ces articles a été publiée à Bruxelles en 1903.

(2) La déroute des socialistes s'est encore affirmée, au profit des conservateurs, aux élections municipales de novembre dernier.

(3) Nous empruntons ces chiffres à l'ouvrage très riche en faits de M. Boverat sur *le Socialisme municipal en Angleterre*.

suivant un rapport officiel du *Local Government Board*, les bénéfices annuels moyens réalisés par les villes anglaises sur leurs entreprises industrielles ou commerciales, de 1898 à 1902, auraient atteint, déduction faite des pertes (1), la somme nette de 360 867 livres sterling, le capital engagé n'étant d'ailleurs pas inférieur à 100 139 462 livres sterling, ce qui ne représenterait en somme qu'un profit moyen de moins d'un demi pour 100.

De ces bénéfices, qui a profité, dans la pratique? Tantôt, c'est la communauté urbaine, la classe la plus nombreuse, par l'affectation des fonds libres à des dépenses d'intérêt général, services sanitaires, création de parcs, de musées, de bibliothèques. Tantôt, c'est le consommateur, par une réduction des tarifs de consommation. Tantôt enfin, c'est le contribuable, par une réduction du taux des impôts urbains : il résulterait d'un tableau officieux inséré dans le *Municipal Yearbook* de 1902 (2) que les réductions d'impôts opérées en conséquence des profits industriels ou commerciaux auraient atteint, dans 24 villes-types, des chiffres proportionnels variant de 1 *penny* à 1 *shilling* et demi par livre sterling de revenu imposable, l'impôt lui-même variant d'ailleurs de 4 à 7 shillings par livre.

Fort bien : encore faut-il voir les choses d'un peu plus près. Les villes, à en croire les statistiques municipales, ont fait de gros profits : mais sur quels services? Sur les services de première nécessité, de consommation générale, eau, éclairage, transports en commun, dont l'exploitation constitue dans une certaine mesure un monopole légal ou de fait, et dont les municipalités sont dans une certaine mesure maîtresses de fixer les tarifs à leur gré. Or n'est-il pas clair que, par des traités bien conçus avec des concessionnaires bien choisis, — ou par des remaniemens convenables d'anciens traités, — les villes eussent pu, tout en réservant aux consommateurs des avantages légitimes, s'assurer pour elles-mêmes les mêmes bénéfices sous forme de redevances annuelles, redevances non plus aléatoires et variables comme les profits de l'exploitation directe, mais assurées et permanentes? Où donc alors voit-on l'avantage financier

(1) *Return by the Local Government Board*, december 1902, n° 398. Voyez les observations faites sur les résultats de ce rapport par M. Darwin, *Municipal Trade*, p. 210 et suiv., par M. R. P. Porter, *The Dangers of municipal Trading*, p. 184 et suiv.

(2) P. 574.

de la régie sur la concession? Le risque, l'aléa inhérent à toute entreprise commerciale ou industrielle, risque contre lequel le régime de la concession est une sorte de garantie ou d'assurance, voilà, financièrement, le grand danger du municipalisme, c'est-à-dire du régime de l'exploitation directe. Pas de profit sans risque; le profit est proportionnel au risque : c'est la nature des choses. Plus grand le profit, plus grand le risque : et la proposition inverse n'est pas vraie! Corps électifs, c'est-à-dire populaires et changeans, corps administratifs, c'est-à-dire non commerciaux, les municipalités, les autorités publiques responsables des deniers publics, sont-elles faites pour subir elles-mêmes ce risque, et pour faire subir cet aléa aux contribuables?

On dira sans doute que l'exploitation de ces grands services généraux ou quasi publics ne comporte pas pour une municipalité les mêmes risques qu'une exploitation de nature purement commerciale. Une certaine forme de concurrence n'y est pourtant pas impossible : l'électricité a nui au gaz, les divers modes des transports urbains rivalisent les uns avec les autres. De fait, on constate que, sur ces mêmes services, bien des villes anglaises subissent des pertes. Dans les trois dernières années, Manchester a perdu sur son service des eaux de 16 à 27 000 livres sterling par an, Birmingham de 80 à 91 000. De 1893 à 1905, Glasgow a vu neuf fois ses comptes du service électrique se solder en déficit. Les tramways de Huddersfield coûtent à la municipalité de 4 à 10 000 livres sterling net par an (1). On a relevé qu'en 1904-1905, sur 378 exploitations municipales d'eau, 252 étaient en perte; sur 177 exploitations municipales de gaz, 40; sur 189 exploitations électriques, 64, et sur 58 exploitations de tramways, 13 (2). La situation, bien entendu, est pire en ce qui touche les autres entreprises industrielles des villes, celles que ne protège pas un monopole même relatif et dont l'aléa s'accroît avec la concurrence. C'est ainsi que la plupart des municipalités anglaises encourent de grosses pertes du fait de leurs bains et lavoirs, de la construction de leurs maisons ouvrières; Brighton, Portsmouth et Hull sont en déficit pour leur télé-

(1) Chiffres extraits de l'ouvrage précité de M. Boverat sur *le Socialisme municipal en Angleterre.*

(2) Relevé fait sur le *Municipal Yearbook* de 1906, par M. R. P. Porter (*op. cit.*, p. 188, 189).

phone municipal; Londres a perdu 50 000 livres sterling en un an avec ses *steamers* sur la Tamise, faute de cliens l'hiver. Preston gère des docks qui lui coûtent 36 000 livres sterling par an : ces exemples pourraient se multiplier indéfiniment.

Ajoutons qu'il ne faudrait pas en croire toujours aveuglément, quant aux résultats financiers du *Municipal Trading*, les comptes officiels des villes anglaises. Non pas qu'ils soient intentionnellement préparés en vue de faire apparaître des soldes favorables; mais, tenus administrativement (comme chez nous) au lieu de l'être commercialement, et d'une façon confuse et embrouillée à plaisir, soustraits d'ailleurs à tout contrôle gouvernemental (1), ils se prêtent aisément à des interversions et des erreurs parfois d'assez sérieuse conséquence. Souvent les municipalités imputent à leurs « frais généraux d'administration » des dépenses administratives afférentes aux services industriels ou commerciaux, ou bien omettent de faire figurer à la charge des exploitations du gaz ou de l'électricité le montant des impôts municipaux qu'elles devraient subir, ou bien encore chargent le compte de la voirie des dépenses faites en réalité pour les tramways ou l'éclairage, et ainsi de suite. Ce qui est plus grave, c'est que les villes ne mettent souvent de côté que des sommes insignifiantes et hors de proportion avec les exigences d'une bonne gestion pour l'amortissement du matériel de leurs exploitations industrielles, de sorte qu'elles se trouvent sans garantie contre la dépréciation de ce matériel, et contre l'éventualité toujours à prévoir des renouvellemens nécessités par les inventions nouvelles de la science (2). Nos héritiers y pourvoiront,

(1) Sauf ceux des « comtés, » des « bourgs » de Londres et des « districts urbains. » Les comptes des villes sont contrôlés d'abord par deux vérificateurs (*auditors*) élus par les électeurs municipaux (élections dont les votans se désintéressent presque complètement), puis par un conseiller municipal choisi par le maire (*Mayor's auditor*). Ce système présentant peu de garanties, la Commission interparlementaire d'enquête sur le *Municipal Trading* (1903) a demandé que tous les comptes des villes fussent vérifiés annuellement par les *Auditors* officiels du *Local Government Board*, fonctionnaires quasi judiciaires investis du pouvoir de rejeter les dépenses illégales et d'en mettre le montant à la charge (*surcharge*) des ordonnateurs : proposition qui fit jeter les hauts cris aux municipalistes anglais et qui, jusqu'à présent, n'a pas eu de suite.

(2) De 1898 à 1902, la moyenne des sommes mises annuellement de côté par les villes anglaises pour dépréciation du matériel n'est que de 193 000 livres sterling, soit un sixième pour cent du capital engagé; les experts signalent qu'elle aurait dû s'élever à 5 pour 100 de ce même capital, soit à 6 050 000 livres sterling par an. (Voyez lord Avebury, *op. cit.*, p. 67-68. — R. P. Porter, *op. cit.*, 185-187. — Holt Schooling, *Local Finance*, dans la *Fortnightly Review* d'août 1906.)

dit-on; pourquoi surcharger le présent au profit de l'avenir? Et pour un peu l'on ajouterait, selon le mot d'un humoriste : « La postérité! On nous parle toujours de la postérité! Mais je voudrais bien savoir ce que la postérité a fait pour nous! » Quant à l'amortissement des emprunts, il y est pourvu selon l'usage anglais au moyen de fonds spéciaux, dits *sinking funds*, où l'on verse chaque année une somme telle qu'au bout d'une certaine période tout l'emprunt puisse être remboursé d'un seul coup. Or quel emploi fait-on de ces réserves légales d'amortissement? On les place, en valeurs réglementairement déterminées. Souvent aussi on les emploie en titres d'emprunt de la même ville, émis pour d'autres services : la ville se prête ainsi de l'argent à elle-même, ou, si l'on veut, le gaz en prête aux tramways, l'eau à l'électricité; le *sinking fund*, irréalisable, n'est plus qu'un leurre. — La conclusion, c'est qu'au vrai, les profits nets annoncés par les municipalités sont presque toujours moindres qu'on ne le prétend, et les pertes pires qu'on ne l'avoue. D'après deux experts, le prétendu bénéfice net de 360 867 livres sterling réalisé annuellement par les villes anglaises de 1898 à 1902 sur leurs exploitations industrielles, se changerait, après les régularisations nécessaires, en une perte moyenne annuelle de plus de 5 millions de livres (1). *Paper profits!* dit lord Avebury (sir John Lubbock) : « Beaux profits... sur le papier! »

La situation financière des villes anglaises se ressent de cet état de choses. En vingt-quatre ans, de 1879-1880 à 1903-1904, le montant de l'impôt local en Angleterre s'est accru de 140 p. 100, passant de 22 021 601 l. st. à 52 941 665 l. st.; le taux par tête de l'impôt s'est élevé de 17 sh. 4 p. à 1 l. 11 sh. 9 p., et le tarif de l'impôt par rapport au revenu imposable de 3 sh. 3 p. à 5 sh. 9 p. par livre sterling : la population, pendant ce temps, n'augmentait que de 34 pour 100 et le revenu imposable de 52 p. 100 (2). L'accroissement de la dette locale durant la même période a été encore plus marqué : le montant de cette dette s'est accru de 192 pour 100, passant de 136 934 070 l. st., à 398 882 146 l. st.; le taux de la dette par tête d'habitant a monté de 5 l. 7 sh. 11 p. à

(1) Holt Schooling, *loc. cit.* — R. P. Porter, *op. cit.*, p. 187. — Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68.

(2) *Report of the Local Government Board for* 1905-06, p. CCVIII et 668. — Nous avons évalué dans notre *Essai sur les Finances communales* (Paris, 1898) à 15 fr. 30 le chiffre par tête de l'impôt communal en France en 1891 ; en 1877, le chiffre officiellement indiqué par les statistiques était de 14 fr. 92.

11 l. 16 sh. (1). Dès à présent, bien des villes anglaises ont à lutter contre une situation financière fort embarrassée, et de lourdes dettes flottantes à supporter; pour subvenir à des besoins toujours croissans, bon nombre se sont établies « banquiers, » et, comme Glasgow, Liverpool, Édimbourg, etc., sollicitent des dépôts de fonds : on voit le danger de cette pratique en cas de crise. Déjà le crédit de telles ou telles villes est atteint sur le marché; West Ham, il y a quelques années, ne trouvait plus à emprunter, et les titres mêmes du Conseil de comté de Londres s'inscrivent aujourd'hui à des cours notablement inférieurs à ceux des valeurs de telle ou telle autre autorité locale plus prudente en affaires. M. Austen Chamberlain, chancelier de l'Échiquier du dernier gouvernement conservateur, se crut fondé dans un de ses *budget speeches* à attirer sur ce point l'attention du pays, comme l'avaient fait de leur côté des financiers et des hommes d'État tels que lord Goschen, lord Avebury, sir H. Fowler.

Ce n'est pas tout. L'accroissement des charges locales dans les grandes cités municipalisatrices se fait sentir sur les forces vives du pays : les intérêts matériels se sentent menacés, les producteurs se plaignent, et les municipalités avancées voient leur territoire déserté par les industriels en quête d'établissement, par les grandes compagnies surtout, qu'atteint plus que proportionnellement la hausse des impôts urbains (2). Nombreuses sont les industries qui, depuis dix ans, ont quitté Londres pour aller s'établir en des régions fiscalement moins menacées; chaque année, l'émigration londonienne progresse, et dans ces derniers temps la proportion des maisons vacantes à Londres s'est élevée de 2 à 4 pour 100. Le dommage n'est pas seulement pour les ouvriers qui perdent leur gagne-pain, mais pour l'autorité locale qui perd des contribuables, et pour les contribuables restans qui peut-être auront à payer pour les absens!

(1) *Report of the Local Government Board for* 1905-06, p. CCXIII et 668.

(2) Plus que proportionnellement, parce qu'en Angleterre l'impôt local frappant le « revenu » de la propriété, les municipalités cèdent à la tentation de surélever dans une proportion plus ou moins grande l'estimation du revenu imposable afférent aux immeubles possédés par les chemins de fer, grandes sociétés ou industries, etc. De 1891 à 1901, le total des impôts locaux payés par le *Great Eastern Railway* a plus que doublé. Dans les communes rurales traversées par une voie ferrée, il est fréquent de voir la Compagnie payer à elle seule la moitié ou les trois quarts de l'impôt local. Voyez de nombreux exemples, avec chiffres à l'appui, dans le *Times* du 2 septembre 1902.

III

Peu brillans au point de vue financier, les résultats du socialisme municipal en Angleterre ont-ils été plus heureux au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue de la bonne gestion des intérêts matériels et de la « richesse » du pays? Les industries municipalisées ont-elles été mieux gérées que les industries libres? Régie ou concession, de quel côté s'est montré le succès?

Notons ici que l'expérience anglaise s'est poursuivie depuis vingt-cinq ans dans des conditions particulièrement favorables, en ce sens que, grâce aux solides qualités de la race, grâce à l'esprit pratique et d'affaires, au respect de la compétence, à l'habitude de l'association, au bon sens populaire, toutes vertus civiques par où brille par-dessus tout autre le citoyen anglais, les administrateurs municipaux se trouvaient mieux préparés que partout ailleurs à leur tâche nouvelle de chefs d'industries. Voyez d'ailleurs, dans le fonctionnement de la machine administrative, la supériorité pratique de l'institution municipale anglaise : les *aldermen* (traduisons : les « anciens » du conseil) assurent la continuité de vues au sein de l'assemblée, en même temps qu'ils conseillent et dirigent les membres nouveaux et inexpérimentés; le maire, simple président, personnage représentatif, n'exerce point de pouvoir personnel; chaque branche spéciale de l'administration est confiée à une Commission choisie par l'assemblée et qui peut s'adjoindre des personnes compétentes à son choix; il y a parfois dans une même municipalité 15 ou 20 de ces Commissions responsables, dont les décisions sont revues et, s'il y a lieu, sanctionnées par l'Assemblée plénière, et qui, par la spécialisation du travail divisé, donnent au jeu de l'administration une souplesse et une spontanéité remarquables. Mais voici le *drawback*. D'abord, depuis vingt-cinq ans, les attributions des assemblées municipales ont tellement grossi que le temps manque pour l'étude attentive des affaires et la discussion sérieuse; surchargées de travail, elles ont peine à venir à bout de leur besogne. Il y a bon nombre d'années déjà que lord Rosebery adjurait ses collègues de l'Assemblée de *Spring Gardens* de ne point accroître le fardeau déjà lourd de leurs devoirs : « Prenez garde, disait-il, *ne cassez*

pas les reins au Conseil de comté de Londres ! » Depuis lors, le mal n'a fait que croître. Lord Avebury (1) n'en veut pour preuve que l'ordre du jour (*agenda*) de ce même Conseil pour sa séance du 31 juillet 1906, par exemple : 43 rapports de commissions, plus de 500 « résolutions » (dont bon nombre visaient plusieurs millions de dépenses ou des questions sérieuses de principe), plus 18 *notices of motion*, le tout à régler en une après-midi ! D'autre part, du fait des lois de suffrage élargi, du fait aussi des progrès du municipalisme, la valeur moyenne, la capacité normale des membres des assemblées municipales a baissé. Autrefois ils se recrutaient surtout dans le commerce, l'industrie ; on avait des hommes compétens, habitués aux affaires et qui géraient celles de la ville comme ils faisaient les leurs. Peu à peu le personnel a changé; les industriels ou commerçans capables, suspects à la démocratie, peu soucieux d'ailleurs de contribuer au développement d'entreprises municipales, qui parfois venaient les concurrencer sur leur propre domaine, et dont ils avaient en tout cas à payer les frais sous forme d'impôts surélevés, quittèrent souvent la place pour être remplacés par une majorité d'hommes nouveaux, n'ayant ni les traditions ni la compétence de leurs prédécesseurs. De là une double conséquence : d'abord, la besogne sérieuse s'est vue de plus en plus abandonnée aux bureaux, ce qui explique l'immense développement de la bureaucratie municipale en Angleterre dans ce dernier quart de siècle; puis la gestion des intérêts municipaux est devenue de plus en plus administrative ou politique, et de moins en moins *business-like* ou pratique, ce qui fait qu'en Angleterre même, dans le pays du *business spirit*, on se plaint que le municipalisme se montre pauvre en véritables hommes d'affaires comme en véritable esprit commercial.

Nous n'avons pas à discuter ici la question théorique de savoir qui gérera le mieux les grands services industriels d'une cité moderne, d'une réunion d'administrateurs rémunérés, actionnaires et choisis par les actionnaires d'une compagnie concessionnaire, ou bien d'une assemblée de conseillers au mandat gratuit, élus par les contribuables, c'est-à-dire par les consommateurs, et choisis d'ordinaire pour motifs politiques. Théoriquement, la réponse n'est guère douteuse. Quels que soient

(1) *Op. cit.*, p. 26 et suiv.

les défauts certains et les abus possibles de l'administration des sociétés commerciales, on ne peut nier qu'un mandat électoral ne soit une médiocre garantie de bonne gestion comparé à celle qu'assure une responsabilité personnelle et pécuniaire, ni que la gratuité de gestion ne soit point d'habitude une heureuse pratique en affaires. D'ailleurs, si, au cas de concession, les membres et les agens de l'assemblée municipale sont là pour contrôler la gestion du concessionnaire, qui donc, au cas de régie directe, contrôlera le régisseur, c'est-à-dire l'assemblée elle-même : *quis custodiet custodes?* — Mais sans insister sur cette vue théorique, que voyons-nous dans la pratique anglaise? Non seulement la gestion des industries municipalisées est, de l'aveu général, plus coûteuse que celle des industries concédées, car le régime démocratique est prodigue par nature, mais elle manque de cet esprit d'invention et de progrès, de cet effort vers le mieux, de ce tact commercial, de cette ténacité d'entreprise qui sont l'âme des affaires. « D'une façon générale, déclarait M. Chandos Leigh, « conseil » du *speaker* de la Chambre des communes, devant la Commission d'enquête en 1900 sur le *Municipal Trade*, on peut dire que les municipalités n'ont rien inventé ou inauguré en matière d'électricité, de gaz ou de tramways... » Leur gestion est relâchée, somnolente (1). Elles ne cherchent pas le client, ne savent pas l'attirer, le provoquer. Salford, avec ses 218 000 âmes, n'a que 401 abonnés à son électricité; Bedford, ville de 35 000 habitans, n'en a que 591; Morley (23 000 âmes), 85! La ville de Bath, après avoir organisé au prix de 150 000 livres sterling une station génératrice d'électricité, dut la fermer, en 1902, en raison des pertes subies. Glasgow dépensa 900 000 livres sterling pour la création d'une station centrale de téléphones qu'il fallut remplacer au bout d'un an. Cette même ville, ayant racheté en 1894 ses tramways, en continua plusieurs années l'exploitation à traction

(1) Pratiquement, on sait que c'est du *manager* ou directeur que dépend le succès d'une affaire industrielle. A l'origine, les municipalités l'avaient compris. *We pay for brains*, disait un conseiller socialiste de Manchester : nous savons ce que vaut l'intelligence, et nous la payons. Mais au fur et à mesure du développement du municipalisme, ce principe salutaire s'est vu quelque peu abandonner, et la guerre aux gros traitemens a commencé. La *London Progressive Platform* de 1892 annonçait la prétention de « contrôler jalousement l'échelle des hauts salaires, » et, en 1902, le *Labour Leader* félicitait les conseillers de Wolverhampton de « s'opposer à toute augmentation de salaire des fonctionnaires municipaux tant que les ouvriers ne jouiraient pas d'un minimum de paie. » (Darwin, *op. cit.*, p. 152. — Articles du *Times*.)

animale, parce que messieurs les membres de la Commission n'avaient pu s'entendre sur un système de traction mécanique. Nottingham, il y a quelques années, payait son charbon à gaz 12 sh. 10 p. alors que la compagnie concessionnaire de Sheffield, dans le même district, ne payait le sien que 9 sh. 11 p. : les fonctionnaires de Nottingham ne savaient pas acheter (1)...

Loin d'être facteur de progrès, le municipalisme, — on s'en plaint chez nos voisins, — paralyse le progrès, en paralysant la concurrence. Dans les branches d'industrie où les municipalités ne jouissent pas d'un monopole, il est clair que leur concurrence est désastreuse pour l'initiative privée, qui ne peut lutter à armes égales avec une autorité publique armée de droits supérieurs et ayant à sa disposition ce trésor inépuisable, l'impôt. A Londres, par exemple, où 50000 maisons ouvrières ont été bâties par les *Trusts* philanthropiques et les grandes sociétés, le mouvement s'est à peu près arrêté du jour où le Conseil de comté s'est mis à en construire lui-même; à Birmingham, selon M. Nettlefold, toute maison bâtie par l'administration empêche la construction d'au moins quatre maisons qu'eussent créées les particuliers (2). A Glasgow, une compagnie privée ayant percé un tunnel sous la Clyde pour le transport des voyageurs, s'est vue en butte à une compétition acharnée de la part de la ville qui organisa, pour la ruiner, un service de passage à traction animale avec tarifs réduits « au point de fuite, » comme on dit en perspective (3). Cette concurrence municipale devient particulièrement grave et critiquable quand les charges en retombent sur l'impôt, et, par l'impôt, sur les industriels mêmes contre qui elle s'exerce, et que l'industrie privée est ainsi forcée de contribuer aux frais de la guerre qui lui est faite: c'est le cas, en Angleterre, de la plupart des grandes compagnies de chemins de fer qui, surchargées d'impôts locaux, ont dû payer les frais de la création d'un grand nombre de lignes de tramways suburbains, dont l'objet ne pouvait être que de leur enlever des voyageurs (4). Les villes, d'ailleurs, ont toujours cherché à protéger leurs industries et à pré-

(1) Voyez Boverat, *op. cit.*, p. 171. — Darwin, *op. cit.*, p. 145. — Articles du *Times*, *passim*.

(2) Voyez Darwin, *op. cit.*, p. 342. — Boverat, *op. cit.*, p. 323.

(3) Darwin, *op. cit.*, p. 294.

(4) Le *London and Northwestern* paie des subsides à des lignes de tramways en 46 endroits : par contre, en six mois, il a vu diminuer le nombre de ses voyageurs de 3e classe de 482000 (*Times* du 2 septembre 1902).

venir d'avance toute concurrence en s'assurant, par divers moyens, un monopole légal lorsqu'elles n'avaient pas un monopole de fait: et ceci n'est pas un des côtés les moins curieux de la question. D'après une loi de 1882, une société, pour entreprendre l'éclairage électrique dans une ville, doit obtenir du *Board of Trade* un *order*, lequel peut être refusé en cas d'opposition de la part de la municipalité: en fait, les municipalités depuis vingt ans ont toujours fait opposition à ces *orders*, et souvent avec succès. Autre procédé: les municipalités, pour prévenir l'intrusion d'un industriel entreprenant, demandent elles-mêmes un *provisional order* pour l'éclairage électrique : l'*order* obtenu, on le laisse dormir huit ou dix ans dans les cartons, parfois jusqu'à quinze ou dix-huit ans, comme à Acton, à York, à Greenock (1). En 1901, une compagnie dite du *Mond Gas* demandait au Parlement par *private bill* l'autorisation de créer des stations génératrices de gaz: l'association des *Municipal Corporations* fit rejeter le *bill*. En 1898, le même fait s'était produit aux dépens de la *General Power Distribution Company* qui se proposait de fournir la force à bon marché aux industriels des *Midlands* (2). Ainsi le municipalisme prend des garanties contre sa rivale, l'initiative privée ; il préfère protection à concurrence, et, né d'une pensée de lutte contre le monopole, il conduit et retourne en fin de compte au monopole. Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'on l'accuse en Angleterre d'être une des causes principales de l'état arriéré de l'industrie électrique (éclairage, transports, etc.) dans les Iles Britanniques par comparaison avec les États-Unis, ou même avec maint pays du continent. Les États-Unis comptent 3620 stations centrales d'électricité; l'Angleterre, 457. Ils comptent 16652 milles de tramways; l'Angleterre (pour une population urbaine à peu près équivalente), 1840 seulement (3). L'invasion des produits américains en Angleterre, fait patent et indiscuté, est particulièrement remarquable en matière d'entreprises électriques, et deux techniciens émérites se croyaient fondés naguère à déclarer devant la Commission d'enquête officielle de 1900 que « si le pays était retardataire en

(1) Meyer, *op. cit.*, p. 256. — Darwin, *op. cit.*, p. 291. — En ce qui concerne les extensions ou améliorations de lignes de tramways, le procédé légal est un peu différent, le résultat, c'est-à-dire la protection administrative, est identique.

(2) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 103.

(3) Meyer, *op. cit.*, p. 90, 91, 259, 260, 261.

fait d'électricité, cela était presque entièrement imputable à l'opposition que cette industrie a éprouvée de la part des municipalités (1). »

IV

J'entends bien qu'on nous dira que c'est un point de vue démodé, réactionnaire, en ces temps « sociaux, » que ce point de vue « économique. » S'il en est ainsi, on nous permettra de le regretter, car, à supposer que l'on ait tort de chercher, comme on l'a fait trop longtemps, dans la science ou plutôt dans l'ordre économique, un idéal ou un but en soi, une règle d'action qui serait forcément toujours brutale et trop souvent contraire à la simple charité chrétienne, on n'en a pas moins tort quand on veut aujourd'hui repousser ou supprimer ce point de vue, quand on refuse d'y voir ce qui y est réellement, ce qu'il y a de mieux fait pour guider notre inexpérience et aider notre bonne volonté, à savoir « l'esprit des lois » économiques, lois fatales, bien que trop souvent oubliées, dont on ne supprime pas les effets à les vouloir négliger, et dont le jeu logique et imprévu ruine parfois les tentatives les mieux intentionnées... Quoi qu'il en soit, demandons-nous maintenant quels ont été en Angleterre, au point de vue social, les résultats du municipalisme.

Il a pour but et pour raison le « mieux-être » social, l'amélioration des conditions de vie de la classe la plus nombreuse dans les villes. Il existe par et pour la démocratie urbaine : il a donc dû lui profiter. Certes, il lui a profité. Mais dans quelle mesure ? Et jusqu'à quel point son action bienfaisante n'a-t-elle pas été contre-balancée par des conséquences socialement et politiquement néfastes ?

Les industries municipalisées offrent, dit-on, au public un service meilleur et à meilleur marché. Un meilleur service ? Peut-être. Les municipalités, par exemple, s'efforceront de mieux satisfaire aux besoins et aux convenances des quartiers populeux ou excentriques, en fait de transports, d'éclairage, etc. La question d'argent est pour elles accessoire : ce qui prime tout à leurs yeux, c'est l'intérêt de la communauté, de la communauté pauvre surtout, tandis qu'un industriel pensera d'abord et prin-

(1) Darwin, *op. cit.*, 296.

cipalement à ses bénéfices. Remarquons toutefois, ici encore, que des résultats analogues peuvent être obtenus par voie de traités avec les concessionnaires ou de contrôle sur leur gestion. — A meilleur marché? Ce point est douteux. Prenons pour exemple les exploitations de gaz. D'après sir C. Boyle, secrétaire permanent du *Board of Trade*, le tarif moyen des usines municipales serait de 3 sh. 1/4 p. les 1000 pieds cubes, tandis que celui des compagnies s'élèverait à 3 sh. 6 p.; mais si l'on excepte de la comparaison les très grands centres comme Birmingham, Manchester et Glasgow, les prix, selon le même auteur, se feraient équilibre. Lord Avebury, procédant par cas particuliers, compare la situation dans deux villes-types, Nottingham et Sheffield : il y a quinze ans, le prix du gaz était le même dans ces deux villes; aujourd'hui, il coûte 2 sh. 6 p. à Nottingham où l'exploitation est en régie, et 1 sh. 4 1/2 p. seulement à Sheffield, où elle est concédée (1).

Rendons maintenant pleine justice aux larges et généreux efforts faits depuis cinquante ans par les municipalités anglaises en vue de l'hygiène urbaine et de la santé publique. Grands travaux de voirie et de canalisation, vastes opérations immobilières, bains publics, lavoirs municipaux, dépôts de lait stérilisé pour les nourrissons, sans parler de somptueux hôpitaux et sanatoria, les grandes cités britanniques ont dans tout cet ordre d'idées donné l'exemple aux villes continentales, et sans s'arrêter à critiquer les détails ou le mode de fonctionnement de plusieurs de ces grands services de salubrité, on doit reconnaître que, s'il s'agit ici de socialisme, c'est, du moins, du plus heureux et du mieux entendu des socialismes.

Une réserve s'impose pourtant, en ce qui concerne la construction des maisons ouvrières. Non contentes de dégager et de nettoyer ces entassemens malsains, ces foyers d'infection, les *slums*, dont on sait que la malfaisance physique et morale, dans l'Angleterre urbaine, n'est nulle part égalée en Europe, les municipalités ont voulu reconstruire ce qu'elles démolissaient, et fournir elles-mêmes à leurs pauvres l'habitation hygiénique. Non seulement, en ce faisant, elles ont obéré leurs finances,

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 81. En matière d'électricité, les comparaisons ne sont pas sensiblement plus favorables aux municipalités. Voyez les déclarations de sir C. Boyle dans le *Report from the joint select committee on Municipal Trading* (1900), p. 6 et cf. *Ibid.*, p. 37. — Cf. Vermaut, *op. cit.*, p. 175.

non seulement elles ont, comme nous l'avons dit, paralysé l'action de la philanthropie privée, mais elles ont élevé de si belles, de si vastes et de si coûteuses habitations que les loyers en sont prohibitifs pour ceux à l'intention de qui ils avaient été élevés. Il y a peu d'années, lord Rosebery, inaugurant à Shoreditch les maisons ouvrières du Conseil de comté de Londres, ne pouvait s'empêcher de dire : « Vous installez ici 300 familles, mais vous en avez mis dehors bien davantage ; vous avez fait d'admirables bâtisses, mais les locataires n'en sont pas ceux que vous avez dépossédés ! » A la même époque, l'inspecteur sanitaire de Londres signalait que les opérations exécutées dans le quartier de *Boundary street* avaient fait partir plusieurs milliers de personnes, dont il n'était pas revenu 5 pour 100 : les autres, par horreur de la « migration, » étaient allés s'entasser dans les *slums* restant du voisinage. Étrange façon de « loger » les pauvres, remarque lord Avebury ! « Déloger » serait une expression mieux appropriée (1).

Le point le plus important, dans l'intérêt social, est sans contredit l'action ouvrière des municipalités anglaises. Elles se sont depuis longtemps proposé pour but de relever les conditions du travail et de mener la lutte contre le *sweating*, l'exploitation de la machine humaine, en assurant aux ouvriers directement ou indirectement employés par elles des avantages exceptionnels, tant au point de vue du taux des salaires qu'à celui de la durée des journées. Elles ont usé pour cela, comme les nôtres, de deux moyens. D'abord l'insertion, dans les cahiers de charges des travaux à l'entreprise de clauses spéciales concernant les heures de travail, le chiffre de la paie, etc. Elles ont parfois été, en ce sens, bien plus loin qu'il n'est permis aux villes françaises de le faire (2) : à Londres notamment, à partir de 1892, les salaires à payer par les entrepreneurs municipaux à leurs ouvriers furent fixés par le Conseil de comté sur la base des tarifs des *Trades Unions* (motion de M. John Burns, aujourd'hui président du *Local Government Board*). Le second moyen, beaucoup plus largement appliqué en Angleterre qu'en France, consiste dans l'exécution de tous les travaux munici-

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 52, 53. — Cf. Vermaut, *op. cit.*, p. 193. — On sait qu'à Paris les opérations faites en vue de l'ouverture de la rue Dante, par exemple, ont donné lieu à un résultat analogue.

(2) Décret du 10 août 1892.

paux en régie directe, c'est-à-dire sous la direction d'ingénieurs et contremaîtres municipaux, et par des ouvriers municipaux. C'est encore Londres qui a donné, en novembre 1892, par la création de son *Works Department*, l'exemple en grand de cette pratique dont le résultat immédiat a été d'accroître considérablement le prix de revient des opérations : à Londres, de 1893 à 1901, les dépenses excédèrent de 79 000 livres sterling les estimations faites par le Conseil de comté lui-même, et, mieux encore, à West Ham, dans les deux premières années du fonctionnement de la régie, les travaux exécutés coûtèrent 50 000 livres sterling de plus qu'ils n'eussent coûté avec des adjudicataires (1). Partout en Angleterre, les salaires des ouvriers municipaux ont été artificiellement surélevés. Non pas que, municipalisés, ils travaillent avec plus de zèle ou d'énergie : les maçons du *Works Department* de Londres posent en moyenne 300 briques par jour, au dire du président du Comité compétent, alors qu'un maçon américain en pose 2 000 (2) ; la discipline est pitoyable, et les renvois impossibles depuis que chacun d'eux provoque une interpellation au Conseil ; « c'est la municipalisation de la fainéantise, » a-t-on pu dire de la régie à West Ham. Mais la tendance à la hausse du salaire est inévitable. M. Keir Hardie se vantait naguère devant l'Association des *Municipal employees* qu'en 1903, année de dépression industrielle et de baisse générale des salaires en Angleterre, les salaires des ouvriers municipaux eussent pour ainsi dire doublé (3). Un récent rapport officiel donnait la liste des hausses de salaires des ouvriers et employés du Conseil de comté de Londres, de 1899 à 1904 : les hausses indiquées, fort nombreuses, se montaient parfois jusqu'à 33 et 38 pour 100, notamment dans la construction et les machines ; or, les statistiques du *Board of Trade* montrent que, dans l'industrie privée, les taux de salaires ne s'étaient pas accrus de plus de 1 pour 100 durant cette période (4).

Il faut, dit-on, donner l'exemple ! Mais de quel droit, pour donner l'exemple (à supposer que cet exemple soit suivi), créer une classe d'ouvriers privilégiés, jouissant de salaires surélevés

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68. — Cf. articles du *Times*, *passim*.
(2) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68.
(3) *Ibid.*, p. 43.
(4) *Ibid.*, p. 46, 47.

et de journées réduites, aux frais de la municipalité, c'est-à-dire des contribuables, et, entre autres contribuables, des autres ouvriers, qui supportent par la hausse de l'impôt leur part des frais de l'expérience? La vérité n'est-elle pas que ces travailleurs municipaux, classe privilégiée, *sont des électeurs?* Sur 14 millions de salariés, il y a en Angleterre 2 millions de salariés municipaux (ouvriers et employés). De quelle force électorale ne dispose pas cette armée, conduite par un syndicat puissant, l'*Association of municipal employees*, et nombre d'autres organisations locales qui jouent vis-à-vis des municipalités le rôle des *Trades Unions* vis-à-vis des patrons! Il y a, à Londres, 60 000 salariés municipaux, soit 8 pour 100 du nombre des électeurs londoniens et 17 pour 100 du nombre des votans effectifs. A Glasgow, les salariés municipaux représentent 7 et demi pour 100, et, en mainte autre ville, de 5 à 8 pour 100 du total des électeurs. On voit le danger de cette situation, j'entends la porte ouverte à la corruption électorale sous ses diverses formes : d'abord, sous sa forme courante, le favoritisme, la pression politique exercée par les élus en faveur de leurs créatures, puis le marchandage électoral, l'appel aux surenchères, l'achat des votes par les promesses : « Votez pour moi et vous aurez la journée de huit heures avec 30 shillings par semaine (1)! » Peu à peu, les salariés municipaux deviennent les maîtres des municipalités : « Bientôt, écrit un Anglais (2), ce ne seront plus les assemblées de villes qui emploieront leurs employés, mais ceux-ci celles-là! » Naguère, à West Ham, les conseillers socialistes, élus sur mandat impératif, signaient d'avance leur démission en blanc, et « le sort de toute question à résoudre par le Conseil était réglé d'avance par le groupe socialiste en réunion secrète (3). » Le gouvernement urbain se transforme ainsi en un gouvernement par syndicats et *hangers-on;* la menace du *spoils system* apparaît sur les brisées du municipalisme. Comment s'étonner que devant cet état de choses, aggravé d'ailleurs par l'énorme développement de la bureaucratie municipale, il n'ait pas été besoin de scandales financiers tels que ceux qui ont éclaté récemment en divers endroits, notamment à West Ham, pour que l'opinion se soit

(1) Darwin, *op. cit.*, p. 158. — *Times* du 16 septembre 1902.

(2) J. A. R. Marriott, *Fortnightly Review* de décembre 1902, p. 970. Cf. Porter, *op. cit.*, p. 93.

(3) *Times* du 16 septembre 1902.

émue et ait voulu protester contre la désorganisation systématique de ce *local government* dont l'Angleterre était si fière; pour que des hommes d'ordre, comme le Lord Provost de Glasgow, sir John U. Primrose, aient dénoncé dans la puissance politique des employés municipaux « un danger qui pourrait devenir destructeur du meilleur gouvernement, » et qu'on ait vu proposer sérieusement par des municipalistes influens, tels sir Th. Hughes, deux fois maire de Liverpool, ou M. E. O. Smith, *town clerk* de Birmingham, de priver les salariés municipaux du droit de vote municipal! Jugez quelles rumeurs, — ou quels éclats de rire, — soulèverait en France une pareille proposition, visant soit les salariés municipaux, soit les salariés de l'État!

V

Le socialisme, en France, a fait beaucoup plus de progrès dans l'État qu'en Angleterre : il en a fait, — jusqu'à présent, — beaucoup moins dans la société locale, et c'est un des avantages que nous devons à un régime de centralisation rigoureuse dont les résultats nous ont fait à d'autres points de vue tant de mal. Il ne faut pourtant pas se dissimuler qu'en France même, sans parler des expériences collectivistes tentées çà et là par des municipalités révolutionnaires, les dangers du municipalisme s'étendent et s'aggravent chaque jour. Les unes après les autres, la plupart des grandes villes subissent les atteintes du mal qui tantôt pénètre secrètement les organismes locaux, tantôt s'étale au grand jour et développe tous ses abus dans les « régies » municipales. La dette communale de la France, qui, en 1891, ne dépassait pas 3 224 millions de francs, s'élève, en 1905, à 4 082 millions; la dette de la Ville de Paris atteint aujourd'hui 2539 millions, alors qu'elle n'était que de 1 872 millions en 1891. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que du fait de notre régime social et politique, la gravité du mal, sa nocivité, si l'on peut dire, est beaucoup plus sérieuse chez nous que chez nos voisins d'outre-Manche. En Angleterre, les traditions de la liberté, l'esprit public et l'esprit pratique du citoyen, la forte éducation politique du peuple, l'ont jusqu'à présent atténuée. Mais combien plus aigu ne sera pas le danger dans une nation où ces qualités « civiques » ne se trouvent pas au même degré; dans un État comme la France où les administrations locales sont loin de

trouver toujours un régulateur, un modérateur, auprès d'une opinion formée aux affaires et habituée à les suivre, où d'ailleurs leurs actes ne relèvent pas de la juridiction civile, ouverte à tous, mais d'une juridiction spéciale et d'accès difficile; dans un pays enfin où le suffrage égal et par tête, de lui-même improportionnel et arbitraire, règne souverainement, sans contrepoids ni tempérament, et où, plus que partout ailleurs, il est vrai de dire que le « grand nombre qui vote peut impunément surcharger le petit nombre qui paie! » L'étude des résultats du socialisme municipal en Angleterre doit donc nous convaincre de cette vérité que, malgré les apparences, le « municipalisme » n'est pas fait dans l'intérêt de tous, mais de quelques-uns, et qu'à défaut de la concurrence libre, les villes peuvent et doivent trouver dans le régime de la concession les mêmes avantages que dans celui de l'exploitation directe, moins le risque financier, les fâcheux effets économiques et les dangers politiques et sociaux inhérens à la « municipalisation. » A chacun sa fonction: faites pour administrer, les municipalités ne sont pas faites pour exploiter des industries, pratiquer le commerce, ou se faire entrepreneurs de travaux; c'est la leçon de l'expérience anglaise en même temps que la règle du bon sens.

L. Paul-Dubois.

DIX ANNÉES DE ROMAN FRANÇAIS

Il serait assez téméraire de prétendre offrir, dès aujourd'hui, aux lecteurs de la *Revue*, l'esquisse complète et détaillée de l'histoire du roman français au cours des dix dernières années. Moins encore pourrait-on songer à établir une sorte de catalogue technique des livres et des noms qui furent, durant ce bref espace, mis en vedette. Aussi me hâté-je de reconnaître le défaut de recul ainsi que maintes lacunes inévitables dans les réflexions qui vont suivre. Des artistes d'un très réel mérite, des œuvres très intéressantes ne trouveront point leur place, — et je le regrette, — dans cette sorte de vue perspective qu'il m'a paru intéressant d'ébaucher sous la forme d'un résumé rapide et synthétique. Heureux encore si j'arrive à y préciser, sans trop d'aridité, quelles furent, depuis l'effacement du naturalisme, les tendances dominantes dans le genre romanesque! Quelque nombreuses, quelque contradictoires, quelque embrouillées que puissent être les influences agissantes, une orientation primordiale se dessine presque toujours, après deux ou trois lustres, dans l'évolution d'une littérature ou d'une esthétique. Le présent travail offrira peut-être cette utilité d'en établir la coordination et l'ensemble: il n'a point d'autre ambition?

I

Le mouvement qui, déjà vers 1895, se manifestait dans le roman, la tendance à mêler tous les genres et à s'affranchir des écoles, n'a cessé d'aller en s'accentuant.

Quelques observateurs hâtifs en ont conclu à une riche et nombreuse diffusion d'écoles : n'en faudrait-il pas plutôt déduire l'absence d'école maîtresse, ou même une sorte d'anarchie confuse à laquelle serait livré momentanément ce domaine de la littérature d'imagination? Pour peu qu'on y veuille réfléchir, on sera bien forcé de reconnaître qu'il n'y a plus d'écoles aujourd'hui, mais bien des influences et des imitations, et que les apparences d'écoles encore subsistantes répondent seulement à quelques groupemens arbitraires. La confusion qui semble régner dans les productions actuelles de nos romanciers n'est, aussi bien, qu'une répercussion de l'anarchie générale à laquelle tendent les ardeurs fiévreuses de notre époque. Si, pourtant, nous en venons à rechercher quelles causes ont pu amener ce fléchissement des maîtrises dirigeantes, nous en découvrirons de singulièrement diverses.

Il faudra noter, principalement, l'individualisme impérieux dont la littérature française se pénètre de plus en plus, à mesure que tous les genres donnent un peu l'impression d'être épuisés et que chacun, néanmoins, poursuit une originalité trop souvent fuyante ou inaccessible. Mais, presque au même degré, devrait entrer en ligne de compte la débâcle du naturalisme. Elle ne fit que précéder le déclin où semble tombé à son tour le roman de psychologie pure, né lui-même d'une réaction contre l'école antérieure. Il y a vingt ans, le roman naturaliste, sorti du réalisme relatif de Balzac et de la conception pessimiste de Flaubert, régnait absolument. Il s'effondra vite, parce qu'il eut le tort de borner toute son esthétique à la description exacte et méticuleuse des milieux et des mœurs, et parce que, comme on l'a dit, « à force de ne voir partout que des faits, on avait oublié les idées. »

Les idéalistes, ayant d'abord profité de cette chute, choppèrent contre l'écueil opposé. Pour avoir voulu régénérer le roman par l'emploi d'une psychologie presque uniquement dressée à surprendre et à noter le jeu des plus furtifs mouvemens de l'âme, ils ont quintessencié à l'excès, ils ont trop raffiné, trop subtilisé; ils sont vite devenus ennuyeux.

Toutefois, ni le naturalisme, ni l'école psychologique ne disparurent sans laisser des traces de leur influence. Un grand nombre d'œuvres notoires dérivent, actuellement encore, de Flaubert, des Goncourt et aussi de Zola. Le roman d'aujour-

d'hui leur doit un renouveau d'exactitude, un rajeunissement pittoresque, une attention plus soutenue et plus éclairée dans la peinture des milieux, ainsi que le souci d'un cadre élargi et précisé, souci presque inconnu jusqu'à *Madame Bovary*.

N'hésitons point, en revanche, puisque c'en est ici l'occasion, à rendre le naturalisme responsable de l'une des plaies qui ont le plus violemment attaqué l'organisme du roman moderne depuis le jour où l'école de Médan parvint à triompher. Je veux parler de la pornographie littéraire. Ce n'est pas que la grivoiserie et même l'obscénité ne soient toujours demeurées comme un feu latent qui couve à toutes les époques dans les sous-sols du donjon romanesque, et cela, je le crois bien, dans toutes les littératures. Car c'est fort injustement que la langue française, véhicule universel des idées et des sentimens, se trouve incriminée par le fait de tous les impudens qui, pour arriver à une profitable diffusion, lui empruntent son admirable lexique. Sans nous occuper même des ignominies fabriquées en terre batave et mises au compte de la France, il ne faut pas oublier que les livres français les plus audacieux et les romans les plus cyniques restent plutôt des articles d'exportation. Lus à l'étranger, presque uniquement par des étrangers, — auxquels il serait bien aisé pourtant, s'ils le voulaient, de trouver dans leurs propres officines de quoi satisfaire leurs goûts les plus spéciaux, — ces ouvrages contribuent à faire la fortune du lieu commun légendaire « de la corruption française, » non moins que celle du cliché classique sur le « dévergondage » de la littérature au pays de Molière.

Cette protestation contre un préjugé qu'il est assez agaçant de voir entretenir avec une ferveur trop intéressée pour n'être pas tendancieuse, ne peut nous dispenser d'admettre la responsabilité de quelques-uns des plus célèbres écrivains dans cette délicate matière.

C'est un signe des temps nullement négligeable, que certaines investigations, jadis abandonnées aux exploiteurs de scandale ou réservées à quelques spécialistes dissimulés, soient aujourd'hui pratiquées au nom d'un prétendu droit de tout dire, par des artistes supérieurement doués d'ailleurs.

Parfois même, ce culte d'un amoralisme aisé, très favorable aux dilettanti, pousse des esprits blasés, las du bel air et des vices alanguis, jusqu'aux pires recherches, et l'on voit des ro-

manciers originaux employer leur art ironique et subtil à écrire des romans déconcertans, comme le *Bubu de Montparnasse* dû à M. Charles-Louis Philippe, ou comme le *Tigre et Coquelicot* signé par M. Charles-Henri Hirsch, qui sont, narrées avec quelques qualités de style, les véritables éphémérides des hors la loi et de la crapule. Des lettrés, enfin, se réclamant de leur sincérité et de leur ingénuité de nature, affirment que tout être humain a le droit de dire ce qu'il a vu, de décrire tous les milieux qui ont façonné son moi et toutes les influences qu'il a subies, — eût-il assisté aux pires débauches, eût-il vécu dans une atmosphère irrespirable de pourriture, eût-il enduré des contacts inavouables. — Si l'un d'eux est un écrivain de génie, il peut lui arriver alors de créer des livres dont l'émouvante et exécrable ardeur énerve et révolte. Mais le cas est rare, et l'écueil le plus redoutable de cet appel fait aux séductions de la décadence réside dans l'imitation imbécile et plate que cherchent à réaliser des scribes du dernier ordre, innommables ravaudeurs du vice, séduits par le succès de quelques privilégiés.

La fortune du roman psychologique n'a point subi un retour aussi défavorable que celle du roman naturaliste. Si ses excès ont fatigué les lecteurs qui veulent surtout trouver dans le récit imaginatif un divertissement, l'influence de ses promoteurs demeure plus actuelle et plus durable, aujourd'hui même, que l'action déjà étrangement caduque des naturalistes exagérés.

Et, d'abord, n'est-ce pas à l'école de M. Paul Bourget qu'il faut attribuer l'honneur, pour le roman français à la fin du XIXe siècle, d'avoir prêté à la vie de l'âme et à la mentalité des personnages mis en scène, une observation plus exacte, plus intuitive, et une attention plus sympathique? N'est-ce pas la réaction provoquée par lui qui a réintégré dans le roman le souci du sentiment poétique et l'élégance qui substitue à la crudité des termes certaine préoccupation cérébrale désormais muée en ironie, — une ironie que nous apprécions d'autant plus qu'elle éloigne l'écrivain comme le lecteur des bassesses recherchées autrefois?

***

S'il n'existe plus à proprement parler d'écoles ou, du moins, s'il est vrai de dire qu'aucune école ne peut prétendre conduire le mouvement actuel, il s'est formé des groupemens, sortes de cha-

pelles sans dogmes neufs, mais qui visent à faire prévaloir certaines esthétiques nettement distinctes les unes des autres. Ainsi pourrions-nous, sans nous arrêter aux pseudo-écoles du naturisme ou de l'humanisme, distinguer aujourd'hui, dans le roman français, trois ou quatre courans principaux.

Il y aurait surtout à y rechercher la répercussion du tourment social contemporain, répercussion plus ou moins étroitement associée au réveil des études historiques, ainsi qu'à l'examen des forces qui, à travers les temps, ont pesé sur les sociétés : la fortune du roman de mœurs sociales et collectives s'explique par là merveilleusement.

Cette même hantise a fait surgir chez beaucoup de romanciers l'inquiétude traditionaliste, un désir pressant de retour au passé. Ces élans, à leur tour, unis déjà chez certains d'entre eux à l'inquiétude des forces morales signalées plus haut et à la poursuite documentaire des fastes historiques, se sont rencontrés principalement parmi les artistes les plus attachés à leur province, parmi des conteurs régionalistes qui, dans la connaissance exacte et chaleureuse de leur sol, ont puisé d'excellentes raisons pour aimer plus tendrement leur foyer natal, le sûr et sacré palladium des mœurs ancestrales.

Tandis qu'ils se livrent au démon intérieur qui fixe à leur activité un but, une pensée d'apostolat, de solidarité ou d'enseignement, d'autres, très nombreux, continuent à n'écrire que pour faire œuvre d'art, à ne conter que pour le plaisir de conter. Des soucis de culture classique, l'utilisation d'une langue mordante ou savoureusement pastichée d'après l'ancien langage du XVIIe siècle, figurent au premier plan de leur idéal esthétique. C'est à tort, d'ailleurs, que l'on a voulu voir une fausse renaissance du classicisme dans ces contes philosophiques et satiriques dont M. Anatole France fut presque seul à associer la ciselure verbale à des vues nihilistes de pamphlétaire social. Il serait, enfin, aussi puéril qu'injuste de ne point mettre en valeur l'un des faits les plus significatifs que le roman français ait eu à enregistrer naguère dans ses annales : je songe à l'envahissement du genre, — sous la poussée du féminisme à la mode, — par un nombre toujours croissant de femmes écrivains.

Est-ce là tout et aurons-nous dit le nécessaire, au moins, quand nous aurons repris avec quelque détail l'analyse de chacun des courans caractéristiques indiqués ici?

Non, puisque, dans la multiplicité des romanciers indépendans qui semblent n'appartenir à aucun de ces courans, quelques-uns se sont imposés au public d'une manière irrésistible. C'est ainsi que l'évolution de M. Joris-Karl Huysmans vers l'art catholique nous a valu des œuvres fortes et singulières ne relevant presque plus de l'imagination, mais plutôt du genre des mémoires et de l'autobiographie, et qui resteront comme de ferventes études lyriques d'art religieux. *La Cathédrale*, *Sainte Lydwine de Schiedam*, *l'Oblat*, *les Foules de Lourdes* ont achevé l'œuvre qu'*En route* faisait entrevoir déjà. De tels travaux, qui contribuent à l'exaltation de la pensée catholique, permettent de joindre aux fidèles de la tradition cet ironiste terrible et courroucé, cet idéaliste enflammé qui, en même temps, demeure un tenant du réalisme incorrigiblement amer, un écrivain savoureux à la plume corrosive, pittoresque et comme perforante. Sans doute, M. Huysmans fut attiré vers l'Église par le prestige de sa grandeur morale et par le culte qu'il portait en lui de la beauté mystique. Gardons-nous néanmoins de négliger le symptôme de ce retour vers l'Éternelle combattue, à l'heure grave dont le glas sonne à nos oreilles et, nous reportant au début du XIXe siècle, après la tourmente révolutionnaire, songeons qu'un élan analogue — toutes proportions gardées d'ailleurs! — trouva son incomparable expression dans le *Génie du Christianisme*...

L'exotisme, enfin, a été développé par le goût des voyages et par les facilités nouvelles que créèrent les incessans progrès scientifiques. Ce sera, apparemment, le durable prestige dont l'œuvre entière de Pierre Loti demeurera auréolée, que l'âme des races enfantines ait pu trouver dans cette œuvre une aussi saisissante expression, en même temps qu'elle y trahissait toute sa grâce voluptueuse et un peu obscure. Depuis dix ans environ, — et jusqu'aux *Désenchantées*, l'un de ses succès les plus retentissans, — Pierre Loti a surtout fixé dans ses écrits les souvenirs d'une existence aventureuse, avec des silhouettes et des fantômes d'Extrême-Orient. Cela forme une série d'ouvrages où son originalité de peintre inimitable de l'exotisme s'est montrée toujours grandissante : les *Reflets sur la sombre route*, *Vers Ispahan*, la *Troisième Jeunesse de Mme Prune*, l'*Inde* (*sans les Anglais*), les *Derniers Jours de Pékin*, etc. Dans ce dernier volume, par exemple, — qui nous reporte aux événemens dont la Chine fut le théâtre après

la prise de Pékin, et tandis que les batailles finissaient dans l'effondrement des pagodes ou dans les sinistres lueurs d'incendies grandioses, — apparaissent un laisser aller plein d'art, une ordonnance savante dans son apparent désordre, des impressions qui ont l'air d'être fugitives et dont la mémoire demeure obsédée. Une gradation insensible y élève notre émotion de la simple curiosité à l'angoisse, de la vibration patriotique aux méditations inquiètes du philosophe et du moraliste. Qui mieux que Pierre Loti a su atteindre la puissance communicative dans les sensations que son art provoque ? L'aiguë et pénétrante sensibilité de celui d'entre nos écrivains qui a le plus fidèlement exprimé l'anxiété mortelle et vague qui pèse sur une époque préoccupée de l'anéantissement final, — la cruelle nostalgie du poète expert à rendre, d'une façon crispée jusqu'à l'oppression, la fuite irréparable des choses, la ruine des civilisations et des empires, — ont trouvé des moyens nouveaux d'expression et éveillé en nous des impressions non ressenties encore. L'idéaliste amer et désabusé qui double chez Pierre Loti un réaliste instinctif et génial, surgit ainsi à chaque page de ce livre pour extraire une leçon grandiose d'un épisode véhément ou furtif. Tout le passé fantasmagorique qui se résume aux yeux de nombreuses générations éblouies dans cette expression « Céleste Empire, » s'abolit sous nos yeux : et cette débâcle tragique, Pierre Loti l'a décrite en quelques tableaux effrayans, éclairés d'une observation directe, mais imprégnés inoubliablement d'une mélancolie recrue et d'une sorte d'horreur. Lui qui, dans ses délicieux volumes sur le Japon, nous donna des albums d'un pittoresque si aigu, lui qui sut évoquer avec une si lumineuse fidélité des paysages de féerie, des scènes comiques ou attendries, voire des gestes de simple grâce animale, il a découvert ici l'élan aveugle de la brute humaine déchaînée et l'épouvante des tortures ingénieuses, affinées par des siècles de pratique infernale.

Dans son art, néanmoins, la même simplicité des moyens se manifeste toujours. Pierre Loti a vu ce que tous ont pu voir; mais les choses fermées le plus hermétiquement aux yeux de tant d'autres, les symboles les plus jalousement gardés le frappent, lui, et s'illuminent pour ses regards de voyant. Un don mystérieux précise dans son imagination les images éblouissantes ou corrosives qu'il veut sauver de l'oubli. Et sa palette d'artiste lui offre toujours, à point nommé, des couleurs entre toutes adéquates et

reconnaissables. Puis il parle, et une solidarité intense est éveillée en nous par sa parole; on croit entendre le cri d'une âme tordue par des affres déchirantes et subtiles. C'est qu'il y a, au fond même de sa personnalité d'écrivain, une large tendresse de cœur, un sens d'apitoiement toujours éveillé, et prêt à comprendre toutes les douleurs et toutes les misères. Quand nous lisons les *Désenchantées*, nous nous demandons si quelque vague de ce courant si puissant de solidarité, — que nous verrons envahir les plus remarquables romans d'aujourd'hui, — n'a pas effleuré l'âme de Pierre Loti à son tour et si ce n'est pas comme une contribution à l'élan de nos romanciers vers un art social et économique qu'il faut envisager ce roman de pitié et de compréhension fraternelle? Nous n'avons pas à rappeler aux lecteurs de la *Revue* les beautés du récit et la magnificence de son cadre; il importe pourtant de faire admirer l'enthousiasme et l'éternelle jeunesse de cœur qui brûle, comme un feu mystérieux, sous la conception de l'artiste. Ce ne sont pas seulement d'incomparables paysages dont les lignes se profilent avec une grâce ensorcelante, c'est toute la vie lamentable et somptueuse des pauvres femmes turques, opprimées dans l'étau de coutumes millénaires, qui est reconstituée et racontée avec autant de généreuse mélancolie que de flamme indignée. L'atroce détresse de ces malheureuses, desséchées moralement et physiquement étiolées sous le ciel paradisiaque de Stamboul, parce que sur elles semble retombée la lourde pierre d'une civilisation morte, voilà ce que les *Désenchantées* ont pour jamais buriné dans notre mémoire.

II

Un grand nombre de romanciers ont donc été amenés à introduire un élément nouveau dans la vie des personnages qu'ils créaient pour animer leurs fictions. Ils en sont venus à mêler à la psychologie des héros, ou des groupes destinés à personnifier telle ou telle conception de l'existence, un ressort moral qui n'était plus seulement la passion ou les émois personnels de ces hommes, ni les réactions produites sur leur âme par ces mouvemens. Ils ont prétendu, de plus, montrer en eux l'action des forces sociales et nous faire surprendre les transformations que le travail des idées et que les vicissitudes des mœurs ont

opérées dans la vie d'un peuple ou dans l'histoire d'une race. La double influence des préoccupations économiques, d'une part, — c'est-à-dire l'inquiétude née du bouillonnement manifeste dont les couches laborieuses ou souffrantes sont depuis longtemps agitées, — et, d'autre part, le renouveau de curiosité qui s'est porté vers les études historiques avec une force impétueuse dont le succès des « Souvenirs » et des « Mémoires » fournir chaque jour une attestation suffisante, cette double influence a agi finalement sur le roman lui-même, devenu social et collectif

M. René Doumic, ici même, a caractérisé le roman collectif en disant qu'il emprunte au roman historique son cadre et sa matière. Mais son objet n'est plus de ressusciter de grands personnages, de nous faire pénétrer dans leur intimité, ni de nous montrer comment des êtres fictifs et individuels ont pu se comporter sous l'influence réelle d'un milieu exactement reconstitué. C'est, désormais, la collectivité elle-même, tout un ensemble d'êtres de semblable origine ou associés dans une existence commune, qui devient le véritable héros du roman. Ce genre, à la vérité original et neuf, répond à un besoin de notre imagination. Il ouvre devant elle un vaste champ inexploré et vierge encore; il peut rendre au roman historique la vitalité et la fécondité, en y faisant pénétrer une psychologie jadis tout à fait négligée ou sacrifiée au décor.

La juxtaposition et la confusion des genres n'a pas épargné le roman social. Il suffit, pour s'en convaincre, de passer en revue la longue théorie des écrivains qui ont été en proie à l'inquiétude dont cette forme littéraire générale est la furtive expression. Théorie imposante et un peu bousculée, qui, pour prendre un exemple parmi les derniers venus, va de M. Léon Frapié, — lequel a exprimé dans la *Maternelle*, et de façon bien saisissante, les misères et les tares de l'enfance abandonnée, — jusqu'à M. Maurice Barrès, artiste de grande envergure, qui pourrait être réclamé tout à la fois par les romanciers d'histoire collective, les romanciers sociaux, les régionalistes et les tenans de la tradition !

Nous voici invités à faire immédiatement, parmi les nombreux écrivains d'imagination hantés d'une même préoccupation, un premier classement.

Ce groupe initial pourra réunir les romanciers qui se sont tout uniment imposé pour but de peindre dans leurs œuvres la

misère du peuple et l'infortune des prolétaires industriels ou agraires, d'interroger la vie des pauvres diables, et de tenter de l'adoucir, soit en montrant sous des couleurs désolées et terrifiantes les plaies dont ils souffrent, soit en proposant quelque remède pour les guérir. Parmi les tout premiers il y aurait lieu de nommer ici M. Édouard Rod.

Dans la plupart de ses romans récens, qui sont d'une inspiration singulièrement probe et vibrante, dans l'*Eau courante* comme dans l'*Incendie*, dans *Un vainqueur* comme dans l'*Indocile*, il a su joindre, à une grande fidélité de peinture et à la simplicité classique des moyens, une connaissance profonde de la vie morale contemporaine. Au cours des deux derniers, il a magistralement exposé le problème de la situation faite au capital par cette lutte sans merci que le travail a engagée contre lui. Certains passages d'*Un vainqueur* resteront comme des modèles de discussion lucide et honnête sur ce passionnant sujet. L'*Indocile* nous suggère une image fidèle du désarroi dans lequel se débat le malheureux que l'on prive systématiquement de toute croyance, pour la remplacer par la panacée illusoire d'un socialisme aussi tyrannique dans son esprit d'intolérance jacobine que ridicule dans ses moyens de crochetage et de mouchardise.

Ses romans qui appartiennent au genre des études sociales étaient fatalement exposés à présenter quelques-uns des défauts propres aux romans à thèse, — puisque l'auteur est acculé à prendre parti, — et nous les découvrons aisément, dans *Un vainqueur* ou dans l'*Indocile*, en dépit des efforts visibles pour éviter cet écueil. Mais la politique passionnée est étrangère à M. Rod. Sa mentalité n'est qu'un prolongement de la pitié dont nous avons vu naître les premières manifestations sous l'influence des grands écrivains russes : et cela seul donne à ses œuvres un caractère nettement social. Une solidarité fraternelle très éclairée, un grand dégoût des agitations malfaisantes dues aux politiciens, tels sont les sentimens qui dominent l'œuvre actuelle de l'auteur de *l'Ombre descend sur la montagne*, et c'est ce que nous trouverons à la base de son pessimisme attristé. Sans doute cherche-t-il à composer une synthèse impersonnelle et probe de la complexité des luttes qui — au milieu de la contradiction des théories — déchirent aujourd'hui la masse des producteurs et celle des travailleurs; sans doute l'énigme des

lois propres à l'organisation sociale existante et l'impossibilité d'échapper à leur force inexorable demeure-t-elle au fond de livres comme *Un vainqueur* ou comme l'*Indocile;* mais, chez l'auteur, le résultat est moins une révolte, une thèse de rébellion ou d'anarchie, qu'un besoin de large et tendre sympathie.

Et tel est bien le sentiment qui domine dans tout un ensemble d'œuvres contemporaines, où l'action sociale se fait sentir moins par une défense de principes — comme c'est au contraire le cas dans *Un divorce* de M. Paul Bourget, ou comme, à l'opposé, on le constate dans les romans socialistes de M. Jean Grave et de son école, — que par un penchant secret et irrésistible vers les humbles à qui l'existence est dure, vers l'étude de leurs joies fugitives et de leurs longues souffrances.

Il suffit de citer, pour les rattacher encore à ce mouvement, *De toute son âme* ou *Donatienne* de M. René Bazin, qui sont de beaux types de romans traditionalistes dont nous aurons à reparler. Mais j'y voudrais joindre aussi certaines productions de MM. J.-H. Rosny. Ces écrivains, sans négliger d'explorer les veines les plus diverses de la mine imaginative, ont tenté, dans le *Fardeau*, publié récemment et longtemps après le *Bilatéral*, une étude inquiète et poignante de la pauvreté honteuse, étude dont l'inspiration se relie à celle d'un de leurs romans les plus remarqués : l'*Impérieuse Bonté*. Puis viendrait M. André Couvreur dont les livres un peu brutaux et engorgés peut-être, (*Les Dangers sociaux*) ont affirmé avec talent des visées scientifiques et économiques, trop dégagées, — il est vrai, — de certains soucis d'art. Il leur est acquis, du moins, d'avoir dévoilé les misères les plus graves de notre organisme familial et social à l'heure présente. M. Adolphe Brisson dans *Florise Bonheur*, M. G. Geffroy dans l'*Apprentie*, s'intéressèrent à l'existence des petites ouvrières parisiennes, le premier avec une sympathie sereine, le second avec plus d'âpreté. Enfin des œuvres comme *les Primaires* de M. Léon Daudet tiennent sans doute du pamphlet, mais elles sont significatives d'un malaise endémique au même point que le vigoureux roman de M. Jean Nesmy, *les Égarés*, qui a conquis le public en traçant une analyse impitoyable du mal dont souffre, au moment présent, toute une partie des éducateurs français : l'internationalisme.

III

Si l'on envisage la production du roman dans la variété si abondante qu'elle a présentée au cours de ces dernières années, on aura vite fait de remarquer que la forme le plus volontiers choisie par les écrivains travaillés de tendances sociales a été le vaste tableau collectif, le roman de foules et d'ensembles. Déjà, dans *Germinal*, comme du reste dans presque toutes les productions d'Émile Zola, l'effort principal de l'écrivain s'est porté avec insistance sur le maniement et sur la mise en circulation des groupes nombreux de personnages, effort inusité jusqu'à lui, sauf dans telle composition de génie comme les *Misérables*. L'œuvre du maître de Médan est trop connue pour qu'il puisse y avoir quelque utilité à insister sur ce point. Bornons-nous à noter que, après avoir écrit ses retentissantes compilations où certaines parties demeurent solides, — précisément celles qui touchent à ces ensembles, — Zola a terminé sa carrière par des livres dont ses plus grands admirateurs eux-mêmes ont malaisément tenté de défendre l'esthétique appauvrie. *Paris*, *Fécondité*, *Travail* apparaissent comme des ouvrages indigestes, dans lesquels le parti pris des thèses et la superficialité de l'observation éclatent crûment et achèvent d'en amoindrir la discutable valeur artistique. Et toujours les problèmes sociaux ont hanté despotiquement la pensée de l'auteur des *Rougon-Macquart*, au point qu'il a fini par se perdre dans le réseau enchevêtré des théories et des expériences.

Mais déjà, au temps même où Émile Zola paraissait innover en ce sens, un mouvement se dessinait assez précis vers le roman social et vers le roman d'histoire ainsi transformé par la psychologie collective.

Ce genre, il est vrai, répond le mieux, et de la façon peut-être la plus attrayante, à toutes nos curiosités comme à la plupart des élans intellectuels ou sentimentaux qui dominent notre société contemporaine. Il prétend nous livrer, en images et en fresques imposantes, un résumé schématique de tout ce qui s'agite dans le monde de la pensée, désormais occupé presque morbidement de philosophie et de sociologie. Tantôt nous avons affaire à un ironiste plein de détachement caustique qui transcrit, en les colorant au gré de ses préférences mentales, les

mouvemens de l'histoire politique instantanée : c'est l'œuvre de M. Anatole France, dans le *Mannequin d'osier*, dans l'*Anneau d'améthyste*, dans l'*Orme du Mail*, où, si plaisamment, nous apparut le significatif M. Bergeret. Mais ici la forme, incomparable d'élégance sobre et de nette limpidité, atténue la violence cachée des idées, et c'est pourquoi ce romancier, — qui se révéla artiste si voluptueux dans le *Lys rouge*, — trouverait sa place naturelle parmi les conteurs auxquels nous attribuons la présente renaissance du classicisme.

Les vrais protagonistes de cette sorte de roman sont M. Paul Adam et MM. Paul et Victor Margueritte. Leurs œuvres les plus récentes nous permettent d'admirer d'abord le don particulier qui leur est commun de faire se mouvoir les vastes ensembles, et d'évoquer puissamment les épopées de l'histoire.

Avant d'insister sur la carrière fournie par ces romanciers dans la direction qui nous occupe, arrêtons-nous un instant encore aux causes génératrices de cette nouvelle transformation opérée dans la fiction romanesque. Le terme même de « roman collectif » appartient, je crois l'avoir dit, à M. René Doumic (1). D'après lui, la fortune sensationnelle du nouveau genre serait le résultat d'une sorte de fatigue ressentie par le public et par les auteurs eux-mêmes à l'égard de la littérature purement imaginative. Il y aurait à discuter si les symptômes relevés dans le déclin de certaines formes de cette littérature, et qui pourraient venir d'une surproduction exagérée, doivent être considérés comme l'indice d'une sorte d'épuisement dans les facultés d'invention, d'analyse, d'observation, de création enfin chez les romanciers actuels. Et de même, il n'est pas démontré que les auteurs aient voulu, pour rajeunir le roman, en faire une manière de compromis avec l'histoire, en substituant, de propos délibéré, à une œuvre presque uniquement fantaisiste et fictive, un travail surtout documentaire. Il est aisé de s'en apercevoir si l'on parcourt les derniers parus parmi les principaux romans d'histoire qui sont presque tous sortis d'une inspiration patriotique et du culte pour les résurrections légendaires. Mais nous estimons très exactes les causes que M. René Doumic invoque ensuite pour expliquer le succès du roman collectif. Elles semblent indépendantes de tout épuisement dans les facultés des romanciers ou dans la sève du genre lui-même.

(1) *Études de Littérature française*, 5e série, par René Doumic, chez Perrin.

Il convient de parler d'abord ici du renouveau extraordinaire de l'influence de Balzac. Tout comme le colossal auteur de la *Comédie humaine*, les plus puissamment musclés d'entre nos écrivains d'imagination ont voulu se mettre eux-mêmes tout entiers dans une œuvre de trame continue; rassembler de nombreux personnages et poursuivre leurs destinées à travers des compositions successives, les montrer en action, et observer leurs mobiles ou le jeu de leur énergie au milieu des aventures les plus diverses. Ainsi se sont-ils efforcés de construire des monumens dont l'imposante architecture rappellerait l'échafaudage immortel de l'œuvre balzacienne. Au même moment, l'engouement inattendu pour les mémoires, pour les souvenirs, pour les *memoranda* qui ont envahi les marges de l'histoire, a paru leur indiquer la voie. On a vu surgir, à côté des reconstitutions curieusement documentaires analogues au *Saint-Cendre* ou au *Blancador l'Avantageux* de M. Maurice Maindron, le roman « d'histoire et de psychologie collective. » Le goût pour les évocations du passé a exigé non plus de secs et graves récits, mais des tableaux vivans, des narrations animées, des anecdotes, des souvenirs intimes. La recherche minutieuse du détail rétrospectif a remplacé l'impressionnisme aux notations ultra-modernistes. Des études purement historiques, où la psychologie s'est introduite pour les transformer, la préoccupation des ensembles, la hantise des sentimens collectifs et celle des phénomènes de l'esprit de corps ont passé dans le roman. « Une foule, un groupe quelconque a une âme qui n'est pas la somme de toutes celles qui la composent, mais qui en est plutôt la résultante. » C'est ainsi que l'on peut rattacher l'avènement de ce genre au retour des curiosités vers l'histoire pittoresque et aux progrès de la psychologie collective.

L'histoire politique a incontestablement dominé la pensée sociale et philosophique de M. Paul Adam et de MM. Paul et Victor Margueritte. Les romans de l'auteur du *Thé chez Miranda* et principalement *la Force*, *la Ruse*, *l'Enfant d'Austerlitz*, etc., présentent, à côté de leurs défauts, de très grandes qualités. M. Paul Adam intéresse toujours, soit qu'il ait pour principal objet de peindre la vie tumultueuse, grisante, la frénésie des appétits jouisseurs, comme dans la *Force*, soit qu'il choisisse pour sujet la Restauration, époque grise, contradictoire et confuse, et qu'il s'attache à en raconter les complots, les menées

conspiratrices et tout le douloureux travail clandestin qui la mina. Doué d'un pouvoir d'imagination qui n'a pas été accordé à beaucoup de ses imitateurs, capable, dans ses reconstitutions, de préciser les larges teintes des ensembles par une notation exacte du détail le plus mince, et, en apparence, le plus fugitif, M. Paul Adam « voit » les choses sous un angle inédit, et il sait donner à ses décors un relief saisissant, presque toujours vrai. Mais il lui arrive de céder à sa facilité même et au furieux débordement d'idées et de métaphores qui envahissent son cerveau. L'imagination maîtresse agrandit, magnifie tout dans sa vision.

MM. Paul et Victor Margueritte ont tenté avec succès une entreprise analogue. L'œuvre qu'ils ont édifiée et qui, sous le titre d'*Une Époque*, comprend le *Désastre*, les *Tronçons du Glaive*, les *Braves Gens*, la *Commune*, demeurera le monument commémoratif, grave et triste, d'une épopée entre toutes inoubliable.

Histoire vécue plutôt que roman, c'est comme le journal de la guerre de 1870, tenu minutieusement à jour, racontant par le détail tous les événemens, expliquant le retentissement et le contre-coup qu'ils eurent, sur l'heure même, dans l'intelligence, dans l'âme et dans le cœur de ceux qui en ont été les acteurs et les victimes, et unissant à une dramatique précision une chaleur et une émotion communicatives. De superbes qualités morales, de vigoureuses qualités d'art caractérisent cette odyssée grandiose et frémissante. Nous aurons vite fait de dire lesquelles. Et, d'abord, qui ne louerait le sentiment si élevé qui a dicté aux fils du général Margueritte leurs premières pages, comme il n'a cessé d'animer tous leurs élans? Ils ont compris qu'à une telle noblesse de sujet devait correspondre une compréhension non moins haute de l'œuvre à élever. Quel sujet plus poignant, en effet, plus apte à faire vibrer des âmes patriotes, et surtout des âmes de soldats, que cette guerre désastreuse, héroïque et farouche? C'était bien ici l'occasion de réunir toutes les âmes individuelles de ce peuple, pour en faire jaillir l'âme collective! Aussi la notion du roman collectif n'a-t-elle rencontré aucune réalisation plus grandiose et plus adéquate que cette tétralogie d'*Une Époque*. Et c'est, évidemment, leur patriotisme, qui a permis à MM. Margueritte de peindre sous des couleurs aussi vives, et qui semblent palpiter, un tel passé de tristesse. C'est aussi l'amour de la France qui leur a donné l'inébran-

lable conviction d'un relèvement futur. Comment eussent-ils pu, sans cet optimisme, mener à bonne fin une œuvre dont chaque page devait rappeler un découragement, un malheur ou une souffrance? La fusion des deux personnalités qui y collaborèrent prête au style, en divers endroits singulièrement impersonnel, un accent très émouvant; ailleurs, les écrivains ont réussi à faire jaillir d'incidens simples ou intimes une émotion singulière. A côté des tableaux dont nous sommes frappés, nous pouvons suivre dans ces romans une analyse compréhensive et serrée de l'âme et de l'esprit militaires. Et ainsi ces descriptions d'épopée se haussent à la valeur d'un véritable enseignement psychologique.

Avec MM. Paul Bourget et Maurice Barrès, le roman social devait acquérir pleinement ce dernier caractère.

IV

Aïnsi que M. René Doumic l'a bien indiqué, le roman social, tel que l'entendent M. Paul Bourget et son école, se préoccupe avant tout de la lutte entre le passé et le présent, des conflits qui surgissent entre l'idéal d'hier et celui de demain, de la bataille engagée entre les intérêts individuels et les intérêts familiaux, des vicissitudes que traverse l'idée de famille, — par la crise du mariage, par la déchéance de l'autorité paternelle, — et, enfin, des haines de classes.

Les idées sociales dont M. Paul Bourget a systématiquement pris la défense depuis le *Disciple*, mais qu'il a développées à l'exclusion presque de toute autre dans ses deux études les plus typiques et les plus considérables, — *l'Étape* et *Un divorce*, — peuvent se ramener à quatre et se résumer dans la défense de la famille, de l'Église, de la monarchie et de l'aristocratie (1). Par là se dégage le caractère nettement contre-révolutionnaire de son œuvre présente. Ce n'est point par des raisons de sentiment ou par l'effet de ses tendances politiques, que l'auteur de l'*Étape* et du *Divorce* y est arrivé. Il a observé les règles de tradition et de vie des sociétés, — et tout ce qu'il a écrit depuis dix ans n'est que le résultat de cette observation, — en pre-

(1) Depuis que ces pages furent écrites, M. Bourget a donné dans *l'Émigré* une suite digne d'elles aux deux œuvres magistrales dont il est surtout question ici.

nant pour seule base de son éthique des circonstances de fait.

Son premier principe est celui de la prédominance de l'idée de *famille* sur l'idée d'*individu*. Dans la nation actuelle, issue de la Révolution, l'individu a tous les droits que le passé conférait seulement au groupe familial. A quels excès mène cette erreur? C'est ce que l'*Étape* se propose de démontrer. M. Bourget a voulu établir, d'après Bonald et d'après toute l'école traditionaliste, la nécessité des règles à suivre dans l'ascension sociale qui mène les classes inférieures jusqu'au sommet, ainsi que le danger des transferts de castes trop brusques, opérés sans maturité suffisante. Non pas que M. Bourget ait songé à ramener de force et en bloc l'ancien régime avec ses divisions inexorables, et à empêcher, par principe, les migrations de classe exceptionnelles et justifiées; il a simplement voulu montrer combien étaient salutaires les coutumes qui, dans la vieille société française, préservaient les familles des désordres que nous y voyons généralisés aujourd'hui. Ces coutumes leur assuraient la durée en les défendant elles-mêmes contre la fièvre des ascensions sociales trop rapides, tandis que de nos jours les plus dangereuses lois d'orgueil poussent l'individu à sortir de sa sphère, à dédaigner son milieu, à tendre vers un échelon qu'il est mal préparé à occuper dignement. Telle est la thèse de M. Bourget; il l'a mise en œuvre avec l'habileté qu'on lui connaît, et il a écrit dans l'*Étape* le roman le plus balzacien de la littérature française depuis la disparition du grand ancêtre. Les études de caractère y sont pénétrantes, les tableaux de mœurs impressionnans et justes. Sans doute, puisqu'il s'agit d'un roman à thèse, la composition n'est pas absolument pure de tout alliage, et bien qu'il soit facile de justifier individuellement chacun des coups de théâtre qui s'y succèdent, une critique pointilleuse pourrait trouver dans leur assemblage quelque chose de conventionnel. Mais n'est-ce pas une curieuse peinture que celle de l'École Tolstoï? Où trouver un type plus représentatif que celui de Monneron? Quelle maîtrise n'y a-t-il pas dans le développement simultané des épisodes qui composent ce roman, dans son observation directe et puissante, dans le fourmillement des personnages?

Le vrai bien-être pour la famille, tel est donc le premier article du credo social de M. Paul Bourget. La défense de la religion catholique s'y rattache directement parce que l'auteur voit dans l'Église une force nécessaire à la vie

active du pays. L'*Étape* devait avoir pour suite *Un divorce*.

M. Paul Bourget a lui-même caractérisé et résumé comme suit le sujet de ce dernier livre : « Une opposition radicale entre deux consciences d'époux est toujours pénible. Elle devient infiniment douloureuse quand elle porte sur ces problèmes religieux qui ont fait de tout temps, et qui continuent de faire à travers les siècles, le fond dernier de la vie humaine. Cette opposition est tragique lorsque les époux sont dans le divorce, qu'ils n'ont pas cessé de se chérir, et que le réveil de la foi chez l'un d'eux lui donne le remords quotidien de cet amour sans le détruire. Que pensera l'autre ? Avec quelle révolte il constatera ce lent, ce meurtrier empoisonnement de leur commun bonheur ! Si c'est la femme que la nostalgie de l'Église reprend de la sorte, et que le mari professe à l'égard de la religion non pas l'indifférence d'un sceptique, mais l'hostilité raisonnée d'un systématique, quel conflit ! »

M. Paul Bourget a opéré, soit dans la conception des personnages mis en scène au cours de ces romans, soit dans la description de certains organismes étudiés, soit enfin dans la composition de ses tableaux, une synthèse, saisissante d'exactitude, des théories nouvelles qui cherchent à s'emparer de notre société. Nous avons rappelé Balzac à propos de l'*Étape*. *Un divorce*, par sa forme plus classique, tranche sur les aspects mouvementés et un peu théâtraux de la première étude. La lutte ici se concentre presque uniquement dans les âmes. Elle n'en est que plus âpre et plus poignante. Mais si les détails du décor et de l'action sont réduits au strict nécessaire, si les scènes sont étrangement sobres de mouvement, les caractères des personnages y apparaissent fouillés par le scalpel d'un maître. Au reste, la gravité redoutable du problème rend plus angoissant encore qu'un drame de pitié ce débat intime qui, sans aucun moyen artificiel, par le jeu des seuls événemens de la vie courante, étreint quelques âmes jusqu'au plus violent désespoir.

*
* *

M. Maurice Barrès exerce sur la littérature actuelle et sur le grand public une influence d'autant plus considérable qu'il paraît bien résumer dans sa physionomie littéraire tous les mouvemens d'idées de l'heure présente. Un livre comme *Au service de*

l'Allemagne appartient à la fois au roman régionaliste et au roman social. Les *Amitiés françaises* relèvent du traditionalisme seul, tandis que la trilogie des *Déracinés*, de l'*Appel au soldat* et de *Leurs figures*, — qui forment le « roman de l'Énergie nationale, » — apporte une contribution importante non seulement au roman collectif et social, mais encore au roman historique. M. Barrès, en effet, y fixe l'histoire de ces vingt dernières années en décrivant leurs convulsions, du boulangisme au panamisme.

Rien n'est curieux comme l'évolution de cet écrivain venu de l'analyse minutieuse de son moi, de l'égotisme et de l'individualisme le plus accusé au pur traditionalisme. Cette évolution correspond à l'orientation de sa mentalité esthétique, qui l'a conduit au grand roman d'idées et de mœurs collectives et aussi de peinture sociale, après que les défauts et les écueils du roman psychologique l'eurent dégoûté de l'auto-observation poussée à l'extrême. Comme la plupart des penseurs de sa génération, M. Maurice Barrès a été frappé de l'importance exceptionnelle prise dans la vie intellectuelle contemporaine par l'idée sociale. C'est un fait que les observateurs et les moralistes s'inquiètent désormais des bouleversemens possibles, des théories qui les préparent et de l'opposition qu'ils rencontrent. Le roman devait utiliser cette préoccupation devenue générale : et, tout naturellement, nous avons rencontré dans les romans de M. Barrès un reflet de ces inquiétudes. C'est à l'actualité la plus immédiate que l'auteur des *Déracinés* s'est attaché. Il a mis une passion et une vibration d'autant plus frémissantes dans ses tableaux, qu'il a été lui-même mêlé de fort près aux événemens dont il parle, qu'il a été témoin et acteur dans ces batailles politiques et qu'il a pu les observer en annaliste journalier.

Il lui devenait aisé de donner une forte unité à son œuvre, du jour où le respect de la tradition s'imposait à son esprit et à son cœur. Aux déclamations des sophistes qui aspirent de plus en plus à un régime opposé à tout ce qui fut la vie sociale de jadis, l'auteur des *Amitiés françaises* a répondu par la calme revendication du grand principe fondamental de toute son éthique : « à savoir : que le respect de la tradition est essentiel dans la vie d'un peuple; qu'il y a entre les générations comme entre les individus d'une même race une solidarité qui est la principale source de leur énergie ; que c'est dans le sol même

de la patrie que les racines d'un peuple vont chercher la sève. »

« Comme nous serions ordonnés et plus puissans, dit Saint-Phlin (l'un des héros des *Déracinés*), si nous comprenions que les concepts fondamentaux de nos ancêtres formeront les assises de notre vie! Mis à même de calculer les forces du passé qui nous commandent, nous accepterions, pour en tirer profit, notre prédestination... Un jeune être isolé de sa nation ne vaut guère plus qu'un mot détaché d'un texte... »

« Notre conscience individuelle nous vient de l'amour de *notre terre et de nos morts.* » Cette formule se trouve sans cesse sous la plume de M. Barrès. La vérité qu'elle renferme, Sturel, Rœmerspacher la touchent du doigt lorsqu'ils voyagent hors de France, le premier en Italie et le second en Allemagne. En comprenant l'âme de ces pays étrangers, ils comprennent mieux aussi leur patrie et que tout être vivant naît d'une race, d'un sol, d'une atmosphère..... Si donc l'on veut réaliser la vie dans sa plénitude, il faut commencer par reconnaître les liens qui nous relient à la terre où nous sommes nés, à la race dont nous sommes issus. Loin de briser ces liens, il importe de les consolider, car ils sont la chaîne qui nous empêchera de nous égarer. Attachés au passé, nous entreprendrons de préparer un avenir qui s'harmonise avec lui. Ainsi, agrandissant notre vie personnelle, nous sentirons des milliers de vies mêlées à la nôtre. Ceux qui savent donner une expression ou une expansion nouvelle à ces vies semblables, issues des mêmes forces nationales, sont comme la première vague d'un fleuve débordé sur la plaine: elle croit entraîner la puissance même qui la pousse. »

« *La Terre et les Morts*, c'est le *leitmotiv* qui anime la pensée de M. Maurice Barrès dans la trilogie des *Déracinés*, de l'*Appel au soldat* et de *Leurs figures* (1). »

Nous admirons dans les *Déracinés* une belle langue, mêlant à une fine ironie un lyrisme contenu. Elle abonde en images neuves et plastiques. Peut-être l'action, que nous trouverons plus rapide dans *Au service de l'Allemagne*, est-elle ici trop étouffée par les biographies ou par les spéculations métaphysiques. Mais, au-dessus de ces digressions ou de ces discussions, planent des tableaux grandioses. Aux développemens un peu abscons, se mêlent des anecdotes spirituelles, — sinon édi-

(1) Henry Bordeaux.

flantes! — des scènes tragiques, où aucun détail d'observation n'est oublié. M. Barrès a d'ailleurs résumé lui-même judicieusement la thèse des *Déracinés:* « L'Université, a-t-il écrit, méprise ou ignore les réalités les plus aisément tangibles de la vie française. Les élèves, grandis dans une clôture monacale et dans une vision décharnée des faits officiels ou de quelques grands hommes à l'usage du baccalauréat, ne comprennent guère que la race de leur pays existe, que la terre de leur pays est une réalité et que, plus existant, plus réel encore que la terre ou la race, l'esprit de chaque patrie est pour ces fils l'instrument de libération. »

L'*Appel au soldat* pose un cas de psychologie de l'âme populaire. Le boulangisme en fournit le sujet: cette crise elle-même ne fut, en somme, que le dernier soubresaut de colère et de révolte contre les abus d'un parlementarisme dégénéré. A côté de ce mouvement, on découvre une très curieuse étude psychologique de la « popularité. »

Leurs figures constitue la planche la plus creusée, la plus corrosive, la plus implacable et la plus juste qui ait été burinée d'après l'âme parlementaire. M. Barrès y a montré combien « la peur » demeure toujours son secret mobile. Tout le scandale de Panama est consigné ici avec une verve à la Tacite et à la Saint-Simon, dans des pages soulevées par l'indignation et le mépris. Le style en est vif, coloré, incisif, les images saisissantes, le mouvement emporté : à chaque page surgissent tdes traits mordans et de vraies trouvailles d'expression.

C'est aussi le parlementarisme qui est pris à partie dans les *Morts qui parlent,* où le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé étudie l'histoire contemporaine en philosophe. Il rattache les événemens à leurs causes les plus lointaines, il recherche leur prolongement probable dans le temps et extrait de la vie de chaque jour ses élémens substantiels et significatifs. L'idée « du passé opprimant le présent » est le principe qui anime les *Morts qui parlent.* N'est-il pas remarquable que MM. Barrès, de Vogüé, Édouard Rod, aient attaqué avec ensemble les politiciens, à une heure où tout en France semble organisé pour les politiciens et par eux? La thèse des *Morts qui parlent* est que les hommes qui, aujourd'hui, sont censés représenter le peuple au parlement, ne sont que des fantoches incarnant les idées des conventionnels. Donc, maintenant encore, les morts sont nos maîtres réels. Ce livre est pris sur le vif de la réalité.

L'esprit social et traditionaliste a inspiré une autre œuvre encore à M. de Vogüé. Qu'est-ce que le *Maître de la Mer*, sinon une peinture vive et imagée de la lutte entre l'idéal archaïque de chevalerie et de désintéressement, gardé par le vieux monde comme un legs des temps anciens et, d'autre part, l'esprit d'arrivisme utilitaire, l'esprit prosaïque et niveleur qu'un homme du Nouveau-Monde incarne ici avec prestige? Vigoureux et neuf, ce roman offre de belles images; l'intérêt y est entretenu par une continuelle évocation des problèmes du temps présent: celui, surtout, de savoir si la civilisation à outrance, confinant à la cruauté froide des époques barbares, aura raison de la civilisation généreuse et policée née du christianisme.

***

Traditionalistes au même degré, et, pour arriver à décrire tous les mouvemens de l'histoire contemporaine, provoquant de constans débats entre les idées contradictoires dont le monde moderne est travaillé, tels nous apparaissent divers écrivains dont quelques-uns sont depuis longtemps des maîtres.

Dans ce vaste ensemble que nous offre le roman provincial au cours des années écoulées, MM. Bazin, Bordeaux, Boylesve peuvent être tenus pour les chefs d'un régionalisme littéraire auquel nous rattacherons encore M. Louis Bertrand dont le roman de *l'Invasion* eut récemment un très franc succès, mais que déjà ses premiers livres *la Cina*, *le Sang des Races*, *le Rival de Don Juan* avaient mis en vedette comme un écrivain d'avenir. Nous lui joindrons encore MM. J. Ageorges, J. Viollis, E. Guillaumin, Francis Jammes, E. Moselly et les conteurs belges qui, depuis MM. Camille Lemonnier, G. Eekhoud, L. Courouble et Virrès, chantres des Flandres, jusqu'à MM. des Ombiaux, Delattre, Rency ou H. Krains, enfans enthousiastes de la Wallonie, sont avant tout des régionalistes.

M. René Bazin pourrait se rattacher aux romanciers sociaux, puisqu'il analysa avec une émotion ennoblie de pitié et colorée de réalisme, la condition si attachante des ouvrières de la mode dans *De toute son âme;* la dure et humble destinée des nourrices « déracinées » dans *Donatienne;* la grave question, toujours actuelle, de la ruine agraire par l'exode du paysan vers la ville dans la *Terre qui meurt*. D'autre part, en écrivant l'*Isolée*, il a fixé un épisode douloureux et tragique de la persécution reli-

gieuse. Dans les *Oberlé*, où le problème de l'annexion alsacienne est traité de façon si patriotique, M. Bazin s'est attaché à composer une sorte de roman national où l'histoire, le patriotisme et la philosophie sociale même se prêtent un mutuel concours.

Artiste délicat et sensitif, assuré d'une influence durable parce que la puissance de son art n'est point violente, — ni même toujours très apparente, — mais qu'elle tient à une observation profonde de l'âme humaine et des mouvemens du cœur, M. René Bazin est le traducteur le plus exact de la mentalité et de la vie provinciales : la *Sarcelle bleue*, les *Noëllet*, *Ma tante Giron*, *Une tache d'encre*, *Mme Corentine* reflètent avec ferveur et avec une précision pittoresque cette déformation spéciale, — tantôt heureuse et noble, tantôt piquante ou amusante, — que l'existence de province imprime aux idées et aux habitudes morales.

Dans les romans qui caractérisent sa seconde manière et que j'ai énumérés plus haut, M. René Bazin, en même temps qu'il élargissait sa vision, éclairait son œuvre à la lumière d'une philosophie plus grave, envisageait la vie avec plus de hardiesse, et s'attachait à mettre le roman social à la portée du peuple. C'est là certainement l'un des bienfaits les plus précieux que lui devra la littérature contemporaine. Nul ne s'est mieux exprimé sur ce sujet que lui-même ; nul n'a mieux expliqué pourquoi le roman populaire, s'intéressant à la psychologie des travailleurs, devra forcément s'élever jusqu'au concept d'une sorte de roman social, s'il veut échapper à la grossièreté du roman-feuilleton.

« L'amour, a-t-il dit dans une étude sur les *Personnages de roman*, n'est que l'épisode sur le terrain de la vie, tantôt le feu d'artifice, tantôt la lampe sage qui veille. Et que cette clarté luise ou non, le travail se poursuit sans relâche. Il est la grande loi dure de l'humanité. Il nous touche par la douleur, par les destinées qu'il nourrit, par les conditions qu'il mélange, par les antagonismes qu'il crée. Tous les états de fortune relèvent de lui ; tous les hommes sont bénéficiaires de l'effort. Et comme il groupe les êtres, il appelle et il use aussi toutes leurs facultés maîtresses. Qui pourrait ne pas trouver qu'il est beau d'étudier une intelligence aux prises avec les problèmes les plus vivans qui soient : la dépense prodigieuse d'énergie que suppose une affaire prospère ; la lutte contre la concurrence, et les angoisses, et l'orgueil des triomphes rapides ; l'obéissance d'un personnel

nombreux aux ordres d'un seul homme : ces milliers d'industries qui sont autant de petits États dans l'État, ayant chacun sa politique extérieure et intérieure, sa dynastie, ses drames? Ne serait-ce pas faire œuvre bien utile et bien haute que de montrer le combat perpétuel entre l'égoïsme et la pitié dans une âme, le trouble de conscience par où peuvent passer ceux qui s'étonnent de dépenser tant de justice sans récolter de reconnaissance, et d'essayer de dire le remède, puisque la souffrance est souvent double ici, et qu'on la trouve chez le patron qui cherche et chez l'ouvrier qui se plaint? »

Je ne puis, dans ces pages rapides, porter de jugement analytique sur chacun des romans de M. René Bazin qui ont fait sortir des limbes la figure du travailleur ainsi comprise. Les personnes qui les ont lus, depuis la *Terre qui meurt* jusqu'à *Donatienne* et au *Blé qui lève*, savent quelle émotion et quel souvenir charmé elles en ont gardés. Elles savent aussi de quelle parure M. Bazin excelle à embellir cette œuvre simple et noble, qui s'est mesurée avec la vie et qui en a étudié les vicissitudes dans les âmes les plus humbles. Elles ont senti que ces âmes-là, l'auteur les aime; au risque d'être incompris de quelques-uns, il n'a pas craint de se montrer tendre, spontané, ni même de redire l'éternel. Obligé de souligner le mal, de le peindre, de s'en servir comme d'un élément, suivant son but quand même et conformant son œuvre au secret idéal qu'il porte en son imagination de poète, il a fait du grand art et, sans pose ni artifice, de l'art fier et réconfortant.

M. Henry Bordeaux, dans une série de récits attachans et de plus en plus remarqués, parmi lesquels nous citerons, principalement, le *Pays natal*, l'*Honnête femme*, la *Peur de vivre*, la *Petite Mademoiselle*, les *Roquevillard* et *Les Yeux qui s'ouvrent*, a montré comment un romancier sincère qui est aussi un artiste personnel peut, sans sacrifier rien de sa personnalité, s'inspirer heureusement du traditionalisme de M. Paul Bourget, de l'individualisme de M. Barrès et du régionalisme ému et sensible de M. René Bazin.

M. Henry Bordeaux a débuté par des études de critique psychologique et intuitive, où déjà se manifestait ce goût de la sensation et de la vie qui devait l'amener à l'œuvre de pure imagination. Il s'est plongé dans le passé lui aussi; il a exploré ce sol de la Savoie où sa famille a vécu longtemps. En même temps

que son esprit s'aiguisait d'ironie et se formait par une observation directe, l'émotion traditionaliste entrait en lui et agissait fortement sur toutes ses facultés. A son tour, il a vu dans le pays natal la terre sacrée où germent les vertus sublimes et d'où viennent les nobles aspirations parce qu'elle est imprégnée de toute la grandeur héroïque des ancêtres. Il a vu dans la maison paternelle le port d'attache de l'homme, tendre abri aux heures de sérénité, refuge unique dans les jours de détresse. Il a pénétré, enfin, la splendeur du dévouement, l'âpre et forte ivresse du renoncement et du sacrifice, ainsi que la sainte efficacité de la douleur. Depuis le *Pays natal* jusqu'aux *Yeux qui s'ouvrent*, M. Bordeaux a gardé l'horreur d'être un amuseur futile; il a eu le souci d'être un remueur d'idées, un éducateur d'âmes, un excitateur d'énergie. Et, précisément à l'heure où les *Déracinés* de Barrès dénonçaient le mal de l'exode du sol familial vers la grande ville, le *Pays natal* disait l'action réconfortante opérée sur une âme par le retour au foyer après les redoutables aventures parisiennes. Au surplus M. Henry Bordeaux ne s'intéresse qu'aux figures vraies et vivantes : il aime la vie, il comprend la passion de vivre. C'est pourquoi les héros de ses romans sont toujours des passionnés. Mais cette vie ardente que l'auteur de la *Peur de vivre* aime à décrire, c'est la vie du devoir et non la vie éparpillée et trépidante de l'agitation dissipée. Les « vivans » qu'il met en scène sont presque tous préoccupés du devoir. L'amour entravé par les prescriptions morales éternelles, ou la passion aux prises avec les difficultés de l'existence matérielle si fréquemment hostile aux vœux du cœur, tel est le grand élément sentimental de son œuvre. Dans toute celle-ci, l'intérêt des luttes évoquées se concentre sur les mouvemens secrets des âmes où ces luttes se livrent. Il a dès aujourd'hui une action sociale nettement définie dans le roman provincial qui, sous sa plume, conclut toujours à l'honneur de la tradition et des intérêts familiaux.

C'est la valeur sociale des romans de M. Bordeaux qui leur a mérité cette attention sympathique, acquise également aux récits provinciaux de M. René Boylesve par des qualités purement littéraires et par leur goût d'humanité saine et franche. *Mademoiselle Cloque*, la *Becquée*, l'*Enfant à la balustrade*, le *Bel avenir*, ont apporté dans le roman moderne de mœurs provinciales une note très neuve. M. Boylesve est un vrai classique :

il l'est dans le sens français, c'est-à-dire qu'il subordonne l'émotion à la raison, mais qu'il ne dédaigne aucun des élémens d'art propres à la première de ces facultés. Doué d'un tact très net pour atteindre la vision exacte des choses, il décore ce réalisme d'une langue châtiée et pittoresque, qui est la pure langue classique française. Il s'est très vite dégagé de tout ce qui devait paraître trop voulu dans sa conception légèrement ironique de la vie provinciale. Après *Sainte-Marie des Fleurs* ou après le *Parfum des Iles Borromées*, on eût pu croire qu'il allait entrer sans esprit de retour dans le roman passionnel. Or, et le fait est curieux à remarquer, soit dans *Mademoiselle Cloque*, soit dans la *Becquée*, soit dans l'*Enfant à la balustrade*, l'amour n'apparaît plus ou, s'il intervient, il ne joue qu'un rôle très bref : il n'est jamais le principal élément d'émotion. Bientôt, en dépit de la *Leçon d'amour dans un parc*, — essai de roman leste assez longuet, — M. Boylesve atteignit pleinement son « genre » et son originalité : le roman des mœurs de province, qu'il a voulu rajeunir, renouveler, électriser, dirais-je volontiers, par une intense préoccupation d'art, par une ciselure verbale minutieuse et par un grand fonds d'indulgente bonhomie.

Précis, pur, un peu maniéré parfois, le style de M. Boylesve a comme principal mérite une sobriété relevée d'exactitude. Ses dons d'analyse sont variés; son élégance de moraliste intelligent et indulgent se revêt d'une grâce souriante où s'amalgame un mélange d'ironie et d'émotion contenue. A la fois romancier de la province et écrivain classique, M. Boylesve nous offre un détour aisé pour arriver au groupe des romanciers néo-classiques que domine M. Henri de Régnier. Ne le quittons pas, néanmoins, avant d'avoir rappelé le nom de M. André Beaunier, — aussi divertissant observateur des milieux bourgeois ou mondains dans les *Dupont-Leterrier* que philosophe averti et moraliste délié dans *Picrate et Siméon* ou dans le *Roi Tobol*.

V

On a prononcé, en effet, le mot de renaissance classique, à propos de certaines œuvres qu'un rare souci de perfection dans la forme semble avoir marquées et qui nous révélèrent successivement le talent de M. Anatole France, de M. André Gide, de M. Pierre Louÿs, de M. André Lichtenberger, de M. Ch.-H.

Hirsch, etc., mais on en a parlé surtout à propos des romans de M. Henri de Régnier. Celui-ci pourrait bien figurer comme le principal aujourd'hui, et le plus remarquable d'entre les auteurs qui écrivent surtout pour le plaisir de conter, et pour lesquels les mœurs des temps abolis, — ou même celles de l'heure présente, — servent de canevas ingénieux à des aventures narrées avec saveur, dans une langue rehaussée d'archaïsmes et entremêlée de tournures un peu « rococo, » très coquettement rajeunies. Mais il ne faudrait pas, comme on l'a fait, s'abuser jusqu'à voir une manière d'écrire nouvelle dans cette tendance à la clarté, à la netteté, à la limpidité d'inspiration et d'expression, qui distingue la plupart de ces conteurs. C'est une sorte de roman artistique, que nous apporte ce retour à la tradition française et à la réalité humaine dans la conception; au point de vue du style, c'est la revanche des vraies traditions de notre langue, que la brutalité naturaliste, le tarabiscotage psychologique, la bizarrerie décadente et l'influence des littératures scandinaves et des fantaisies symbolistes ont pendant si longtemps déformée et adultérée. Une observation curieuse et amusée par le détail typique, une ironie un peu voilée et une sensibilité légère en sont aussi les élémens essentiels. Les figures y deviennent plus précises, plus significatives et plus originales.

M. Henri de Régnier, sans préoccupation de thèse, a principalement cultivé l'art de conter selon l'instinct français de l'élégance, en y mêlant ce quelque chose d'alerte, de spirituel, de gracieux et même d'impertinent qui est né au XVIIIe siècle. De là, sans doute, ce libertinage très vif, cette désinvolture amorale qui apparaissent dans les *Trouvailles de M. Bréot*, dans la *Double maîtresse*, dans le *Mariage de minuit*, dans le *Passé vivant* ou dans le *Bon plaisir*. M. Henri de Régnier a introduit dans le roman une habitude nouvelle, un attrait plein d'imprévu. S'il narre, avec ce charme d'archaïsme qu'il a réussi à se composer, des aventures du passé, en les estompant légèrement pour leur prêter couleur de mémoires, il n'omet point de les rajeunir, ni de les mettre au goût du jour. Il donne à ses héros des traits pris aux gens d'aujourd'hui, et ces traits appellent aussitôt de piquans et de significatifs rapprochemens. Si, par ailleurs, il nous introduit dans un milieu contemporain, il apporte tous ses soins à creuser profondément la psychologie de ses héros en lui prêtant quelques nuances surannées, qui les rendent

plus originaux. Mais la forme le préoccupe surtout. On devine qu'il écrit pour son plaisir propre. Avec quelle patience ne s'est-il pas exercé à manier une langue où la finesse mordante d'une sorte d'humour coupant et froid, qui est tout à fait un goût contemporain, se relève de termes et de tournures empruntées aux littérateurs du XVIIIe siècle ! Armé de cet outil souple et bien trempé, il cisèle des figures qui intéressent et divertissent et qui sont curieuses d'aspect et de contours, étant souvent même singularisées par un tic discret. Plusieurs sont des types dont le souvenir s'accroche à notre mémoire.

On a voulu parler de pastiches du XVIIe et du XVIIIe siècle à propos de certains contes de M. de Régnier. Les défenseurs du romancier ont aisément répondu que le pastiche comporte une part de copie servile, une imitation sans personnalité, où le modèle, avec toutes ses tares mêmes, transparaît grossièrement. Rien de pareil chez l'auteur du *Mariage de minuit*. Peut-être a-t-il pris épisodiquement le ton de quelques-uns de ses modèles. Mais deux originalités lui demeurent personnelles: sa vision, d'abord, qui refond mille élémens divers, anciens ou modernes, et qui met dans ses créations une si fraîche spontanéité; puis son style qui toujours lui reste propre. Atmosphère de libertinage et d'épicurisme, de satire et de tendresse, de tristesse désabusée et d'enjouement, action originale, mise en valeur par une langue alerte, claire et naturelle, voilà, en résumé, le roman de M. de Régnier

VI

Ce coup d'œil promené à vol d'oiseau sur les tendances diverses que le roman français a manifestées au cours des dix dernières années serait injustement incomplet, si je ne terminais en signalant l'efflorescence singulière et récente de la littérature féminine. Et je n'entends pas parler ici des écrivains qui, à la suite, notamment, de MM. Jules Bois et Albert Cim, ou de M. Marcel Prévost dans les *Vierges fortes*, ont voulu défendre la cause du féminisme. M. Marcel Prévost, néanmoins, doit nous retenir un instant. Pendant longtemps, l'auteur des *Demi-Vierges* s'est attaché à n'être que l'analyste aigu et un peu pervers des roueries amoureuses et l'observateur voluptueusement élégant et attendri des sensualités féminines. Il n'a pas négligé, d'autre

part, dans l'*Automne d'une femme*, de donner le pas à la sentimentalité sur les sens. L'indulgence d'ailleurs n'empêche point chez lui la pénétration, et, s'il est toujours prêt à défendre et à excuser les coupables dans la passion, sa lucidité laisse intactes toutes ses facultés de jugement. Il voulut un jour écrire la contre-partie des *Demi-Vierges :* c'est alors qu'il publia les *Vierges fortes* (*Frédérique* et *Léa*), œuvres dans lesquelles il passait à l'étude du problème féministe et se faisait connaître comme un moraliste soucieux des plus ardus problèmes de l'époque. Enfin, dans celui de ses romans qui, avec les *Demi-Vierges*, attira le plus l'attention et suscita les plus vives discussions, *Monsieur et madame Moloch*, M. Marcel Prévost s'est adonné à une ingénieuse étude comparative des deux tempéramens opposés que l'Allemagne actuelle offre à la curiosité du psychologue, en même temps que des deux formes de patriotisme qui départagent présentement les âmes germaniques. Dans un cadre joliment tracé, divertissant par la causticité même de son exactitude, il a mis en présence le vieil esprit poétique et tendre jadis en honneur au pays de Schiller et l'esprit prosaïque, commercial, militariste à outrance qui s'est, peu à peu, substitué au premier. L'ensemble du roman, dont la donnée fut discutée, offre une réelle séduction.

Mais je ne puis oublier que je songeais à parler de féminisme littéraire. J'avais en vue le groupe opulent des femmes écrivains qui se sont emparées du roman et qui, depuis Mme Marcelle Tinayre jusqu'à telle novice maladroite, ont envahi les avenues d'un genre où, d'ailleurs, des devancières illustres se sont promenées avant elles. Qu'il me suffise de mentionner ici quelques noms. Voici d'abord Gérard d'Houville, curieuse amoraliste dans l'*Inconstante* et dans *Esclave*. Nous ressentons, à lire les romans de Gérard d'Houville (Mme de Régnier), une impression irrésistible d'art classique et simple, exempt de tout élément factice et de tout maniérisme. L'aisance du récit se retrouve dans le style même qui, net, souple, fluide, poétiquement rythmé même, unit la couleur intense à la plus rare sobriété. Si les images en sont riches, en effet, la contexture générale en demeure bien française. Gérard d'Houville a une égale horreur des complications de thèses et des phrases alambiquées. L'émouvante tristesse de l'amour, les souffrances de la passion dans ses égaremens, voilà ce qu'elle traduit le plus volontiers avec une

harmonie pessimiste un peu obscure et dépourvue, elle aussi, de tout procédé artificiel quelconque. Il faut rapprocher de Gérard d'Houville la comtesse Mathieu de Noailles dont la *Nouvelle Espérance*, le *Visage émerveillé*, la *Domination* ont eu un grand retentissement. Enfin, joignons à ces noms celui de Claude Ferval, l'auteur si distingué de *le Plus fort*, publié en 1902, *la Vie de château*, en 1904, de *l'Autre Amour*, son premier roman, qui parut dans la *Revue;* ceux de Mme Adam, de Pierre de Coulevain, auteur de *Noblesse américaine*, d'*Ève victorieuse*, et de ce joli livre *Sur la branche*, qui est un grand et légitime succès, — et Daniel Lesueur, André Gladès, disparue à l'heure même où son jeune talent commençait à s'affirmer, — Jacques Vontade, Jean Bertheroy, Myriam Harry, qui toutes ont su conquérir l'estime du public lettré. Entre toutes, je dois rendre hommage, ici même, à l'art probe et délicat de Mme Th. Bentzon, dont la mort, survenue il y a quelques mois à peine, vint priver la *Revue* de l'une de ses plus anciennes, de ses plus brillantes et de ses plus aimées collaboratrices. De rares et solides qualités littéraires ne servirent jamais qu'une inspiration constamment élevée, noble et bienfaisante. Mme Bentzon eut des curiosités psychologiques internationales, que traduisirent les *Américaines chez elles*, — *Choses et gens d'Amérique* et tant d'ouvrages pleins d'observation, de bon sens, de pénétration et d'esprit, révélateurs, en quelque sorte, sur les principaux aspects de la vie féminine américaine. Mais il y avait, en outre, dans le tempérament de ce délicat et laborieux écrivain, une sève romanesque qui s'est heureusement répandue en des œuvres idéalistes très remarquables comme *l'Obstacle*, *Un remords*, *Constance*, *Jacqueline*, *Tony*, *A Trianon* et surtout *Au-dessus de l'abîme*, dont le souvenir est demeuré, je n'en doute point, très présent aux lecteurs de la *Revue*.

Quelle peut bien être la cause déterminante de cette levée de plumes soyeuses? N'interrogeons point ceux d'entre nous qui se sont délibérément montrés sévères, à l'exemple de M. Maurice Maeterlinck, lequel constate une absence complète de vie mentale chez la femme et qui estime l'œuvre féminine dépourvue, presque toujours, de pensée, d'idées générales et de poids intellectuel. Demandons plutôt son opinion à l'un des artistes les plus pénétrans de la nouvelle génération, parmi ceux que déjà la mort a fait disparaître. Répondant à une enquête

sur la question, M. Marcel Schwob s'exprimait comme suit :

« Je disais tout à l'heure que je faisais aux romancières une place à part. En effet, il faut bien convenir qu'elles occupent aujourd'hui la première : la comtesse de Noailles, G. d'Houville, Fœmina, Marcelle Tinayre. Alors un problème se pose : Pourquoi les femmes ont-elles aujourd'hui une place prépondérante dans le roman ?

« C'est assez difficile à expliquer. Pour ma part, je m'imagine que, nouvelles venues, elles ont plus de patience, plus de volonté d'arriver. Et puis, je crois qu'elles sont plus instruites. A l'époque parnassienne, les écrivains avaient une culture : ils avaient un grand passé de lectures, une éducation d'hommes de lettres. Voyez Leconte de Lisle, France, Heredia, Mallarmé. Voilà ce qui manque à nos auteurs d'aujourd'hui. Actuellement, des écrivains de grand talent n'ont pas cette éducation. Ils ont un outil, mais il leur manque quelque chose. Ce « quelque chose, » je crois que les femmes l'ont, parce qu'elles ont très justement cru qu'elles ne pourraient pas s'en passer. Marcelle Tinayre a appris le latin, Mme de Noailles a lu Ronsard, Mme de Régnier a reçu de son père une forte éducation. Voilà, à mon avis, une des raisons de la supériorité des femmes dans le roman. Mais il y en a une autre, au moins chez Mme de Régnier et chez Mme de Noailles. C'est qu'elles ont trouvé un nouveau point de vue, le point de vue féminin. Depuis qu'il y a des romans, depuis l'*Odyssée*, le romancier se place à son point de vue d'homme. La femme représente dans un roman l'objet esthétique. Et jusqu'à présent, quand des femmes faisaient des romans, elles se plaçaient au même point de vue puisqu'elles imitaient l'homme : c'est, notamment, le cas de George Sand. Au contraire, dans la *Nouvelle Espérance*, on a vu, pour la première fois, une femme se placer à son point de vue de femme : dans ce roman, c'est l'homme qui devient l'objet esthétique. Et cela est une véritable révolution. »

Nous ne pouvons entreprendre de caractériser même rapidement chacune de ces « authoresses. » Il nous suffira de dire que, dans *Hellé*, dans l'*Oiseau d'orage*, dans la *Vie amoureuse de François Barbazanges*, dans la *Maison du péché* surtout et dans la *Rebelle*, Mme Marcelle Tinayre a dépassé la plupart des romancières de son temps. Empreintes d'amertume, de poésie et de lyrisme, empreintes aussi d'une mélancolie tragique et de nos-

talgie aventureuse, ces compositions sont écrites dans une langue variée, insinuante et colorée, dans une langue aux images fortes et neuves, qui leur donne un charme et une saveur imprévus. De plus, ce sont des œuvres dans lesquelles l'idée ne fait pas tort à la parure dont elle est rehaussée, de même que les grâces de la forme et la diversité du cadre n'entament point la valeur de la pensée.

Par malheur, cette pensée inquiète trop le moraliste. Et nous touchons ici du doigt l'une des plaies les plus aiguës et les plus attristantes de la littérature féminine moderne. Elle semble née de cet esprit de révolte contre la situation que l'égoïsme masculin a faite à la femme, ou de cette fièvre d'indépendance et d'égalité qui les travaille toutes. Les plus autorisées d'entre celles qui écrivent, loin de cacher cet esprit, le proclament et s'en font gloire. Jadis, le roman féminin, composé presque toujours par des femmes du monde en vue d'offrir aux jeunes filles un divertissement intellectuel sans danger, manquait au premier chef de franchise et de naturel et péchait par un optimisme vertueux conventionnel à l'excès. Combien nous semblons revenus de cette époque où Stendhal regrettait que les femmes auteurs ne fussent pas plus franches! Elles le sont aujourd'hui. Depuis Gyp, qui, je crois bien, fut la première à « sortir sans fichu, » — pour employer une expression chère à l'auteur de *Rouge et Noir*, — les femmes sont devenues singulièrement hardies dans l'exploration de l'amour, dans la description des étreintes, dans l'emploi du mot cru. Leurs romans sont presque toujours des livres « libres. » Et ce n'est pas sans un regret mélancolique que nous voyons de grands talens donner la consécration de leur autorité à des audaces de plume qui, quoi qu'on en dise ou quoi qu'on en pense, découronneront toujours la femme de cette auréole de douceur chaste et de grâce pudique qui fut, depuis l'heure lointaine où le Christianisme la releva de l'abjection païenne, le plus séduisant, le plus irrésistible, et le moins contestable de ses attraits.

EUGÈNE GILBERT.

L'ÉVOLUTION

DE

L'ÉDUCATION AU JAPON[1]

I

LA MENTALITÉ NIPPONNE

La preuve la plus caractéristique de l'activité nationale au Japon depuis la guerre est certainement dans l'effort fait pour développer et pour améliorer le système d'éducation publique. Quiconque a suivi de près le cours des événemens et le progrès général du pays depuis un an a remarqué l'intérêt croissant qu'il attache à toutes les questions relatives à la culture de l'esprit. Autrefois, les mesures économiques, le commerce seuls, absorbaient toutes les forces vives de la nation, aujourd'hui une protection non moins puissante, active et enthousiaste s'étend à tout ce qui peut élever le niveau de l'enseignement. Au printemps dernier (1907), des témoignages publics ont manifesté d'une manière éclatante les tendances du gouvernement japonais et

(1) Je dois tout particulièrement remercier les autorités et les hommes éminens qui sont à la tête du mouvement intellectuel au Japon : le comte Okuma, président de l'École Supérieure de Tôkyô, le baron Hamao, président (recteur) de l'Université impériale et les professeurs des autres écoles publiques et privées qui ont bien voulu m'aider dans mes recherches.

montré à la nation et au monde entier la part qu'il prenait à ce mouvement intellectuel. Les réunions, les assemblées, les congrès internationaux étaient à l'ordre du jour, et le même accueil hospitalier accordé à tous. Du commencement d'avril jusqu'à la fin de mai, à Tôkyô seulement, il y eut douze assemblées et conférences sur divers sujets. La presse s'y montra favorable, et l'autorité fut toujours bienveillante. Les corps religieux, comme les institutions des différentes sectes, reçurent tous un encouragement paternel; chrétiens et boudhistes furent accueillis avec une égale courtoisie. Ces réunions furent toutes l'occasion de discours faits par des « leaders » nationaux, des ministres et des citoyens éminens.

L'installation de Mgr Mugabour à l'archevêché de Tôkyô, après plus de trente ans d'un labeur incessant et d'une existence tout entière consacrée aux pauvres, la réunion plénière des méthodistes, l'arrivée d'un général de l'armée du Salut, l'assemblée des sectes boudhistes et la convocation des instituteurs, sans parler d'autres cérémonies, fournirent autant de prétextes à des discours et à des articles de journaux, donnant au pays l'assurance que le gouvernement voyait ces manifestations d'un œil favorable. Entre les plus remarquables, on peut citer l'allocution prononcée à l'ouverture du Congrès international de l'Association des jeunes gens par le maire de Tôkyô pour célébrer la réception officielle des étrangers qui y avaient été conviés. Ce discours, quoique très court, fit un effet considérable et fut immédiatement reproduit dans tous les journaux japonais et étrangers. C'était plus qu'un souhait gracieux, c'était l'expression même des sentimens du pays depuis la guerre: M. Osaki s'exprimait ainsi :

Je souhaite, au nom des représentans de la ville de Tôkyô, une cordiale bienvenue aux délégués de la Fédération universelle des étudians chrétiens (*of the World's Christian Student Federation*). C'est un grand honneur pour nous que notre ville ait été choisie comme lieu de rendez-vous d'une assemblée aussi auguste. Située comme elle est, tout à fait à l'Extrême-Orient, avec des mœurs et des coutumes opposées aux vôtres, parlant une langue qui n'a aucune affinité avec les langues de vos nations, cette cité vous offrira peu de confort et de commodités. Mais quant à notre estime et notre sympathie, vous pouvez être assurés qu'elles vous sont acquises. L'endroit n'offre guère d'attractions, mais nous espérons que votre expérience, votre sagacité, vous y feront observer des sujets dignes de votre attention et de votre sollicitude. Nous désirons vous montrer, et ce que nous avons fait, et ce que nous faisons; vous expliquer *ce que nous n'avons*

pas encore fait et ce que nous sommes en train de défaire. Nous croyons le moment propice à une réunion internationale sur ce terrain. Cette assemblée est la première en son genre qui ait eu lieu dans notre pays, ce qui a pour nous une importance que nous apprécions à sa valeur. Votre présence nous fait mieux que jamais comprendre comment, d'un rang relativement inférieur et sans réelle importance dans les affaires humaines en général, notre capitale s'est élevée au niveau d'une cité mondiale. Oserions-nous formuler l'espérance de voir cette assemblée convoquée au nom de la religion, — d'une religion de bonne volonté envers tous les hommes, disposée à les servir tous utilement sans distinction de race ou de personne, toujours prête à aider au progrès social et moral, parlant au nom de celui qui fut nommé le Prince de la paix, — oserions-nous, dis-je, espérer voir cette assemblée étendre son influence au loin, rapprocher l'Orient de l'Occident, et amener enfin une ère de paix, ère nulle part plus ardemment souhaitée qu'au Japon? La doctrine chrétienne est peu connue parmi nous; mais nous savons par son histoire que l'objet constant de sa préoccupation a été de relever, d'élever l'homme. C'est dans cet esprit de large humanité que nous vous accueillons aujourd'hui. Au nom de l'Extrême-Orient et de la ville de Tôkyô, nous vous remercions d'être venus. En briguant l'honneur de vous inviter, nous avons voulu témoigner de l'intérêt que nous inspirent vos travaux, de la sincérité de nos vœux pour votre succès, et de notre sympathie.

Si l'on songe que la liberté de pensée date de quelques dizaines d'années seulement au Japon; que les chrétiens y étaient persécutés il y a un demi-siècle à peine, le langage du maire de Tôkyô est significatif. Le même ton tolérant et aimable se retrouve dans tous les discours prononcés au Congrès et aux réunions religieuses ou humanitaires. Au moment de la Restauration, on évitait toute allusion à des questions non seulement religieuses mais simplement morales. Aujourd'hui au contraire, on en recherche la libre discussion. A l'appui de cette assertion, il suffira d'attirer l'attention sur les diverses sectes boudhistes, les Zen, les Shingon, les Monto, les Yodo, les Tendai et autres d'importance moindre, qui ont des millions d'adeptes dans le pays. Toutes ont augmenté en nombre depuis la guerre et ne limitent plus leur activité à d'anciennes pratiques; elles tiennent des réunions, prêchent et s'intéressent aux œuvres philanthropiques. Combien nous voilà loin de l'état de choses qui existait au commencement du siècle, quand le gouvernement cherchait à combattre et à détruire les boudhistes!

Les fêtes en l'honneur du jour de naissance de Shaka, — *le Maître*, — leur ont permis de montrer tout particulièrement leur

organisation et leur influence. Au temple de Hongwanji, on estime à plus de dix mille le nombre des bonzes et des lamas présens. Un autre fait important et digne d'être noté est qu'ils abandonnent la vie recluse pour s'occuper de prédication, de conférences et d'œuvres philanthropiques et sociales.

L'Église catholique que saint François-Xavier établit le premier au Japon, autrefois exposée à maintes vicissitudes et à la persécution, est maintenant universellement respectée. L'arrivée du premier nonce apostolique a fourni au gouvernement l'occasion d'exprimer sa haute appréciation sur l'influence bienfaisante de l'Église, qui se fait surtout sentir dans les écoles, les pensionnats et autres établissemens d'enseignement, entretenus par les missionnaires. En un mot, le gouvernement saisit toute occasion de donner des preuves de sa tolérance envers tout corps religieux ou laïque qui cherche à relever le niveau de l'éducation et à s'occuper de bonnes œuvres. M. Hayashi, ministre des Affaires étrangères, dans une réunion publique, expliquait tout dernièrement ces tendances de la nation, et appuyait sur l'intérêt que le Japon prend aux efforts des étrangers qui travaillent dans un esprit noble et dévoué.

Les nombreux visiteurs venus des quatre coins du globe pour assister à tous ces Congrès doivent être satisfaits de la réception qu'on leur a faite. Sans aucun doute ils emporteront un souvenir agréable de leur séjour et la conviction que le Japon est sincère dans les assurances qu'il donne, et dans le concours efficace qu'il prête à tout ce qui tend au bien de l'humanité. Rien n'a manqué à l'accueil, car l'Empereur lui-même a envoyé aux congressistes un témoignage de sa sympathie.

On ne peut douter de cette sincérité. Le premier souci, — une fois la protection de la frontière assurée, l'ennemi vaincu et la réorganisation des affaires commerciales et industrielles achevée, — a été de rétablir l'équilibre social. La rapide transformation de la nation avait éveillé, chez les masses qui sommeillaient depuis des siècles, le sentiment des réalités de la vie et de la lutte pour l'existence. Elles avaient vécu loin de tout mouvement et, subitement, elles se sont trouvées emportées par le courant des idées modernes, des pensées nouvelles. Comment nous étonner si le danger d'un soulèvement d'ordre social est devenu plus imminent? Le mécontentement augmente depuis la guerre, et non pas uniquement parmi les générations nouvelles. Dans

toutes les classes, il y a des troubles politiques, les grèves et les émeutes dégénèrent souvent en luttes ouvertes avec les représentans de l'autorité. Grâce au concours efficace de l'armée, ces mouvemens révolutionnaires ont été réprimés, mais le germe du mal reste et ne sera pas étouffé par la force. Pour rétablir une entente durable entre les classes, pour reconstituer la société selon les besoins nouveaux, il faut donner au peuple les élémens d'une morale plus élevée et plus pure. C'est cette tâche ardue que le Japon s'est imposée. L'esprit public est constamment dirigé vers les réformes sociales et scolaires, et toutes les énergies de la nation tendent vers ce but. Les efforts les plus récens et les plus remarquables sont ceux que l'on a faits pour opposer un obstacle moral et spirituel aux dangers du socialisme.

Ce désir a été plus d'une fois exprimé par le ministre de l'Instruction publique au Congrès tenu à la fin de l'année scolaire par les directeurs des écoles normales. Son discours, destiné à être publié, devait servir de guide officiel. Le ministre insista surtout sur la nécessité d'avoir des instituteurs dévoués et d'une haute culture. — Il faut, leur disait-il, vous efforcer de développer chez vos élèves des qualités morales qui leur permettront à la fois de remplir leurs devoirs professionnels et de servir la patrie, si elle avait besoin d'eux. — Tout son discours était un plaidoyer en faveur de l'avancement du peuple. Le *Tôkyô-Asahi*, après l'avoir reproduit, ajoute :

Si les ministres précédens ont travaillé au progrès matériel et physique du pays, le gouvernement actuel travaille à développer ses qualités morales. Ses efforts en ce sens méritent l'approbation de tous, car ils doivent inspirer à la jeunesse un sentiment de haine pour ce qui est mal et pervers, d'amour pour ce qui est bien et juste.

La dernière et toute récente guerre a montré les vertus de résistance du peuple japonais, — vertus qui lui ont assuré la victoire, — et ce fervent patriotisme, qui lui a permis de tout sacrifier à l'intérêt commun, doit maintenant se montrer à la hauteur du sentiment sur lequel s'appuie toute vie morale, — l'amour du bien et la haine du mal.

Quelques jours plus tard, le *Japan Times*, un journal très répandu et très lu, publia un article intitulé : *Les Étudians et l'éducation morale*. Cet article clair et concis donne une idée juste de la situation actuelle. Sa brièveté nous permet de le citer *in extenso*.

Nous revenons sur un sujet souvent traité ici, non pas toujours sous le même titre, mais toujours avec la même insistance, pour déclarer qu'il faut absolument faire naître chez les générations nouvelles les sentimens de la responsabilité, leur donner du caractère. L'éducation morale n'a, d'ailleurs, pas d'autre objet, et c'est pour cette raison que nous cherchons à inculquer un esprit religieux. La religion n'est peut-être pas l'unique base sur laquelle repose le sentiment moral, mais elle est la plus sûre et la plus facile à établir, et elle est surtout, pour une très grande majorité d'êtres humains, la plus solide et la plus inébranlable : mais quelle que soit d'ailleurs la base, nous demandons à nos enfans de devenir des citoyens moralement forts et consciens de leurs propres responsabilités. Ce besoin commence à se faire sentir, nous le constatons avec plaisir, et nous pouvons ajouter qu'un ministre de l'Instruction publique marqua son début, l'an dernier, en faisant un appel passionné en faveur de la moralisation de nos enfans. Cet appel s'est renouvelé dans un discours prononcé à la conférence des Éducateurs nationaux où était encore invoqué le Rescrit impérial qui expose les idées fondamentales d'une instruction morale. Il y a d'autres indices qui montrent que les instituteurs et les parens commencent à comprendre la nécessité d'une instruction morale, et du développement du caractère chez l'enfaut. Nous n'avons pas à les énumérer, il vaut mieux expliquer le fait.

Il y a quarante ans, toute instruction au Japon reposait sur une éducation morale, il n'y en avait pas d'autre. Aux Samuraïs, il est vrai, on enseignait les arts de la guerre, mais cet enseignement était toujours mêlé de préceptes moraux. Depuis lors, tous ceux qui ont tenu dans leurs mains les destinées du Japon avaient été élevés selon ses traditions ou bien étaient nés de parens qui les leur transmettaient. Aujourd'hui, tout le monde admire le Bushido, mais ce merveilleux Bushido n'est que le résumé de l'éducation religieuse d'autrefois, qu'ont connue et suivie ceux qui ne sont plus jeunes, et peut-être leurs enfans. Cependant, à mesure que le nouveau système s'étend, les parens se désintéressent peu à peu de l'éducation de leurs enfans, et les précieuses traditions du vieux Japon sont abandonnées et oubliées; nul n'essaie de les conserver. Le danger est devenu pressant. Pour être civilisée et grande, une nation doit avoir un foyer d'idées auquel sa nature morale puisse se réchauffer. Il faut prendre des mesures contre toute diminution de cette force, diminution inévitable pourtant, si ceux à la garde desquels nos enfans sont confiés pendant que leurs âmes sont malléables et impressionnables, ne montrent pas plus d'ardeur à éveiller chez leurs élèves les notions du bien et du mal, du devoir et du sacrifice afin d'en faire sortir des caractères forts. La génération qui succédera à la nôtre sera ce que cet enseignement la fera. Or, la transition d'une génération à une autre se fait rapidement. Les paroles du ministre de l'Instruction publique méritent d'être entendues, nous espérons qu'elles le seront.

Pour mieux faire comprendre l'importance de la question de l'éducation publique au Japon, nous allons donner, avant d'aller

plus loin, un aperçu de l'état actuel en nous plaçant à un point de vue national, ou même local.

II

L'éducation publique au Japon est obligatoire et gratuite. Elle est en principe imitée des systèmes européens, ou, pour être exact, du système américain. Et quand on examine les institutions modernes des Japonais, on ne doit jamais oublier tout ce qu'elles ont emprunté aux Américains, qui sont, en somme, leurs plus proches voisins et qui ont été les premiers arrivés. Cette influence s'est étendue aux réformes scolaires, car du jour où le système féodal fut supprimé et les Écoles Daimyo fermées, une école normale fut établie à Tôkyô et, tout naturellement, des professeurs américains furent invités à prendre la direction des candidats. Les étudians les plus avancés instruisaient les autres, enseignant en même temps qu'ils apprenaient. Les livres employés, quoique élémentaires, furent jugés suffisans par la Commission chargée de les examiner. C'est ainsi que l'instruction publique moderne a commencé au Japon. Le même principe existe encore malgré les changemens survenus depuis. Les deux Écoles normales supérieures de Tôkyô (une pour les hommes, une autre pour les femmes) et une troisième école pour les provinces suffisaient aux demandes faites par les autres écoles normales dans les provinces où les futurs instituteurs des préfectures étaient élèves. Aujourd'hui, chaque préfecture a une école normale d'instituteurs et les élèves de ces institutions reçoivent des dons d'argent de l'État ou de la préfecture, à la condition que, après avoir passé leurs examens, ils resteront comme instituteurs à l'une de ces écoles pendant un certain nombre d'années. A côté de ces professeurs instruits et capables, il y en a d'autres d'une science moindre, qui peuvent enseigner, sans cependant posséder tous les titres. Il est très difficile de recruter dans la jeunesse intelligente et instruite un nombre suffisant d'hommes qui acceptent la tâche ardue de l'éducation.

A l'intelligence et à l'énergie les conditions nouvelles de l'existence d'aujourd'hui offrent des carrières plus attrayantes et mieux rétribuées, si bien que les candidats aux postes scolaires deviennent de plus en plus rares. La cause principale dans la difficulté du recrutement est la modicité des salaires et des

pensions de retraites offertes après de longues années de services. Ces pensions ne permettent pas d'élever une famille (1).

Dans les écoles primaires, on rencontre des enfans de toutes les classes, car le système d'enseignement, ainsi que celui de toutes les institutions publiques, est démocratique. Il existe deux écoles appelées écoles pour la noblesse : l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. Ces écoles ont été fondées par l'Empereur et l'Impératrice, mais elles ne suffisent naturellement pas à l'éducation de tous les enfans de la noblesse éparpillée dans tout le pays.

En dehors de ces deux écoles et de quelques autres institutions particulières, il n'y a que les écoles publiques, qui sont divisées en cinq classes. Les écoles primaires, avec deux divisions : l'école primaire communale et l'école primaire secondaire. Chacune comprend quatre années d'étude. Troisièmement, il y a l'école complémentaire et plus haut le lycée et l'Université. L'école primaire est à la charge de l'administration locale. Les communes et les municipalités entretiennent leurs écoles primaires et secondaires, ce qui permet d'établir l'éducation gratuite et obligatoire. Le nombre d'enfans sans instruction est très faible : presque tous savent lire et écrire; mais l'arithmétique est moins répandue. Les statistiques officielles donnent des chiffres encourageans, 95 p. 100 de garçons et 80 p. 100 de filles, sur la population tout entière. Le dernier recensement relève, dans les écoles primaires, 5134400 élèves contre 109118 instituteurs. Les écoles complémentaires comptent 100000 élèves pour 4700 professeurs. Les lycées ou écoles supérieures, au nombre de six, préparent aux Universités et ressemblent aux *Gymnasiums* allemands. Le total des institutions d'enseignement subventionnées ou entretenues par le gouvernement est, en chiffres ronds, 27000 écoles primaires, 260 écoles complémentaires et supérieures et deux Universités, celle de Tôkyô et celle de Kyôtô. La plus importante est celle de Tôkyô, avec six écoles spéciales et 3500 étu-

(1) En écrivant ces lignes, j'apprends les mesures prises par le gouvernement pour améliorer le sort des instituteurs. Le ministre a déclaré au Conseil de Directoire que le nombre en serait augmenté dans la mesure du possible; que le stage dans les écoles serait de six ans au lieu de quatre ans. Mais, pour obtenir un corps enseignant plus digne et plus capable, il faut rendre sa profession plus lucrative; il faut que des projets soient mis à l'étude en ce sens, et qu'on cherche à augmenter les salaires et les pensions de retraite. Nous espérons que le gouvernement prêtera un soutien efficace, moral et matériel, aux caisses de retraite des Instituteurs primaires.

diens. Ces étudians forment plus tard dans la vie une véritable élite. L'Université de Kyôtô compte 700 étudians. Ces Universités sont un mélange bizarre de l'ancien et du moderne, et l'histoire de l'Université de Tôkyô est curieuse, surtout parce qu'elle montre les difficultés énormes qui surgissent au contact des traditions anciennes et des méthodes nouvelles. Le bulletin universitaire de l'année dernière (2565-66) relate les faits les plus marquans de cette évolution :

La *Tôkyô-Teikoku Daigaku* ou l'Université impériale de Tôkyô, nous dit ce *Bulletin* compte six écoles spéciales, de Droit, de Médecine, d'Ingénieurs, de Littérature, de Science et d'Agriculture. Les cinq premières son situées dans le parc de la vieille Kaga Yashiki sur la pente du plateau de Hongo ; l'École d'Agriculture est à six milles des autres écoles, dans une campagne suburbaine.

La Tôkyô-Teikoku Daigaku, telle qu'elle est organisée maintenant, existe depuis le 1er mars 1886, date de l'ordonnance impériale (n° 3) décrétant la réunion sous ce seul nom de deux institutions jusque-là indépendantes : la Tôkyô Daïgaku et la Kobu Daigakko. Les cinq sections dont nous avons parlé furent alors créées. L'École spéciale d'Agriculture ne fut établie que quatre années plus tard, en juin 1890, quand la section d'Agriculture et d'Arboriculture fut réunie à l'Université. Depuis 1886, l'histoire de l'Université impériale, — ou, comme on l'appelle depuis le 16 juin 1897, l'Université impériale de Tôkyô, pour la distinguer de l'Université sœur établie à Kyôtô, — est relativement facile à suivre. Avant cette époque, elle est compliquée et difficile. D'un examen sérieux, il ressort que dans les premières années de la Meiji (1), les changemens apportés dans les divers départemens des services publics étaient très fréquens. Il n'y eut pas moins de réorganisations entreprises dans les différens collèges, dont le régime remanié et les institutions refondues ont donné naissance à l'Université impériale.

Des juges compétens m'assurent que ces changemens se faisaient avec une si complète insouciance des conséquences, que souvent celles-ci nécessitaient le retour à l'ancien état de choses. Le précis d'histoire continue :

La Tôkyô-Kaisei-Gakko ainsi que la Tôkyô-Igakko, qui furent réunies pour former la Tôkyô-Daigaku (Université de Tôkyô) avaient été fondées par le gouvernement Tokugawa. A la restauration de 1868, le gouvernement impérial rétablit la Igakujo (tel était son nom avant la Meiji) et la confia à la Daigaku. L'année suivante, elle fut réunie à l'Hôpital Todo Yashiki sous le nom de Daigaku Toko. Comme la Daigaku Nanko, la Daigaku Toko fut placée, en 1871, sous la direction du ministère de l'Instruction publique

(1) La Révolution qui amena la Restauration.

nouvellement institué et s'appela simplement Toko. En 1872, la Toko devint la Igakko ou École de médecine et garda ce nom jusqu'en 1874 quand on fit précéder ce nom du mot Tôkyô. Deux ans plus tard, on transféra l'école de Shitaya dans les nouveaux bâtimens construits à Hongo et, en avril 1877, elle fut réunie à la Tôkyô Kaisei Gakko pour former la Tôkyô Daigaku (Université de Tôkyô).

La nouvelle Université comprenait alors quatre branches d'études : le Droit, la Science et la Littérature, qui faisaient partie des cours de la Tôkyô Kaisei Gakko, et la Médecine, qui avait été jusque-là la spécialité de la Tôkyô Igakko.

Tels sont les faits caractéristiques du développement de cette Université depuis la Restauration.

Deux faits restent à noter dans l'histoire de la Tôkyô Daigaku (Université de Tôkyô) avant sa fusion avec la Kobu Daigaku pour former la Teikoku Daigaku (Université impériale) en 1886. Le premier, c'est l'absorption en septembre 1885 de la Tôkyô Hogakko (École de Droit) par l'Université dont on accrut encore davantage l'étendue en y transférant, quelques mois plus tard, les cours de sciences politiques et littéraires ; ce qui fit donner à l'École de Droit le titre d'École de Droit et de Politique. Le second fait, c'est la création, en décembre 1885, d'un enseignement de sciences techniques, comprenant des cours pour les ingénieurs des Mines, les ingénieurs de la Marine et les industriels; de chimie appliquée et d'architecture navale, etc., etc. Organisés selon le Rescrit impérial de mars 1886, les programmes de ces cours portaient sur trois années d'études, — pour la médecine, on exigeait quatre années. — Au mois d'août 1892, le stage des étudians à l'École de Droit fut prolongé d'une année et, en septembre 1893, le système des grades y fut aboli. Le 6 avril 1903, on inaugura un nouveau système d'examen à l'École de Médecine, remplaçant les examens gradués annuels par deux examens. Le 25 février 1904, les cours établis à l'École de Littérature furent également changés, le système d'examens *gradués* aboli et remplacé par un nouveau règlement tant pour l'instruction à suivre que pour les sujets d'examen.

Il y a quinze ans, un décret gouvernemental distribuait les places, et nommait les titulaires des différentes chaires, dont le nombre était ainsi réparti : 24 chaires pour l'école de Droit, 22 pour l'école de Médecine, 21 pour l'école des Ingénieurs, 20 pour la Littérature, 17 pour les Sciences, et 20 pour l'Agriculture.

Pour ce qui touche aux questions financières, nous nous en rapporterons au compte rendu du *Rapport officiel :*

Le 27 mars 1888, un rescrit impérial (n° 19) plaça sous le contrôle du Ministère de l'Instruction publique les revenus de toute institution scolaire provenant des droits d'enseignement ou d'autres sources. Le 27 mars 1890, une loi spéciale (n° 26) réglant définitivement la question de finances pour

toute école ou bibliothèque gouvernementale fut promulguée, loi d'après laquelle l'Université fut autorisée à gérer ses propres fonds, à subvenir aux dépenses annuelles, en plus des subventions du gouvernement, avec les revenus de ses propres fonds, les dons en argent ou de nature différente et toutes autres ressources. Les fonds universitaires comprennent les réserves, les valeurs mobilières ou immobilières données par le gouvernement ou par des particuliers et le reliquat du revenu de chaque année. Les donations en argent affectées à un usage spécial et déterminé forment un compte à part.

Il existe, outre les deux Universités, de nombreuses maisons d'éducation publiques et privées, — telles que : écoles techniques, écoles militaires et navales, écoles commerciales, école des Beaux-Arts, écoles pour les aveugles et les sourds-muets, écoles agronomiques et industrielles, écoles de musique, écoles du dimanche. Il y a, en plus, quelques établissemens privés importans, le fameux collège de Waseda, entre autres, qui doit son existence et son succès à la générosité et au zèle inlassable du grand Mentor national, de l'homme d'État éminent, le comte Okuma. Elle a commencé, il y a cinquante ans, sous la direction de feu le professeur Fukusawa et elle est devenue la grande école que nous voyons aujourd'hui, d'où sont sortis tant d'hommes marquans, qui ont joué un rôle décisif dans la Restauration et l'histoire contemporaine de leur pays.

Les transformations de l'éducation de la femme ne sont pas moins complètes, moins radicales, et l'influence de ces changemens sera encore plus grande sur les générations futures, car de la vie des femmes dépend celle des enfans. Une fois l'instruction de l'élément masculin transformée d'après des principes étrangers, il fallait nécessairement réorganiser l'instruction des femmes. L'école est obligatoire dès l'âge de six ans pour les petites filles comme pour les petits garçons : les exemptions sont rarement accordées. Il existe des écoles maternelles (Kindergarten), des écoles primaires et supérieures gouvernementales ou privées. Il y a des pensions sous la direction des sœurs de charité, un grand établissement d'enseignement industriel, une École normale supérieure pour les institutrices et une Université pour les femmes. On voit que le pays s'efforce très sérieusement d'établir un programme d'éducation générale sur le modèle des autres peuples et nous devons ajouter à l'honneur des étudians que les écoles, si nombreuses qu'elles soient, sont toujours pleines et que leurs élèves y montrent autant d'in-

telligence et d'aptitude au travail que ceux des autres pays. La preuve est qu'à l'Université de Tôkyô, on délivre tous les ans plus de cent diplômes.

III

Une des questions les plus compliquées, au Japon comme ailleurs, est celle du logement et de la nourriture des étudians pendant leurs années d'Université. Ils sont à l'âge où l'esprit subit le plus facilement l'influence de l'entourage et de l'exemple, où l'on oublie volontiers les principes reçus dans la maison paternelle. C'est alors que les meilleures natures se corrompent. Une visite d'inspection dans les différens établissemens fréquentés par les jeunes gens, dans les pensions où ils sont logés, entretenus et nourris pour quelques *yens* (1) par mois, m'a démontré, hélas! le danger couru. Si les conditions matérielles y sont mauvaises, l'atmosphère morale est infiniment plus malsaine et dépravante. Dans une étroite chambre qui suffirait à peine à une seule personne, on loge au moins deux étudians et souvent plus. L'air ne manque pas, assurément, car les maisons japonaises sont construites en bois et en papier; mais cet air des faubourgs est vicié. La nourriture, quand elle est conforme aux usages japonais, c'est-à-dire composée de légumes et de poissons, n'est pas indigeste; mais toutes les fois qu'on adopte la nourriture européenne, comme l'usage s'en répand de jour en jour, celle-ci est rarement bonne, et la viande, de qualité inférieure, est toujours mal préparée.

Les conditions morales sont encore plus précaires et plus pernicieuses. Dans ces pensions, il n'y a ni contrôle, ni discipline. Les jeunes gens sont livrés à tous leurs caprices, à toutes leurs fantaisies et subissent l'influence délétère d'amis mal choisis. Les conséquences sont naturellement déplorables. On pourrait remédier au mal en multipliant les associations amicales, les clubs, les *Debating Societies;* mais ces lieux de réunion pour les jeunes gens sont malheureusement encore rares et sans organisation. En attendant que leur nombre s'accroisse, rien ne rappelle ces groupemens sociaux d'intérêts communs grâce auxquels la vie universitaire en Amérique et en Angleterre

(1) J'ai visité des maisons où les étudians payent 4, 5 et 6 yens par mois pour être logés et nourris. — Le yens vaut un ou deux shillings, soit 1 fr. 25 ou 2 fr. 50.

est devenue si confortable et si facile. On ne saurait trop le regretter.

L'esprit de corps se développe là seulement où il y a des traditions, des règlemens et de la discipline. Le meilleur système d'éducation restera incomplet si la sphère d'influence a pour limites la salle d'étude. L'effet bienfaisant des plus célèbres collèges du monde se produit en dehors des leçons et du laboratoire, loin du professeur. Ce qui fait le charme des universités d'Oxford, de Cambridge, de Louvain, d'Inspruck, de Harward et de Yale, c'est la communauté, la vie sociale entre étudians, les traditions et les habitudes qui les soutiennent, l'atmosphère même qui les enveloppe durant les années peut-être les plus décisives de leur existence, les idées qu'ils entendent exprimer, les horizons qu'on leur ouvre sur le monde moral et sur la conduite à tenir. A plus d'un signe, on peut voir que le Japon commence à remédier au mal, et j'ai grand plaisir à constater que les professeurs des Universités sont parmi les premiers à se préoccuper de l'enrayer. Aux études ordinaires ils ont joint une instruction sur la notion du devoir. Aujourd'hui, dans tout établissement scolaire on enseigne des principes moraux afin de conserver et d'entretenir les bons préceptes tout d'abord reçus dans la maison paternelle et surtout d'empêcher l'oubli des vertus pratiquées par les ancêtres.

Un rescrit sur l'éducation, promulgué en 1890 et signé par l'Empereur, contient la substance de cet idéal vers lequel tout Japonais doit s'acheminer et pour lequel il doit faire de si nobles sacrifices. En voici le texte :

Sachez ceci, vous nos sujets : nos ancêtres impériaux ont fondé notre empire sur une base large et éternelle en y implantant profondément et fermement la vertu ; nos sujets, toujours unis dans leur loyauté et leur piété filiale en ont, de génération en génération, rendu la beauté plus éclatante. Voilà ce qui fait la gloire et le caractère fondamental de notre empire et là aussi gît la source de notre éducation. Vous, nos sujets, soyez obéissans envers vos père et mère, affectueux envers vos frères et sœurs ; comme époux, vivez en bonne harmonie avec vos épouses, soyez fidèles amis ; comportez-vous toujours avec modestie et modération, étendez votre bienveillance à tous, faites progresser la science et cultivez les arts. Ainsi vous développerez vos facultés intellectuelles, vous perfectionnerez vos forces morales. Travaillez pour le bien public et les intérêts communs ; respectez toujours la constitution et la loi ; si un danger pressant survient, offrez-vous courageusement à l'État ; ainsi vous défendrez, vous maintiendrez la prospérité de notre trône impérial aussi durable que le ciel et la terre. Ainsi

vous serez non seulement nos bons et fidèles sujets, mais vous répondrez aux meilleures traditions de vos ancêtres. Le chemin ainsi tracé est, en vérité, celui que nous ont légué nos ancêtres impériaux. Il faut le suivre, vous, leurs descendans et sujets; il est resté le même à travers les siècles et vrai en tout lieu. Telle est notre volonté. Que chacun garde cet enseignement dans son cœur avec la plus profonde vénération. Quant à nous, nous serons en parfaite communion avec vous, nos sujets, afin que, tous, nous puissions atteindre à la même vertu.

Après ces observations préliminaires qui donnent une idée de la situation générale, il deviendra plus facile de comprendre la portée de cette réorganisation de l'enseignement au Japon.

IV

Pour répondre à la question si souvent posée : Quelle est au Japon la situation des maîtres et des élèves, comparée à celle des autres pays, nous distinguerons d'abord l'instruction primaire de l'instruction supérieure. J'ai pu visiter plusieurs écoles primaires, soit à la ville, soit à la campagne et, en général, j'ai été satisfait. Les bâtimens sont souvent tout à fait primitifs; parfois même, l'*école* consiste en deux chambres; mais, si les besoins de la population ne demandent pas plus, il n'y a pas sujet de plainte. La plupart des écoles primaires répondent aux besoins des élèves. Elles sont bien montées en matériel, en livres, cartes, tableaux noirs et autres objets nécessaires. Les écoles primaires japonaises, au total, diffèrent très peu des écoles primaires des autres pays. Mais celles avec lesquelles elles présentent le plus de ressemblance sont les écoles primaires de l'Amérique de l'Ouest et de l'Europe du Sud.

Les instituteurs et institutrices sont presque toujours jeunes et restent peu de temps à l'école. Ils considèrent le poste d'instituteur comme le premier pas d'une carrière administrative. Pendant leur stage, ils montrent beaucoup de capacité et de dévouement, en accomplissant leurs devoirs d'instituteurs élémentaires. Depuis que l'exercice physique est obligatoire, les professeurs s'intéressent beaucoup à la gymnastique et aux sports. Ils conduisent les enfans en promenades assez lointaines pour leur faire visiter un site ou un autel célèbre. Lorsque nous voyagions à l'intérieur, nous rencontrions assez souvent de ces bandes de pèlerins juvéniles. A certains endroits, dans le voisinage de

quelque site historique, tel que le Yamato ou ancien temple d'Ise, ou près de Nara, autrefois capitale, les routes et les auberges sont remplies de ces touristes parfois bruyans et exubérans.

On a souvent appelé le Japon le Paradis des enfans, le pays où l'enfant ne pleure jamais. Je constate volontiers la vérité de la première proposition, mais la seconde a dû certainement être formulée par quelqu'un qui ne connaît pas les petits Japonais. Il suffit de vivre très peu de temps dans un village japonais ou encore mieux dans une famille indigène, pour se convaincre du contraire. A dire vrai, les enfans n'ont nulle part des cordes vocales plus développées, et nulle part au monde ne s'en servent plus volontiers. Ils pleurent pour la moindre des choses; ils pleurent pour rien. La différence avec ce qui se passe ailleurs est que, au premier signe de chagrin enfantin, père, mère, grands-parens, frères et sœurs, toute la famille, y compris les domestiques, courent pour voir et se hâter de calmer l'enfant.

En suivant toutes ces phases de l'éducation nationale, on remarque que cette tendresse excessive pour la première enfance a plus d'importance qu'il ne semblait tout d'abord. Nos premiers souvenirs ne sont-ils pas ceux qui laissent la plus forte impression dans nos esprits? Les premiers principes donnés ne sont-ils pas les plus durables? Et n'est-ce pas par bonté qu'on gagne l'affection de l'enfant? D'ailleurs, les parens japonais semblent se faire parfaitement obéir. Un « Tom Sower » est un être inconcevable au pays des Nippons, car l'abandon de l'enfant, dans le sens européen du mot, y est inconnu. Le grand avantage dont jouit l'enfant japonais, c'est d'avoir une « nursery, » ou bien de pouvoir changer la maison entière en « nursery. » En cela, il est privilégié en vérité, car la grande chambre bien aérée et bien éclairée où se tient la famille (*the living room*) fait une superbe salle de jeu et les parens sont toujours prêts à jouer avec leurs enfans. Que de fois, en entrant dans une maison japonaise, on trouve la famille entière, jeunes et vieux, se roulant sur les nattes et jouant ensemble à quelque jeu enfantin! Ne raconte-t-on pas la même chose d'Henri IV, un des plus grands monarques que son pays ait connu? Ne raconte-t-on pas que l'ambassadeur espagnol le surprit un jour jouant au cheval avec son fils et que le Roi lui dit simplement : « Excellence, vous avez des enfans! » et continua le jeu.

Au Japon, tout père de famille agirait de même; seulement,

d'ordinaire, il cache au monde extérieur sa tendresse, sa faiblesse. La majorité des bébés japonais vivent dans une atmosphère d'affection dont le parfum les embaume jusque dans leur vieillesse. Chez les plus pauvres comme chez les gens aisés, les petits sont entourés de soins et de caresses. Leur tenue, leur aspect sont l'orgueil de la famille. Une Japonaise se dévoue entièrement à ses enfans, les baignant, veillant à faire raser leur tête, à les vêtir de couleurs brillantes. Toute mère, même dans les classes élevées de la société, nourrit son enfant; elle le nourrit même pendant trois, quatre et cinq ans. Les étrangers qui voyagent pour la première fois au Japon sont étonnés de voir dans un train, dans un magasin, ou même dans la rue, des enfans qui déjà marchent et parlent, s'arrêter tout à coup devant leur mère pour demander et obtenir leur nourriture. J'ai souvent cherché les causes de ce dévouement maternel. On m'a répondu que c'était une habitude, ou bien que la mère ne pouvait pas entendre pleurer son enfant. Une meilleure raison me semble expliquer cette affection qui va jusqu'à l'oubli de soi; c'est le désir d'imprimer dans le cœur de l'enfant un souvenir agréable de ses premières années et de lui inspirer des sentimens de reconnaissance. Il faut toujours se rappeler, en jugeant les choses du Japon, quelle large part la vie de famille tient dans l'éducation de l'enfant; elle est fondée sur la piété filiale. On en voit la preuve dans les soins dévoués et affectueux donnés en toutes circonstances aux vieillards, aux incapables, aux infirmes, aux orphelins, par des parens proches ou éloignés. Il sera plus facile, en se rappelant ceci, de comprendre la réciprocité d'affection qui, depuis des siècles, existe entre parens et enfans, et cela nous aidera à concilier les anomalies qui nous paraissent si étranges au Japon.

Tout en gâtant leurs enfans, en ayant pour eux une indulgence excessive, les parens savent se faire respecter. Leur tenue, leurs manières, leur conversation sont toujours agréables. La politesse japonaise, la plus exquise du monde, est universellement reconnue pour telle. Au Japon, le langage est toujours élégant même dans l'intimité et dans toutes les classes de la société sans exception. Les enfans grandissent dans cet air ambiant et, inconsciemment, sans avoir appris, ils adoptent les mêmes formes et usages. Leur plus grande ambition est de faire comme leurs parens. Après tout, l'exemple est le meilleur maître. Les jolies

façons des bébés japonais ont été souvent remarquées par les étrangers et commentées par les écrivains, mais la vie de dévouement des parens n'a jamais été suffisamment racontée. Ils se privent continuellement et sans une plainte afin de rendre agréable le toit paternel. Pour éveiller chez l'enfant des sentimens plus tendres, ils l'entourent d'affection et lui donnent l'occasion d'exercer sa piété filiale qui est la base, non seulement de l'amour et du dévouement envers les parens, mais aussi de l'obéissance à l'autorité et de la loyauté envers le souverain (1).

Des enfans élevés dans de pareils sentimens sont d'excellens sujets pour les écoles primaires. Les maîtres n'ont aucune difficulté à maintenir la discipline, et les enfans font de rapides progrès, car tous étudient avec persévérance, sinon par amour pur de l'étude, du moins par respect de soi et pour ne pas se déshonorer ou déshonorer leurs parens.

Pour donner l'idée du caractère de l'étudiant japonais, nous nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'opinion du professeur B. H. Chamberlain, qui parle après de longues années d'expérience :

Quant à l'étudiant japonais, il appartient à cette classe de jeunes gens qui font le bonheur de l'instituteur, — tranquille, intelligent, poli, studieux à l'excès. Son seul défaut marquant est une tendance, commune à tout subordonné japonais : une tendance à vouloir diriger la barque lui-même. « S'il vous plaît, monsieur, nous ne voulons plus lire l'histoire de l'Amérique. Nous voulons lire un livre sur la construction des ballons. » Voilà un spécimen des demandes qu'un instituteur au Japon entend continuellement. L'insubordination, — inconnue sous l'ancien régime, — était devenue fréquente vers la fin du XIXe siècle; presque chaque trimestre, les élèves de quelque grande école refusaient de travailler parce que les méthodes ou la direction de leur professeur leur déplaisaient. Il se forma ainsi une classe de jeunes gens tapageurs, appelés *Soshi*, agitateurs se mêlant de politique, prétendant imposer leurs opinions et leur présence aux hommes d'État et fonçant, casse-tête ou couteau en main, sur quiconque osait ne pas penser comme eux.

(1) L'enfant japonais vit dans l'intimité, en communauté absolue, dans le sens le plus strict du mot, avec ses parens. Chez les plus pauvres, jusqu'à ce que l'enfant marche, la mère l'attache par une courroie sur son dos et l'emmène avec elle quand elle va aux champs travailler. Peut-être ces sorties au grand air, cet aspect du monde extérieur contribuent-ils à ouvrir l'intelligence et à détruire toute timidité. Nons ne devons pas oublier non plus qu'un enfant japonais est, dès sa naissance, un personnage de quelque importance, un être social qui participe à tous les avantages et désavantages de sa situation.

Le professeur termine en disant :

Ces symptômes malsains, comme d'autres défauts naturels à l'enfance du nouveau Japon, semblent avoir disparu sans laisser de traces.

Il est incontestable que l'étudiant japonais est plus consciencieux, plus persévérant que ses camarades européens. Il sent mieux l'utilité des études. Il est vaniteux, suffisant, et il fait son possible pour réussir dans ce qu'il a entrepris. En ceci, il ressemble assez à l'étudiant américain. Il considère son collège comme une sorte de magasin où il doit se procurer, pour son intelligence, un bagage aussi complet que possible. Il n'épargne ni argent, ni efforts. Ce sont pour lui dépenses nécessaires. Le jeune Japon se matérialise très rapidement. Je connais de vieux professeurs qui habitaient le pays autrefois et qui sont surpris de ce changement. Dans leur temps, l'école continuait l'enseignement familial; les instituteurs étaient les amis, les frères de leurs élèves, des hommes à qui le respect et la reconnaissance étaient dus. L'école comme la société était établie sur les principes de piété filiale : il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui.

V

Dans l'éducation supérieure, la situation est différente. Les demandes plus élevées et plus nombreuses sont plus difficiles à satisfaire. Des établissemens pourvus des dernières inventions seraient trop coûteux à construire et à entretenir : on utilise donc des bâtimens provisoires en bois, et personne ne songe à les réparer. L'état de désordre et de délabrement où se trouvent ces écoles supérieures est très frappant, car la chaumière la plus pauvre est toujours parfaitement propre, et les habitans semblent en quelque sorte refléter cet état. Dans les écoles primaires, les enfans sont bien soignés, tant qu'ils sont vêtus du *kimono*, vêtement large et simple tombant droit jusqu'aux pieds nus; ils sont propres et bien vêtus, car la mère en a soin; elle lave et raccommode le *kimono*. Mais une fois qu'ils vont à l'école supérieure, ils adoptent un soi-disant costume européen en drap noir et des bottines en cuir et semblent perdre, en quittant l'habillement primitif, leur propreté et leur coquetterie. L'habit trop serré, le pantalon raide se salissent et se déchirent, les bottines

ne sont jamais cirées, l'aspect est lamentable. Pour les fêtes, les jeunes gens lissent leurs cheveux avec de la pommade et se parfument avec une essence d'origine douteuse et très musquée et croient remédier ainsi au délabrement de leur costume. Sous ce rapport, la différence entre les élèves des écoles primaires et ceux des écoles supérieures est très marquée, malgré le rapprochement d'âge. Je constate ce fait, parmi d'autres semblables, comme exemple des difficultés d'amalgamation, d'adaptation de l'ancien régime avec le moderne. Après tout, les actions les plus insignifiantes de notre vie quotidienne ne sont-elles pas en quelque sorte le résultat de pensées et de coutumes des générations passées? La propreté, la bonne tenue, le bon goût et l'ordre domestiques au Japon sont l'héritage du passé, de la civilisation d'autrefois, dont l'origine se perd dans la nuit des temps préhistoriques. Les vieilles qualités de la race semblent ne pas pouvoir survivre au nouvel état de choses; le fruit d'un travail séculaire tombe au contact d'idées nouvelles, de principes nouveaux; tout cela disparaît avec les conditions d'existence qui le firent naître.

N'est-ce pas le sort commun des civilisations antiques? L'Inde, l'Assyrie, l'Égypte et la Grèce, n'ont-elles pas toutes été transformées l'une après l'autre? Même dans les pays latins, l'ordre ancien sombra sous l'influence d'élémens plus forts et souvent plus rudes. Nous voyons jusqu'à un certain point les mêmes phénomènes au Japon. La délicatesse et la simplicité de l'antique civilisation s'effacent et sont peu à peu détruites par l'esprit commercial et cosmopolite. Les premières victimes dans la lutte sont toujours l'art et la littérature, — telles des fleurs plus frêles et plus exquises qui se fanent plus vite sous l'étreinte de mains grossières. Les chefs-d'œuvre ne sont plus appréciés par le peuple, qui leur préfère les objets médiocres : la production s'en ressent. L'étranger qui arrive au Japon achète de préférence des articles de pacotille, des broderies multicolores, des sculptures incohérentes, des bronzes coloriés : il admire dans l'objet trop chargé d'ornemens l'habile exécution de l'ouvrier plutôt que l'inspiration créatrice de l'artiste.

Dès l'arrivée du premier étranger, le Japon a appris un art nouveau, fait pour captiver et pour étonner le millionnaire de San Francisco ou de Pittsburg. Nous n'avons vraiment pas le droit de nous étonner si le Japonais, lui aussi, est attiré par les horreurs du marché européen. Tout ce qui est clinquant,

tapageur, baroque, trouve toujours des amateurs. Des étoffes de couleurs criardes, des instrumens de musique bruyans, des parfums très violens sont ce qu'ils aiment le mieux parmi les produits étrangers. Il est rare qu'un observateur ordinaire admire la psychologie de la période *Fujiwara*, l'esthétique des *Ashikaga* ou la simplicité archaïque d'un *Kobori-Enshu :* de même le Japonais préfère une chromolithographie d'Épinal aux œuvres des maîtres de l'Ombrie et de la Toscane, les chansons du café-concert à une fugue de Bach ou à une sonate de Mozart.

Heureusement les écoles d'art attachent aujourd'hui plus d'importance à la préservation de l'art ancien. Leurs efforts, hélas! viennent bien tard, car déjà on a perdu beaucoup de précieuses reliques de l'antiquité et le goût du peuple se dépravé de jour en jour. D'ailleurs, même en prenant toutes les mesures de préservation, il est devenu impossible d'enrayer le mouvement général qui emporte toutes les conquêtes de la civilisation. L'art japonais, avec ses perfections, sa délicatesse, ses finesses de nuance, appartient au passé. Depuis la Restauration, il n'y a ni artistes, ni écrivains remarquables. Les idées nouvelles n'ont pas encore eu le temps de se cristalliser et les anciennes meurent. « Aujourd'hui l'abondance de connaissances occidentales nous embarrasse, » dit M. Okakura, le sagace critique dont le goût raffiné rappelle les esthètes de l'âge d'or de l'art japonais, et il ajoute :

Le miroir de Yamato est voilé, comme nous disons. Avec la Révolution le Japon, il est vrai, se retrempe dans le passé, y cherchant la vitalité nouvelle dont il a besoin. Comme toute véritable rétroaction, c'est une réaction, mais il y a changement tout de même. Car au lieu du culte de la nature dans l'art, auquel s'étaient voués les Ashikaga, c'est à célébrer la race et l'homme lui-même que l'art se consacre désormais. Nous sentons instinctivement que le secret de notre avenir gît dans notre histoire, et nous y cherchons aveuglément, passionnément le fil conducteur. Si l'instinct est fidèle, si vraiment notre passé contient quelque source de renouveau, cette source est bien cachée et il nous faut faire des efforts puissans pour la découvrir; il y a urgence aussi, car *la soif brûlante de la vulgarité moderne dessèche la gorge de la Vie et de l'Art.*

Mais revenons aux questions d'éducation proprement dites. Il est moins facile d'apprécier l'enseignement supérieur : l'instruction y varie beaucoup. Les demandes sont nécessairement plus nombreuses et plus difficiles à satisfaire. Les rapports entre

professeurs et élèves sont plus compliqués et leur tâche est plus ardue. J'exprime ici non mes opinions personnelles, mais celles de juges compétens.

Pendant mes voyages au Japon, j'ai eu la bonne fortune de rencontrer presque tous les hommes versés dans les choses scolaires, et je suis heureux de constater que l'impression faite sur moi, étranger, correspond exactement aux opinions fondées sur l'expérience locale. J'ai trouvé un jugement d'autant plus impartial que la position de ceux qui me renseignaient était plus élevée et leurs moyens d'information plus sûrs et plus abondans. Depuis ma première visite au Japon, j'ai constaté avec plaisir quels efforts on faisait pour répandre des connaissances générales d'utilité pratique dans les coins les plus éloignés du pays. Mais, en même temps, il m'apparaissait avec évidence que le système nouveau, exclusivement consacré à l'*instruction*, laissait de côté, comme ne lui appartenant pas, l'*éducation* de la jeune génération. Le côté matériel seul était développé, le côté moral négligé.

Les premiers promoteurs du nouveau système d'éducation se désintéressaient de toute question de religion ou de conscience. Pour les élèves des écoles primaires, qui vivent chez leurs parens sous l'influence de vieilles croyances et de vieux principes, cette attitude n'offrait pas d'inconvénient. Mais elle n'a pas bon effet sur les jeunes gens qui suivent les cours supérieurs, car la plupart habitent loin de leur *home*, dans une ville de province ou dans la capitale. Ils sont livrés entièrement à eux-mêmes. Le collège de Sciences modernes, le célèbre Keio Gijika, le premier de son genre, fut essentiellement matérialiste dans ses tendances, et son fondateur, comme beaucoup de pédagogues au milieu du XIXe siècle, était imbu de doctrines socialistes, alors très à la mode.

Les hommes intelligens reconnurent bientôt, nous le constatons à leur honneur, l'étroitesse du système et le péril social qui en découlait. Ils n'ont pas hésité à exprimer leurs opinions librement et ont eu le courage d'en exposer le mal dans toute sa force. Plus d'un homme d'État estima que la question méritait toute son attention, et nous voyons là une preuve de la prévoyance de leur politique.

Le pays avait adopté la civilisation occidentale ou, pour être plus exact, la civilisation américaine trop hâtivement et sans

discernement, à un moment où l'introduction en bloc de cette civilisation déjà corrompue et atteinte dans ses œuvres vives devait infailliblement avoir les plus graves conséquences pour les générations futures. Le changement du vieux au neuf se fit trop rapidement et trop radicalement pour ne pas causer du trouble. Les parens furent les premiers à se plaindre. Ils virent avec effroi les enfans rejeter, aussitôt échappés de leur tutelle, toute autorité paternelle, et ils eurent trop souvent à en déplorer le résultat. Les mœurs raffinées, traditionnelles, la discipline, la piété filiale base solide de la vie de famille et de la monarchie, — tout menaçait de disparaître dans un système d'enseignement qui ne laissait pas de place pour le développement de ces qualités de l'âme. Si on a sévèrement critiqué les méthodes d'enseignement supérieur, c'est dans l'espoir d'y porter remède. D'ailleurs ces critiques s'adressaient non à l'organisation, mais aux matières de l'enseignement. Il eût été injuste d'être trop exigeant pour les établissemens mêmes, car les difficultés à vaincre étaient grandes et les dépenses pour les constructions et pour l'entretien considérables. D'autre part, si les professeurs n'étaient pas toujours à la hauteur de leur tâche, c'est qu'il y avait très peu d'hommes compétens pour qu'on pût choisir parmi eux. Tout cela s'arrangera avec le temps et ces questions, si elles ont leur importance, sont peu de chose en comparaison des défauts fondamentaux du système même. Les principes étrangers furent enseignés confusément et sans aucun choix. Les matérialistes, par leurs discours brillans et persuasifs, eurent bientôt comme disciples la plupart des étudians. La tendance à un individualisme exagéré mena à la révolte, non seulement contre l'autorité publique mais aussi contre l'intérêt social et national. Déjà, vers la fin du siècle dernier, le danger de troubles était évident; et la nation, dominée par l'obligation de prévenir une crise économique et financière, dut accepter la tâche laborieuse de rétablir l'équilibre entre les classes ou d'encourir le péril d'une crise morale qui, à un moment donné, semblait inévitable.

L'enseignement supérieur correspond à peu près à celui des autres pays. Le défaut est que les programmes sont un peu trop chargés. Pour répondre à toutes les demandes, l'élève doit prêter une attention continue, et cet effort est certainement nuisible à sa santé. Le nombre infini de nouveaux sujets d'étude, la plupart

inconnus et venus du dehors, et qui, faute de mots nationaux, doivent être enseignés en langue étrangère, constituent une lourde tâche pour les élèves et pour les maîtres. Nulle part il n'y a autant d'heures de classes et on se demande involontairement si l'effet n'est pas désastreux pour l'intelligence même de l'élève.

Il faut absolument appeler sur ce point l'attention publique, afin que la question soit discutée dans des réunions et dans des conférences. Au mois de juin dernier, un article publié dans le *Japan Chronicle* et intitulé : *Heures de travail des étudians japonais*, exprimait l'opinion générale sur cette question :

L'heure approche, y est-il dit, où encore une fois de nombreux candidats vont se présenter aux examens universitaires et puis se lancer en pleine mêlée de compétitions de plus en plus vives dans chaque profession. Un nombre encore plus considérable va sortir diplômé des écoles supérieures, —parmi ces derniers beaucoup aspirent à l'Université où ils se préparent à la carrière qu'ils ont choisie. Des milliers de jeunes gens, nés dans la bourgeoisie, sont prêts à entrer dans les écoles supérieures, — si toutefois ils y trouvent place, — mais n'insistons pas en ce moment sur ce dernier point. Il est donc intéressant et instructif d'examiner, une fois de plus, le genre d'instruction dans ses méthodes et dans ses développemens. Nous nous trouvons, tout d'abord, en présence de ce fait effrayant : à savoir qu'à l'Université et dans les écoles supérieures, l'étudiant passe de trente à quarante heures par semaine au cours, dans le laboratoire et en exercices physiques ! Les exercices physiques, à vrai dire, il y en a peu ou pas à l'Université et dans les écoles supérieures; trois ou quatre heures par semaine ! Est-il humainement possible qu'un jeune homme de vingt ans (c'est l'âge moyen aux écoles supérieures; pour l'Université il faut compter vingt-trois ans) se prépare aux examens, comprenne et s'assimile tout ce qu'il a entendu dans ses cours aux leçons et aux conférences, et qu'en même temps il maintienne son corps en bonne santé ? Nous ne pouvons que répondre : non. Quelque chose doit en souffrir. Trop souvent, c'est le corps. Plus fréquemment, c'est l'éducation, car il n'est pas possible qu'un jeune homme, même un Japonais, puisse réellement profiter de tant de cours, de conférences, de démonstrations pratiques. Des pédagogues occidentaux ont protesté ouvertement contre le nombre excessif des heures de travail.

En haut lieu, on commence sérieusement à proposer moins d'heures par semaine et une période d'étude plus longue. Le journal, déjà cité, continue en donnant quelques exemples :

Il ne faut pas comparer les Universités japonaises à celles d'Amérique ou d'Europe, car, dans ces dernières, la présence aux diverses conférences est presque facultative, et un étudiant peut choisir celles qu'il suivra. Nous

ne connaissons pas une seule Université étrangère où on exige trente heures de travail par semaine. En moyenne, on demande seize heures : seulement le programme des examens est suivi de plus près, plus strictement, les devoirs et les compositions plus soigneusement annotés.

Les seules institutions étrangères qui peuvent être prises comme points de comparaison avec les écoles supérieures et les universités japonaises sont les Écoles spéciales Navale et Militaire. Notre enquête nous autorise à affirmer qu'on exige la présence de l'élève à toutes les conférences ou leçons. Mais il serait téméraire d'affirmer qu'il existe au Japon une seule institution comparable aux écoles militaires et navales de l'Europe et de l'Amérique. Dans ces dernières, le travail dans les classes prend seize heures au maximum par semaine; en revanche, la préparation, l'étude personnelle est très sérieuse; il faut être supérieurement doué pour pouvoir répondre à toutes les exigences des maîtres. Une préparation de ce genre n'est pas compatible avec une présence aux cours de quarante heures par semaine. Un jeune homme à l'âge d'étudiant devrait dormir sept heures au moins sur vingt-quatre, et avoir trois heures à consacrer aux repas et aux récréations; il devrait en plus avoir un jour de repos par semaine. Soit six jours, — ou cent quarante-quatre heures, — en en retirant les soixante heures de sommeil et de repas, il en reste quatre-vingt-quatre. Si on passe quarante heures dans les salles de cours, on aura quarante-quatre heures, ou sept heures par jour, pour préparer ses leçons, étudier les conférences, rédiger les notes et pour l'exercice physique. Le problème paraît impossible à résoudre, Mais quarante heures sont le maximum, vingt-sept le minimum. Ce minimum vaudrait certainement mieux, mais alors il n'y aurait que neuf heures par jour pour la préparation des cours et les exercices. De quelque côté qu'on étudie la question, il est évident qu'on exige trop des élèves, et que le système d'éducation n'est pas ce qu'il devrait être, Pour résoudre le problème, il faut avant tout considérer l'intelligence moyenne et non celle des mieux doués qui ne doivent pas servir de type.

VI

A la question si souvent posée et discutée de savoir si les jeunes Japonais sont intelligens ou non, il est impossible de répondre d'une façon générale. On pourrait tout aussi bien demander si les jeunes gens d'Europe ou d'Amérique sont intelligens ou non. Nous pouvons cependant dire avec plus ou moins d'exactitude que les enfans de l'Europe méridionale sont vifs et imaginatifs ; que la race germanique est réfléchie et travailleuse, tandis que les jeunes Américains sont d'esprit indépendant et pratique. De même nous pourrions affirmer que les enfans japonais sont, en général, précoces et doués d'une aptitude spéciale pour les sciences appliquées et pratiques. En jetant un coup d'œil rapide sur les rapports des écoles supérieures, nous pouvons

en tirer quelques conclusions importantes. Nous observons que les sciences synthétiques sont enseignées avec beaucoup plus de succès que les sciences purement analytiques; les étudians montrent surtout beaucoup d'aptitude pour la physique et la mécanique; ils s'intéressent peu aux mathématiques et encore moins aux questions d'ordre métaphysique.

Plusieurs conversations instructives que j'ai eues avec différens professeurs des Universités de Tôkyô et de Kyôtô m'ont mieux aidé à comprendre la disposition d'esprit de leurs élèves. Même parmi les étudians en philosophie de l'Université, il y en a qui préfèrent les doctrines des rationalistes aux thèses et aux syllogismes des idéalistes. Aristote, saint Thomas d'Aquin ou l'auteur de *la Critique de la raison pure* les intéressent à peine; tandis que les évolutionnistes modernes ont beaucoup de succès parmi eux. Darwin, Herbert Spencer et Carlyle sont les trois philosophes qui semblent exercer l'influence la plus directe sur l'esprit du jeune Japonais, et Nietzsche, mort récemment dans un asile d'aliénés, avait des adhérens dans les Universités japonaises. Naturellement, ces « hors-d'œuvre » demandent du temps à digérer, et nos jeunes gens, toujours avides de nouveau, ne peuvent pas leur en donner assez. Le triste résultat est un mécontentement général, avec quelques suicides, même parmi les plus jeunes. Les autorités ne pouvaient longtemps ignorer le mal causé par ces tendances matérialistes : elles comprirent la nécessité de choisir plus attentivement les professeurs et les sujets à enseigner. On essaya aussi de remédier au mal en prenant des dispositions nouvelles pour l'enseignement de la morale et de tout ce qui s'y rapporte. Je dois remercier le baron Hamao, président de l'Université de Tôkyô, et le docteur Anagasaki, professeur d'histoire religieuse à l'Université, qui ont eu la bonté de m'expliquer très longuement ce qui a été fait pour hausser le niveau moral des étudians, et surtout pour aider au développement de sentimens plus élevés. Cet examen fera l'objet d'une prochaine étude.

VAY DE VAYA.

REVUE MUSICALE

Réouverture de l'Opéra : *Faust*. — Violonistes et violons.

« Vous approchez encore, ombres flottantes et déjà naguère apparues à mes regards. Tenterai-je cette fois de vous retenir, et mon cœur se retrouvera-t-il sensible à vos prestiges? »

On peut les saluer aujourd'hui comme faisait Gœthe lui-même au début de son œuvre, ces figures depuis longtemps amies. On vient de les revoir sous d'autres aspects, d'autres vêtemens, presque avec d'autres visages et comme dans un monde ou dans un « milieu » transformé. Désireuse avec raison de rendre ses premiers devoirs à l'un des plus glorieux et des plus fructueux chefs-d'œuvre de la musique nationale, la nouvelle direction de l'Académie nationale de musique a voulu nous présenter un *Faust* matériellement tout neuf, et musicalement (il ne s'agit, cela va sans dire, que de l'exécution), revu et corrigé aussi.

La nouveauté matérielle, en son principe d'abord, et puis dans ses effets, a paru quelquefois heureuse. La mise en scène, — par où ne s'entendent pas seulement les décors et les costumes, mais les gestes et les mouvemens, l'action visible, individuelle ou collective, des personnages, — atteste le goût et la recherche d'un accord plus intime entre le drame et le spectacle et de cette vraisemblance qu'au théâtre on nomme vérité.

J'entends encore Gounod me disant de Mme Carvalho, son exquise interprète, et que d'ailleurs il se plaisait à proclamer telle : « Oui, mais n'oublie jamais qu'elle a créé Mireille, habillée en Suissesse. » Avec ses deux longues nattes, Marguerite aussi, comme tête au moins, sembla longtemps être du même pays. Aujourd'hui, elle a l'air plus

allemand, peut-être un rien hollandais. Plus modeste en outre, sans la robe à queue et l'aumônière d'autrefois, elle est mieux de sa race et de sa condition. De Faust aussi la silhouette a gagné beaucoup en véritable et nationale élégance. Il n'est pas jusqu'à sa coiffure, — le chaperon et même les cheveux, — qui ne donne un caractère intéressant à sa physionomie. Enfin Méphistophélès a paru le plus changé des trois. Il a passé du rouge au noir, presque tout entier et presque tout le temps. A la vérité, le maillot écarlate avait quelque chose de plutôt voyant, quelque chose à quoi l'on pouvait s'étonner que les passans ne prissent point garde. Maintenant, aussi foncé qu'il était clair, le diable va et vient, sans que rien puisse le faire reconnaître. Il paraît, aux yeux du moins, ce que le poète a dit de Faust : « *Ein Mann wie andre mehr*, un homme comme les autres. » A l'acte du Walpurgis seulement, chez lui et parmi les siens, il revêt, pour assister au Sabbat, une espèce de dalmatique à ramages, qui lui donne l'air moins de Satan que de Rothomago. Je regrette le grand manteau rouge, à longs plis, qui l'enveloppait de la tête aux pieds. Ailleurs même, une ou deux fois au moins, j'aurais aimé que le fantastique visible répondît au fantastique sonore, — lequel est rare, mais pourtant se rencontre, — et qu'on ne retranchât pas entièrement de l'aspect du personnage, la couleur infernale qui, par momens, teinte ou timbre sa voix.

Quant aux décors, ils ont tous été remplacés. L'ancien Brocken (paysage et costumes) avait plus de caractère que le nouveau. Le banquet d'abord, et la table même, y étaient mieux disposés. Les dames invitées y paraissaient plus à leur avantage. Et puis et surtout l'architecture, ou les ruines, y étaient d'un autre style : non point assyrien, persan, enfin vaguement oriental, mais hellénique, avec des colonnes brisées et couronnées de fleurs. Cette vision de la Grèce, à la fin du premier *Faust*, rappelait, ou plutôt annonçait un peu le second. L'épisode chorégraphique, le ballet « obligé, » trouvait ainsi, dans son aspect même, plus qu'une excuse, une raison, presque une valeur, non seulement de musique, mais de poésie.

C'est une erreur aussi, pittoresque et musicale, que la première apparition de Marguerite aux yeux de Faust encore vieux, et qu'elle va rajeunir. Dans un paysage insignifiant et placé trop haut, Gretchen, qui semble plutôt Jeanne d'Arc ou sainte Geneviève, est debout. Elle a tort. Il faut ici de toute nécessité qu'elle soit assise, et devant son rouet. Nécessité, ou pour le moins convenance plastique d'abord. Le rouet est devenu l'emblème de cette figure et doit en accompagner

la première vision. Mais surtout, dans le passage en question, nécessité musicale. Sous la noble déclamation de Méphistophélès, offrant au docteur la libation ardente, chante déjà l'un des thèmes futurs de la scène d'amour. Au-dessus, le murmure des violons, leur mouvement rapide et circulaire imite le bruit du rouet. Dans la partition originale, ce dessin revenait plus tard. Modifié légèrement, de majeur devenu mineur, et par là mélancolique, il accompagnait un bel air, supprimé depuis, de Marguerite abandonnée et plaintive. Fidèle jusqu'au bout, après le travail heureux d'autrefois, il rythmait encore la tâche attristée de la pâle fileuse. L'air a malheureusement disparu, pour faire place à certaine romance, — heureusement retranchée à son tour, — de Siebel. Mais qu'importe? L'accompagnement caractéristique n'en subsiste pas moins au premier tableau. Il le commande, il le règle en quelque sorte, et la mise en scène, ici comme partout, devrait correspondre à la musique, plutôt que de l'oublier ou de la méconnaître (1).

Ailleurs, en maint endroit, elle s'y rapporte avec intelligence, avec poésie. Je ne parle pas de l'apothéose finale, où l'ancienne assomption de Marguerite, en style de la rue Saint-Sulpice, est devenue un paysage de cimetière vaguement florentin, pseudo-primitif, et qui déconcerte un peu. Mais le décor de l'église est excellent, avec la perspective de la nef tournant derrière le chœur, où la musique se déploie et roule. « Et voici le jardin charmant, » que baigne tout entier un clair de lune égal, au lieu du rayon unique et réservé si longtemps aux deux seuls amoureux. Quant aux soldats, ils reviennent à présent, un jour d'hiver et de neige, dans un décor très admiré, mais dont le dessin et la couleur pourraient avoir plus de caractère. Enfin, de ces vivans tableaux, le plus vivant est celui de la Kermesse. Une joie alerte et légère l'anime, le partage en groupes qui se meuvent avec aisance, se rencontrent, se mêlent sans lourdeur, ni désordre. Les vieillards ne viennent plus, à l'avant-scène et en rang, nous conter, sur le rythme d'un chœur syllabique et fameux, leurs propos et leurs plaisirs des « jours de dimanche et de fête. » Surtout, la valse a paru plus allemande et, comme jamais encore, délicieuse de discrétion et d'intimité. A travers la foule et la danse, Marguerite, que rien ne distingue, se fraie avec peine un chemin. Au lieu de s'écarter devant elle avec respect et symétrie, on l'ar-

(1) Nous venons seulement d'apprendre (après l'impression de ces lignes) que l'apparition de Marguerite au rouet a été rétablie. Il n'était plus temps de retirer, — matériellement, — notre critique. Aussi bien elle tombe maintenant, d'elle-même.

rête, on lui parle, et sa rencontre avec Faust, l'offre courtoise et le timide refus, sans y rien perdre en élégance, en poésie, y a gagné plus de naturel et de familiarité.

L'exécution musicale, comme la représentation visible de l'œuvre, a changé. De Mlle Hatto (Marguerite) et de M. Delmas (Méphistophélès) les mérites, inégaux, nous étaient bien connus. Dans le rôle de Faust, où nous ne l'avions pas encore entendu, M. Muratore, à mainte reprise, nous a charmé. Le charme en effet distingue ce chanteur qui chante au lieu de crier, qui ne « pousse » pas sa voix, qui, plutôt que de hacher la phrase musicale, la soutient et la conduit; charme sans mièvrerie ni fadeur et, dans l'acte du jardin, mêlé de passion timide et de trouble mystérieux. Il ne serait pas impossible que le sympathique ténor eût pris et compris les conseils d'un autre, silencieux aujourd'hui, mais qui fut à l'Opéra le plus admirable de tous et que, pour ne point offenser les autres, il convient de ne pas nommer.

Dans la salle un peu plus propre, un peu plus claire, la sonorité générale et particulièrement celle de l'orchestre a paru moins sourde. Les instrumens à cordes mêmes y ont repris un mordant qu'on ne leur connaissait plus et que peut-être, s'il plaît aux instrumentistes, ils ne perdront pas tout de suite.

Mais le principal effort des directeurs nouveaux a porté, comme on l'espérait, sur la rectification des mouvemens. Vous savez, et nous en avons récemment gémi, qu'à l'Opéra, depuis longtemps, la musique était en proie à la fièvre, à la folie de la vitesse. Rien n'était plus urgent que de l'en guérir. Craignons seulement de forcer le traitement et que, des convulsions ou du tétanos, on ne tombe dans la maladie du sommeil. Le pouls était beaucoup trop vif, il s'est un peu trop ralenti. La vie a paru çà et là diminuée et refroidie. Mais tout de même, de l'un ou de l'autre excès, l'autre, et de beaucoup, était le pire. L'ensemble de l'ouvrage a profité de l'apaisement général. Il y a gagné plus de noblesse et de sérénité. Maint détail, que trop de précipitation faisait vulgaire, a reparu dans sa grâce et sa finesse primitive. Depuis longtemps on n'avait pas traité le chef-d'œuvre de Gounod avec autant de respect. Cela s'est bien vu, — ou bien entendu, — dès le commencement, dès le prélude austère et serré, dont il faut aisément, posément, nouer et dénouer ainsi les harmonies. Atténuée à tous égards, moins précipitée et moins tapageuse, la valse a produit un effet nouveau et charmant. Le ballet a retrouvé l'agrément de ses mélodies et de son orchestre. Il n'est pas jusqu'aux points d'orgue, aux silences, — ils peuvent avoir un sens, une beauté, comme les sons, — qui n'aient

recouvré leur caractère et leur poésie, avec leur exacte durée.

Quelque chose, il est vrai, dans l'ordre du mouvement, reste à souhaiter encore. Les artistes de l'Opéra, ceux de la scène et ceux de l'orchestre, ne semblent pas comprendre ou deviner ce qu'est le rythme en quelque sorte intérieur d'une mesure ou d'une phrase. Ils ne savent pas respirer la période sonore ; ils ne savent pas, d'une impulsion ou d'une retenue à peine sensible, la presser ou la ralentir, lui donner, sans en rompre, en altérer le cours, la souplesse et l'élasticité, le souffle enfin, régulier mais non pas rigoureux, de la vie.

C'est ce souffle, pourtant, dont la musique de Gounod est animée. Elle nous a paru, l'autre soir, plus que jamais vivante et sans doute, après un demi-siècle, vivante pour jamais. Quelques pages de *Faust*, et nous savons lesquelles, ont vieilli, dites-vous? Dites plutôt qu'au jour même de leur naissance elles n'étaient déjà plus jeunes. Les autres — et combien d'autres! — demeurent, non seulement respectées, mais consacrées par le temps.

Elle a, cette audition en quelque sorte renouvelée, défini et dégagé pour nous les caractères essentiels, la forme particulière et le sentiment original d'un ouvrage qu'il est permis d'appeler un chef-d'œuvre. Gounod a ceci de commun avec les maîtres véritables, qu'on peut marquer chez lui ce qui n'existait point avant lui, son apport et son don personnel au trésor de tous, fait par lui plus riche et plus glorieux. On le peut tout de suite en écoutant *Faust*. On le peut dès que les voiles harmoniques du prélude s'entr'ouvrent et laissent passer la première phrase chantante, d'un si noble et si tendre lyrisme, où Gounod déjà s'annonçait et se retrouve encore tout entier. Elle a, cette phrase, elle a la grâce d'abord. Et puis elle possède l'ordre et l'eurythmie. L'analyse en serait facile et donnerait ceci : une période initiale qui se reproduit ou s'imite elle-même; puis une sorte d'incidente, relative ou subordonnée, se renouvelant à son tour. Pour conclure, un développement, un épanouissement de lumière, de chaleur et de force, et le tout produisant une impression très vive de sentiment, de passion et de vie. Que si l'accompagnement, en batterie de triolets, ne vous suffit plus aujourd'hui, n'allez pas cependant l'accuser trop tôt de platitude et d'indigence. Suivez-en plutôt l'histoire. Il pourrait bien venir de Beethoven : relisez l'*adagio dolente* de la sonate *op.* 110 pour piano. Il a soutenu ensuite, dans le *Paulus* de Mendelssohn, les reproches du prophète à Jérusalem homicide. Gounod le reprend à son tour et sur cette espèce de frisson il aime à poser quelques-unes de ses plus belles cantilènes.

Wagner enfin, le Wagner de *Parsifal*, ne le dédaignera point et fera palpiter le même rythme autour des voix d'enfans chantant sous la coupole. Ne vous semble-t-il pas qu'une telle formule a quelque titre à notre estime et qu'il ne faut trop médire ni de son origine ni de son destin!

« La mélodie de Gounod. » Une étude sur ce sujet honorerait singulièrement le maître. Elle montrerait en lui la faculté créatrice, et créatrice de l'élément premier, de la cellule vivante. Dans l'ordre de l'intelligence musicale, ce sont des idées, et nouvelles, et exquises, que tant de phrases fameuses de *Faust*, presque trop fameuses pour qu'on ose les citer encore, et dont au surplus il faudrait pouvoir citer non pas les paroles, mais les sons. Comme elle est dessinée et modelée, en un mot plastique, la phrase du premier abord : *Ne permettrez-vous pas, ma belle demoiselle?* Qu'elle a de grâce linéaire, de convenance logique avec le texte, et comme, divisée en deux périodes dont chacune a sa figure distincte et parfaite, elle ne forme pourtant qu'une période unique, belle et juste dans l'ensemble, et dans le détail aussi des moindres accens, des plus légères inflexions.

Autant le souffle de Gounod est pur, autant il est soutenu, témoin la cavatine de Faust et l'intérêt de la partie centrale, entre l'exposition et la reprise du thème. Ladite cavatine offre dès le début une de ces analogies étranges et qui, fortuites et comme lointaines, n'altèrent en rien l'originalité d'une forme sonore. Les premiers mots : *Salut, demeure chaste et pure!* se chantent exactement sur les premières notes de l'*adagio* du concerto en *ut* mineur pour piano de Beethoven. Et, pour le dire en passant, il est au moins singulier qu'on accuse encore de petitesse et de mièvrerie cet « air, » ou cette « romance, » si le souvenir de Beethoven est le seul qu'elle puisse évoquer.

De l'imagination mélodique de Gounod veut-on d'autres exemples? Sera-ce la phrase, devenue populaire : *Laisse-moi contempler ton visage?* Elle est assurément immortelle, puisque ni les injures du temps, ni les autres, ne l'ont fait mourir encore. Après un demi-siècle il suffit de l'entendre chanter, — ce qui s'appelle chanter, — pour la retrouver intacte, avec son relief délicat, ses lignes qui montent et descendent, avec ses périodes symétriques sans artifice, avec ses alternatives de sonorité et de silence, de plénitude et de vide, belle enfin de proportion et d'équilibre et, par la direction, par le rythme, harmonieuse dans l'espace autant que dans la durée.

Il faut de la musique pour fendre le cœur. Il en faut aussi qui le fonde, et telle est la musique de Gounod. Rappelez-vous le nocturne

à deux voix : *O nuit d'amour, ciel radieux!* D'abord quatre mesures à demi chantantes et muettes à demi, des accords dégradés sur lesquels un seul mot : *Éternelle!* flotte longuement et s'éteint. Puis c'est l'invocation ardente, c'est le ravissement et l'extase; c'est la grâce toujours, mais c'est aussi l'intensité et la profondeur; surtout c'est une mélodie chez nous toute nouvelle et des sons dont il est juste de dire que notre air natal ne les avait jamais formés.

Au lieu de se déployer et de se donner carrière, cette mélodie aime quelquefois à se réduire, afin de pouvoir partout se glisser. Alors elle anime le moindre détail de l'action et du dialogue, elle excelle à le faire musical et chantant. Maître, quand il le faut, du discours soutenu, Gounod l'est aussi de la causerie aisée et libre. Le quatuor du jardin est un chef-d'œuvre, et peut-être notre chef-d'œuvre français en ce genre. J'en goûte fort l'exorde par insinuation, par un trait de violon qui s'enroule et se faufile. Impossible de noter avec plus de justesse de simples, très simples mots, tels que ceux-ci : *Prenez mon bras un moment.* On dirait que la musique a trouvé là comme la formule sonore de l'invitation et du geste même. Écoutez en esprit cet entretien, présent à toutes les mémoires. Suivez ces phrases qui sont tantôt mélodie et tantôt récitatif, que l'orchestre accompagne, à moins qu'il ne les interrompe, ou bien encore qu'il ne les termine. Rappelez-vous ces questions, ces réponses diverses, toujours élégantes et toujours expressives, toute cette musique enfin qui chante et qui parle à la fois. Ni dans les parties plutôt dialoguées et scéniques, ni dans la fin, plus concertante et plus purement musicale, où passe un souffle de Mozart, du Mozart du « Trio des Masques, » nulle part vous ne trouverez dans ce *quatuor* une faute contre le goût et le style, contre le naturel et la vérité.

Vous y trouverez même, en cet acte du jardin qui contient tant de choses, vous y trouverez la mélodie à l'orchestre et « la mélodie infinie. » J'en sais peu d'exemples aussi ravissans que le chant de Marguerite à la fenêtre. Que dis-je! Marguerite ici n'est pas seule à chanter. La symphonie l'accompagne ou plutôt l'environne et l'enlace. Chaque voix de l'orchestre, un hautbois, un cor anglais, un violoncelle, est non seulement unie, mais égale à sa voix. Ainsi, de toutes les manières, par le rapport entre la monodie vocale et la polyphonie des instrumens, par le développement des thèmes, par le renoncement volontaire aux formes de l' « air » ou du morceau, une telle page est véritablement symphonique. Si peut-être elle le cède à d'autres pages d'amour, et notamment au sublime épisode où

Brangaine interrompt l'extase des amans de Cornouailles, ce n'est que pour les dimensions, non pour la beauté. On s'en va répétant aujourd'hui qu'il est impossible d'écouter Gounod après Wagner, et *Faust* après *Tristan*. Oh ! que notre vieux professeur avait raison jadis, et combien il est vrai souvent que cet « on, » ce fameux « on, » n'est qu'une bête !

Il l'est quand, insensible à tant de charme, il méconnaît également, dans la scène de la cathédrale, et la force et la grandeur. Dramatique et religieuse, voire liturgique, d'église en un mot, — nous avons naguère essayé de le faire voir, — plus qu'à l'église même, la musique est ici tout entière et comme dans tous les sens, à la taille de l'action et du lieu. Nous parlions tout à l'heure de certaines choses qui n'avaient pas été dites avant Gounod, ou qui ne l'avaient pas été de cette manière. Il semble bien que le repentir ou la pénitence ne s'était pas encore exprimé dans une phrase comparable à la phrase d'entrée de Marguerite, dans une période partagée ainsi, quant à la forme, entre le récitatif et la mélodie, et, pour le sentiment, respirant ensemble tant de noblesse et tant d'humilité.

« Le sentiment, » dit Faust, le Faust de Gœthe, à Gretchen, « nomme-le comme tu voudras. Nomme-le bonheur ! cœur ! amour ! Dieu ! Je n'ai point de noms pour cela ! Le sentiment est tout ; le nom n'est que bruit et fumée, obscurcissant la céleste flamme ! » Pauvres de nous, qui nous mêlons d'écrire de musique ! Nous ne faisons qu'obscurcir la flamme. Le sentiment de la musique, voilà ce que nous voudrions toujours et ne savons jamais nommer. Pourtant, cœur, amour, amour surtout, et Dieu même, avec, en plus, une vague, une attirante tristesse, le sentiment de la musique de Gounod pourrait s'appeler de tous ces noms. Pour les justifier, il ne faut pas même une page de *Faust*, il suffit de bien moins : de quelques lignes, de quelques notes, parfois d'une mesure ou d'un accord. C'est assez d'une inflexion comme celle-ci : *J'ai langui triste et solitaire*, ou comme la réponse de Marguerite : *Mon frère est soldat... J'ai perdu ma mère*, avec le peu de notes exquises dont l'orchestre l'interrompt et la retarde. Ailleurs, les notes seules, sans paroles, en disent assez. Avant que le rideau se lève sur le jardin, rien qu'à de mélancoliques et tendres ritournelles, à de certains *pizzicati* furtifs qui se détachent sur un fond grave et doux, à la réplique ardente et douloureuse des violons, à tout cela, qui n'est rien, ne reconnaissez-vous pas le mystère, la solitude, la paix d'un asile encore pur, et qui bientôt sera troublé ? Peu d'instans après, ce n'est rien non plus que l'entrée de Marguerite ; rien, cette

quinte obstinée où bientôt une neuvième s'ajoute, formant un accord étrange, sur lequel passent et repassent des groupes ou plutôt des couples de notes inquiètes; rien, moins que rien, ces premières mesures de récitatif ou de psalmodie et ces harmonies changeantes sous une note répétée, égale et pensive. Mais reportez-vous à cinquante ans en arrière, ouvrez toutes les partitions d'alors, vous n'y trouverez nulle part le caractère, et comme la teinte, ou la demi-teinte, de cette sensibilité et cette poésie.

Elles sont d'abord, cette poésie et cette sensibilité, d'ordre purement intérieur. Ne l'oublions jamais, l'un des mérites éminens de Gounod fut de ramener la musique, la nôtre, du dehors au dedans. Rien que pour cette raison, — qui n'était pas la seule, — après l'apparition de *Faust* il devenait, je ne dis pas impossible, puisqu'on l'a pu, mais injuste, mais impertinent, d'appeler encore Auber le chef de l'école française. Sinon l'esprit de cette école, au moins son âme en avait désormais un autre. Chaque page ou chaque phrase de *Faust* apparaît comme un signe, un pas nouveau de ce mouvement vers le centre et de ce retour au cœur. L'acte du jardin le consomme et le consacre. A mesure qu'il s'avance, la musique nous presse et nous serre davantage. Son étreinte, il est vrai, n'est pas, comme celle d'un *Tristan*, terrible et presque mortelle. Bientôt pourtant, et de plus en plus, elle nous pénètre, elle nous atteint jusqu'en notre fond, que désormais elle occupe et possède tout entier.

Autant qu'intérieure, la musique de Gounod est familière. Ce fut encore une marque de sa nouveauté, et c'est une raison aussi de son charme. Elle vint, non pas le moins du monde abaisser, mais, plus originale en ceci que celle de Berlioz même, rapprocher de nous et détendre le grand opéra français, l'animer, sans recourir à l'histoire, d'une vie aussi vraie, mais plus humble et ressemblant davantage à notre vie. Reprocher, comme on le fait souvent, à Gounod, d'avoir détaché du vaste poème de Gœthe un épisode unique, — et volontiers on ajouterait insignifiant, — c'est méconnaître la nature du musicien. Se connaissant mieux lui-même, il s'est restreint à ce qu'il sentait convenir mieux aussi à la discrétion, à l'intimité de son propre génie. Or, cet élément par lui séparé et retenu, cette triste et quasi banale aventure, cette pauvre histoire d'amour et de mort, de baisers et de larmes, ne vous semble-t-il pas que, par la simplicité, la généralité même, elle rentre dans l'ordre des sujets les mieux faits pour la musique et dans cette catégorie de l'idéal que Wagner appela « le purement humain? »

Aussi bien, en ce sujet familier et voisin de nous, le langage musical n'a jamais ou presque jamais rien abandonné de son élévation et de sa noblesse. La partition de *Faust* renferme peu de passages tout à fait insignifians ou vulgaires. Par le style autant que par la pensée, elle occupe, et sans doute après un demi-siècle il est permis de prévoir qu'elle conservera parmi les chefs-d'œuvre de France une place d'élection. Dans un cadre moyen, l'œuvre est grande. Elle l'est par l'intensité du sentiment et la pureté de la forme. Toute proportion gardée, elle l'est comme le temple athénien dont Gounod écrivait un jour : « Il est grand par la présence de cette grâce suprême qui discipline et tranquillise la force et qui exclut du domaine de l'art toute emphase et tout excès. » *Faust* demeurera chez nous l'exemplaire achevé d'un art que le maître encore, — on sait qu'il avait le secret des formules profondes, — résumait en deux mots, qui disent beaucoup : supérieur et prochain.

Nous finirions volontiers, de même que nous avons commencé, par des vers de Gœthe, par la seconde strophe de la dédicace de *Faust*. Elle est également adressée aux figures anciennes et reparues. « Vous me rapportez mainte image des jours heureux et je vois se lever de nouveau bien des ombres chéries. Comme une vieille chanson qui se perd à demi, voici les premiers amours et les premières amitiés... » Tel est, pour les musiciens de notre âge, le « charme, » au sens un peu magique, de cette musique de Gounod. Elle est liée à leur jeunesse. Et ceux-là surtout n'y deviendront jamais insensibles, à qui le maître naguère, avec tout son génie, avait donné quelque chose aussi de son cœur.

Le moment ne serait pas mal choisi pour méditer sur les paroles de Shakespeare : « Est-il croyable que des boyaux de mouton puissent exalter ainsi nos âmes ! » Les deux premiers mois de cette année ont appartenu aux violonistes et même aux violons. Un petit livre fort bien fait : le *Paganini* de M. J.-G. Prod'homme (1), est déjà depuis quelque temps sur notre table. Un autre, beaucoup plus considérable, vient de l'y rejoindre. Il porte ce titre : *Antoine Stradivarius, sa vie et son œuvre* (2).

(1) Dans la collection : *les Musiciens célèbres;* Laurens, éditeur.

(2) 1 vol., par Henri Hill, Arthur F. Hill, F. S. A. et Alfred E. Hill; avec une introduction de M. Camille Barrère, ambassadeur de France en Italie, traduit de l'anglais par M. Maurice Reynold avec le concours de M. Louis Cézard. — Paris, chez MM. Silvestre et Maucotel, luthiers, 29, faubourg Poissonnière et librairie Fischbacher. — Londres, William E. Hill et fils, luthiers, 140, New Bond-Street, 1907.

Le second de ces ouvrages, comsacré à la gloire du plus célèbre des luthiers italiens, nous est présenté comme complet et définitif dans une préface dont l'auteur avait deux fois qualité pour l'écrire, étant ambassadeur en Italie et violoniste. Le livre tient largement, si même il ne les dépasse, les promesses de l'introduction. D'abord, il est un manuel, bien plus, un traité technique de lutherie. Après l'avoir lu, plus rien de la constitution ni de la confection du violon ne nous est étranger. Nous avons appris à connaître, à comprendre, dès l'origine et dans son progrès ou son évolution, le métier, le génie du vieux maître qui, de ses mains légères, enfermait entre quelques lamelles de bois, comme en un tabernacle, le divin mystère des sons. Ces violons illustres, chefs-d'œuvre de son art, nous les voyons ici de nos yeux : de profil ou de face, des images finement coloriées nous les représentent. Et la voix de quelques-uns nous étant connue, il nous semble tous les entendre. Nous les admirons, nous les aimons d'abord pour leurs formes : pour la finesse de leur col et la fierté de leur tête, pour la rondeur de leurs « voûtes » ou la courbe de leurs flancs. Pour leurs couleurs aussi, pour le vernis transparent et chaud qui les revêt, sans les cacher, d'ambre, de pourpre ou d'or. Enfin, — et par là ce livre, technique ou de métier, devient un livre d'art, — l'histoire d'une famille ou d'une race fameuse d'instrumens nous inspire plus d'admiration et de tendresse, une sorte de pieux respect, pour l'instrument lui-même. Nous sentons mieux, nous honorons davantage son éminente dignité, nous rappelant qu'il fut toujours et qu'à jamais il restera le confident, l'interprète le plus noble, le plus près lui aussi d'être humain, de la pensée et de l'âme humaine s'exprimant par les sons.

Nous avons quelque raison de croire qu'il ne fut pas tout à fait cela sous les doigts d'un Paganini. Le plus fameux des violonistes paraît assez loin d'en avoir été le plus grand. Sans doute, et d'abord, « c'était merveille de le voir. » Son biographe nous retrace, d'après les contemporains, la silhouette ultra-pittoresque de l'étique, fantastique et presque diabolique personnage. Si, de son vivant, il semblait étrange, il garda jusque dans la mort un aspect singulier et même excentrique : le col enveloppé d'une immense cravate blanche et le front couronné d'un bonnet de coton sur lequel un ruban bleu nouait une large rosette. Son destin non plus, sans parler de ses triomphes inouïs, ne fut point ordinaire. Sa vie est une sorte de roman d'aventures, et des aventures les plus diverses. La part même de la légende étant faite, elle contient encore de l'histoire, ou des histoires assez

plaisantes, comme celle d'un concert à la cour de Lucques, où Paganini vint jouer sous l'uniforme de capitaine de gendarmerie. Il avait d'ailleurs le droit de le porter, — ou du moins de le porter ailleurs, — tenant son grade et son brevet de la grande-duchesse elle-même. Un autre trait de sa vie, étant donné la réputation d'avarice qu'on avait faite au *maestro*, ne semble guère moins surprenant. Je veux parler du fameux chèque de vingt mille francs que, dans un jour d'enthousiasme, Paganini remit à Berlioz méconnu et pauvre. On a cherché l'explication de cette magnificence. On en a même trouvé plusieurs, que M. Prod'homme énumère, et dont la plus vraisemblable ne paraît décidément pas être la pure générosité.

Autant que de le voir, et plus encore, c'était « merveille de l'ouïr. » Mais une merveille qui devait être de l'ordre matériel et physique, beaucoup plus que de l'ordre de l'esprit et de l'âme. Paganini semble avoir réalisé dans sa perfection, et peut-être au delà, le détestable idéal de la virtuosité, de cette *virtù* qui n'est pas la vertu, même dans l'art; qui plutôt, lorsqu'elle est seule, en serait précisément le contraire, étant le culte et l'idolâtrie du moi, au lieu d'en être l'oubli et le sacrifice. De quel chef-d'œuvre savons-nous qu'il ait été l'interprète? Quel grand maître le compta parmi ses humbles et nobles serviteurs? Berlioz, à vrai dire, écrivit à sa prière et pour lui *Harold en Italie*, que d'ailleurs l'illustre violoniste ne devait jamais exécuter. On assure que peu de mois avant de mourir, à Gênes, il jouait parfois, dans l'intimité, les quatuors de Beethoven. Mais les programmes de ses concerts publics sont à faire peur. Et les détails qu'on nous a conservés sur son jeu, sur les prouesses et les prodiges de son exécution, ne sont pas moins inquiétans. Tantôt il montait son violon avec des cordes de violoncelle, tantôt il ne jouait que sur deux cordes, sur une seule même, la quatrième. Il aimait ou du moins il réussissait à jouer juste sur un violon faussement accordé, ou bien il haussait ses quatre cordes d'un demi-ton. Il ne lui déplaisait pas de se servir, en guise d'archet, d'une canne, et certain jour où l'une de ses cordes vint à casser, il continua sur les trois autres, de plus belle. Son violon aurait pu se rompre par le milieu, cela lui aurait fait deux violons.

Quelques-uns de ses contemporains, et non des moindres, ne furent point de ses dévots, et Liszt, au lendemain de sa mort, écrivait avec une juste rigueur : « Que l'artiste de l'avenir renonce donc, et de tout cœur, à ce rôle égoïste et vain dont Paganini fut, nous le croyons, un dernier et illustre exemple. Qu'il place son but, non en lui, mais hors de lui ; que la virtuosité lui soit *un moyen*, non *une*

fin; qu'il se souvienne toujours qu'ainsi que noblesse, et plus que noblesse sans doute, génie oblige. »

Après avoir parlé de celui qui fut non pas le dieu, mais plutôt le diable du violon, et parlé du violon même, je ne puis, faute de place, que citer les violonistes nombreux dernièrement entendus. Au Conservatoire, M. Hayot joua le concerto de Beethoven. A la *Société Philharmonique*, M. Hayot encore, MM. Enesco et Jacques Thibaud exécutèrent, deux par deux, puis tous les trois ensemble, une sonate de Bach, une autre de Haendel, enfin un triple et rayonnant concerto de Vivaldi. La même Société nous a donné la joie de réentendre le quatuor Rosé, de Vienne, le premier peut-être des quatuors étrangers, et des autres, depuis que la mort a dissous le quatuor du grand Joachim. Avec une sonorité limpide et vraiment de cristal, dans un style où toute la profondeur de l'esprit s'allie à toute la simplicité du cœur, les quatre musiciens d'Autriche ont joué comme un seul musicien, qui serait un musicien hors ligne, les chefs-d'œuvre de leur patrie, ceux de Haydn et de Schubert. Enfin je vous signale une petite inconnue de treize ans, avec des cheveux blonds, qui n'a fait que passer, mais qui reviendra parmi nous. Son nom, qu'il faut retenir, est Viviane Chartres. Un matin elle joua, pour quelques-uns de nous seulement, la Chaconne de Bach, et j'oubliai toute la *virtù* d'un Paganini pour cette innocence, pour ce qu'il y avait d'émouvant et de presque sacré dans la rencontre du vieux chef-d'œuvre et de sa jeune interprète, pour le miracle et le mystère de tant de puissance et de grandeur, se laissant deviner et traduire par la faiblesse d'une enfant.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La situation, au Maroc, ne s'est pas améliorée depuis quelques jours, mais peut-être s'est-elle éclaircie. Ce ne sont pas les déclarations du gouvernement qui nous ont apporté des lumières nouvelles, mais bien les événemens eux-mêmes. Les déclarations du gouvernement ont été singulièrement optimistes. Ceux qui ont entendu M. le ministre de la Guerre répondre au Sénat à M. Gaudin de Villaine, puis M. le ministre des Affaires étrangères et M. le président du Consei répondre à la Chambre à MM. Jaurès et Émile Constant, ont pu croire que les choses avaient pris une tournure décisive, que les tribus, épouvantées par la vigueur de notre action, se soumettaient à qui mieux mieux, et que bientôt toute la région à l'Est de Casablanca, dans un rayon de quatre-vingt ou de cent kilomètres, serait définitivement pacifiée. En est-il réellement ainsi? Nous ne voulons rien exagérer. Dans certains pays étrangers, on a parlé d'une défaite que nous aurions subie et qui nous mettrait en danger. Rien de tel n'est arrivé. La vérité est que nous avons fait un effort considérable et que, faute de moyens suffisans, nous n'avons pas complètement atteint le but que nous nous étions proposé. Il faut donc, ou recommencer l'effort dans des conditions plus propres à en assurer le plein succès, ou renoncer au but poursuivi. Nous ne conseillons pas d'adopter ce dernier parti; notre retraite prendrait aux yeux des Arabes le caractère d'une déroute, et les conséquences en seraient très graves. Mais on commence à se demander dans le public, avec une inquiétude croissante, quel est l'objet véritable des marches et des contremarches auxquelles nous assistons sans les bien comprendre. Le moment est venu de savoir exactement ce que nous voulons faire, et de proportionner nos forces à l'exécution de nos desseins.

Les opérations militaires de ces derniers jours peuvent se résumer en termes très simples. Le général d'Amade occupe avec des forces formant garnisons trois points sur la côte, Casablanca, Fedala et Bouznika, et dans les terres, à l'Est et au Sud de Casablanca, Si-Aïssa et Ber-Rechid. Ce sont les points fixes d'où doit s'exercer son action. S'étant donné pour tâche de réduire la résistance des Mzab et des Medakra, tribus à l'Est de Ber-Rechid, le général a constitué à Si-Aïssa et à Casablanca deux colonnes principales, celle du Tirs et celle du littoral, composées chacune de 1500 hommes environ et munies d'artillerie, qui ont occupé pour la seconde ou la troisième fois Settat, et qui, de là, ont marché sur Si-Abd-el-Kerim, dans la direction des tribus à soumettre. Si-Abd-el-Kerim était le point de concentration vers lequel devaient converger, avec celles dont nous venons de parler, deux autres colonnes secondaires parties, l'une de Ber-Rechid sous les ordres du colonel Brulard, l'autre de Bouznika sous ceux du colonel Taupin. Ces deux dernières étaient sensiblement plus faibles que les deux premières, et les Marocains s'en sont tout de suite aperçus : aussi les ont-ils attaquées avec une véritable furie et les ont-ils mises en danger sérieux. Le colonel Brulard a soutenu vaillamment un combat acharné : il aurait toutefois fini par succomber sous le nombre des assaillans, si le général d'Amade, voyant le danger qu'il courait, n'avait pas envoyé à son secours. La colonne Brulard a été dégagée, après avoir eu 6 tués et 26 blessés, et elle a rejoint Si-Abd-el-Kerim. Quant à la colonne Taupin, arrêtée au défilé de Bou-Rebat par des forces très supérieures, elle s'est battue pendant deux jours et a dû repousser plusieurs assauts à la baïonnette, ce qui prouve, soit dit en passant, combien étaient grandes l'ardeur et l'audace des Marocains : ils s'étaient avancés jusqu'à portée des bras de nos soldats. Le colonel Taupin a eu 2 officiers et 7 soldats tués, 5 officiers et 38 soldats blessés. Ce ne sont pas là des pertes bien considérables; cependant, si l'on songe que la colonne n'était guère composée que de 800 hommes, la proportion paraît assez élevée. Les pertes de l'ennemi ont été beaucoup plus nombreuses, nous n'avons pas besoin de le dire. En dépit de leur acharnement et de leur courage, les Marocains ont dû battre en retraite : ils ont été complètement défaits. Mais le colonel Taupin s'est trouvé dans l'impossibilité d'avancer davantage, et il a manqué le rendez-vous de Si-Abd-el-Kerim. Ses troupes étaient exténuées, ses munitions étaient épuisées.

Fedala étant plus rapprochée de lui que Bouznika, c'est sur Fedala qu'il s'est replié; il y est arrivé en bon ordre, sans être inquiété,

ayant grand besoin d'y prendre un peu de repos. Ce besoin, les colonnes qui étaient arrivées à Si-Abd-el-Kerim l'éprouvaient également : le général d'Amade a repris avec elles le chemin de Casablanca, et les Marocains ont réoccupé les points que nous avions abandonnés. Il faut avoir la franchise de le dire, l'opération n'avait qu'à demi réussi. Sans doute, les Marocains ont été battus dans tous les combats où ils se sont engagés; ils ont reçu de très rudes leçons; mais nous n'avons pas pu conserver les positions que nous avions péniblement atteintes, et nous sommes revenus sur la côte pour y reprendre des forces. Cela prouve, avec évidence semble-t-il, que nous n'en avions pas assez, en dépit des assertions contraires que le gouvernement a multipliées devant la Chambre et devant le Sénat. Le plan du général d'Amade était bien conçu. Il a beaucoup d'analogie avec celui que le général Lyautey a si heureusement exécuté sur la frontière algérienne. La différence est que le général Lyautey connaissait depuis longtemps son terrain et les tribus qui l'occupent, qu'il avait bien en main des troupes en nombre suffisant, enfin, peut-être, qu'il a rencontré une résistance moindre. Le fanatisme marocain s'est particulièrement porté du côté de Casablanca. Le général d'Amade, au contraire, n'avait pas assez d'hommes pour constituer fortement les colonnes Brulard et Taupin. Aussi, lorsque l'étau dans lequel il se proposait de prendre les tribus des Mzab et des Medakra a été sur le point de se fermer, une des branches a fléchi.

Nous réparerons certainement ce demi-échec : mais il contient pour nous une double leçon, militaire et politique. Le gouvernement n'a pas cessé de répéter qu'il n'avait pas d'autre but que d'assurer la sécurité de Casablanca, comme la conférence d'Algésiras lui en a d'ailleurs confié la mission, conjointement avec l'Espagne. Pour atteindre ce but, la prudence du général Drude suffisait. On a beaucoup attaqué le général Drude; on lui a reproché de n'avoir pas tiré un assez grand parti des forces qu'on avait mises à sa disposition; on a assuré qu'il avait les moyens de tout balayer dans un très large périmètre autour de Casablanca. Bref, on l'a remplacé par un général dont on attendait ce qu'il n'avait pas su faire lui-même. De la retraite d'où il les contemple aujourd'hui, le général Drude a le droit de penser que les événemens lui donnent raison : il pourrait même y mettre quelque ironie, si le patriotisme ne dominait pas chez lui tous les autres sentimens. On lui avait demandé d'assurer la sécurité de Casablanca, et il l'avait fait. La sécurité, de son temps, était parfaite à Casablanca : nous ne croyons pas qu'elle ait augmenté depuis.

Mais, une fois obtenu, ce résultat a paru médiocre. On a voulu pacifier toute la région ambiante : de là les opérations qui, entamées au dernier moment par le général Drude lui-même, ont été poussées par son successeur de Mediouna jusqu'à Ber-Rechid, de Ber-Rechid jusqu'à Settat, et enfin de tous ces points jusqu'à Si-Abd-el-Kerim. L'inconvénient des opérations de ce genre est qu'il est impossible d'y mettre un terme. Quand on s'est avancé de 50 kilomètres plus loin, on a déplacé la difficulté, mais on ne l'a ni supprimée, ni diminuée. Derrière les premières tribus on en trouve toujours de nouvelles, et lorsqu'on croit être au bout de son effort, on est obligé de le recommencer. Le nombre des ennemis qu'on est allé chercher augmente sans cesse : on a beau en tuer, il y en a toujours. Le moment vient où on s'aperçoit qu'on en a trop et qu'on n'est plus soi-même en nombre suffisant. M. le président du Conseil a affirmé que nous n'irions ni à Marakech, ni à Fez : c'est une parole que nous avons enregistrée avec satisfaction pour un double motif, d'abord parce qu'un pareil effort nous coûterait cher, ensuite parce qu'il ne résoudrait rien. L'ennemi se reformerait un peu plus loin, soit devant nous pour nous attirer, soit derrière pour nous couper de notre base d'opérations. Nous déplorons, comme tout le monde, que les colonnes du général d'Amade ne soient pas parvenues toutes les quatre à Si-Abd-el-Kerim ; mais quand même elles l'auraient fait, la situation n'aurait pas été aussi changée qu'on paraît le croire. Les mêmes motifs qui nous auraient fait aller à Si-Abd-el-Kerim nous auraient sollicités à aller plus loin encore, et il en sera ainsi jusqu'à ce que nous ayons enfin une politique. Jusqu'ici, nous n'en avons pas, ou plutôt le gouvernement en professe une et il se laisse entraîner à en suivre une autre. Il proteste contre toute idée de faire la conquête du Maroc, et une pareille idée serait effectivement une folie ; mais il s'engage dans une voie qui ne conduit à rien, à moins qu'on ne la parcoure tout entière, c'est-à-dire, jusqu'à la conquête. De là ses déceptions, et nos inquiétudes.

La marche en avant de nos colonnes jusqu'à Settat ne s'expliquerait pas s'il ne s'y était mêlé des préoccupations politiques : on a voulu aider le sultan Abd-el-Aziz contre son frère Moulaï-Hafid. En même temps, on disait, bien entendu, qu'on se gardait soigneusement de prendre parti entre les deux frères. On le répète avec un peu plus de sincérité peut-être, — encore n'en sommes-nous pas très sûr, — depuis que Moulaï-Hafid a été proclamé à Fez; mais on n'a pas su s'arrêter dans le mouvement qu'on avait commencé, et on l'a continué.

Moulaï-Hafid ne nous demandait pas autre chose, et il ne nous demande pas encore aujourd'hui autre chose que la neutralité; nous ne l'avons pas observée; nous avons attaqué les tribus hafidiennes, et nous nous montrons après coup extrêmement scandalisés de rencontrer au milieu d'elles la mehalla de Moulaï-Hafid. Nous nous sommes créé par là bien des difficultés. Maintenant le mal est fait : il ne reste plus qu'à nous en tirer le mieux possible. En réponse aux questions qui lui ont été posées par M. Jaurès, M. le ministre des Affaires étrangères a prononcé une fois de plus de sages paroles, et M. le président du Conseil les a résumées et confirmées en termes qui ne laissent rien à désirer au double point de vue de la précision et de la fermeté : nous voudrions seulement trouver la même fermeté et la même précision dans les actes. Nous voudrions y trouver aussi la même mesure. Alors seulement nous pourrions nous associer au témoignage de confiance que le Sénat et la Chambre ont donné au gouvernement en termes identiques. Il ne faut d'ailleurs pas être trop sévère pour le gouvernement; il est aux prises avec des difficultés qu'il n'a pas toutes fait naître, et dont la responsabilité ne lui appartient pas tout entière; il y pourvoit comme il peut. Mais M. Clemenceau est particulièrement inexcusable lorsqu'il commet certaines fautes. Il les connaît bien en effet, et, s'il avait le loisir de relire ses vieux discours, il s'apercevrait qu'il les a condamnées autrefois chez les autres avec une éloquence sans pitié. Que deviendrait-il s'il trouvait en face de lui un autre Clemenceau?

Nous avons dit un mot, il y a quinze jours, de l'affaire du chemin de fer de Novi-Bazar, et de l'émotion qu'elle avait produite en Russie. Cette émotion est loin d'être calmée, mais elle a pris un autre caractère. A la surprise et à l'irritation du premier moment a succédé le désir de trouver une compensation, qui aurait quelque peu l'air d'être une réplique. Quand nous parlons de surprise, le mot s'applique à l'opinion plutôt qu'au gouvernement russe. Elle ne savait rien des projets que nourrissait le baron d'Ærenthal, et elle a éprouvé en les apprenant comme une violente secousse. Pour ce qui est du gouvernement, on a tout de suite affirmé à Vienne qu'il avait été averti et que, dès lors, il ne pouvait pas se plaindre qu'on eût agi à son insu. Soit; mais ne peut-il pas se plaindre d'autre chose? Il paraît certain que le cabinet russe a effectivement été pressenti, mais qu'il a répondu tout de suite par une protestation devant laquelle on ne s'est pas arrêté à Vienne. S'il en est ainsi, le procédé autrichien n'en est pas meilleur.

Mais, dit-on encore à Vienne, l'article 25 du traité de Berlin reconnaît à l'Autriche-Hongrie « le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue » du Sandjak de Novi-Bazar. A quoi on répond, à Saint-Pétersbourg, que le mot de « routes » ne comprend pas les chemins de fer, et que la preuve en est à l'article 29 qui, en les nommant expressément à côté des routes ordinaires, les en distingue. Ce n'est peut-être là qu'une subtilité; mais, même si on ne conteste pas le droit de l'Autriche, on peut se demander si elle en a fait un usage opportun. Il ne s'agit, d'après elle, que d'un chemin de fer économique. On n'en croit rien à Saint-Pétersbourg; on y fait remarquer que les intérêts économiques de l'Autriche étaient déjà desservis par une ligne ferrée qui va aussi à Salonique, et qui a 200 kilomètres de moins que la nouvelle. On conclut que celle-ci ne peut avoir qu'un caractère stratégique, et que sa construction modifiera sensiblement l'équilibre des puissances dans les Balkans, notamment celui de la Russie à l'égard de l'Autriche. Que deviennent alors les arrangemens de Muerszteg ? Ils sont violés, dit-on à Saint-Pétersbourg, tandis qu'on affirme à Vienne qu'ils n'ont rien à voir dans l'affaire et qu'ils ont été toujours respectés. Nous n'avons pas à entrer dans une controverse où la France n'a pas d'intérêts directs à défendre, et nous nous bornons à reproduire les argumens des deux parties. Mais comment ne pas reconnaître que la confiance réciproque, qui était à la base des arrangemens de Muerszteg, a reçu une atteinte sérieuse? La nouvelle lancée, il y a un mois, par M. d'Ærenthal a produit en Europe un effet comparable à celui d'un rocher qui, se détachant d'une cime, tombe brusquement dans un lac tranquille et en trouble l'eau jusque dans ses profondeurs. Le lendemain de l'événement, les rapports des puissances entre elles n'étaient plus tout à fait les mêmes que la veille. On a écrit à ce sujet beaucoup de choses exagérées dans les journaux. On a fait allusion, par exemple, à un nouveau classement des puissances qui grouperait d'un côté la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie, et de l'autre l'Autriche et l'Allemagne. Encore l'Allemagne éprouve-t-elle quelque embarras de tout le bruit qui s'élève autour de l'affaire, et, sans désavouer son alliée, laisse-t-elle entendre qu'elle n'est pour rien dans l'initiative qui a été prise : il est vrai qu'on ne la croit pas beaucoup. Et quant à l'Autriche-Hongrie, elle est divisée ; on ne pense pas, on ne parle pas de même à Vienne et à Pest; on blâme volontiers ici ce qui a été fait là. C'est aller bien vite et bien loin, c'est dépasser certainement la mesure exacte des choses que de

tirer des conséquences extrêmes du fait qui vient de se produire. Il n'en est pas moins vrai que les intérêts qui s'agitent, parce qu'ils se sentent menacés, sont un peu différens de ceux sur lesquels reposent les systèmes d'alliances ou d'amitiés de l'Europe. L'Italie et l'Autriche, par exemple, s'aperçoivent une fois de plus qu'ils en ont d'opposés : et ceux qui espéraient amener, peut-être par l'intermédiaire de M. d'Ærenthal lui-même, un rapprochement plus intime entre la Russie et l'Allemagne, voient pour le moins s'éloigner l'accomplissement de leurs désirs.

On a dit aussi que l'Autriche n'avait pas pu obtenir l'avantage considérable que la Porte lui a fait espérer et qu'elle a cru pouvoir escompter, sans avoir rien donné ou fait espérer elle-même, et qu'en retour du bon procédé qu'on y avait eu envers elle, on était en droit d'attendre de sa part, à Constantinople, un peu moins d'énergie dans la poursuite des réformes à introduire en Macédoine. Nous sommes convaincu qu'à Vienne cette conséquence n'est nullement admise; mais enfin, les apparences sont là, et la diplomatie ottomane est trop experte dans l'art de diviser les puissances européennes qui exercent une pression sur elle, pour qu'on ne soit pas porté à voir dans ce qui vient de se passer une nouvelle manifestation de ce genre d'habileté. La Russie et l'Autriche, fortes de l'entente de Muerszteg, agissaient à Constantinople en commun : le Sultan n'aurait pas été l'adroit politique qu'il est, s'il n'avait pas profité de l'occasion qui s'offrait à lui de favoriser l'une au détriment de l'autre et d'ébranler par là leur accord. Aussi n'a-t-il pas manqué de le faire. Comment ne pas se demander, en se plaçant à ce point de vue, si l'heure a été bien choisie pour la démarche autrichienne? Aussi n'a-t-on pas manqué de se le demander en Europe. N'est-il pas à craindre que l'Autriche ne soit, en ce moment, un peu désarmée à l'égard de la Porte, et qu'elle ne puisse pas lui manifester les mêmes exigences qu'hier? Lorsque l'on poursuit deux objets à la fois, l'attention et l'effort s'affaiblissent en se divisant. Ces réflexions se sont présentées, comme il était inévitable, à beaucoup d'esprits en même temps. On y a rattaché certains incidens diplomatiques qui se sont passés à Constantinople, et dont les journaux parlent d'une manière un peu trop vague pour que nous puissions en préciser le caractère avec certitude. Il semble bien, toutefois, qu'il y ait eu, depuis quelques semaines, un peu plus de mollesse dans la pression commune que les puissances exercent sur la Porte à propos de la Macédoine; et comme on attribue à l'Allemagne l'espèce de relâchement qui s'est

produit, on se demande assez naturellement si l'Autriche, son alliée, n'y est pas pour quelque chose. Les puissances s'étaient mises d'accord, — on le croyait du moins, — pour demander à la Porte de donner aux contrôleurs européens en Macédoine un droit de surveillance sur le paiement régulier des magistrats, et, par là, sur le fonctionnement de l'organisation judiciaire elle-même. Une note avait été signée par les six ambassadeurs. Il ne restait plus qu'à la remettre, lorsque l'Allemagne a renoncé à la soutenir et a émis des doutes tardifs sur son efficacité. Nous ignorons quelle suite a été donnée à cette affaire; aucune, peut-être, jusqu'ici; mais cette hésitation de l'Europe, au moment d'accomplir une démarche attendue, a été pour la Porte un succès politique qui ne peut que l'encourager dans ses résistances, ou dans ses tergiversations.

Revenons à la question des chemins de fer. Nous mettons le mot au pluriel parce que, dès que l'Autriche a été autorisée par un iradé impérial à mettre à l'étude la ligne de Novi-Bazar, les esprits sont entrés en campagne pour chercher des compensations qui rétabliraient l'équilibre rompu au détriment de la Russie ; et on a parlé tout de suite d'une ligne ferrée dont les études sont déjà faites en partie, qui relierait le Danube à l'Adriatique. C'est ce qu'on appelle la ligne transversale : on en a étudié plusieurs projets. Elle partirait de la Roumanie à l'Est, et aboutirait, à l'Ouest, à un point à déterminer sur l'Adriatique. Quel serait ce point : Antivari ou Saint-Jean de Medua? Le pays balkanique le plus intéressé à la construction de ce chemin de fer est la Serbie: elle pourrait se soustraire par là à la dépendance économique où l'Autriche le tient aujourd'hui; elle trouverait sur la mer un écoulement à ses produits. De l'autre côté de l'Adriatique, il est à peine besoin de dire que l'Italie applaudirait à la construction de la ligne transversale, et qu'elle regarderait cette solution comme la meilleure de toutes. Quant à la Russie, elle y aurait probablement un intérêt moindre; mais elle y trouverait, au moins pour le moment, une satisfaction politique et morale qui ne serait pas pour elle sans valeur. Il est à croire que toutes ces lignes se feront dans un temps donné; chaque pays intéressé voudra avoir la sienne et finira par l'avoir; il se passera dans les Balkans le même phénomène qui, ailleurs, multiplie quelquefois à l'excès les voies de communication. Mais nous sommes moins sûr que ces créations et constructions de lignes nouvelles se fassent aussi vite que les imaginations surexcitées se plaisent à l'espérer. La Porte est naturellement lente dans ses concessions; elle opposera les demandes des uns à

celles des autres, et qui sait? peut-être aboutira-t-elle à les ajourner toutes. Il est à présumer que c'est ce qui lui conviendrait le mieux. Elle aurait atteint un double but, si, après avoir opposé la Russie à l'Autriche en faisant espérer à celle-ci la concession de la ligne de Novi-Bazar, les prétentions nombreuses qui se dressent et s'enchevêtrent autour d'elle lui servaient de prétexte à un ajournement général. Quant à nous, nous sommes relativement désintéressés dans toute cette affaire; le seul intérêt que nous y ayons est celui de la civilisation, celui qui profite à tout le monde. Toute considération politique mise à part, il ne nous déplaît nullement que l'Autriche relie par Mitrovitza les lignes de Bosnie et d'Herzégovine à Salonique, et il ne nous plairait pas moins que la ligne transversale, du Danube à l'Adriatique, apportât de nouveaux élémens d'activité économique aux petits royaumes et principautés des Balkans. La question était de savoir comment l'Autriche envisagerait la chose. Il est probable que, dans d'autres circonstances, elle l'aurait regardée d'un œil peu bienveillant; mais elle a senti qu'en ce moment elle avait à effacer, ou du moins à atténuer les impressions très vives qu'elle avait provoquées; aussi a-t-elle annoncé qu'elle ne ferait aucune objection à la ligne transversale. S'il en est ainsi, tout sera pour le mieux. Nous n'irons pas jusqu'à dire que tout le monde sera content, mais chacun aura obtenu quelque chose: — et si, la Porte ajournant tout, personne n'obtient rien, chacun se résignera plus facilement à sa mésaventure en songeant à celle du voisin.

La Chambre des députés continue de discuter l'impôt sur le revenu. La discussion générale a commencé d'abord d'une manière très lente, très nonchalante, très indifférente. Le premier jour, il n'y avait presque personne dans la salle, et les orateurs parlaient devant des banquettes vides. Ce médiocre empressement de la Chambre correspond sans doute à ses sentimens véritables; au fond, la majorité se soucie fort peu de l'impôt sur le revenu, ou plutôt elle le redoute; mais elle le votera tout de même parce qu'elle l'a promis, ou parce qu'on lui a fait croire qu'elle l'a promis à ses électeurs. Cette seconde formule est la plus vraie. Si on se reporte aux professions de foi électorales, il s'en faut de beaucoup que la majorité de la Chambre ait promis de voter l'impôt global et progressif de M. Caillaux; mais elle s'est engagée à faire des réformes en vue d'une distribution plus équitable des charges fiscales, et de ces mots vagues, par des équivoques faciles, on a fait naître pour elle des

engagemens qu'on lui demande impérieusement de respecter. La plupart des députés n'oseraient pas aujourd'hui se représenter devant les électeurs sans s'être mis à même de dire qu'ils ont tenu leurs promesses, et comme ils n'ont pas sous la main d'autre projet que celui de M. Caillaux, ils le voteront. Mais ils savent bien que c'est une formalité qu'ils remplissent, et que le projet ne passera pas au Sénat dans les mêmes conditions qu'à la Chambre : il y sera profondément modifié. De là le très faible intérêt qu'ils ont manifesté tout d'abord pour une discussion qui n'est pas encore la vraie, et qui, bien qu'elle ait été précédée par tant d'autres, n'est pourtant qu'un exercice préalable. Peu à peu, toutefois, la discussion s'est élevée et animée; quelques-uns des orateurs les plus compétens et les plus éloquens y ont pris part; les questions posées ont été envisagées sous toutes leurs faces, et la Chambre n'a pas été insensible à l'intérêt qu'elles présentent. Ce débat, commencé dans le vide, a fini par exciter une attention générale, et lorsque M. Jules Roche, M. Ribot, M. Aynard sont montés à la tribune, on a eu quelques belles et grandes séances dignes du sujet qui y était traité. D'autres orateurs déjà, M. Aimond par exemple, avaient présenté des observations excellentes, qui méritent d'être retenues. Quant à la Commission et au gouvernement, ils n'ont pas paru au niveau de leur tâche. Le rapporteur, M. Renoult, s'est contenté de rééditer son rapport, qui d'ailleurs est une œuvre laborieuse, mais qui n'est pas autre chose. Le président, M. Camille Pelletan, a parlé pendant deux séances consécutives et a paru beaucoup plus décousu que d'habitude. Quant au ministre, M. Caillaux, c'est un orateur plein de ressources, et ses amis attendaient de lui un discours qui confondrait toutes les objections. Dans leur confiance, ils avaient eu le tort d'annoncer qu'ils en demanderaient l'affichage. Après l'avoir entendu, ils y ont renoncé : nous n'en dirons pas autre chose.

Il est d'ailleurs bien difficile de renouveler beaucoup un sujet sur lequel on a déjà tant parlé, et personne ne l'a fait, pas même M. Jules Roche, M. Ribot, ou M. Aynard. Mais ils ont admirablement réuni les objections principales contre l'impôt sur le revenu en général et contre le projet de M. Caillaux en particulier, et il les ont exposées une fois de plus dans l'ordre le plus propre à leur donner toute leur clarté et toute leur force. Leurs discours sont des œuvres magistrales : ils ont sans doute entraîné la conviction de la Chambre, mais cela ne veut pas dire qu'ils détermineront son vote. Aussi bien sont-ils faits surtout pour le pays qui a des tendances diverses au

sujet de ces questions délicates, qui les connaît insuffisamment et qui a besoin d'être éclairé. Ce n'est pas tant sur la Chambre que sur l'opinion que les orateurs libéraux doivent agir aujourd'hui, car la Chambre a son siège fait, tandis que l'opinion reste indépendante et peut se ressaisir un jour. On sait à quel point M. Jules Roche connaît notre histoire financière : le passé lui fournit toujours des exemples de ce qu'on propose aujourd'hui, et il montre où toutes ces épreuves conduisent. Il est un de ces érudits qui ont le don de la vie et qui le répandent sur tous les sujets qu'ils traitent. Cela vient de ce que M. Jules Roche est un passionné, mais sa passion est celle du bien public. Après lui, avec lui, MM. Ribot et Aynard ont tout dit. Nous ne les suivrons pas dans leurs discours : le peu de place dont nous disposons n'y suffirait pas. Qu'il nous suffise de dire qu'ils ont tous les trois distingué dans le projet de M. Caillaux, et qu'ils en ont signalé avec éloquence la partie essentielle : à savoir ce que M. le ministre des Finances appelle l'impôt complémentaire. L'impôt complémentaire est l'impôt global et progressif sur le revenu. M. Caillaux laisse subsister, quoi qu'il en dise, la plupart des impôts qui existent aujourd'hui; il se contente d'en changer quelquefois le nom et de les organiser autrement; il en crée de nouveaux, comme l'impôt sur les bénéfices agricoles; il introduit dans tous quelques particularités très dangereuses. Toutefois, s'il s'en tenait là, il ne soulèverait pas contre lui tant de réprobation. Mais à côté de ces impôts, au-dessus d'eux, il place l'impôt complémentaire, destiné à suppléer à l'insuffisance des autres, et peut-être à les remplacer un jour : les socialistes y comptent bien. Par qui sera payé cet impôt? Par une minorité de contribuables, qui deviendront dès lors taillables et corvéables à merci. Et cette minorité pourra aller, ou plutôt elle ira en se réduisant en nombre à mesure qu'on élèvera le chiffre au-dessus duquel l'impôt devra être payé. C'est ce que M. Ribot a résumé en quelques mots typiques. « Quel est votre système? a-t-il demandé. Il consiste à parquer dans un endroit réservé, aujourd'hui 480000 contribuables, demain 167000 peut-être, si vous élevez à 10000 le taux de l'exemption, et 64000 si vous arrivez à 20000. » M. Caillaux n'arrivera pas à 20000, ni sans doute à 10000, mais d'autres y arriveront et nous y conduiront après lui. La tentation deviendra de plus en plus forte d'écraser les riches sous prétexte d'égaliser le niveau de la richesse; et M. Caillaux aura fourni l'instrument de cette révolution fiscale destinée à préparer une révolution sociale. Ces contribuables de grand luxe, que M. Aynard a qualifiés de « bêtes de somme, » devien-

dront les parias du budget. On en trouve des exemples dans l'histoire, où on trouve de tout; mais on chercherait en vain dans le monde moderne civilisé quelque chose d'analogue à l'innovation de M. Caillaux.

Les radicaux en sont, au fond de l'âme, tout aussi inquiets que les libéraux. L'un d'eux, M. Aimond, a voulu leur fournir un moyen, non pas même de mettre en échec le projet de M. Caillaux, mais de se réserver jusqu'à ce que, les diverses parties en ayant été discutées et votées, on pourra juger du tout. Le premier article supprime les quatre contributions directes : attendons, dit M. Aimond, de voir par quoi nous les aurons remplacées. Proposition judicieuse et sage, à coup sûr. Cependant, pour se montrer plus conciliant, M. Aimond ne s'y est pas tenu: il a proposé un texte évasif annonçant que les nouveaux impôts remplaceraient les impôts directs qui seraient supprimés. Cela laissait entendre que, peut-être, ils ne le seraient pas tous. Mais M. Caillaux ne veut rien entendre! Avant de construire, il tient à tout démolir, car, si on ne démolissait pas tout, peut-être trouverait-on, à un moment du débat, que ce qui reste vaut mieux que ce qu'on mettrait à la place. Commençons donc par tout jeter à bas! Au fond, il ne s'agit que de manifestations à faire dans un sens ou dans l'autre, car la partie destructive du projet, qu'elle soit partielle ou complète, reste inséparable de la partie constructive, et le projet, une fois voté dans ses détails, devra l'être dans son ensemble. Mais M. le ministre des Finances tient à sa méthode, et il a annoncé que le gouvernement poserait la question de confiance pour la faire prévaloir. M. Aimond et ses amis reculeront-ils, ou tiendront-ils bon? Nous le verrons bientôt. Notre étonnement serait grand s'ils ne reculaient pas devant les foudres ministérielles, et si, au prix d'une crise gouvernementale, ils étouffaient dans l'œuf le projet de M. Caillaux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.